





# DÉBATS

Fiscalité

## Prélevons l'impôt à la source

par Marc Schwartz et Denis Soubeyran

LES Français sont-ils passés maîtres dans l'art d'enterrer prématurément les débats de société ? A peine l'idée d'une retenue à la source de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) a-t-elle été lancée par le premier ministre que, déjà, son sort paraît réglé.

De quoi s'agit-il ? D'introduire dans notre système fiscal une simplification fondamentale du paiement de l'IRPP. Celui-ci ne serait plus versé par le contribuable (système du tiers provisionnel) ou par la banque (mensualisation) mais par l'employeur, qui en retenirait le montant sur les salaires versés, comme c'est déjà le cas pour les cotisations sociales.

Faute d'analyses précises, la retenue à la source est victime d'une coalition d'oppositions disparates. Pourtant, elle présente des avantages considérables que l'avalanche de critiques qu'elle subit aujourd'hui tend parfois à faire oublier. Quant aux obstacles techniques qu'on lui oppose, ils sont beaucoup moins nombreux que l'on veut parfois le faire croire.

### Plus rationnel et plus simple

Instaurer la retenue à la source serait d'abord simplifier radicalement le paiement de l'impôt. Les Français trouvent peut-être un certain charme au système du tiers provisionnel, puisqu'il est encore pratiqué par 65 % des contribuables. Cependant, comment ne pas relever ce qu'un tel système a d'archaïque et de malcommode ? Des versements qui dépendent pendant la plus grande partie de l'année des revenus que l'on a perçus deux ans auparavant, des paiements importants à certains moments de l'année, au risque de déséquilibrer la trésorerie du ménage, des caps difficiles à négocier en cas de chute importante des revenus (départ à la retraite, chômage...), telles sont les inévitables conséquences d'un système où l'on règle l'impôt avec une année de décalage.

Au contraire, la retenue à la source est fondamentalement commode et permet d'éviter tous ces inconvénients. Ce n'est certes pas un hasard si, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990, on a donné aux artistes et aux sportifs la faculté de choisir ce système de prélèvement. Les revenus en dents de scie rendaient parfois difficiles leurs relations avec le fisc... Pourquoi les autres contribuables ne pourraient-ils pas profiter d'une telle mesure ?

Le système sera évidemment d'autant plus commode que l'on n'aura pas de déclaration à remplir. C'est ce qui existe dans plusieurs grands pays industrialisés, en tout cas pour les cas les plus simples. Pourquoi pas en France ? La retenue à la source serait aussi l'occasion rêvée de moderniser l'impôt lui-même.

Alors que les recettes qu'il fournit à l'Etat sont finalement assez modestes (13 % environ du total), le système français d'impôt sur le revenu présente une complexité et une sophistication rarement

atteintes. Qui, à part un spécialiste, peut être sûr aujourd'hui que l'impôt qu'il calcule seul correspond bien au montant qui sera finalement exigé de lui par l'administration ?

Qui peut encore justifier la multitude des exonérations, abattements, réductions accordés au gré de priorités politiques changeantes ou d'impératifs électoraux ? Comment expliquer les différences de traitement entre les couples mariés et les autres ? Et les aberrations d'un barème qui, avec ses treize tranches, sa décote, ses minorations, fait aujourd'hui figure de dinosaure fiscal ?

La France n'a pas encore procédé au grand nettoyage de sa législation que se sont imposés la plupart des grands pays industrialisés au cours de la dernière décennie. La retenue à la source serait l'occasion, non pas d'une refonte d'ensemble de notre impôt — ne rêvons pas d'un « grand soir » fiscal — mais d'une simplification indispensable et d'une rationalisation salutaire.

Les Français paient actuellement 2 500 millions de francs d'impôts et de cotisations sociales par an. L'essentiel de ces recettes est prélevé à un taux proportionnel soit sur les dépenses (TVA), soit sur les revenus (cotisations sociales). Or il faut rappeler qu'un impôt proportionnel est, par définition, un impôt qui ne réduit en rien les inégalités, puisqu'il frappe au même taux tous les ménages, quel que soit le niveau de leurs revenus. Une fois l'impôt payé, les écarts de rémunérations sont exactement identiques. A l'inverse, l'impôt direct, l'impôt sur le revenu, est un impôt progressif ; cela signifie qu'il frappe davantage les hauts revenus et permet ainsi d'assurer une réelle redistribution.

A l'heure où l'on s'inquiète de l'accroissement des inégalités en France, il serait paradoxal que l'on renforce le caractère proportionnel des prélèvements obligatoires.

Or c'est bien ce qui est en train de se passer. L'IRPP était un élément essentiel de redistribution de notre système fiscal. Les diverses redevances qu'il a subies depuis sa création ont considérablement réduit son assiette ; il concerne aujourd'hui moins de la moitié de la population, et représente 5 % du PIB, contre 10 % en moyenne dans les autres grands pays. A l'avenir, l'impôt sur le revenu ne joue plus aucun rôle redistributif.

Est-il absurde de vouloir que l'impôt sur le revenu soit un impôt « social », qui assure une meilleure répartition des revenus, conformément à ce qu'il a longtemps été ? Il faudrait pour cela que, à prélèvement global inchangé, une plus grande part des recettes publiques provienne de l'IRPP et une moins grande part des prélèvements proportionnels (la TVA ou les cotisations sociales).

Venons-en aux obstacles auxquels se heurterait une telle réforme qui sont en fait beaucoup moins nombreux que l'on veut

parfois le faire croire.

A ce sujet, une remarque de bon sens s'impose : si tous les grands pays développés ont réussi à résoudre ces difficultés, tout en conservant un impôt fortement personnalisé, c'est que, à l'évidence, les moyens techniques existent.

Mais, concrètement, la retenue à la source ne va-t-elle pas aggraver la situation des salariés par rapport aux non-salariés, dans la mesure où ces derniers pourraient continuer à payer leur impôt avec un an de décalage, bénéficiant ainsi d'un avantage de trésorerie ? Une règle commune devrait être appliquée à tous, salariés comme non-salariés : le paiement au moment où est perçu le revenu. Certes, pour des non-salariés, le paiement « en temps réel » ne peut être effectué, comme c'est le cas pour les salariés, par une tierce personne (l'employeur). Mais rien n'empêche de prévoir un système d'acomptes, dans lequel les versements dépendraient des revenus effectivement perçus au long de l'année. Plusieurs pays étrangers pratiquent ce type de système, qui présente le très grand avantage de ne pas défavoriser les salariés.

Par ailleurs, ces derniers, on le sait, n'ont pas grand-chose à cacher au fisc puisque leurs employeurs doivent déclarer à l'administration les revenus qu'ils leur ont versés. Par conséquent, on voit mal le désavantage qu'ils devraient subir du fait de la retenue à la source. Au contraire, ils bénéficieraient prioritairement de la commodité introduite par le système.

Une autre objection est parfois évoquée : notre impôt serait trop personnalisé, avec notamment son quotient familial, pour pouvoir s'adapter à une retenue à la source. On ne peut parfaitement concevoir une retenue à la source qui résolve le seul problème que pose effectivement le quotient familial : l'imposition

globale du revenu d'un ménage quand les deux époux travaillent. Il faut alors, d'une manière ou d'une autre, que l'employeur puisse prendre en compte l'existence du revenu du conjoint au moment du calcul de la retenue.

Ce problème a été résolu, par exemple aux Etats-Unis, par des méthodes qui permettent de préserver le secret fiscal. Toutefois, elles ne sont pas transposables telles quelles dans notre pays, sauf à introduire une certaine complication.

### Le quotient familial en question

Pourquoi alors ne pas engager une réflexion sur l'opportunité de conserver en France le système du quotient familial ? Nous sommes le seul pays au monde à le pratiquer, avec le Luxembourg. Quelles sont les justifications véritables d'un mécanisme qui, quelque correctif qu'on cherche à lui apporter, est fondamentalement injuste, puisqu'il produit une réduction d'impôt beaucoup plus forte pour les hauts revenus que pour les bas salaires.

Enfin, certains se demandent comment serait franchi le cap de la première année. Feraient-ils payer deux fois l'impôt, une première fois pour l'année écoulée, selon le système actuel, et une seconde fois pour l'année en cours, avec retenue à la source ? C'est évidemment impossible. C'est pourquoi l'Etat devrait, tout simplement, faire cadeau à l'ensemble des contribuables d'une année d'imposition, selon des modalités qu'il conviendrait évidemment d'étudier précisément. Ne serait-ce pas, pour tous, une manière agréable d'inaugurer le nouveau système ?

Marc Schwartz et Denis Soubeyran sont hauts fonctionnaires, maîtres de conférence à l'Institut d'études politiques de Paris.

## AU COURRIER DU Monde

### Salut hitlérien dans le métro

Sur la ligne de métro Pont de Sèvres-Mairie de Montreuil, samedi soir 19 mai, à la sortie du match de football PSG-Nice, j'ai embarqué dans mon train des centaines de hooligans chantant la Marseillaise en l'accompagnant du salut hitlérien. Ils ont saccagé une voiture dont les néons ont éclaté.

Devant un tel déploiement de violence, les voyageurs s'étaient réfugiés dans les voitures adossées et étaient restés à quai. Les forces de l'ordre étaient en trop petit nombre pour pouvoir intervenir efficacement.

Je m'étonne que les pouvoirs publics, pourtant informés depuis plusieurs années des agissements racistes et xénophobes d'un certain nombre de supporters du PSG, n'aient pas mis tout en œuvre pour assurer la sécurité des voyageurs et des agents de la RATP à cette occasion.

MICHEL LE BAR, conducteur ligne 9 RATP

### Paganisme et athéisme

Un lecteur critiquait, dans le Monde du 19 mai, un propos du cardinal Lustiger attribuant les récents et ignominieux méfaits racistes à une résurgence du paganisme. Le cardinal aurait, en quelque sorte, désigné aussi comme responsables de ces méfaits les tenants actuels de l'athéisme.

Il y a là un amalgame insoutenable entre paganisme et athéisme. Le paganisme antique n'était pas athée, mais, au contraire, polythéiste ; et si quelques païens de l'Antiquité furent athées, c'était surtout par conviction philosophique ou esprit critique envers les récits mythologiques.

Actuellement, on désigne par paganisme avant tout la divinisation d'une réalité humaine, érigée en absolu et vénérée comme un dieu, que ce soit l'argent, le sexe, le pouvoir (ainsi dans une dictature) et surtout la race. En parlant ainsi, le cardinal Lustiger se situe dans la ligne des papes modernes, tel Pie XI qui condamna le « nationalisme intégral » de la première Action française (1926) et le racisme hitlérien (1937) comme des formes de néo-paganisme. Si

un athéisme respectueux de l'homme et de sa liberté est facteur de tolérance, par contre le racisme païen et xénophobe exalte la haine ; et c'est en cela que réside sa perversion.

JEAN-MARIE AUBERT Paris

### Un autre « père » de la télévision

Dans votre numéro du 4 mai, vous présentez Farnsworth comme un pionnier de la télévision et rappelez qu'il a disputé à Zworykin la paternité de cette invention. Mais d'autres, ayant en l'ambition de faire pour l'image ce que Bell avait fait pour le son, peuvent prétendre au titre de « père de la télévision » : l'italien Camillo d'Américani Carli, l'Allemand Nipkow, le Français Constantin Senlecq (1842-1934)... Ce dernier, notaire à Ardres (Pas-de-Calais), bricoleur de génie, construisit dès 1877 le téléscopie, un appareil sur les propriétés du sélénium, qui visait à analyser l'image à l'aide d'un disque, à la transporter et à la reconstituer. Il avait déposé un brevet et décrit l'appareil dans une brochure imprimée à Saint-Omer, diffusée à Paris, New-York et Londres.

MICHEL CABAL Lille

## De Gaulle an cent

Suite de la première page

De l'exécution de Pucheu à celle de Bastien-Thiry, sa justice a eu souvent le bras lourd, plus lourd en tout cas qu'on n'aurait pu l'attendre d'un homme qui s'était donné pour objectif de rassembler les Français.

De ce personnage hors série, Churchill a écrit, dans ses *Mémoires*, qu'il n'avait « jamais rencontré quelqu'un qui fût aussi occupé de sa propre aventure ». Mais aussi quelle aventure que celle dont ce cahier retrace, à partir d'articles publiés depuis près d'un demi-siècle dans le Monde, le fabuleux cheminement ! Aventure qui eût été toute différente, faut-il le rappeler, s'il s'était trouvé, en juin 1940, un seul membre du gouvernement ou chef militaire un peu plus étoilé que lui pour ramasser les tronçons du glaive. Si la IV<sup>e</sup> République avait su faire la paix en Algérie. Si, au soir de sa vie, de Gaulle n'avait pas trouvé en lui, alors que la tourmente menaçait d'emporter l'Etat, la force nécessaire pour venir à bout du quartieron d'Alger et de la « clientèle » de mal 68.

D'un homme aussi totalement dévoué à la cause de sa patrie, la dernière chose qu'on pouvait attendre était qu'il l'abandonnât aux bras d'un étranger ou d'un Français indigne d'elle. La continuité est donc totale dans son action entre la France libre, puis combattante, dont il fut le chef à tous égards incommode, et les combats qu'il a menés sous la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> République contre les partis, contre les communistes rebaptisés « séparatistes », pour une Europe des patries, mais contre celle de la supranationalité et du « volapük », contre la « double hégémonie », pour le retrait du commandement intégré de l'OTAN, pour la force qu'on appelait alors « de frappe ».

### S'il revenait sur Terre

Son œuvre est immense. Il a maintenu, malgré le moindres poids physiques d'une nation dont la population ne représente plus qu'un centième de l'humanité, l'essentiel de ce « rang » auquel il tenait tant, puisque, à ses yeux, il permettait à ce pays de poursuivre la mission dont il croyait investi. Sans lui, la France n'aurait pas reçu en compagnie de trois Grands la capitulation du Reich et du Japon. Elle ne consentait pas de l'un des cinq sièges permanents, avec le droit de veto qu'il confère, au Conseil de sécurité des Nations unies.

Elle n'aurait pas de discussion nucléaire. Son armée aurait probablement été incorporée dans une communauté européenne de défense sous commandement américain, et elle aurait abdiqué depuis belle lurette une grande partie de sa souveraineté aux mains d'une fédération européenne. Dieu sait, d'autre part, à quel point il était la guerre d'Algérie. En tout cas, il est douteux que la nation se serait dotée d'institutions qui, taillées à la mesure de de Gaulle, ont été jugées bien commodes par ses trois successeurs, y compris par celui qui avait parlé à leur sujet de « coup d'Etat permanent ».

Enfin, on ne saurait oublier que ce puritain ne se méfiait pas moins du pouvoir de l'argent que des autres féodalités. Il a massivement nationalisé la Libération. Il s'est toujours heurté à la méfiance, pour

ne pas dire plus, d'une partie des possédants, et c'est à la défection d'une fraction de son électorat conservateur, inquiète de ses projets de participation, qu'il a dû, en 1969, de perdre son dernier référendum.

Cet homme des tempêtes, muré depuis lors dans son silence, a eu la mort la plus prosaïque : il s'est effondré en faisant une réusite, quelques instants avant le « 20 heures » qu'il s'appropriait à regarder, comme tout un chacun, sur son écran de télévision. C'était il y a vingt ans. S'il revenait sur Terre, le monde qu'il découvrirait le surprendrait sans doute moins qu'un autre : il a toujours cru que les nations étaient plus fortes que les idéologies et que l'Allemagne se réunifierait ; faut-il rappeler qu'il s'était obstinément refusé, pour sa part, à reconnaître une RDA qui, à ses yeux, ne représentait que la volonté de l'occupant ? Sa chère Europe « de l'Atlantique à l'Oural » n'est-elle pas en train de prendre forme sous nos yeux ?

### Un rassemblement pour rassembler

En France même, l'homme qui avait dénoncé « les délices et les poisons du système » ne s'étonnerait guère de la confusion qui caractérise tout souvent aujourd'hui la vie politique, ni même de la manière dont majorité et opposition viennent d'enterrer une série de scandales dans le linceul de l'amnistie : il a souvent tenu les propos les plus pessimistes sur ce qui se passerait quand il ne serait plus là. Lui, qui fascinait tant l'Histoire, s'en est-il assez préoccupé ?

Il a dit un jour ne pas avoir eu de prédécesseur : manière de dire qu'il ne pouvait non plus avoir de successeur ? Apparemment, il a vaguement songé un moment à restaurer la monarchie, puis y a renoncé. A-t-il vraiment cru que l'élection du président de la République au suffrage universel était nécessairement l'élément d'un « rassemblement » ? Ce n'a été le cas ni pour Georges Pompidou, élu par 37,5 % seulement des inscrits, ni pour Valéry Giscard d'Estaing, passé de justesse en 1974, ni pour Mitterrand I, symbole de la victoire d'une France trop longtemps négligée sur une autre trop habituée à considérer que le pouvoir lui appartenait de droit. La réélection de l'actuel président a certes présenté un aspect bien plus consensuel, mais qui peut assurer qu'il en ira de même lorsque il s'agira de le remplacer ?

Comment n'être pas frappé, de toute façon, par le contraste existant entre le bilan de ce que de Gaulle a fait et ce qui reste du gaullisme comme force politique ? La « rassemblement » qui se réclame du général n'a « rassemblement », au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, que moins de 20 % des suffrages exprimés, soit moins de 16 % des inscrits. Le temps est loin où André Malraux pouvait dire : « Aujourd'hui, en France, il y a les communistes, nous et rien ».

En réalité, faite pour l'homme du 18 juin d'avoir laissé un testament politique, un minimum de corps de doctrine, qui peut se vanter de détenir les clés d'un « gaullisme sans de Gaulle » ? Etre gaulliste, en effet, ce n'était pas adhérer à un dogme, à une idéologie. C'était suivre une personne parce qu'on admirait sa perspicacité, sa stratégie, son abnégation, servies par un rare sens du théâtre et un humour décapant. Un homme à qui l'on s'en remettait, que l'on fût de droite ou de gauche, monarchiste ou progressiste, du soin de choisir, le moment venu, ce qui était le meilleur pour la France.

Ces choix pouvaient être passablement contradictoires. C'est le même de Gaulle qui a voulu, en 1945, détacher la Rhénanie de l'Allemagne et a scellé quinze ans plus tard l'alliance avec elle ; le même qui a écarté, également en 1945, l'insurrection du Constantinois et « octroyé », en 1962, l'indépendance à l'Algérie. A chaque tournant un peu brusque, il avait quelques compagnons, le reste de la troupe applaudissant devant tant d'audace ou se contentant de grogner.

Les hommes exceptionnels sont généralement le produit de temps exceptionnels, c'est-à-dire les plus souvent tragiques. Une fois ces temps passés, qui peut dire avec certitude ce qu'ils feraient s'ils vivaient encore ?

ANDRÉ FONTAINE

Qui disait :  
Il n'y a plus d'intellectuel communiste ?

LUCIEN SEVE  
COMMUNISME  
QUEL SECOND SOUFFLE ?

Lucien Seve  
COMMUNISME  
QUEL SECOND SOUFFLE ?  
110 F

messoon

messoon

## Le Monde

Edité par le SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989),  
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Griez, Nelly Pierret  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amélie,  
Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 48-60-30-10 ; Telex 281311 F MONDISR



# ÉTRANGER

## M. Gorbatchev a reçu les présidents de la Lettonie et de l'Estonie

Alors que le Parlement lituanien débattait toujours, mardi 22 mai, de la façon de « suspendre » l'indépendance ou les lois qui la traduisent, M. Mikhaïl Gorbatchev recevait au Kremlin, durant vingt minutes, les présidents des deux autres États baltes.

Mais ce fut pour leur réitérer son exigence de voir les trois Républiques « annuler leurs décisions sur l'indépendance », a déclaré le président estonien, Arnold Rüutel, qui a qualifié la rencontre de « déplaisante pour les deux parties », malgré leur désir commun d'entamer les négociations.

### Débat à Vilnius

Cité par l'agence estonienne Info, M. Rüutel a précisé que l'exigence de Moscou « n'est pas réaliste dans la situation politique actuelle ». Soulignant qu'il espérait voir la question résolue au sommet soviéto-américain, il a indiqué que les trois présidents allaient se consulter pour envoyer une proposition officielle à M. Gorbatchev pour entamer des négociations sur l'indépendance.

Le Parlement lituanien débattait pendant ce temps de trois variantes de lettre à adresser à Moscou, mais aucune vote n'avait eu lieu en début de soirée. Les députés ont alors décidé d'entendre un rapport sur la situation économique après plus d'un mois de blocus, le président Vytautas Landsbergis déclarant que les Lituanais doivent se préparer à ce qu'il soit « long ».

a rapporté la télévision soviétique.

Un tanker transportant 80 000 tonnes de pétrole destinées à la Lituanie, en provenance de Rotterdam, est resté ancré au large du port lituanien de Klaipėda, les autorités soviétiques lui interdisant l'accès, selon Interfax, une publication de Radio-Moscou.

L'essence serait désormais réservée en Lituanie aux ambulances, à la police et aux pompiers, alors que l'eau chaude aux particuliers doit être coupée vendredi, selon un responsable de Vilnius.

Par ailleurs, le Parlement de la Fédération de Russie, en session à Moscou, a notamment entendu mardi un rapport sur la situation en Lituanie, ainsi que le programme du député Boris Eltsine, candidat à la présidence de celle-ci, qui s'est prononcé pour une « souveraineté réelle » de la République russe. — (AFP, Reuters.)

■ HONGRIE : le pacte de Varsovie « n'est plus nécessaire », selon M. Antall. — Le premier ministre hongrois, M. József Antall, a déclaré mardi 22 mai, en présentant son programme devant le Parlement, que « la participation de la Hongrie au pacte de Varsovie est contraire au désir de la nation ». Il s'est prononcé pour l'ouverture de négociations avec les autres pays membres d'un pacte qui « n'est plus nécessaire », se rapprochant ainsi des demandes formulées par l'opposition. — (UPI.)

## Le Parlement double le salaire du chef de l'Etat

MOSCOU

de notre correspondant

Sentant bien que le bêt blesse l'agence Tass a pris les devants. « Il s'agit d'un acte de détermination d'une nouvelle étape de l'instauration d'un Etat de droit où la loi régit tout et les instructions secrètes n'existent pas ».

L'argument se défend, mais à fixer le nouveau montant, 4 000 roubles, du salaire présidentiel trois jours avant d'examiner les projets de réforme économique du gouvernement, les députés soviétiques viennent de jouer avec le feu — ou de jouer un mauvais tour à M. Gorbatchev.

La valeur de la monnaie soviétique étant affaire d'appréciation, cette somme peut représenter, au choix, l'équivalent de 40 000 francs (cours dit officiel), 4 000 francs (cours « touristique »), 2 000 francs (ce qu'on vous en donnerait au noir) ou bien encore quatre cents aubergines, qui sont à 10 roubles pièce sur le marché central. Moscou, où les salaires sont en francs officiels, ce salaire présidentiel n'a donc rien, en soi, de scandaleux et serait même plutôt modeste si le salaire soviétique moyen ne plafonnait pas, lui, à 270 roubles par mois.

Car même avec cette somme (presque quatre fois le salaire minimum) on vit mal, très mal, en URSS et l'on y vit plus mal encore quand le « passage à l'économie de marché » aura fait, en attendant pire, doubler les prix alimentaires, 4 000 roubles. Le chiffre a instantanément fait le tour de l'URSS, et les députés du Parlement ont eu beau souligner que le fixe en réduisant les coûts de la monnaie n'a rien de révolutionnaire, l'opinion n'a retenu pour sa part que l'augmentation de fonction à Moscou, les deux datchas (près de la capitale et en Crimée), les hélicoptères et avions « spécialement équipés » et

cette retraite surtout — 1 500 roubles, plus une maison et une protection à vie.

Quand le salaire et les avantages du président soviétique sont inscrits dans la loi, c'est, en effet, la démonstration que le régime soviétique n'est pas un régime de « tous pourris ». M. Gorbatchev, lui, y perd. Pendant que le Parlement débattait de ses revenus, il recevait au Kremlin M. Dubovik.

Aujourd'hui président du Parlement tchécoslovaque, l'homme du « printemps de Prague » et du « socialisme à visage humain » n'était pas venu à Moscou depuis qu'il y avait été traité, en semi-prisonnier, au lendemain de l'intervention soviétique dans son pays.

Ces deux hommes-là réunis au Kremlin, c'était un petit moment d'histoire. L'un avait perdu, l'autre a déjà créé l'irréversible et tous deux ont, en ce sens, gagné leur combat pour ce « renouveau démocratique et humaniste de la société » qu'a longuement évoqué M. Gorbatchev.

Trois ans, M. Dubovik a déclaré en sortant « avoir vu de l'humanité dans les yeux et le visage » de son interlocuteur, qui suit au demeurant ne jamais perdre de temps.

C'est devant M. Dubovik qu'il a glissé, d'une phrase, un message sur le type d'alliance auquel il aimerait pouvoir parvenir au prochain congrès du parti, début juillet. La poursuite des réformes, a-t-il dit, demande une alliance de « toutes les forces politiques et sociales responsables sans exclusion ni la gauche radicale ni les conservateurs modérés ».

Pour M. Gorbatchev, la gauche (le Parti du mouvement) peut être « radicale », mais les conservateurs, eux, doivent être « modérés ».

BERNARD GUETTA

## Les inquiétudes de l'ambassadeur de Roumanie à Paris

## M. Paléologue redoute « la séduction du pouvoir illimité » à Bucarest

L'ambassadeur de Roumanie à Paris persiste et signe. Déjà surnommé ce printemps par son gouvernement pour avoir critiqué « l'immaturité » de son chef, M. Paléologue (1) n'a rien perdu de sa sévérité, malgré le triomphe électoral du Front de salut national, pour ce qu'il appelle les « erreurs systématiques et en progression croissante » commises par ce dernier depuis trois mois. Parlant mardi 22 mai au cours d'une rencontre avec la Fondation du futur — que préside M. Jacques Baumeï — il constate que ce gouvernement est maintenant « légitime », mais il reste un contestataire.

### Les « bons pays » du Nord

D'abord parce que, si le scrutin a été « plus ou moins correct », il trouve « troublante » une déclaration de M. Voican faisant état de 17 millions d'électeurs : « Comment un pays de 22 millions d'habitants peut-il fournir 17 millions d'électeurs ? » (2). Ensuite parce qu'il constate « un glissement vers la séduction du pouvoir illimité, lequel corrompt absolument ». Enfin parce qu'il voit se creuser « un fossé, un abîme, entre la classe ouvrière — dont le FSN s'est acquis la sympathie, mais par quels moyens et à quel prix ? — et la classe intellectuelle », notamment les jeunes.

■ Un médiateur du gouvernement frappé par des contestataires à Bucarest. — Le secrétaire général du gouvernement roumain, M. Sever Georgescu, a été molesté, mardi 22 mai, sur la place de l'Université à Bucarest, où il était venu tenter de dialoguer avec les contestataires et une cinquantaine de grévistes de la faim. Le ministre de la justice qui l'accompagnait a également été pris à partie. Il s'est enfui en voiture après avoir été poursuivi par des manifestants.

M. Georgescu a reçu au moins deux coups de poing donnés par des inconnus alors qu'une foule de plusieurs dizaines de personnes le poursuivait. Il lui a échappé en se réfugiant à l'intérieur de l'hôtel Intercontinental tout proche. Alors que la foule criait « Jos communismul » (A bas le communisme) et d'autres slogans hostiles, M. Georgescu a finalement pu quitter l'hôtel et la foule a regagné la place de l'Université. — (AFP.)

Autre sujet d'inquiétude, la tension, manifestée selon lui au sommet soviéto-américain de Malte en décembre dernier, à diviser l'Europe de l'Est en deux zones : les « bons pays » du Nord, appelés à être membres à part entière de l'Europe, et une seconde zone formée par la Bulgarie, la Roumanie, l'Albanie « et peut-être l'URSS », où « l'on ne serait européen qu'au second degré ».

Cela dit, M. Paléologue n'est pas trop pessimiste à long terme : les entorses constatées actuellement ne sont à son avis que les symptômes d'une « crise de croissance, les séquelles d'un communisme crétinisant ». La démocratie devrait progresser malgré tout, notamment avec la consolidation des vieux partis qui « manquent encore de substance ».

Combien de temps cet aristocrate écrivain, et qui ne cache pas ses convictions monarchistes, pourra-t-il rester ainsi un ambassadeur d'opposition ? « Je n'ai rien à perdre si je suis révoqué, répond-il. A soixante et onze ans, je n'ai pas de carrière, ni devant moi ni derrière moi ». Auparavant était venue cette profession de foi, aussi originale que courageuse : « Je crois servir mon pays en m'écartant de plus en plus des positions de mon gouvernement, en essayant de contrecarrer, dans la mesure de mes moyens, l'effet produit dans l'opinion occidentale par les agissements mal inspirés de ce gouvernement ».

MICHEL TATU

1) Plutôt que le nom « orientaliste » de Paléologue qui lui est donné aujourd'hui à Bucarest, l'intéressé lui-même préfère celui de Paléologue, que sa famille a toujours porté dans l'Empire byzantin — et qui est aussi celui de l'ambassadeur de France en Russie pendant la première guerre mondiale.

2) Les chiffres officiels fournis à Bucarest depuis l'élection sont voisins : 23 millions d'électeurs et 16 millions d'électeurs.

■ POLOGNE : Solidarité condamne la grève des cheminots. — La direction nationale de Solidarité a condamné, mardi 22 mai, la grève des cheminots qui paralyse depuis dimanche la Pologne occidentale, mais a demandé au gouvernement d'ouvrir des négociations, un geste auquel ce dernier se refuse. — (AFP.)

## L'itinéraire d'un juste

Suite de la première page.

Cette éducation a évité à cet enfant surdout la fréquentation des écoles bolcheviques mais a permis aussi de ne pas le laisser tomber dans la guerre avec lequel il lui faudrait bien vivre : tel ou tel oncle, telle préoccupation par trop religieuse, tel parent éloigné peuvent bien disparaître dans le goulag des années 30, le plus sûr est de n'en jamais trop parler.

Longtemps, le jeune Sakharov se satisfaisait tant bien que mal de ces silences protecteurs. De la même manière, le brillant étudiant en physique laisse faire le système, qui lui évite la conscription pendant la guerre pour l'envoyer marmer dans un atelier d'armement d'Orsk, où il se mariera avec Klava, sa compagne pendant plus de vingt-cinq ans, morte d'un cancer en 1969, mais qui est étrangement absente de ce livre comme elle le fut sans doute de sa vie de savant poléiste par ses recherches. C'est en 1948, après avoir été paria par le grand physicien Igor Tamm et avoir décliné à deux reprises des propositions de participer au programme d'armement atomique soviétique, que Sakharov se retrouve véritablement « mobilisé », au service de la bombe à hydrogène dont le grand ordonnateur n'est autre que Béria.

### Vingt ans dans « l'installation »

Il n'a guère la possibilité de refuser mais il n'y songe pas non plus : pour lui, il est tout à fait normal qu'à cette époque l'URSS relève le défi nucléaire américain, même si, au soir de sa vie, il va donner raison à Edward Teller, partisan de la mise au point de la bombe H américaine, dans la question qui l'a opposé dans les années 50 à Oppenheimer et à la plus grande partie de la communauté scientifique américaine. L'heure des scrupules moraux n'avait pas encore sonné pour Sakharov, tout à l'enthousiasme de faire de la « super bombe physique » et qui se considérait, à l'image de Koutouchov, le maître d'œuvre du programme nucléaire soviétique, comme « un soldat de la guerre scientifique et technique » menée contre les États-Unis.

L'entraînement de Sakharov dans l'armée de la science va l'entraîner pendant près de vingt ans dans « l'installation », ce ghetto scientifique dont il ne nous précise jamais la localisation, et où toute une armée de chercheurs assistés de prisonniers en tous genres œuvre à rattraper les savants de Los Alamos, parfois grâce aux informations subtilisées par les services de renseignements soviétiques. En 1953, le doute n'a pas encore envahi Sakharov, qui a

portant été troublé par l'affaire du complot des « blouses blanches ». N'écrit-il pas à sa femme, lorsqu'il apprend la mort de Staline : « Je suis sous le coup de la mort d'un grand homme. Je songe à son humanité » ?

### L'affrontement avec Khrouchtchev

Les vraies questions, Sakharov — déjà combié d'honneurs et célébré par tous les grands du stalinisme — ne commencent à se les poser que quelques mois plus tard, la veille d'un essai nucléaire organisé au Kazakhstan, à Semipalatinsk, lorsqu'il se rend compte que des dizaines de milliers d'autochtones risquent d'être mortellement irradiés. Ce n'est qu'à grand-peine qu'il obtient un report de l'expérience, le temps d'écrire les campagnes environnementales.

L'épisode, cependant, va faire réfléchir Sakharov sur le danger des essais nucléaires dans l'atmosphère et le conduire à un affrontement direct avec Khrouchtchev qui veut poursuivre quoi qu'il en coûte à l'humanité les essais à ciel ouvert.

C'est au cours d'une réunion au Kremlin, en 1961, que Khrouchtchev expose contre Sakharov, l'accusation de « ne pas se tenir à la ligne ». « On ne peut pas être un bon savant et ne rien comprendre à la politique (...). Je serais la dernière des lavettes si j'écoulais des gens comme Sakharov ».

Auparavant, Sakharov rapporte ces propos de Khrouchtchev, qui déclarent d'un ton nouveau l'échec de sa rencontre de Vienne avec J. F. Kennedy : « Nous devons mener notre politique à partir de positions de force (...). Nos adversaires ne comprennent pas d'autre langage. Tenez, nous avons aidé Kennedy à être élu. On peut dire que c'est nous qui l'avons élu l'an dernier. Nous le rencontrons à Vienne. Que nous dit Kennedy ? Ne formules pas de trop hautes exigences ; si je fais trop de concessions, je serai viré. Vous parlez d'un zigomar ! Qu'avons nous en fiche, d'un type pareil ? Pourquoi discuter avec lui et perdre son temps ? »

Deux ans plus tard, convaincus enfin des effets dévastateurs à long terme des essais nucléaires dans l'atmosphère, les États-Unis et l'URSS y renoncèrent pourtant et décidèrent de ne plus procéder qu'à des essais souterrains.

Sa lutte contre les essais nucléaires dans l'atmosphère traduit la montée des préoccupations civiles et civiques chez Sakharov. Il révisait son credo en la loi des symétries, selon laquelle tous les États seraient également nocifs et imparfaits et

commence à s'engager personnellement dans certains combats politiques : en 1966, il milite contre l'élection à l'Académie des sciences d'un lysenkiste notoire, qui est finalement battu ; un peu plus tard, il signe une lettre de protestation contre les deux articles de la Constitution de la Fédération de Russie qui vont servir de prétexte à la condamnation d'une multitude de dissidents pour antisoviétisme ; on le retrouve aussi aux côtés des milliers de dissidents qui se battent pour la suite du lac Baïkal.

Tout cela jusqu'en 1968, année de l'intervention soviétique à Prague que Sakharov considère comme la rupture du système avec Sakharov. Son crime ? Son fameux essai intitulé « Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté intellectuelle », qui fit l'effet d'une bombe lorsqu'il fut publié en Occident (où pratiquement personne n'avait entendu parler de Sakharov) et qui lui valut une condamnation à l'installation, la suppression de nombre des privilèges dont il jouissait en tant qu'académicien et la perte de nombreuses amitiés.

### L'adieu aux compromis

La suite est plus connue ; c'est la dernière évolution de Sakharov, qui, après avoir privilégié les grands problèmes du siècle, va à la découverte des hommes de chair, des victimes en tous genres du stalinisme et du totalitarisme, devient le centralisateur et le dénonciateur ténacé de toutes les injustices, l'empêcheur de réprimer en rood. Nul doute que sa seconde femme, Elena Bonner, qu'il évoque avec un amour touchant tout au long de la deuxième partie de son livre, a joué un grand rôle dans cette véritable libération d'un homme d'une grande pudeur et d'une immense réserve et que son infatigable présence à ses côtés l'a aidé à triompher de toutes les manœuvres du KGB, à commencer par le long exil à Gorki.

Jamais en tous cas Sakharov ne flanchera, jamais il ne sera sourd à un appel, jamais il ne choisira les chemins de défense, jamais il ne cessera d'être cette plaque tournante de toutes les dissidences — juive, religieuse, nationaliste, minoritaire, politique — des dissidences qui, trop souvent, s'ignorent ou se combattent.

Pas étonnant donc s'il n'accroche pas avec un Soljenitsyne, beaucoup trop intolérant, anti-occidental, religieux, et grand-russe à ses yeux, qui a osé de plus traiter Elena Bonner de « femme hystérique devant laquelle tremble un mari soumis ». Pas étonnant non plus s'il finit par se brouiller avec un Roy Medvedev, trop irritant à son goût. L'heure, pour lui, ne sera plus jamais aux compromis, encore moins aux concessions ; simplement à la réparation des injustices et à la lutte obstinée pour la démocratisation de la

Russie et le droit des peuples associés à disposer d'eux-mêmes. Gorbatchev, qui lui annonce le 16 décembre 1986 par un coup de téléphone qu'il peut quitter Gorki et regagner Moscou, en a su vite quelque chose. C'est sans doute l'un des hommes les plus exceptionnels de ce siècle, un juste parmi les justes et parce qu'il l'a voulu, qui est mort le 14 décembre dernier à Moscou.

JACQUES AMALRIC

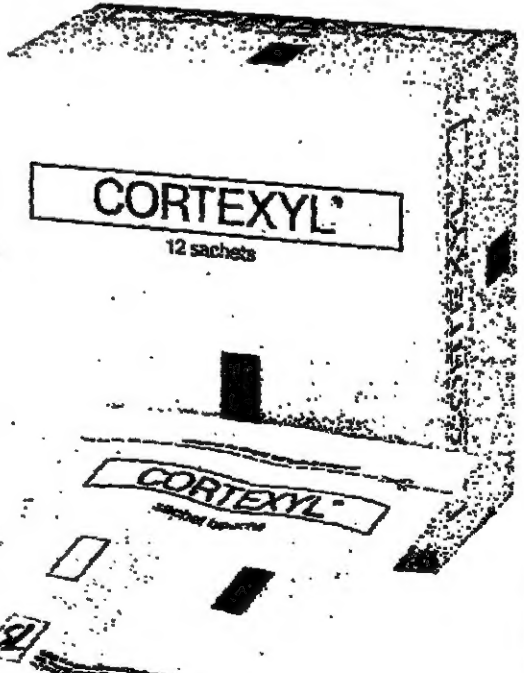
■ Mémoires, par Andreï Sakharov. Le Seuil, 798 pages, 160 F.

# POUR RETROUVER VOTRE FORME PHYSIQUE ET INTELLECTUELLE: CORTEXYL®

Cortexyl est un antiasthénique d'effet psychostimulant : il est donc indiqué dans les asthénies fonctionnelles avec fatigue intellectuelle.

Contre-indications : grossesse, allaitement. Ce médicament contient du sodium : à éviter en cas de régime limité en sel. Demandez conseil à votre pharmacien.

SOEAM-LEFRANCO laboratoires  
94, rue Edouard-Vaillant 92300 Levallois-Perret



مكتبة من الأصل



# PROCHE-ORIENT

Les répercussions de l'attentat de Rishon-le-Zion

## A Amman, le blocage du processus de paix profite surtout aux islamistes

AMMAN

de notre envoyée spéciale

Un profond mal de vivre s'est emparé des Jordaniens devant les menaces qui s'annoncent sur leur royaume, que Winston Churchill se vantait d'avoir créé en 1946 pour satisfaire les aspirations nationalistes de l'émir Abdallah, le grand père du roi Hussein.

Séparée officiellement de la Cisjordanie depuis juillet 1988, repliée sur ses frontières originelles, la Jordanie a du mal à trouver sa place sur l'échiquier proche-oriental. En abandonnant son rôle de tuteur des territoires occupés, elle a perdu une partie de son importance dans le règlement de la crise tout en restant menacée par la droite israélienne de devenir « la patrie de refuge des Palestiniens ».

Le roi Hussein fut l'un des premiers à tirer la sonnette d'alarme sur le danger de l'émigration des juifs soviétiques en Israël qui pourrait, selon lui, entraîner un nouvel exode forcé des Palestiniens, déjà majoritaires dans le royaume où cinquante mille d'entre eux sont encore venus s'installer depuis le début de l'intifada. Il a pris au printemps dernier son bâton de pèlerin pour attirer l'attention des capitales occidentales sur ce dossier explosif.

### Alignement sur l'Irak

Son alignement de plus en plus net sur l'Irak résulte de ses craintes. Bagdad lui apparaît comme son seul bouclier face aux menaces. La presse jordanienne n'avait pas trouvé de mots assez forts pour saluer le président Saddam Hussein quand celui-ci avait menacé de détruire la moitié d'Israël en représailles à une attaque, tel point que le pouvoir avait dû modérer un enthousiasme qui fai-

saît du seul président irakien, « le sauveur des Arabes ».

Si, en privé, certains dirigeants avouent leurs craintes des initiatives tapageuses du président irakien, en public ils s'efforcent au contraire d'expliquer avec modération la politique irakienne. Cette alliance renforcée n'implique pas toutefois jusqu'à maintenant de véritable coopération militaire et si des manœuvres communes ont eu lieu aucun soldat irakien ne stationne sur le sol jordanien.

A cet environnement régional que le blocage du processus de paix rend encore plus tendu, en favorisant les extrémistes, notamment islamistes, s'ajoute une situation intérieure très délicate. Contraint par les émeutes de l'année dernière à lâcher du lest, le roi Hussein a amorcé un processus de démocratisation réel et courageux, qui est cependant loin de satisfaire tout le monde et qui inquiète ses voisins. Ceux-ci ne voient pas d'un très bon œil la liberté retrouvée à Amman avec ces frères musulmans qui paraissent à la tribune de l'Assemblée et manifestent dans la rue.

Un air de liberté souffle à Amman où tous les prisonniers d'opinion ont été libérés, les partis naguère pourchassés reçus au Palais, la presse délivrée de son carcan, la plupart des fonctionnaires réintégrés, la loi martiale gelée. Mais cette liberté reste fragile comme si le pouvoir, les partis de gauche et les islamistes cherchaient encore à se tester.

Grands bénéficiaires des élections de novembre dernier où ils ont obtenu le tiers des 80 sièges de la chambre, les islamistes occupent le maximum de terrain et, au grand dam des classes les plus aisées, font entendre bruyamment leur voix. Ils ont obtenu du gouvernement, qui a besoin de leur soutien parlementaire, quelques concessions encore mineures concernant par exemple l'interdiction de l'alcool sur les vols de la Royal Jordanian en direction des pays islamiques ou un renforcement de la censure à la télévision dont ils dénoncent « l'immoralité » de certains programmes. Le débat, qui dure depuis presque un mois, sur l'éventuelle interdiction pour les hommes de coiffer les femmes, et dans lequel le gouvernement n'a pas cédé, est révélateur de l'embaras du pouvoir.

### La faiblesse de la gauche

L'influence des islamistes ne cesse de s'affirmer. Dernièrement, ils ont remporté 32 des 85 sièges du comité préparatoire à la création d'une fédération étudiante, neuf des dix sièges du conseil municipal de Zarqa à 25 km d'Amman et la direction de la municipalité d'Aqaba, seule station balnéaire et touristique de la Jordanie sur la Mer rouge. On explique à Amman ces succès répétés soit par un manque d'intérêt de la population pour une démocratie toute neuve - un tiers seulement des habitants de Zarqa ont voté - soit par un certain conformisme selon lequel on préfère donner sa voix aux Frères Musulmans, reconnus depuis toujours par le pouvoir, qu'aux partis de gauche trop longtemps présentés comme des adversaires du régime.

Face à cette vague islamiste, la gauche a vu sa difficulté à s'organiser après plus de trente ans de clandestinité et au moment où les événements d'Europe de l'Est ont sonné le glas de son idéologie. Imposée par le pouvoir, la rédaction d'une charte nationale à laquelle s'est attelée une commission de soixante membres, nommée par le roi et représentant tous les courants politiques, est loin de faire l'unanimité y compris parmi cette commission. Présentée par le roi comme « un contrat social axé sur la démocratie et basé sur la Constitution », l'adoption de cette charte que les autorités souhaitent obtenir par référendum, marquera le renouveau légal de la vie politique. Les partis et les syndicats opèrent aujourd'hui ouvertement mais ne sont pas officiellement reconnus.

L'opposition voit dans cette charte qu'elle juge inutile - la constitution garantissant le multipartisme et la liberté d'association et d'opinion - une manière de limiter leur action future et dans

son adoption par référendum - une procédure non prévue par la Constitution - un précédent dangereux pour court-circuiter la chambre. On n'en est pas là car la rédaction de ce texte pourrait prendre de longs mois. « Personne n'est véritablement pressé, avoue un responsable de la gauche, le pouvoir cherche à gagner du temps pour voir et nous avons aussi besoin de temps pour élargir notre audience. Les islamistes, font le forcing évident pour obtenir une législation antilibérale islamique, ou l'interdiction aux « non-croyants » (communistes dans leurs esprits) de former un parti. Le fossé qui sépare les différents courants politiques jordaniens semble difficile à combler. A cela s'ajoute une situation économique critique qui pourrait bien menacer un jour la démocratisation. La population est surtout préoccupée de survivre chaque jour. Depuis 1985, les salaires de la fonction publique sont bloqués et le pouvoir d'achat des ménages a diminué de 50 %.

L'énorme dette - 8,3 milliards de dollars - impose la poursuite de l'austérité. Des grèves ont déjà eu lieu dans le secteur privé. Sur les 380 millions de dollars d'aide arabe attendue cette année, la Jordanie n'a reçu que 30 millions (des Emirats et du Qatar). D'aucuns s'interrogent sur l'apparente réticence des pays du golfe, l'Arabie Saoudite notamment, à venir en aide au roi. Seule bonne nouvelle, le dollar s'est stabilisé, à un taux toutefois de moitié moindre que ce qu'il était il y a deux ans.

Pris dans la tourmente régionale sur laquelle il n'a que peu de prise, confronté à une situation intérieure mouvante, Hussein manœuvre au plus près, mais jamais sans doute depuis 1948, son royaume ne s'est trouvé dans une situation aussi délicate.

FRANÇOISE CHIPAUX

RISHON-LE-ZION

de notre correspondant

Les photos de presse montrent un jeune homme joufflu, costaud, sourire béat, le cheveu abondant, dents très en arrière, un profil bon enfant. A priori, rien ne permet d'imaginer que cet homme-là puisse, un beau matin, de sang froid, ouvrir le feu à bout portant sur un groupe de travailleurs palestiniens après les avoir fait mettre en ligne sous prétexte de contrôler leurs papiers d'identité.

Les enquêteurs n'ont pas encore dit grand-chose, sinon qu'il avait un passé psychiatrique, et lui-même, apercevant des journalistes dans un coin de commissariat, n'a lâché qu'une seule phrase, une blague sinistre : « J'aurais pu faire beaucoup d'argent si j'avais eu des photos » - des photos du massacre qu'il a commis dimanche, qui a coûté la vie à sept Palestiniens, et a blessé grièvement six autres, et a provoqué un coup de colère terrible dans les territoires occupés, jusqu'au royaume de Jordanie.

Ami Popper reste une énigme, et, pour autant qu'on puisse encore en juger, ni l'environnement familial ni celui que représente la ville de Rishon-le-Zion ne donnent un début d'explication à son geste. Ami Popper, vingt et un ans, est né dans une famille qui vote travailliste, des traditions d'origine roumaine, installés depuis longtemps à Rishon, une famille de quatre enfants, où l'on n'a jamais ouï le « heine de l'Arabe » et encore moins la rhétorique ultra-nationaliste de certains milieux de la droite israélienne. Le père, employé dans l'industrie chimique, a multiplié les déclarations de condoléances à l'égard des parents des victimes ; il a dit et répété « ne pas comprendre, ne pas pouvoir expliquer, ne pas réaliser » ce qu'avait fait son fils.

Rishon-le-Zion (en hébreu, « le premier à Zion ») est une municipalité travailliste, une ville qui vote majoritairement à gauche, l'une des vieilles yichouv, le foyer juif en

Palestine, fondée à la fin du siècle dernier, en 1882, par des immigrants venus de Russie et de Roumanie, développée avec l'aide des Rothschild, elle est l'image même de la réussite de l'épopée sioniste. En bordure de la côte, un peu au sud de Tel-Aviv, bien à l'intérieur de la « ligne verte », Rishon a bonne allure : parcs, commerces animés, zone industrielle dynamique, mairie accueillante.

On est loin de la difficulté de vivre des villes de développement poussées au début des années 50, bastions de la droite nationaliste et fanalons des coups de tension entre Juifs et Arabes ; on est loin des cités-dortoirs que sont les implantations en territoires occupés, loin aussi de cette atmosphère bigote, tendue et conflictuelle qui caractérise souvent Jérusalem. On croise peu de porteurs d'armes et encore moins de porteurs de kippa dans cette ville, jumelée avec Athènes, apparemment « bien dans sa peau » et qui commence à avoir un peu de la patine des ans. Deux mille Palestiniens y travaillent régulièrement originaires de la bande de Gaza, ils sont nombreux à être autorisés à résider la nuit à Rishon - alors qu'en principe, les Palestiniens des territoires doivent repartir chaque soir de l'autre côté de la « ligne verte ».

### Un gros malaise

La famille habite, dans un quartier à l'ouest de la ville, un pavillon datant des années 50 - peintures décollées, toit de tuiles rouges. Ce mardi 22 mai, les volets sont hermétiquement clos ; une jeep de garde-frontière est garée devant la maison et des policiers tiennent poliment les visiteurs et curieux. Les voisins qui veulent bien prononcer quelques phrases n'ont que du bien à dire de la famille, et ceux qui se risquent plus avant ne le font que pour dire qu'ils n'arrivent pas à comprendre ce qui a bien pu se passer dans la tête du fils. Le sentiment dominant, c'est un gros malaise. Deux déclara-

tions, sans doute pas moins représentatives que beaucoup d'autres, en témoignent : « C'est un acte impardonnable, très grave ; aujourd'hui, on tue des Arabes, demain on tuera des Juifs » (un chauffeur de taxi) ; « Est-ce qu'il faut condamner ? Mais regardez aussi ce que les Arabes nous ont fait à Ras-Burka » (un voisin). L'allusion renvoie au massacre de sept touristes israéliens, dont trois enfants, mitraillés dans le Sinaï en octobre 1985 par un soldat égyptien, lui aussi présenté comme un « fou » et, en outre, tenu pour un héros par une partie de ses compatriotes.

Si certains amis de l'auteur du crime ont expliqué que celui-ci avait souvent eu des propos anti-Arabes, le père dira que son fils n'avait aucune idée politique et n'appartenait à aucune organisation politique. Admettons, il fait des études secondaires médiocres et doit être pris en charge par les services médico-sociaux de la municipalité pour instabilité chronique. Militaire dans une unité de chars, à fait de la prison à plusieurs reprises pour désertion, menace de tirer sur un « aas officiers, tant de mettre fin à ses jours » et est finalement réformé il y a quelques mois. Depuis, il était chômeur... Il a raconté aux enquêteurs qu'il avait été « molesté sexuellement par un Arabe » quand il avait huit ans et qu'il a agi, dimanche, par déception sentimentale après que sa petite amie l'ait quitté.

Certains responsables du gouvernement ont fait valoir que ce genre d'acte, geste d'un « tirailleur fou », se produisait dans tous les pays. Mais Ami Popper n'a pas ouvert le feu en pleine rue, ni pris des passants en otage, ni, comme c'est souvent le cas avec un Terroriste, en volant à l'aveugle une arme, ni se désolant en solitaire, ni se couchant au bord du lit, hors de la ville, loin de chez lui, à méditer avec tristesse une opération qui visait exclusivement des Palestiniens.

ALAIN FRACHON

Pour le troisième jour consécutif

## Des troubles graves ont eu lieu en Jordanie et dans les territoires occupés

Pour le troisième jour consécutif, des émeutes ont éclaté, mardi 22 mai, en Jordanie et dans les territoires occupés par Israël, à la suite du meurtre, dimanche, de sept Palestiniens par un jeune israélien à Rishon-le-Zion, près de Tel-Aviv. Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont fait deux morts et vingt-cinq blessés en Jordanie, et deux autres Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Cependant, un million de personnes ont continué à vivre sous couvre-feu, mardi, dans les territoires occupés.

En Jordanie, l'une des victimes a été tuée lors d'incidents dans un camp de réfugiés à Irbid, dans le nord du pays, tandis qu'un deuxième manifestant était abattu près du camp de Roussafa, au nord-est d'Amman, selon des sources proches des services de sécurité jor-

daniens. Parallèlement, des troubles ont éclaté dans le camp de Baqa, à quinze kilomètres au nord de la capitale.

Comme lundi, c'est alors qu'ils allaient marcher sur l'ambassade des Etats-Unis que les manifestants, à Amman ainsi qu'à Baqa, se sont heurtés aux forces de l'ordre, dont certaines unités ont pénétré dans le camp de réfugiés, et des coups de feu ont été entendus. D'autre part, des usines de boissons alcoolisées ont été attaquées à Zarqa, à 35 kilomètres au nord-est d'Amman, par des émeutiers qui ont mis le feu à deux brasseries et à une distillerie.

A Jérusalem-Est, des heurts ont opposé les forces de police - qui ont fait usage de gaz lacrymogène - à quelque deux cents Palestiniens qui tentaient de se rendre au consulat américain pour y remettre une pétition. Parmi les manifestants se trou-

vaient, au moment où les policiers ont chargé, trois députés arabes israéliens, ont rapporté des témoins.

Par ailleurs, Moscou a réagi mardi à la tuerie de Rishon-le-Zion par la voix de M. Goussoudi Goussimov, porte-parole des affaires étrangères, qui a déclaré que « le crime sauvage » commis dimanche provoquait « une énorme indignation » en URSS. Les Douze, « choqués et attristés » par la flambée de violence dans les territoires occupés, ont, quant à eux, lancé aux deux parties un « appel au calme » et demandé aux autorités israéliennes de faire preuve de « la plus grande retenue ».

Pour sa part, M. Yasser Arafat, dans un entretien téléphonique avec le président Mitterrand, a exprimé, mardi, à ce dernier « sa considération pour ses positions à l'égard de la lutte du peuple palestinien ». (AFP, Reuters.)

Premier président du Yémen unifié

## Ali Abdallah Saleh ou l'art du compromis musclé

SANAA

de notre envoyé spécial

Lorsque le colonel Ali Abdallah Saleh est arrivé au pouvoir, en juin 1978, peu nombreux étaient ceux qui lui accordaient une chance raisonnable de survie politique... et de survie, tout court. Le Yémen du Nord était, alors, plongé dans l'anarchie la plus totale et traversait une grave crise politique. Deux des prédateurs du nouveau chef de l'Etat, les présidents Ibrahim Hadi et Ahmed Ghassseini, avaient péri de mort violente en l'espace de neuf mois.

Agé, à l'époque, d'une quarantaine d'années, le colonel Saleh était peu connu en-dehors de l'armée, où il occupait le poste de chef d'état-major adjoint. Il ne

manquait cependant pas d'ambition et certains affirment qu'il n'était pas complètement étranger au complot militaire ayant abouti à l'assassinat d'Ibrahim Hadi, figure légendaire du Yémen contemporain.

Pourtant, le colonel Saleh, aujourd'hui général et premier président du Yémen unifié, a révisé à tous les défis et menaces. Il a battu le record de longévité dans un pays dont l'histoire est jalonnée de coups d'Etat sanglants et d'assassinats politiques mystérieux. Sa survie, à la tête d'un Etat à une extraordinaire volonté d'assurer sa propre sécurité. Il ne se déplace qu'entouré de plusieurs centaines de gardes du corps.

En politique aussi, il a su s'entourer d'hommes de confiance,

L'appareil de l'Etat compte de nombreux Sanitari et plusieurs de ses frères occupent des postes-clés dans l'armée, les renseignements militaires, la police et au ministère de l'Intérieur.

Peu à peu, sa cote de popularité a remonté dans le pays, grâce, en partie, à un culte de la personnalité savamment entretenu. Rapidement, il s'est révélé redoutable politique avec un goût prononcé pour la consultation et le compromis. Il n'hésite pas à se rendre dans les villes et villages reculés pour discuter avec les cheikhs tribaux qui, de tous temps, ont défilé l'autorité centrale. Il connaît les points faibles de ces seigneurs féodaux financés par l'Arabie Saoudite, et, à défaut de pouvoir les convaincre,

arrive à les calmer en achetant leur « loyauté » par de substantielles subventions. De même, le président Saleh a réussi à « apprivoiser » l'opposition nationaliste et de gauche, particulièrement turbulente au début de son règne, en ayant recours à la tactique de la carotte et du bâton.

L'Etat qu'il a réussi à créer est cependant resté fragmentaire, de larges portions du territoire national échappent à son contrôle. Il compte surtout sur les militaires sud-yéménites pour vaincre la rébellion des tribus du nord vivant en situation de quasi-indépendance vis-à-vis du pouvoir central.

JEAN GUEYRAS

(Publié)  
Des scientifiques américains et allemands obtiennent des résultats contre les rides

## Les jeunes de 50 ans

NEW YORK - Qui n'a jamais rêvé de réussir à effacer les signes de l'âge de son propre visage, tout en conservant non seulement la jeunesse de l'esprit mais aussi celle de l'apparence ? Plusieurs scientifiques, d'Amérique et d'Europe, se sont mis à la recherche de « la pommade de la jeunesse » et leurs recherches ont donné des résultats tout à fait respectables.

Albert Klisman, dermatologue à l'Université de Pennsylvanie, a découvert comment, avec l'acide rétinolique, on obtenait une réduction des rides, même au prix de rougeurs et d'irritations.

Manfred Puschmann, professeur à la Clinique Dermatologique Expérimentale de Hambourg, a expérimenté une pommade cosmétique contenant du rétinol, substance qui, elle, n'engendre pas d'effets secondaires.

Récemment, les tests ont été effectués également sur des personnes « très mûres » (jusqu'à plus de 60 ans). Les résultats ont démontré que les tests du professeur Puschmann étaient réussis : le rétinol donne lieu à une réduction nette des rides, en profondeur et en nombre.

La pommade cosmétique testée par le professeur Puschmann s'appelle Anti-Age Retard. Elle est distribuée en France, auprès des pharmacies, par la multinationale Korff.

Elle est préparée pour des classes d'âge de 25, 35 et 45 ans.



## AFRIQUE

### AFRIQUE DU SUD : calme précaire à Welkom Thabong après la tornade

President Stays, Bothaville... autant de noms que de mines à Welkom. Les mineurs sont tristement alignés à Thabong, le ghetto noir de la cité minière où quinze personnes ont péri depuis le début des violences. Il y a une semaine.

#### WELKOM

de notre envoyé spécial

Juste à l'entrée de la township, le supermarché-restaurent Eysa du nom de son propriétaire, brille toujours, mardi 22 mai, en fin de matinée. L'intérieur n'est plus qu'un amas de débris de verre et de cendres. Seule l'immense enseigne vantant les mérites de « Geisha, the scap that last longer », une savonneuse tendrement serrée dans la main d'un poupon noir, est intacte.

Mothusi Road, la première grande artère qui plonge au cœur de Thabong, n'est qu'une longue perspective de débris et d'amas hétéroclites se consumant encore. Des barreaux de pierres, d'arbres arrachés, de pneus incendiés, strient la chaussée sous les vingt mètres. A l'intersection de Hahala Road, une fumée noire et nauséabonde s'échappe de carcasses de voitures. Une volée de photographes et de caméraman sautent du fourgon de police et de Casspir, un véhicule blindé, haut sur pattes, à l'épreuve des mines, obligeamment attiré par le major Johann Fouché, l'un des responsables locaux de la police, pour saisir les dernières images de soixante-douze heures de folie.

Eric, un jeune noir de trente ans, est catégorique : « Si la police n'aurait pas les gens, ça serait tranquille ici », explique-t-il. Des centaines d'enfants détalent en apercevant les véhicules jaunes de la police. Ils reforment les rangs derrière les palissades, et, de loin, crient et sautillent. Ils sont déchaînés. La

leur appartenance encore. Des camarades (camarades), jeunes militants de l'ANC, dissident à l'égard de gestes de la main et de moues menaçantes ceux qui acceptent de parler aux journalistes « escortés ». De temps à autre, des pierres balancées par dessus les clôtures heurtent violemment notre fourgon de tête. L'hostilité est oppressante.

#### La chasse aux « collabos »

« Deux cent quarante-cinq mille personnes vivent à Thabong. Jusqu'à ces dernières semaines, il n'y avait pas de problème. Mais une minorité agissante de cinq mille jeunes contrôle maintenant les masses », explique le major Fouché peu avant de mener son convoi à constater les dégâts infligés à la maison d'un « collabo » incendiée la veille. Il ne resta rien de la demeure ni de la voiture. A quelques centaines de mètres, un centre commercial est partiellement fermé. Il n'a pas trop souffert. Mais juste à côté, la violence policière a frappé. « Ils vous disent qu'ils tirent avec des balles de caoutchouc, mais regardez ça ! », hommes et femmes de la famille ouvrent leur cour pour montrer la façade d'un appartement en tôle où les trous laissés par une décharge de chevrotines tirée à moins de deux mètres de distance sont explicites.

« Holokile Beer Garden, club Revolution » en larges lettres noires sur fond blanc, l'enseigne désigne ce qui était il y a deux jours encore un immense entrepôt et débit de bière. Il ne reste rien. L'établissement appartenait à un conseiller municipal de Thabong. « Ils veulent tuer tous les conseillers municipaux et détruire leurs biens », explique le fils d'un délégué qui confirme que la communauté noire est divisée en deux camps : « D'un côté, une large majorité favorable à la levée du boycottage des commerces

blancs de la ville », composée de mineurs et de résidents de Thabong travaillant à Welkom, et de l'autre, une minorité farouchement opposée à toute concession, regroupée autour du très actif Congrès de la jeunesse sud-africain (SAYCO).

La crainte des représailles bride cependant la majorité silencieuse de Thabong. Comme elle réduit également au silence la majorité blanche de Welkom. « Le boycottage de nos commerces continue. C'est dramatique. Il devait s'arrêter aujourd'hui, mais nous n'avons pas vu un seul client noir, or ils représentent traditionnellement 20 % de notre clientèle », confesse ce marchand de meubles du centre-ville. « La seule façon de trouver une solution à notre problème, c'est de mettre à genoux le Mouvement pour la sécurité des Blancs (BSV) dirigé par Hennie Muller. Ils sont à l'origine de nos problèmes. Ils recrutent partout et font venir des types de Johannesburg », estime le gérant du magasin.

#### « Je suis Boer ! »

Antion Botha est l'un des rares commerçants « privilégiés » de Welkom. Anton est l'un des cinq armuriers de Welkom. « Les Noirs peuvent acheter des armes. Mais je ne leur en vends pas, parce que je suis Boer ! », proclame-t-il. « 30 % de la population blanche de Welkom possède déjà une arme d'autodéfense », estime-t-il, en reconnaissant qu'il ne « patrouille pas le soir avec les gens de Hennie Muller », d'abord parce qu'il « ne veut pas perdre [sa] patente d'armurier » et ensuite parce qu'il est « membre de l'AWB » d'Europe, une autre organisation pronoie.

Le cheveu ras, le teint rougissant, de longs favoris descendant jusqu'à la commissure des lèvres, l'œil bleu métallique, Hen-

rie Muller, le chef du Mouvement pour la sécurité des Blancs (BSV), est direct : « On veut garder nos quartiers propres. C'est à dire sans Noirs ». En nous recevant dans le petit bureau de son entreprise de mécanique, Hennie Muller est préoccupé. Derrière lui, entre des photos de famille, un squelette en plastique est accroché au mur sur la tête duquel on lit distinctement « Mandela ». L'ANC est sa bête noire. « Depuis que Nelson Mandela a été libéré, c'est le merdier », affirme-t-il en chargeant de tous les maux de la terre le président De Klerk et le ministre de la loi et de l'ordre Adrian Vlok.

M. Muller revendique « cinq mille membres ». Mardi soir, ils ne seront cependant qu'environ deux cent cinquante – en uniforme et armés – dans la salle des fêtes municipale pour assister à un meeting. Devant une assistance bâta en uniforme vert-de-gris, M. Muller et l'un des penseurs du BSV, M. David Naudé, inciteront les citoyens de Welkom à « prendre les armes pour se défendre » avant de décerner à quelques élus des certificats d'honneur pour « services rendus » sur lesquels sont imprimés ces quelques mots en afrikaans : « Aucun prix n'est trop élevé à payer pour la liberté, la survie de notre peuple et de notre patrie ».

FREDERIC FRITSCHER

Le président De Klerk ordonne la libération d'une espionne d'origine suisse. Le président Frederik De Klerk a ordonné, mardi 22 mai, à l'occasion de sa visite à Berne, la libération d'une ressortissante suisse, Ruth Gerhardt, condamnée à dix ans d'emprisonnement en 1983 pour avoir aidé son mari, Dieter Gerhardt, un officier de marine, à transmettre des secrets militaires à l'URSS. Ce dernier s'était vu infliger la réduction criminelle à perpétuité. (Reuter.)

## AMÉRIQUES

CANADA : la crise constitutionnelle

### La démission du ministre de l'environnement déstabilise le gouvernement Mulroney

MONTREAL

de notre correspondant

Ambassadeur du Canada à Paris de 1985 à 1988, M. Lucien Bouchard a annoncé, mardi 22 mai à Ottawa, sa démission du cabinet de M. Brian Mulroney, où il détenait le portefeuille de l'environnement.

Deux autres députés conservateurs ont décidé, comme lui, de s'opposer à la Chambre des communes et d'œuvrer ouvertement en faveur de la souveraineté du Québec, aggravant ainsi davantage la crise constitutionnelle que traverse actuellement le Canada.

Le fédéralisme canadien est « périmé », il faut « repenser un pays qui ne marche pas » et « cesser de s'acharner à faire entrer le Québec dans le moule d'une province comme les autres ». Tel a été en substance le constat sévère dressé par M. Lucien Bouchard, lorsqu'il a remis sa démission mardi, jugeant que le moment était venu pour les Québécois de « redéfinir le degré des structures et les conditions de leur participation à l'ensemble du Canada ».

Principal responsable du parti conservateur fédéral au Québec, M. Bouchard n'a pas attendu, comme il avait promis de le faire, l'échéance, le 23 juin prochain, de l'accord constitutionnel dit du « lac Meech », pour prendre une décision sur son avenir politique à Ottawa.

A ses yeux, cet accord, signé en 1987 entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des dix provinces canadiennes, dans le but de permettre au Québec d'adhérer enfin à la Constitution

du Canada (rapatriée de Londres en 1982 sans l'aval de Montréal), n'a plus aucune chance d'être adopté tel quel. C'est-à-dire avec une clause particulière reconnaissant le statut de « société distincte » du Québec, la seule province du Canada à majorité francophone.

#### Insultes au sens de l'honneur

Claude qui refusent d'accepter avec oblation trois petites provinces – le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve – qui ont bloqué la ratification du texte. De plus, M. Bouchard est persuadé que le gouvernement fédéral, pour sortir de l'impasse, est prêt à demander de nouvelles concessions au Québec, qui constitueraient autant « d'insultes au sens de l'honneur des Québécois » et lance un appel au premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, pour qu'il « ne se laisse pas prendre dans ce traquenard ».

Plongé dans un imbroglio constitutionnel devenu inextricable, M. Brian Mulroney, dont la cote de popularité est en chute libre depuis plusieurs mois, perd avec M. Bouchard l'un de ses plus précieux alliés parmi les nationalistes québécois.

Si de nouvelles démissions devaient se produire parmi la soixantaine de députés conservateurs représentant le Québec à Ottawa, le gouvernement Mulroney pourrait perdre sa majorité déjà réduite à trente-quatre sièges à la Chambre des communes.

MARTINE JACOT

## ZAIRE

### Divers témoignages confirment le massacre de plusieurs dizaines d'étudiants à Lubumbashi

Malgré les démentis de Kinshasa, des témoignages donnent à penser qu'un véritable massacre a eu lieu dans la nuit du 11 au 12 mai sur les campus de l'université de Lubumbashi, capitale de la province du Shaba (nos dernières éditions du 23 mai).

Relayant le Times of Zambia, le journal de Lusaka, capitale du pays voisin du Zaïre, le quotidien belge Le Soir affirmait dans son édition de mardi qu'un commando de la garde présidentielle, venu spécialement de Kinshasa, avait égorgé dans leur lit ou déféqué une cinquantaine d'étudiants, choisis en fonction de leur appartenance ethnique, pour les punir d'avoir exprimé leur opposition au régime.

#### COTE-D'IVOIRE

### La grogne s'étend aux pompiers

Le président Félix Houphouët-Boigny a accepté mardi 22 mai d'entendre des pourparlers avec les pompiers en grève. Ceux-ci, qui font partie de l'armée, ont déclaré qu'il leur avait promis d'examiner leurs exigences lundi prochain. Ils demandent l'amélioration de leurs conditions de travail et la retraite à cinquante-cinq ans.

Arrivés dans des véhicules de lutte contre l'incendie et des taxis réquisitionnés, les contestataires avaient pénétré dans l'enceinte du palais présidentiel, avant de se rendre au domicile du chef de l'Etat. Les policiers, qui avaient eux-mêmes observé une grève de vingt heures lundi, n'ont pas fait grand-chose pour les en empêcher.

Les employés des postes et télécommunications, et ceux de l'électricité, ont appelé à la grève les 1<sup>er</sup> et 2<sup>er</sup> juin si les salaires ne sont pas augmentés d'ici la fin du mois. (Reuter.)

# DE GAULLE

Pierre-Louis Blanc

## DE GAULLE

au soir de sa vie

Fayard

396 p.  
120 F

Sur ce récit de haute exigence, quinze ans ont passé. C'est, aujourd'hui, un écho exact, intact et délibérément définitif. Six grands thèmes: la solitude, la méditation, l'action, la morale, l'écriture et la création. De Gaulle en tragédie antique en quelque sorte.

Marcel Jullian, Le Parisien

Parmi la masse de livres qui paraissent en cette année du Centenaire de De Gaulle, celui de Pierre-Louis Blanc mérite de retenir tout particulièrement l'attention... Pierre-Louis Blanc a la mémoire aussi fidèle qu'heureuse, et l'admiration qu'il ne laisse pas de vouer au Général force le respect et l'estime.

Le Méridional

De Gaulle au soir de sa vie passionnera les nostalgiques et les autres découvriront des pages importantes sur un morceau de l'Histoire de France.

La liberté de l'est

FAYARD

هكذا من الأصل



## DIPLOMATIE

### La réforme de l'OTAN

# Washington propose la création d'armées multinationales en Europe

La grande réforme de l'OTAN est engagée. Au premier jour de la réunion des ministres de la défense des pays membres (sauf la France), mardi 22 mai à Bruxelles, plusieurs des dogmes sur lesquels vivait depuis des années l'organisation ont volé en éclats. La dislocation de facto du pacte de la menace venant de l'Est et surtout la perception de cet affaiblissement par les opinions publiques occidentales qui réclament qu'en soient tirées les conséquences, ont rendu intenable certaines données intellectuelles et militaires de l'Alliance atlantique qui, il y a quelques mois encore, semblaient immuables.

Première révolution : le précepte de l'augmentation de 3 % par an des budgets militaires nationaux, en vigueur depuis 1977 même s'il n'était pas respecté par tous, est abandonné. Le Pentagone avait laissé entendre il y a quelques jours qu'il allait renoncer à cette exigence envers ses alliés : c'est chose faite.

Dans le même esprit, l'OTAN renonce à la création d'un centre d'entraînement pour son aviation qui devait coûter 500 millions de dollars. Dans le rapport qu'il a présenté aux ministres, le général John Galvin, chef des forces alliées en Europe, propose d'autre part de réduire fortement le nombre des manœuvres et exercices militaires de l'OTAN, coûteux et particulièrement impopulaires en Allemagne où la plupart se déroulent.

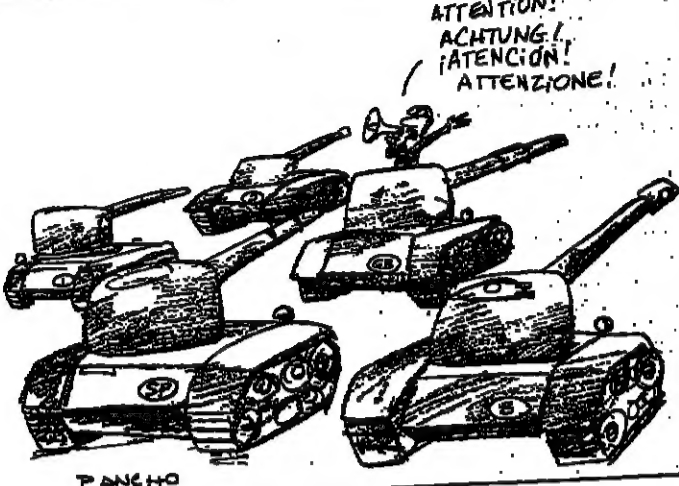
Deuxième révolution : la proposition faite par le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney,

de créer des forces multinationales, qui suppose une révision des structures militaires de l'organisation. « Si les tendances positives actuelles se poursuivent (l'affaiblissement de la menace, la perspective d'un accord de réduction des armements conventionnels en discussion à Vienne), nous pouvons envisager de nouvelles façons de travailler ensemble », a déclaré M. Cheney, tandis que le porte-parole du ministère ouest-allemand de la défense estimait pour sa part : « Nous n'avons pas le choix en raison du changement dans la nature de la menace. Les forces existantes vont perdre de leur substance et il faut les redessiner. »

#### Une nouvelle solidarité atlantique

Cette proposition obéit à des préoccupations américaines avant tout politiques. D'une part, elle permettrait de réaliser des économies au moment où à Washington augmentent les pressions en faveur d'une réduction des dépenses militaires et d'une réduction des effectifs américains stationnés en Europe (actuellement de 300 000 hommes). Elle permettrait sans doute aussi d'atténuer les effets d'un retrait américain supérieur à celui qui est officiellement envisagé actuellement et qui laisserait 195 000 GI's en Europe. Mais il s'agit surtout de sembler-il, de pérenniser cette présence militaire américaine en Europe, l'OTAN à niveau réduit, en la rendant politiquement plus acceptable.

C'est pour l'Allemagne évidemment



ment qu'en premier lieu on craint. L'idée qu'au départ, inévitable à terme, des troupes soviétiques de RDA devraient faire pendant le départ des Américains de RFA, est latente. Elle ne s'est pas encore imposée, l'opinion allemande semblant pour l'instant se satisfaire de la perspective d'une réduction à terme des forces étrangères stationnées dans la partie occidentale de l'Allemagne, dans le cadre de la deuxième phase des négociations de Vienne sur le désarmement conventionnel.

Mais le risque d'un dérapage est réel : c'est une des dernières cartes dont pourraient jouer les Soviétiques qui ont récemment durci le

ton dans les négociations à six sur l'unification. Selon des diplomates en poste à Bruxelles, les dirigeants de Bonn ne sont pas pour rien dans l'émergence de cette idée d'armées multinationales, auxquelles participeraient des divisions allemandes, et qui seraient selon eux mieux acceptées par l'opinion que des troupes étrangères souvent perçues comme occupantes.

#### Le rôle de la France dans l'OTAN

Il faut, a dit à Bruxelles M. Cheney, « que la solidarité au sein de l'OTAN demeure vivante ». L'idée de forces multinationales

en Europe n'est d'ailleurs pas totalement nouvelle. Elle a été évoquée, notamment en février dernier, par les représentants du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité qui présentaient la brigade franco-allemande comme pouvant servir de premier modèle à ce projet. La différence, c'est que cette brigade, qui bon an mal an a été mise sur pied à l'automne dernier, n'est constituée que de troupes qui ne relèvent pas du commandement militaire de l'OTAN. En l'état actuel, la proposition de M. Cheney laisse par définition à l'écart la France, qui a quitté la structure militaire intégrée de l'OTAN en 1966.

Les Alliés ont cependant été unanimes mardi à vouloir associer Paris à la révision en cours de la stratégie de l'Alliance, qui sera l'objet notamment du prochain sommet de l'OTAN à Londres début juillet. La France « est seule prête à participer à une réflexion globale et de nature politique », disait mardi un diplomate français à Bruxelles. Le président de la République a lui-même récemment rappelé à plusieurs reprises qu'il n'est pas question pour la France de renoncer à son statut spécial dans l'OTAN, même si elle tient à prendre part aux redéfinitions en cours. Le partage entre le politique et le militaire n'est cependant pas aussi simple.

A ce débat sur les relations futures de la France avec l'Alliance atlantique se mêleront sans doute prochainement d'autres débats sur la nature du commandement militaire et le rôle des États-Unis, ainsi

que sur la capacité de l'Europe à mettre sur pied un « pôle européen de défense ».

Les ministres réunis à Bruxelles ont d'autre part rejeté la demande exprimée par les dirigeants soviétiques lors de leurs rencontres avec M. James Baker de limiter les forces armées de la future Allemagne unie, dans le cadre des discussions à six. La question des effectifs de l'armée allemande ne doit pas être singulière. Elle sera traitée, ont-ils estimé, dans le cadre de la deuxième phase des négociations de Vienne, leur première phase ne concernant que les effectifs américains et soviétiques en Europe.

Plusieurs participants à la réunion de Bruxelles, dont le ministre britannique Tom King, ont émis un doute sur la possibilité de conclure un premier accord à Vienne comme prévu vers l'automne prochain. Un retard à Vienne pourrait remettre en cause la tenue avant la fin de l'année d'un sommet des pays membres de la CSCE, dont il est acquis désormais qu'il se tiendrait à Paris.

CLAIRE TRÉAN

« Tokyo souhaite être associé à la CSCE. » Le ministre nippon des affaires étrangères, M. Nakayama, a indiqué, lundi 21 mai à Tokyo, que son pays était intéressé à promouvoir le dialogue politique et économique avec l'Europe et souhaitait participer à la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) en tant qu'observateur. — (AFP)

#### La visite de M. Lee Kuan-yew à Paris

### « Pourquoi aller à Singapour ? »

Le premier ministre de Singapour a eu, mardi 22 mai, près de deux heures d'entretiens avec M. François Mitterrand à l'Élysée. La veille, à l'issue d'un déjeuner offert en l'honneur de M. Lee Kuan-yew, M. Michel Rocard avait déclaré que l'Asie sera un « partenaire-clé » de « l'Europe nouvelle » avant de rendre un hommage appuyé à son homologue singapourien, « l'un des hommes d'Etat les plus chevronnés d'Asie et même du monde ». A l'issue d'une visite officielle de quatre jours, M. Lee quitte la France, jeudi, pour la Grande-Bretagne.

#### SINGAPOUR

de notre envoyé spécial

« Pourquoi aller à Singapour ? », avait paru s'étonner M. François Mitterrand, l'an dernier, lors d'un entretien télévisé. La réponse est évidente : Singapour est une boutique qui tourne et qui offre d'intéressants avantages à ses partenaires étrangers. Ses 2,6 millions d'habitants bénéficient du deuxième revenu par tête en Asie (plus de 10 000 dollars par an). C'est un centre régional où les étrangers sont les bienvenus (près de cinq millions de visiteurs l'an dernier). Il n'y a pas de droits de douane. Les procédures d'installation et les opérations sont aisées. Les communications sont excellentes et M. Lee Kuan-yew, au pouvoir depuis 1959, veille à ce que tout soit régulier, efficace et stable.

Deux cent cinquante entreprises françaises — cinq fois plus qu'il y a dix ans — y sont donc installées et y ont réalisé un chiffre d'affaires de quelque 6 milliards de francs l'an dernier. C'est peu lorsque l'on sait

que pas moins de six cents multinationales sont présentes à Singapour et que la part de marché de la France, tout en progressant, ne représente pas encore 2 % du total. Mais il s'agit déjà d'une petite percée sur l'un des marchés les plus prometteurs d'une région qui a renoué avec une forte expansion depuis trois ans.

Thomson a quinze mille employés sur place, vient d'implanter trois usines dans la Malaisie voisine et d'en inaugurer une autre en Thaïlande. La banque Indosuez, qui envisage de faire de Singapour une direction régionale, emploie trois cents personnes. Délfrance (les Grands Moulins de Paris) a déjà ouvert dix-sept boulangeries, et les chaînes hôtelières, comme les grands magasins français, ont trouvé leur place sur un marché jugé pourtant hyper-compétitif.

La taux de croissance de l'économie singapourienne a été de 9,2 % en 1989 et sera de 6 % à 8 % cette année. Son commerce extérieur correspond déjà au quart de celui de la France, et l'avenir de l'île s'annonce prometteur comme centre régional de services. Déjà, de grands complexes industriels ou commerciaux se dessinent à Batam (Indonésie) et à Johore (Malaisie), limitrophes de Singapour. Tardivement, les milieux d'affaires français ont pris conscience de l'intérêt de ce centre dans une région qui a surmonté, avec succès, la récession des années 1985-1986. Singapour est aujourd'hui la troisième place financière d'Asie, après Tokyo et Hongkong. Bien de consommation de haut de gamme, matériel électrique, produits chimiques, électronique et équipements mécaniques sont les principaux postes des ventes françaises. Trois Airbus ont également été livrés en 1989.

JEAN-CLAUDE POMONTI

« Le gouvernement de Fidji rompt ses relations diplomatiques avec l'Inde. » Le gouvernement de Fidji a décidé mercredi 23 mai de rompre ses relations diplomatiques avec l'Inde, demandant à New-Delhi de fermer son ambassade dans les vingt-quatre heures et de rapatrier son personnel dans les deux semaines. Il a accusé l'Inde d'ingérences (...) inamicales et contraires aux pratiques

internationales » à la suite de l'annonce par New-Delhi de son intention d'intensifier les pressions internationales pour forcer l'archipel à adopter une Constitution plus démocratique. Le projet en cours d'élaboration prévoit d'accorder aux Fidjiens de souche la majorité des sièges au Parlement alors que la moitié de la population est d'origine indienne. — (AFP, Reuters)

**BOSTON**  
**SAN FRANCISCO**  
**CHICAGO**  
**TORONTO**  
**PHILADELPHIE**  
**LOS ANGELES**  
**HOUSTON**  
**DALLAS**  
**MIAMI**  
**DETROIT**  
**WASHINGTON**  
**ATLANTA**  
**NEW YORK**  
**PITTSBURGH**

ESSAYEZ DONC  
DE GAGNER  
AUTANT DE VILLES  
AVEC  
D'AUTRES LETTRES.

British Airways est de loin la compagnie européenne qui propose le plus de destinations vers l'Amérique du Nord. Après un changement simple et rapide à Londres, vous pouvez vous rendre directement dans 22 villes aux États-Unis et au Canada ; 19 d'entre elles sont d'ailleurs desservies quotidiennement.

En plus des villes déjà mentionnées, nous relient Anchorage, Montréal, Newark, Orlando, San Diego, Seattle, Tampa et Vancouver.

Aucune autre compagnie européenne ne peut vous offrir une telle souplesse. Alors quand vous vous rendez en Amérique du Nord, choisissez la bonne compagnie.

BRITISH AIRWAYS



# ASIE

## INDE

### Les obsèques du chef religieux assassiné au Cachemire se sont déroulées sans violence

SRINAGAR

de notre envoyé spécial

« Azadi, azadi ! » (liberté) : repris par des dizaines de milliers de voix, le cri a retenti d'une rive à l'autre de l'Idgah, gigantesque terre-plein situé en plein centre-ville, devenu le cimetière des martyrs de la « cause », celle de l'indépendance du Cachemire. Recouvert d'un tissu brodé, inondé de pétales de fleurs roses et blanches, le cercueil a été porté par des dizaines de bras, emporté par la ferveur et la fureur. La foule, peuplée de cinquante mille personnes, a escorté jusqu'à sa tombe Maulvi Farooq, le *mirwaiz* (chef religieux) de la vallée du Cachemire, assassiné la veille par des tueurs non identifiés.

L'armée et les forces paramilitaires, qui, au-delà de l'Idgah, tiennent la ville en joue, avaient choisi, mardi 22 mai, de ne pas apparaître sur les lieux des funérailles pour ne pas risquer de commettre une fois encore, l'irréparable : hâti, une cinquantaine de personnes, sans armes, avaient été abattues (deux cents, dit-on à Srinagar) dans des circonstances analogues, à la suite d'ordres dont on se demande toujours par quelle folie ils furent donnés. Les visages déformés par l'ivresse de la colère, ruisselants de sueur, les voix

casées de huer : « Nous voulons la liberté » et de vouer aux gémonies les « tueurs de Jammohar » (le gouverneur) pour le meurtre de Maulvi Farooq, la foule et la procession n'ont misent plusieurs heures à rejoindre l'endroit où, parmi des tombes encore béantes, reposent déjà les dépouilles de quelques « commandants » du Front de libération du Jammou-et-Cachemire (JFKLF), principale organisation de militants indépendantistes.

Sur place, les moudjahidines étaient présents, une douzaine au plus, mais brandissant des fusils d'assaut Kalashnikov, certains frappaient le visage dissimulé derrière une cagoule de couleur bleue. Ils rendaient un dernier hommage à Maulvi Farooq au pied de sa tombe en tirant vers le sol saive sur saive, portée par la ferveur populaire pour le combat des boys et aussi des boucassiers gigantesques. A quelque 200 mètres de là, des milliers de femmes en tchador noir et d'enfants couleur de poussière hurlaient à pleins poumons : « Allah akbar ! » et aussi : « Nous lutterons jusqu'à la dernière goutte de notre sang ! »

Puis, les moudjahidines, leur identité toujours dissimulée, escortés par quelques milliers de partisans enthousiastes, s'en allèrent se perdre dans la ville-labyrinthe. Lentement, l'Idgah se vida, et la foule regagna ses ruelles entre les mini-citadelles de sacs de sable qui abritent des soldats en tenue de camouflage derrière des nids de mitrailleuses. Le couvre-feu, en fin d'après-midi, s'imposa de nouveau, mais longuement les musées des dizaines de mosquées de Srinagar continuèrent de chanter dans la nuit : « Allah akbar ».

LAURENT ZECCHINI

### PAKISTAN : la situation des droits de l'homme

Amnesty International prend acte d'une amélioration

Dans un rapport publié mercredi 23 mai et qui fait suite à une visite de représentants d'Amnesty International au Pakistan en juillet et août 1989, l'organisation humanitaire salue les mesures d'amnistie prononcées par le premier ministre à son arrivée au pouvoir en décembre 1988.

M. Benazir Bhutto avait alors communié 2 029 peines de mort et fait libérer plusieurs milliers de prisonniers, dont de nombreux prisonniers politiques. Amnesty International demande cependant des « mesures supplémentaires pour mettre fin aux violations des droits de l'homme qui avaient lieu sous les derniers gouvernements et qui continuent aujourd'hui ». Le rapport dénonce le recours à la torture, y compris le viol, « une pratique courante dans les commissariats de police », aux châtiments du fouet, de l'amputation et de la lapidation, aux fers dans les prisons et à l'emprisonnement pour motifs religieux. Amnesty critique les tribunaux spéciaux, de plus en plus nombreux selon elle, installés dans la province du Sind (sud-est du pays). Enfin, elle s'inquiète du sort de plusieurs centaines de prisonniers condamnés aux termes de la loi martiale.

PHILIPPE PONS

PHILIPPINES : un colonel tué dans une embuscade à Manille. — Un colonel et quatre autres personnes ont été tués dans une embuscade tendue apparemment par des rebelles communistes dans la banlieue de Manille, a annoncé, mercredi 23 mai, l'armée philippine.

Le colonel de gendarmerie Reynaldo Dino se rendait à son travail lorsque six hommes ont tiré avec des fusils automatiques sur sa voiture. Ses deux gardes du corps et sa fille ont été tués avec lui. Des balles perdues ont atteint un autobus, tuant une femme. — (Reuter)

TAIWAN : destruction de 700 kilos d'ivoire. — 700 kilos d'ivoire et dix peaux de lion saisis après avoir été acheminés d'Afrique du Sud en contrebande ont été brûlés publiquement, mardi 22 mai, dans le port de Keelung. — (AFP)

### JAPON : la visite de M. Roh Tae-woo

## 700 000 Coréens cherchent à se faire une place dans l'archipel

Le président sud-coréen Roh Tae-woo est attendu, jeudi 24 mai, en visite officielle au Japon où une importante communauté coréenne demeure victime de discriminations.

OSAKA

de notre envoyé spécial

La fumée et l'odeur de la viande grillée des restaurants coréens envahissent l'atmosphère dès la sortie de la gare de Tsurubashi, ce quartier du vieux Osaka, célèbre pour son ancien « marché noir » (marché noir) où se réunissaient les réfugiés de la péninsule. Aujourd'hui, un dédale de vendeurs de marchandises, est une zone frontalière, c'est là que commence la plus grande « koreatown » du Japon.

Non loin, le quartier d'Itano, au nom qui a disparu dans les remaniements administratifs mais reste dans les mémoires, est le cœur de cette communauté. Les ruelles aux modestes maisons de bois, le martèlement des ateliers familiaux, dernier maillon de la chaîne de sous-traitance où l'on s'affaire jusqu'à une heure tardive, s'ajoutent à l'atmosphère. Mais les boutiques vendent des produits coréens et certaines enseignes sont écrites en alphabet hangul. Devant des maisons, des femmes accroupies confectionnent du kimchi (choux fermentés coréens) et les habitants âgés parlent souvent un sabir coréano-japonais.

Cinquante mille Coréens vivent dans l'arrondissement d'Itano (dont fait partie Itano), soit un quart de la population. « Si on lance une pierre, on peut être sûr que c'est un Coréen qui la recueille », dit en plaisantant M. Ko Young-so, qui tient une librairie coréenne. Pour la plupart descendants de personnes contraintes à venir sur l'archipel au temps de la colonisation japonaise de la péninsule (1910-1945), les Coréens du Japon, nés pourtant sur l'archipel et ne parlant plus pour la majorité que japonais, restent en marge de la société, victimes d'une discrimination ouverte ou sournoise.

« On s'habitue à tout mais il faut être fort pour vivre ici en maintenant son identité », pense M. Park Soon-hee, retraité qui joue aux échecs coréens dans le jardin public. Il est arrivé de l'île de Cheju en 1938, à l'âge de dix-huit ans, pour travailler comme manoeuvre. Contraint ? « Certains d'entre nous l'étaient, d'autres non, mais nous n'avions pas le choix pour trouver du travail », poursuit-il.

### « Merci à Kim Il-sung »

En 1945, une partie des deux millions de Coréens du Japon sont rentrés dans leur pays. D'autres n'ont pas pu le faire, ou ont préféré rester en raison de l'instabilité sur la péninsule et parce qu'ils n'y avaient pas de travail. Aujourd'hui, ils sont 700 000 au Japon. Certains ont pris la nationalité japonaise et se sont plus ou moins fondus dans la société. D'autres revendiquent leur identité tout en cherchant à s'intégrer.

Sur le fronton de l'école primaire d'Itano se déploie une banderole sur laquelle est écrit en coréen : « Merci au maréchal Kim Il-sung ». L'école est gérée par l'asso-

ciation des Coréens du Japon pro-Pyongyang. Un peu plus loin, dans la grande rue, un bâtiment sur lequel flotte un drapeau sud-coréen est le siège local de l'association pro-Séoul. A la suite de la défaite du Japon, se constituèrent une Ligue des Coréens résidents (Choren) qui se scinda en deux en 1948, l'un de ceux qui les communistes conservaient le contrôle de Choren (transformée en Chosoren en 1955), les opposants créèrent le Mindan pro-Sud.

Au niveau des individus, les chiffres sont flous. Il existe en fait une complémentarité dans les activités des deux associations. Alors que Chosoren est plus active dans la défense des intérêts de la communauté, Mindan offre une nationalité et un passeport (Pyongyang) et Tokyo n'entretenant pas de relations diplomatiques, la nationalité nord-coréenne n'est pas reconnue. L'interprétation de fait des deux organisations est telle que si l'on additionne le nombre de leurs membres on obtient un total qui dépasse celui des Coréens du Japon.

Les membres de Chosoren sont certes fortement mobilisés et mis à contribution par l'organisation (une partie des fonds allant à Pyongyang), mais il est difficile de dire si leur attachement signifie une adhésion politique. Un mouvement de dissidence au sein de Chosoren, encore diffus, cherche à prendre davantage ses distances du régime de Pyongyang. Mindan, quant à elle, est plus divisée, plus fonctionnelle d'intérêts économiques que d'opinions politiques.

### Des secteurs d'activités spécifiques

Pour la troisième génération de résidents coréens qui ont aujourd'hui entre vingt et trente ans, ces clivages politiques sont souvent dépassés. S'ils sont malades, ils vont à l'hôpital de Chosoren et s'ils veulent un passeport ils vont à Mindan — ce qui ne les empêche pas de critiquer ouvertement le gouvernement. Cette troisième génération n'a pas de « patrie » : elle revendique une appartenance à la nation japonaise mais refuse le Japon, commente M. Kim Dik-hwan qui dirige le centre de bien-être d'Itano et cherche à développer une conscience de « quartier natal ». Une intégration difficile dont témoigne une débauche de jeunesse importante.

Légitimement à la pauvreté, la discrimination a tendu à diminuer avec le progrès économique. Si, à Itano, les effluves des vêtements brûlent encore les yeux des employés des petits ateliers fabriquant des sandales et si la majorité des Coréens savent que leur carrière professionnelle sera stoppée à un certain niveau à moins qu'ils prennent la nationalité japonaise, d'autres se sont enrichis et ont quitté le quartier.

La communauté coréenne au Japon constitue en fait une force économique non négligeable. La banque de crédit mutuel Osaka Kogin en est un exemple. C'est la première mutuelle du Japon. Elle gère une épargne de 10 000 milliards de yens. La Kogin fut fondée dans les années 30 par M. Lee Heni-keon, alors marchand de vélos et chef du syndicat des Coréens travaillant sur le marché noir de Tsurubashi.

« Au lendemain de la guerre, nous sommes entrés dans les sec-



# PAS ENCORE BESOIN DE PLAX.

### FRANTOUR VOYAGES vous offre des prix promotionnels en GRÈCE

Partez une semaine pour :

2 315 F, en mai  
2 565 F, en juin  
et 3 345 F, du 3 au 18 juillet 1990

Ces prix comprennent :

— Le voyage en avion PARIS-ATHÈNES, le transfert aéroport-hôtel et le séjour en pension complète, vin compris.

Construit en bord de mer au milieu des pins et des oliviers, l'HOTEL FRANTOUR VERVERONDA, vous propose de nombreuses animations et activités sportives (tennis, planche à voile...).

### RENSEIGNEZ-VOUS

— dans toutes les agences de voyages Frantour.  
— par téléphone : (1) 45-63-03-14.

هكذا من الأصل



# POLITIQUE

Le débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale

## M. Rocard : « Mettons au point des principes » ; M. Juppé :

Plus de trente députés sont intervenus, mardi 22 mai, dans le débat sur la politique d'immigration et d'intégration, qui s'est ouvert devant environ deux cents députés. De nombreux ministres ont assisté à tout ou partie de la discussion aux côtés de M. Michel Rocard, notamment MM. Pierre Arpaillange, Pierre Joxe, Jack Lang, Jean Popere, Claude Evin, Bernard Kouchner, Jean-Pierre Soisson, Michel Delebarre. A l'exception de M. André Lajoinie, les autres présidents de groupe, tous présents dans l'hémicycle, ont préféré ne pas intervenir à la tribune et laisser d'autres orateurs s'exprimer. On apercevait dans l'hémicycle MM. Jacques Chirac, Michel Noir, Jacques Toubon, Philippe Séguin, Charles Millon, Pierre Méhaignerie, Louis Mermaz.

Le premier ministre espérait que se dessinent les contours d'une « charte minimale », débouchant, avec la table ronde du 29 mai, sur des mesures concrètes. Les propos de M. Rocard, son appel au travail en commun de toutes les forces politiques, son souhait de sérier les problèmes pour dégager des zones de consensus ont été reçus plutôt froidement par le RPR et l'UDF, plus favorablement par l'UDC, qui a déjà annoncé qu'elle participera à la table ronde, et avec méfiance sur les bancs communistes, tandis que le groupe socialiste semblait dubitatif, parfois même agacé.

Repondant, dans la nuit, aux orateurs, M. Rocard a durci le ton vis-à-vis de l'opposition, en insistant sur les « erreurs inévitables » et « erreurs évitables ».

Curieusement, M. Rocard a donné alors l'impression de vouloir cla-

quer la porte qu'il avait si difficilement entrouverte l'après-midi.

« Votre soutien, je n'en ai pas particulièrement besoin, mais une unanimité, la plus large possible, sur ces questions permettra de défrayer des signes aux pays d'émigration, pour qu'ils soient perçus comme intangibles quels que soient le moment et le gouvernement. (...) Ma démarche ne vise pas à solliciter un soutien ou une aide, mais elle vous invite à la mise au point de principes d'action dont l'efficacité sera, ainsi, renforcée dans l'intérêt supérieur du pays. » Prononcés sur un ton très acide, après une critique vive des interventions de l'opposition, ces propos ont soulevé un tollé du côté de cette dernière. Le premier ministre, monté à la tribune pour répondre aux orateurs, a semblé soudain présenter comme une grâce l'invitation qu'il avait faite à l'opposition de participer à sa table ronde.

« C'est consternant ! », clamait, de son banc, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), tandis que M. Alain Juppé (RPR, Paris) lançait : « Et après cela, vous vous imaginez que nous irons à Matignon ? » Dans les couloirs, les députés de droite se disaient « émus » et « consternés ». « Le premier ministre, non seulement n'a fait aucune proposition, mais, pis, nous a expliqué qu'il n'avait pas besoin du soutien de l'opposition. Dans ce cas, je ne vois pas l'intérêt de la table ronde qu'il nous suggère. Nous attendons maintenant le premier ministre aux actes », déclarait M. Charles Millon, président du groupe UDF.

« Je m'attendais que M. Michel Rocard apportât des réponses. Il n'a pas de politique. Il n'a aucune proposition. Il nous rappelle simplement ce qu'il a fait en matière de logement ou autre. Ce n'était pas la peine de faire un débat semblable. Je ne suis pas les raisons pour lesquelles on ira à Matignon. Je me demande ce dont on va parler », affirmait M. Mazeaud, tandis que M. Jacques Toubon (RPR, Paris) expliquait, lui aussi, qu'il n'y avait

plus de raison d'aller à l'hôtel Matignon le 29 mai.

M. Rocard a défini, dans sa dernière intervention, les trois principes majeurs de la « charte minimale » sur laquelle « un accord majoritaire » pourrait exister malgré tout : maîtrise accrue des flux migratoires ; volonté d'intégration des étrangers en situation régulière ; reconnaissance, dans ce cadre, du bénéfice de droits identiques pour toutes les catégories sociales défavorisées.

### M. Marchand (PS) : « L'intégration coûtera cher »

Il a énuméré les suggestions qu'il se propose de prendre en compte : les statistiques de l'immigration pourraient être confiées au Haut Conseil à l'Intégration ; deux cent cinquante postes de fonctionnaires supplémentaires pourraient être créés, principalement pour la police de l'air et des frontières ; les regroupements familiaux et les visites seraient mieux contrôlés.

Le premier ministre avait admis, auparavant, que la majorité et le gouvernement avaient « tardé à prendre la mesure des frustrations qui s'accumulent ». « Nous avons trop parlé sur l'efficacité (...) de nos dispositifs d'intégration, à-t-il dit, et nos hésitations ont pu brouiller le message de la France vers les pays d'émigration. » Il a ajouté : « Le fait majeur qui domine (...) tient à ce que la France n'est plus une terre d'immigration. Nous ne pouvons plus, en effet, recevoir un flux massif et incontrôlé, sans que cela n'hypermétrise gravement et tout ensemble, d'abord, l'équilibre social de la nation, ensuite, les chances d'intégration des étrangers installés. Enfin, l'avenir même de nouvelles vagues d'immigrés et des pays d'où ils viennent. (...) Nous sommes également à la veille, si nous n'y prenons pas garde, d'une nouvelle vague massive, venant du Sud plus lointain, d'un Est plus incertain. Et, je le dis clairement, cette vague doit être endiguée. »

Pour déboucher sur des mesures concrètes, le premier ministre a estimé que le rapport Marchand, « exemplaire », constitue une précieuse base de travail. Il s'est engagé à envoyer aux dirigeants invités à Matignon des orientations et des propositions, à la lumière du débat parlementaire, en distinguant celles qui semblent faire accord et les autres.

En exposant les données du problème, le rapporteur de la commission d'intégration, M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime) avait souhaité que la qualité des travaux de sa commission, composée de députés de tous les groupes, inspire la suite du traitement de ce dossier. « Combien va coûter cette politique d'intégration - qui se traduit par l'entretien, de mesures applicables à tous les démunis et les exclus ? a demandé M. Marchand. Elle coûtera cher ! Nous devons savoir si nous avons le courage et la responsabilité d'en payer le prix. Mais, dans le cas contraire, quel sera, pour tous les Français, le coût social et politique d'une intégration non réussie ? »

### M. Virapoulle (UDC) : « Mettons-nous au travail ! »

Peut-on s'arrêter au coût financier ? Peut-on faire l'économie d'un travail ? Interpartis quand on voit les risques d'une inflation du racisme et de l'exclusion ? Ce sont les questions qui, en filigrane, ont transpiré dans les discours des uns et des autres, sans que la réponse apparaisse jamais clairement. Certes, il n'était pas question de pratiquer ce que le premier ministre a appelé « un amalgame entre la question de l'immigration et celle du racisme », car « la question de l'immigration est distincte de celle du racisme », mais M. Rocard estime qu'il existe des « connexions ».

Le souvenir de la manifestation de protestation après la profanation du cimetière juif de Carpentras a été évoqué à plusieurs reprises. A l'évidence, le premier ministre a cherché, dans sa pre-

mière intervention, à préserver cette atmosphère, en proposant de dégager les zones de consensus et d'écarter les calculs politiques qui l'empêcheraient.

Quelque critique sur la politique passée du gouvernement, l'UDC a répondu positivement. M. Jean-Paul Virapoulle (La Réunion) s'est montré disponible pour « procéder à une analyse fine et objective de la situation et proposer une synthèse réaliste des remèdes appropriés ». C'est à la question de l'exclusion qu'il fait « attaquer, à-t-il rappelé, en demandant que soit élaborée une loi d'orientation contre l'exclusion et le racisme. « Faisons la paix des braves », a dit M. Virapoulle. Mettons nous au travail ! (...) Alors seulement, nous constaterons, dans quelques années, que les idées et mouvements d'extrême droite n'auront été, en France, qu'un « détail » de l'histoire de notre pays. »

Les orateurs RPR et UDF, en revanche, ont paru considérer les propositions de M. Rocard comme une manœuvre, et ils reproché au premier ministre son « immobilisme ». « Depuis 1981, et pendant bientôt dix ans, vous n'avez eu aucune politique globale de l'immigration », a lancé M. Juppé, tandis que M. Hervé de Charette (UDF, Mayenne) affirmait : « Dans ce domaine, vous avez défilé, vous n'avez rien fait. » Pour le groupe communiste, M. Lafollette, tout en accusant « le pouvoir actuel » d'avoir favorisé la promotion médiatique du Front national, a expliqué que c'est la crise de la société - « pauvreté, précarisation, urbanisme de ségrégation - et la « politique d'austérité des gouvernements successifs » qui forment le terrain du racisme.

La « méthode Rocard », consistant à procéder par étapes et à dégager les points d'accord immédiats, a été critiquée par la droite, pour qui le premier ministre devait, avant tout, expliquer clairement sa politique d'immigration, plutôt que de demander à l'oppo-

sition d'élaborer avec lui un plan d'urgence. « Nous n'avons pas envie de nous prêter à de telles cérémonies de portée purement médiatique », a expliqué M. Juppé en parlant de la précédente table ronde à Matignon. « Si l'est un domaine, a ajouté le secrétaire général du RPR, où il faut gouverner, et ne pas se contenter de « laisser le temps au temps », c'est bien celui de l'immigration. Les Français attendent, si nous voulons éviter qu'il ne prêtent l'oreille aux sirènes de la démagogie, le gouvernement doit passer du diagnostic aux décisions. Même si cela nous réprime parfois, il va falloir maintenant gouverner ! »

« Nous participerons au dialogue si nous sommes convaincus qu'il est de nature à débiter et à améliorer concrètement une situation qui n'est pas brillante », a affirmé M. Daniel Collin (UDF, Var). « Oui pour discuter, non pour dissenter ! Oui pour travailler, non pour amuser la galerie ! » a lancé M. de Charette. Le député giscardien, au cours d'une charge vive contre le gouvernement, a brandi l'arme qui semble en mesure aujourd'hui de faire capoter la table ronde, tout en provoquant dans les rangs socialistes de sérieux remous : le droit de vote des étrangers aux élections locales.

### M. de Charette (UDF) : « Voté sur le droit de vote »

C'est donc un abandon net et définitif du droit de vote des immigrés qu'ont demandé plusieurs orateurs de l'opposition en préalable à toute concertation. « Nous voulons la vérité sur cette question », a déclaré M. de Charette. Nous voulons savoir si la politique de la majorité actuelle est favorable, demain, après-demain, au vote des immigrés. « Pouvez-vous, au nom du gouvernement et du chef de l'Etat, vous engager à entendre, à votre tour, la voix du bon sens, qui vous demande de renoncer à tout projet d'extension du droit de vote à des étrangers ? », a questionné

## Etrangers hors les urnes

Cela fait plus de dix ans que la question du droit de vote des résidents étrangers revient régulièrement dans le débat public, nourrissant les controverses entre majorité et opposition. Il s'agit bien du vote des étrangers et non des immigrés. Pour beaucoup de ces derniers, en effet, la question ne se pose pas puisqu'ils sont... français. Le débat concerne quelque deux millions et demi de résidents étrangers âgés de dix-huit ans ou plus.

Le droit de vote figurait parmi les « 101 propositions » du candidat Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981. Mais il a été très vite mis entre parenthèses, les socialistes se rendant compte que l'opinion y était massivement hostile. A chaque échéance électorale cependant, ils se sentaient obligés de rappeler leur engagement, et la droite ne se privait pas de remuer le fer dans la plaie. Dans sa « Lettre à tous les Français », en 1989, François Mitterrand écrivait : « Même si je sais que vous êtes, dans votre grande majorité, hostiles à une mesure de ce genre, je déplore personnellement que l'état de nos mœurs ne nous le permette pas. »

### Cinq raisons d'être contre...

Les arguments des partisans du droit de vote des étrangers peuvent être résumés en cinq points :

- 1) Les étrangers paient des impôts locaux, ils devraient pouvoir se prononcer, comme les autres habitants de leur commune, sur l'utilisation de ces fonds. D'autant qu'avec la décentralisation, de nombreuses questions concernant les immigrés sont prises au niveau local.
- 2) Les étrangers ont acquis peu à peu des droits économiques et sociaux qui apparaissent insupportables il y a vingt ans : dans les entreprises, ils sont électeurs et éligibles et décident à égalité avec les Français dans les caisses de Sécurité sociale, les offices publics HLM, les écoles et les universités.

Pourquoi cette « citoyenneté sociale » s'arrêterait-elle à la porte de la mairie ?

3) La participation aux élections municipales permettrait aux étrangers de mieux se défendre contre les attaques dont ils sont l'objet. Elle permettrait aussi de détendre le climat dans certains quartiers et, ainsi, tout le monde en profiterait...

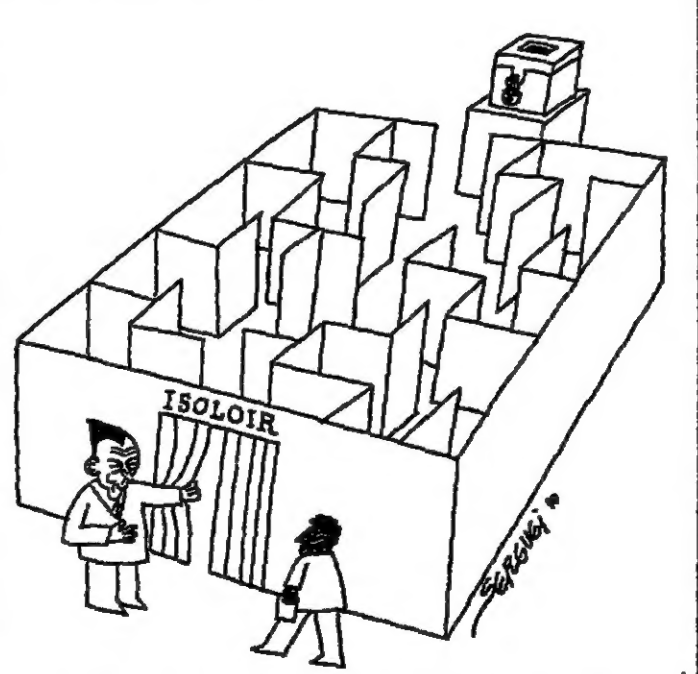
4) Le Parlement européen s'est prononcé l'an dernier pour le droit de vote des ressortissants « communautaires » résidant dans un autre Etat de la CEE. Pourquoi refuserait-on aux Algériens ou aux Marocains de France un droit qui serait accordé aux Espagnols ou aux Portugais ?

5) La France ne doit pas être à la traîne, alors que d'autres pays européens accordent le droit de vote municipal aux résidents étrangers : c'est le cas de l'Irlande (depuis 1974), de la Suède (1975), du Danemark (1980), de la Norvège (1983) et des Pays-Bas (1988).

### ... et cinq raisons d'être contre

En face, les adversaires du droit de vote ne manquent pas d'arguments. On peut, là aussi, les résumer en cinq points :

- 1) L'accès des étrangers aux urnes exigerait une réforme de la Constitution puisque celle-ci stipule, dans son article 3, que seuls « sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes jouissant de leurs droits civils et politiques ». Difficulté supplémentaire : les conseillers municipaux participent indirectement à l'élection des sénateurs.
- 2) Il ne serait pas très logique de rendre les étrangers électeurs et non éligibles. Or, s'ils sont éligibles, un non-Français pourrait théoriquement devenir maire d'une grande ville comme Roubaix ou Marseille et exercer, à ce titre, une influence politique nationale.
- 3) Tous les sondages le montrent : les Français sont majoritairement opposés au droit de vote des étrangers. Et leur avis ne



semble pas évoluer dans un sens positif. Selon la SOFRES, les opinions favorables qui s'élevaient à 35 % à la fin de 1985 étaient tombées à 20 % en novembre 1989 lors de l'affaire du foulard islamique.

4) Ce n'est pas au moment où beaucoup de Français s'inquiètent de manœuvres sur « l'identité nationale » qu'il faut engager une épreuve de force sur ce thème et offrir un tel cadeau au Front national. Les premières victimes pourraient en être les immigrés eux-mêmes.

5) Pour des personnes appelées à vivre définitivement en France, l'intégration ne consiste pas à obtenir un nouveau droit et un droit limité qui ferait d'elles des sous-citoyens - mais de faciliter leur accès à la nationalité française. D'ailleurs, beaucoup d'étrangers ne réclament pas le droit de vote. Cette revendication est, le plus souvent, formulée par leurs enfants qui, eux, sont français.

Sans attendre que ce débat

soit tranché, certains maires ont créé des commissions extra-municipales consultatives, comprenant des étrangers. D'autres, plus ambitieux, ont organisé l'élection d'étrangers qui siègent au conseil municipal sans droit de vote. La commune de Mons-en-Barrois, dans le Nord, a inauguré cette formule en 1985, suivie d'Amiens en 1987 et de Carzay, dans les Deux-Sèvres, en 1989. Françoise Geindre, maire d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados) et Paul Lortolan, maire de Uis (Essonne), envisagent même de créer une association des communes qui ont engagé ce genre d'expérience.

Des expériences qui mériteraient, pour le moins, d'être évaluées avec précision, et sans doute étendues, avec des variantes adaptées à chaque situation locale. Ce serait sans doute plus efficace que de se déchirer à propos d'un droit de vote qu'aucun parti, à part le PCF, ne réclame aujourd'hui.

ROBERT SOLÉ

## M. Le Pen indésirable dans plusieurs villes

Une tenaille est peut-être en train de se refermer sur le Front national. Les suites politiques de la profanation de Carpentras ont créé une situation qui tend à isoler le parti d'extrême droite. Le « front du refus » va maintenant des élus locaux aux maires, qui rivalisent dans l'anti-lepenisme, jusqu'aux maires qui refusent à M. Jean-Marie Le Pen des salles municipales que, parfois, ils avaient auparavant décidé de lui accorder pour ses meetings.

Ces élus locaux usent simplement, en la circonstance, de leur pouvoir de police, comme le rappelle, le 15 mai, M. Michel Noir, maire RPR de Lyon, sur « l'antenne de l'écran » d'Antenne 2, sans soulever la moindre contradiction sur le plateau de télévision, pas même celle de M. Jacques Médéric, maire CNR de Nice, qui se déclare « d'accord à 99,9 % » avec les idées du Front national.

Après Vichy, Villeurbanne, Dinard, Arcillac et Aix-en-Provence, qui ont déclaré M. Le Pen et ses amis personnes non grates, c'est la commune natale du chef de file de l'extrême droite, La Trinité-sur-Mer (Morbihan), qui a refusé, lundi après-midi 21 mai, la perspective de la prochaine visite de l'allié allemand du Front national, M. Franz Schöner, président du Parti ouest-allemand des « républicains » et ancien Waffen SS.

Celui-ci devait assister, début juin - pendant la commémoration du débarquement allié de 1944 en Normandie - aux travaux du groupe technique des droits européens. « Il est apparu que la profanation de Carpentras et la présence d'un député allemand contesté avaient créé un choc émotionnel dont les conséquences seraient susceptibles de troubler l'esprit des Trinitains », a expliqué le maire, M. André Le Nègre, dans la lettre qu'il a envoyée à M. Le Pen, qui est son ami d'enfance, après que les quinze conseillers municipaux réunis à huis clos avaient refusé, à l'unanimité, la venue de cette journée d'études.

A Clichy-sous-Bois, la nouvelle municipalité communiste organisait, mercredi soir 23 mai, un « concert contre le Front national » avec la participation de nombreux artistes.

En revanche, le maire UDF de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) a donné son accord à la location d'une salle municipale pour une réunion qui doit être animée, le 25 mai, par M. Roger Holoindre, et cette décision suscite des remous au sein du conseil municipal. Il en est de même à Divonne-les-Bains (Ain) où le maire « divers droite » a accepté

de prêter au FN le restaurant de la piscine municipale, vendredi, pour la venue de M. Le Pen : la moitié des élus locaux, opposés à cette décision, ont quitté, lundi soir, la salle du conseil municipal.

Dans un premier temps, le président du FN a dénoncé la « provocation » et le « montage » que constituaient, selon lui, l'affaire de Carpentras, allant même jusqu'à parler de manipulations du KGB et de désinformation à la manière roumaine, façon Timisoara. Jusqu'à l'ample informé, la seule opération qui pourrait se voir attribuer ce dernier qualificatif est pourtant celle que trois skinheads, zélés des thèses néo-nazies, avaient monté au cimetière catholique de Saint-Herblain (Loire-Atlantique). Et le seul journal à avoir prêté foi à cette manœuvre antisémite est le quotidien intégriste d'extrême droite Présent dans son numéro du samedi 19 mai.

Puis M. Le Pen a annoncé un mouvement de recul. Il a laissé assumer au bureau politique de son mouvement - il n'assistera pas à la conférence de presse organisée à l'heure de la manifestation du 14 mai - la gestion de l'après-Carpentras et, notamment, « la seconde profanation » que représenterait, selon le Front national, ce défilé consensuel de protestation contre la montée du racisme et de l'antisémitisme.

Conscient du piège qui se refermait sur lui au moment où l'Assemblée nationale se penchait sur l'immigration alors qu'à l'autre bout de la chaîne des maires prolongent la vague défavorable à son parti, M. Le Pen a décidé de rompre le silence.

Dans un interview au Quotidien de Paris du mardi 22 mai, le président du Front national s'est d'abord défendu d'être en quoi que ce soit responsable de la profanation de Carpentras en affirmant au passage que le défilé contre le corps a été empêché « était un sympathisant du Front national ». Le même jour, dans une déclaration à l'agence AP, M. Le Pen a ensuite répliqué à toutes les réactions en protestant de l'innocence de son parti : « Je ne suis pas coupable et le Front national n'est pas coupable. (...) Tout a été organisé de Paris. (...) Je soupçonne tout le monde. (...) Cela me laisse assez froid. J'ai le calme du vieux trouper. J'ai souvent vu le blanc des yeux de mes ennemis. Je suis un homme en mission. Si je tombe, je l'aurai accomplie... »

O. B.



# POLITIQUE

et la mobilisation contre l'extrême droite

## « Gouvernez ! »

M. Juppé, tandis que M. André Rosinat (UDF, Morbihan-Médoc) mettait en garde ceux qui, au PS, voudraient relancer ce thème.

« Ils signifieraient, par là, à-t-il affirmé, leur volonté de mettre encore en exergue M. Le Pen et ses idées. » M. Collin a expliqué quant à lui que la décision du bureau exécutif du PS, renouant à cette mesure pour le court terme, se mesure pour le long terme, se mesure pour le long terme.

Le premier ministre a affirmé : « On a beaucoup parlé du droit de vote des étrangers aux élections locales. Tout le monde sait que les socialistes l'ont inscrit au programme de leur programme, comme nous le faisons. Nous n'en sommes certes pas les seuls. On appelle, également, que le président de la République lui-même, dans sa Lettre à tous les Français, affirmait son souhait de voir la chose se faire un jour, mais prenait acte, quant à la date, de ce qu'une grande majorité de Français y sont hostiles. »

M. Rocard, président, a expliqué qu'il préfère s'en tenir à cette ligne. « S'agissant du droit de vote des étrangers, à-t-il dit, je suis bien décidé, en ce qui me concerne, à ne pas plus en parler demain que je l'ai fait hier. Et j'apprécie à sa juste mesure l'effort fait par les instances du Parti socialiste pour s'engager officiellement dans la même voie, quitte à affronter à ce propos quelques difficultés qu'il saura surmonter. » A l'adresse de l'opposition, il a ajouté : « Dès lors, il ne dépend plus que de vous de faire quitter à ce thème le devant de la scène. »

Le porte-parole du groupe socialiste, M. Jean Le Garrec (Nord), a pris le premier ministre à contre-pied. « Contrairement à vous, monsieur le premier ministre, a-t-il affirmé, j'y vois un puissant facteur d'intégration, et non pas le simple aboutissement d'un processus [applaudissements sur les bancs

socialistes et protestations sur les bancs de la droite] Même si nous mesurons les difficultés de cette démarche, il n'est pas question pour nous de renier nos valeurs fondamentales. Les étrangers paient des impôts, ils utilisent les services collectifs, partagent la vie communale. Pourquoi ne s'exprimeraient-ils pas ? Pourquoi n'accrocheraient-ils pas ? Ils infléchissent la politique locale ? Les faire voter demeure l'un des objectifs du Parti socialiste. Nous l'avons toujours mis en perspective [protestations sur les bancs de la droite]. »

Un député communiste, M. Jean-Claude Lefort (Val-de-Marne), interromp l'orateur socialiste : « C'est comme l'horizon ! lance-t-il. Plus on avance, plus il recule ! » M. Le Garrec poursuivait à le dire : « L'opinion est majoritairement réservée, mais son hostilité n'est pas si forte que certains se plaisent à le dire. » Cette fois, c'est un député UDF, M. Charles Ekmann (Alpes-Maritimes), qui l'interrompt : « Ça, dit-il, c'est le discours que vous teniez il y a un mois ! » M. Le Garrec répond : « Pourquoi ces cris d'indignation ? L'Histoire vous donnera tort... » M. Lefort : « Alors, commences tout de suite ! » « Maintenant il nous faut convaincre, affirme M. Le Garrec. Multiplions les initiatives ! Parlons-en ! Nous avons toujours, monsieur le premier ministre, été, vous et moi, des partisans de la pédagogie politique. » M. Lefort : « Encore faut-il avoir les moyens politiques de faire aboutir l'indispensable réforme de la Constitution. Nous ne les avons pas : cela n'est pas de notre fait ! »

Dans la nuit, M. Julien Dray (PS, Essonne) est revenu sur cette question, pour affirmer que c'est aux Français de décider et qu'il faut leur donner les éléments nécessaires pour le faire en toute conscience.

PIERRE SERVANT

## Deux cent cinquante intellectuels et artistes appellent à la « résistance » contre le Front national

Quelques deux cent cinquante écrivains, artistes, universitaires, scientifiques et journalistes ont signé un appel à la « résistance » et à la « contre-offensive » face au Front national.

« La montée en puissance d'un parti fascisant et raciste met la France à l'heure de tous les périls, confirme cet appel. Ses avancées sont fautes de nos reculs. Il faut, pour commencer, avoir le simple courage de nommer les choses et les gens. Quelles qu'en soient les conséquences judiciaires, nous affirmons ici que Le Pen, en filiation directe avec l'idéologie nazie, est un fasciste et un raciste. »

« A la base, la dégradation des mœurs politiques, les échos d'un affairisme impudent, la prostitution de la justice par le politique, la désarroi idéologique, la mise en place d'une société glacée, impitoyable aux faibles, la dissolution des solidarités populaires anciennes ouvrent la voie au réflexe populiste et au vote de la désapprobation. Au sommet, l'équipe dirigeante du Front national applique avec une ténacité cynique sa stratégie de conquête du pouvoir. Par glissements progressifs, elle réussit à banaliser l'inconcevable. Qui eût cru, voilà seulement dix ans, qu'un parti français exhiberait sur ses estrades, en qualité d'allié privilégié, un ancien Waffen SS ? Qui eût dit que l'immense antisémitisme recommencerait de tomber chaque semaine de la bouche des dirigeants du Front national et de leurs alliés ? Qui eût envisagé que, dans une obscène provocation au meurtre, l'assassinat à répétition de jeunes immigrés serait qualifié par Le Pen d'« incidents » ? »

« Il y a dix ans, le droit de vote des immigrés aux élections locales était inscrit au programme du candidat de la gauche aux présidentielles. En 1988, sous la pression raciste, il était évacué du programme. Si nous devons être battus, c'est que nous n'avons pas eu le courage de nous battre. Le combat antiraciste ne sera pas gagné par la recherche d'un quelconque consensus bourgeois avec une droite largement contaminée. Il ne peut l'être que par l'affirmation sans compromis de nos propres valeurs. Il le sera par la mobilisation de

ceux et de celles qui, par-delà différences et clivages, sont résolus à stopper le Front national à tout prix, par tous les moyens, à tous les niveaux, et de manière permanente. La bataille doit être livrée devant les tribunaux, dans les médias et dans la rue. »

« Face au Front national, il faut mettre en place un front de résistance, qui donnera un coup d'arrêt à ces entreprises et imposera l'adoption de mesures sociales et politiques propres à enrayer le développement du racisme. Nous en appelons aux partis et aux organisations progressistes pour qu'ils créent, dans les plus brefs délais, les conditions pratiques d'une riposte unitaire. Un premier objectif devrait être la préparation d'une manifestation nationale massive rassemblant toutes celles et tous ceux qui sont résolus à barrer le chemin au racisme fasciste. L'heure n'est plus aux constats attristés et aux déplorations. Le temps de la contre-offensive est venu. »

Ce texte a été signé notamment par MM. Roland Agret, Pierre Arditi, Jean-Louis Aubert, Raymond et Lucie Aubrac, Marcel Blum, Claude Bourdet, Pierre Bourdieu, Michel Butel, Cabu, Jean Cardonnel, Michel Cardoze, Maria Casarès, Roland Castro, Philippe Cyrulnik, Jean-Paul Dollé, Maurice Dugowson, Jean Ellenstein, Jean Ferrat, Patrice Fontanarosa, Samy Frey, Mgr Gaillot, Félix Guattari, Indochine, Francis Jacob, Nacer Kechouard, Daniel Krieger-Valmont, Maurice Krieger-Valmont, l'Affaire Louis, Denis Langlois, Bernard Langlois, Denis Langlois, Thierry Lévy, Daniel Lindenberg, Noël Mamère, Lilly Marcou, Daniel Mesguich, Ariane Mnouchkine, Georges Moustaki, Maurice Nadeau, Niagara, Nicoletta, Michel Piccoli, Frédéric Pottecher, Luis Rego, Renaud, Catherine Ribeiro, David Rousset, Raoul Sangla, Antoine Sanguinetti, Claude Santelli, Jean-Claude Silvestre, Delphine Seyrig, Sini, Philbertmann, Yves Simon, Sini, Philippe Soliers, Antoine Spire, Jacques Testard, Pierre Vidal-Naquet, Jean-Marie Vincent, Marina Vlady, Wiaz, Wolinski, Fred Zeller.

► Philippe Crotet, BP n° 87, 75561 Paris Cedex 12.

## L'échec du consensus

par Patrick Jarreau

Emmanuel a rappelé qu'il était clair pour tous que l'enjeu du débat des quinze derniers jours au PS était bien de savoir s'il maintenait ou non sa proposition d'instaurer ce droit, considéré comme un facteur d'intégration.

Le député des Landes et trésorier du PS, jospiniste, a observé que M. Marcel Deberge, fabiusien, numéro deux du parti, avait lui-même confirmé cette interprétation en indiquant sur Europe 1, le 15 mai, à la veille de la décision du bureau exécutif, que celui-ci était disposé à renoncer à cette proposition. Ce propos de M. Deberge avait été accueilli comme un signe favorable par l'opposition, qui faisait alors de cet abandon la condition de sa participation à la table ronde de Matignon. Au surplus, a souligné M. Emmanuel, il était loisible à chacun de ne pas voter le texte proposé au bureau exécutif s'il le considérait contraire à son souhait ou, même, simplement ambigu.

### « Recul idéologique »

M. Laurent Fabius, qui avait pris soin de préciser lors de la première réunion du bureau exécutif sur cette question, le 10 mai, qu'il fallait se garder de tout « recul idéologique », a déclaré qu'en votant ce texte il n'avait pas attendu d'annoncer quelque renoncement que ce soit. Plusieurs

députés - M. Marie-Noëlle Liemann et M. Julien Dray (Essonne), Jean-Christophe Cambadélis (Paris) - ont exprimé leur émotion devant ce qui leur apparaît bel et bien comme une reculade, décidée sans consultation des militants ni du comité directeur, et alors que la motion du premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, au congrès de Rennes, se prononçait clairement pour l'instauration du droit de vote des étrangers. Seul M. André Besson (Alpes-de-Haute-Provence) a pris position sans ambages contre ce droit, les autres participants à la réunion du groupe paraissant manifestement embarrassés, certains confiant publiquement ou en privé que la position prise par le parti leur avait valu des critiques de la part des militants.

Aussi M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe dans le débat, s'est-il nettement démarqué de la position du premier ministre. Celle-ci, qu'avaient défendue les rocardiens au bureau exécutif et qui avait fait, finalement, l'unanimité, consistait à considérer le droit de vote des immigrés comme une mesure qui viendrait éventuellement couronner, dans quelques années, une politique d'intégration réussie. Pour les socialistes, a affirmé M. Le Garrec, ce droit n'est pas une conséquence, mais une condition de l'intégration. La droite s'est aussitôt emparée de ces propos pour accuser les socialistes de refuser le « consensus »

et mettre en difficulté M. Rocard.

Le mouvement fait par le PS la semaine dernière, apparemment conforme à la position de M. François Mitterrand, qui, dans sa Lettre à tous les Français, s'affirmait fidèle au principe du droit de vote mais concédait le refus de la majorité des citoyens, semble avoir été compris autrement par l'extrême droite. A l'Elysée, on y a vu une distance prise avec le chef de l'Etat sous l'impulsion du premier ministre, à seule fin de sauver la mise de ce dernier face à l'opposition. Pour M. Mitterrand, en effet, la tâche de la gauche, loin de ne plus en parler, doit être, au contraire, de défendre cette position, d'expliquer son utilité et de l'opposer, sur le plan des principes, aux logiques d'exclusion qui s'expriment sous la pression du Front national, relayée par la droite.

Cette dernière ne renonçant à aucune de ses idées en matière d'immigration, les socialistes se sont trouvés penauds de s'être montrés, eux, plus pusillanimes que leurs adversaires. Ils ont voulu se reprendre, mardi, à l'Assemblée nationale. M. Rocard, privé d'espace, n'avait plus qu'à laisser s'exprimer son sursaut envers la droite, qui n'en était assurément pas seule responsable. Le premier ministre se heurte à un fait plus têtue que les autres : il est des questions politiques que toute l'habileté du monde ne parvient pas à dépolitiser.



# PLUS BESOIN DE PLAX.

هكذا من الأصل



## POLITIQUE

# Un entretien avec le délégué général de l'UDF

M. François Bayrou propose de baptiser « Alliance » la confédération RPR-UDF

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. François Bayrou, délégué général de l'UDF, estime que le système de « primaires » proposé par M. Pasqua pour la désignation du candidat de l'opposition à l'élection présidentielle favorise le RPR et qu'il présente « un grave danger ». Il propose d'autre part de baptiser « Alliance » une éventuelle confédération RPR-UDF.

— C'est de nouveau dans l'opposition, la « mode à l'union », pensez-vous que ce soit la réponse la plus appropriée à la poussée du Front national ?

— Oui. Nous n'empêcherons pas la montée de l'extrémisme en usant seulement de l'imprécation et de l'anathème. Ce sont, en démocratie médiatique, des armes qui s'usent très vite. Les seules armes efficaces dans la durée sont en nous-mêmes : notre force de conviction, une dynamique nouvelle, et, en réponse aux carences du pouvoir, un projet d'opposition tranché. Car, si Le Pen réussissait à se présenter comme la seule opposition, seul contre tous, alors sa croissance serait assurée : on lui donnerait, de fait, le monopole des insatisfactions.

— Quelle méthode préconisez-vous pour bâtir cette union ?

— Il faut une architecture nouvelle pour l'opposition. Tout le monde en convient. Beaucoup de mes amis, François Léonard, Michel Noir, Dominique Baudis, pensent, comme Valéry Giscard d'Estaing, à un mouvement unique. Leurs arguments sont forts. Mais ma préférence personnelle va depuis toujours à une organisation à deux pôles. Il y a, dans l'opposition, deux sensibilités différentes, qui étaient éloignées à l'origine, en matière de conception de l'Etat, de l'Europe, de décentralisation.

— Nous avons heureusement pu les rapprocher comme l'ont montré les états généraux. Mais il y a aussi deux tempéraments différents : les uns ont le goût de l'organisation, les autres

sont plus attirés par l'autonomie et la spontanéité. Et il y a même probablement deux styles. Les fondre entre eux ne serait, je le crains, ni possible (et d'abord parce que le RPR le refuse) ni efficace. En revanche, des choix communs fondamentaux nous rassemblent : des décennies de travail en commun au Parlement, au gouvernement, dans les collectivités locales, l'ont prouvé. Je préfère donc, pour ma part, une confédération. Mais je comprends très bien que les partisans du mouvement unique n'y voient qu'une étape. Ce sera déjà une étape commune.

— Que signifie concrètement le mot de confédération ?

— Deux mouvements, non pas indépendants l'un de l'autre, mais engagés l'un avec l'autre et qui se déterminent ensemble. Un sigle partagé, des organes de direction simples mais communs et indiscutés, une démarche commune pour les élections législatives et surtout un candidat commun à l'élection présidentielle.

— Dans quel délai cette nouvelle architecture pourrait-elle se mettre en place ?

— Au mieux avant l'été ; raisonnablement à la rentrée.

— Quel sigle commun proposerez-vous ?

— J'aimerais un mot simple, qui marquerait que nous acceptons joyeusement nos différences, et en même temps que nous faisons le choix d'un destin en commun. Pas un sigle à initiales, mais un beau nom que chacune des familles de l'opposition pourrait ajouter à son drapeau. Pourquoi pas simplement le mot « Alliance » ?

— Qui serait le président ?

— Pas de président. Pas de secrétaire général. On ne va pas inventer une hiérarchie de plus. Il n'y a pas de prééminence établie dans l'opposition aujourd'hui. Toute préséance serait donc fautive et ne pourrait que compliquer la situation.

— Venons-en aux primaires. On a l'impression que l'UDF est très réservée sur cette idée avancée par M. Pasqua. Sur le fond, quel est votre avis personnel ?

— Je défends cette idée. D'abord parce que nous devons à nos électeurs de ne plus les exposer au trépas de l'affrontement où l'allié du second tour est en réalité, pendant toute la campagne, le seul véritable adversaire. Et ensuite parce que j'y vois un moyen d'imposer à nos formations l'obligation d'associer, selon un mode nouveau, nos sympathisants à notre action : bref, un moyen de sortir du bocal. J'ajoute que le candidat choisi devient d'emblée un peu plus qu'un candidat ordinaire. Il est un gagnant. Il est déjà porté par une dynamique de victoire.

### Quatre conditions

— Quel est votre choix sur les modalités ?

— Les conditions pour que le système marche sont, à mes yeux, au nombre de quatre. La première est la plus importante : qu'on ne puisse pas déduire le nom du vainqueur de la règle du jeu. Ensuite que le système soit ouvert à tous les Français et pas seulement à des catégories ; qu'il déclenche une vraie dynamique, c'est-à-dire qu'il connaisse une construction dramatique, de manière à faire monter l'intérêt ; enfin qu'il oblige au rassemblement de tous autour du candidat choisi.

— Le système Pasqua répond-il à ces conditions ?

— A mes yeux, pas tout à fait. Rappelons d'abord ce qu'il propose. Les deux dispositions principales sont de faire sélectionner le candidat par les électeurs, en trois mois, par vague de deux régions par dimanche. Le vote d'un département est pris en compte dès l'instant que 5 % des électeurs inscrits participent à la consultation. C'est un bon point de départ, mais il y a un grave danger. Cette méthode favorise indubitablement l'un des deux tempéraments politiques de l'opposition.

— Électoralement, en effet, le RPR et l'UDF font jeu égal depuis dix ans. On le vérifie, à quelques points près dans un sens ou dans l'autre, à chaque élection. Mais le RPR a une tradition de militantisme enraciné. Tandis que l'UDF fonctionne de

manière plus souple. Sur un nombre de participants aussi faible que 5 %, le poids militant dans un seul plateau de la balance emporte la décision. Cela est inacceptable dans la mesure où le sentiment majoritaire de nos électeurs serait ainsi mécaniquement déformé. En d'autres termes, le candidat choisi pourrait ne pas être celui que souhaiterait la majorité de nos soutiens.

— Alors quelles dispositions proposez-vous ?

— Le seul moyen de réduire le risque est de fixer un seuil de participation des citoyens assez haut pour être honnête. Nous proposons 10 %, le même chiffre qui est requis pour qu'un candidat puisse se maintenir à une élection locale. Il faut trouver une solution équilibrée pour faire entendre la voix des départements qui n'auraient pas atteint ce seuil. Imaginez que le vote n'ait été fructueux que dans une dizaine de départements, tous ruraux ! Le résultat avantagerait peut-être l'UDF. Serait-ce pour autant une image fautive du sentiment des Français ?

— C'est pourquoi je propose que dans le cas où le seuil n'est pas atteint, le vote du département soit contraint de retirer cette disposition importante, le groupe communiste ayant menacé de voter contre le projet si cet article était maintenu. M. Jospin, comme il l'avait alors annoncé, a réintroduit cette disposition à l'occasion du débat au Sénat en modifiant légèrement la formulation initiale.

— Cette réapparition a provoqué les protestations de M<sup>me</sup> Hélène Lac (PC, Val-de-Marne), dénonçant la volonté de « désengagement financier de l'Etat »... et la surcharge des sénateurs de l'opposition. Ainsi M. Paul Séramy (Un. cent., Seine-et-Marne), rapporteur de la Commission des affaires culturelles, a-t-il proposé d'amender le projet gouvernemental sur quatre points : limitation explicite aux seules dépenses d'investissements de la participation des collectivités

Propos recueillis par DANIEL CARTON

## La maîtrise d'ouvrage des constructions universitaires

M. Jospin rassemble contre lui la majorité sénatoriale et les socialistes

Les sénateurs ont adopté, mardi 22 mai, en deuxième lecture, le projet de loi relatif aux droits et obligations de l'Etat et des départements concernant les instituts universitaires de formation des maîtres et portant diverses dispositions relatives à l'éducation nationale. Ils ont modifié les dispositions prévues par le gouvernement pour déléguer aux collectivités locales la maîtrise d'ouvrage des constructions universitaires, innovation de taille quand on sait les investissements urgents qui sont indispensables pour faire face à l'afflux sans précédent des étudiants.

Les sénateurs ont consacré l'essentiel de leurs débats à l'article 18 (maîtrise d'ouvrage des constructions universitaires) du projet de loi qui avait valu quelques mésaventures à M. Jospin lors du débat à l'Assemblée nationale les 19 et 20 avril. Le ministre avait été contraint de retirer cette disposition importante, le groupe communiste ayant menacé de voter contre le projet si cet article était maintenu. M. Jospin, comme il l'avait alors annoncé, a réintroduit cette disposition à l'occasion du débat au Sénat en modifiant légèrement la formulation initiale.

Cette réapparition a provoqué les protestations de M<sup>me</sup> Hélène Lac (PC, Val-de-Marne), dénonçant la volonté de « désengagement financier de l'Etat »... et la surcharge des sénateurs de l'opposition. Ainsi M. Paul Séramy (Un. cent., Seine-et-Marne), rapporteur de la Commission des affaires culturelles, a-t-il proposé d'amender le projet gouvernemental sur quatre points : limitation explicite aux seules dépenses d'investissements de la participation des collectivités

locales, excluant ainsi qu'elles se trouvent engagées à couvrir des dépenses de fonctionnement ultérieures ; prise en compte effective des apports immobiliers (terrains ou bâtiments) qu'elles pourraient faire pour favoriser la création de nouvelles universités ; limitation de la délégation de maîtrise d'ouvrage aux seules opérations prévues par la carte universitaire ; remboursement de la TVA sur les investissements universitaires engagés par les collectivités locales.

La majorité sénatoriale a été rejointe par les sénateurs socialistes. Comme le déclarait M. René Regnaud (PS, Côte d'Armor), « en contrepartie de la charge que représentera pour elles la délégation de la maîtrise d'ouvrage, les collectivités territoriales doivent pouvoir bénéficier du fonds de compensation de la TVA » et ne sauraient se contenter du mécanisme aléatoire de remboursement de la TVA grâce à des subventions, comme le propose le gouvernement.

M. Jospin s'en est tenu à sa proposition initiale, au risque de susciter l'opposition d'une très large majorité de sénateurs. Lors du scrutin public organisé sur ce point, sur 319 voix exprimées, 302 se sont prononcées en faveur des amendements proposés par M. Séramy et 17 seulement (dont les 15 communistes) ont approuvé la position du ministre. Il est manifeste cependant que ce vote mêlant les voix socialistes à celles de l'opposition ne constitue pas réellement un camouflet pour le ministre de l'Éducation nationale.

GÉRARD COURTOIS

## Malgré une proposition des socialistes

Le président du conseil régional de Picardie refuse de rompre avec le Front national

AMIENS

de notre correspondant

M. Walter Amselem, maire de Beauvais, porte-parole du groupe socialiste au conseil régional de Picardie, a proposé au président de cette assemblée, M. Charles Baur (UDF-PSD), de rompre avec le Front national en échange d'une promesse de neutralité du PS. Celui-ci a refusé.

En 1986, il avait été élu président grâce à l'extrême droite. Il fallait en effet 28 voix pour avoir la majorité absolue. Or, le RPR et l'UDF totalisaient 25 voix. Les quatre élus FN avaient fait l'appoint. Par la suite, M. Baur avait eu besoin des amis de M. Le Pen, au prix de quelques concessions, pour faire passer ses budgets. Mais la situation s'est modifiée.

## « Amalgame choquant »

Deux élus du Front ont démissionné de ce parti. L'un est passé au CNF et l'autre est non inscrit. M. Baur dispose maintenant d'une majorité relative de 27 voix, sans le FN, contre 26 à la gauche (18 socialistes et 8 communistes). Les socialistes lui ont donc proposé de ne pas lui mettre de bâtons dans les roues moyennant quoi il devrait rompre avec le FN et retirer aux deux élus de ce parti « toutes les délégations et responsabilités qu'ils exercent en particulier dans les conseils d'administration des lycées ».

M. Baur a rejeté cette proposition. Dans sa réponse à M. Amselem, il écrit : « Je regrette infiniment que vous fassiez un amalgame choquant entre les Picards qui votent Front national et n'ont, de toute évidence, rien à voir avec l'honneur de Carpentras, les propos de certains hommes politiques notamment M. Le Pen qui ont une part de responsabilité dans une recrudescence du racisme et de l'antisémitisme, que j'ai toujours condamnés et les auteurs de l'ignominie de Carpentras ».

MICHEL CURIE

# Hubert AURIOL et son TERRANO Les Géants de l'ATLAS



## RALLYE DE L'ATLAS 90

1<sup>er</sup> SERIE AMÉLIOREE: AURIOL - MONNET  
1<sup>er</sup> MARATHON: BOUCHET - DAYNES  
2<sup>e</sup> MARATHON: ROUGET - LUNEL

NISSAN avec artar

RICHARD NISSAN



## An Sénat Dialogue de sourds entre M. Chirac et M. Pasqua

M. Chirac a été reçu, mardi 22 mai, par le groupe RPR du Sénat que préside M. Pasqua. M. Chirac a affirmé que les querelles au sein de son mouvement devaient cesser. Lundi 21 mai, dans la Lettre qu'il édite avec M. Séguin, M. Pasqua avait réaffirmé son désaccord avec l'action de MM. Chirac et Juppé en faveur d'une confédération de l'opposition.

Avant de se rendre au Sénat, M. Chirac a reçu à déjeuner le bureau du groupe RPR. Le président du RPR venait d'avoir connaissance de la prise de position de M. Pasqua sur la « stratégie d'union des états-majors appliquée depuis deux ans par la direction du RPR », « peu mobilisatrice » à ses yeux et qui ne recueille pas « les fruits escomptés ». L'atmosphère a été pesante tout au long du repas, et l'on a évité avec soin d'évoquer les querelles du RPR.

Devant les sénateurs, en revanche, les langues se sont déliées. M. Chirac a débüté sur les « sous-mouvements » du parti. « Ça suffit ! », s'est-il exclamé avant de critiquer vigoureusement « les ambitions personnelles » de M. Michel Noir. « Cela ne peut plus durer, tout s'est bien passé lors de ma visite à Lyon samedi.

Le lendemain, j'ai pris connaissance d'une déclaration de Michel Noir, à propos des primaires, selon laquelle je joue au poker menteur. Nous sommes à Las Vegas ! », a tempêté M. Chirac.

Le président du RPR s'en est pris ensuite à M. Pasqua : « Cherche à faire de petites opérations médiatiques. Si c'est ma place que l'on veut, je suis prêt à la céder mais j'ai la conviction que je suis le seul à pouvoir rassembler tous les gaullistes. »

A propos de l'article incriminé, M. Pasqua s'est contenté d'indiquer que certaines phrases avaient été, selon lui, « sorties de leur contexte ». Le président du groupe RPR au Sénat a ensuite répété que « l'union des états-majors de l'opposition ne résoudra pas les problèmes. D'autant que l'UDF nous déteste et que Giscard veut nous affaiblir ». Il a ajouté que M. Chirac restait pour l'instant « le meilleur candidat » du RPR pour l'élection présidentielle.

M. Chirac a souhaité qu'un séminaire réunisse, avant la fin de la session parlementaire, députés et sénateurs. Chacun, en fait, a campé sur ses positions. « Nous continuerons », a indiqué M. Pasqua à certains sénateurs de ses amis.

G. P.

M. Mitterrand inaugure la bibliothèque du Val-de-Grâce. — Dans le cadre de la restauration de l'ensemble conventuel du Val-de-Grâce entreprise en 1981, M. Mitterrand a inauguré mardi 22 mai en fin de matinée la bibliothèque centrale du service de santé des armées. Après avoir visité cette bibliothèque qui comporte des incunables, des volumes anciens et des ouvrages spécialisés la plaçant au deuxième rang des bibliothèques de médecine de la région parisienne, le président de la République s'est rendu dans la chapelle construite par François Mansart où la coupole abrite une fresque de

Pierre Mignard dont la restauration est achevée.

M. Hintermann rejoint France unie. — L'Alliance sociale-démocrate, présidée par M. Eric Hintermann, vient de rejoindre le mouvement France unie de M. Jean-Pierre Soisson. M. Hintermann, qui avait quitté en 1975 le PS en raison de son opposition à l'alliance avec le Parti communiste et a soutenu M. Mitterrand aux élections de 1981 et de 1988, justifie sa décision par la nécessité de « contribuer au regroupement des réformistes en une force politique nouvelle ».



# SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION 3

12. Yvelines : le grand défilé des 100 Zélandais. M. Jospin rassemble la majorité sénatoriale et les élus

13. Une usine de combustibles nucléaires au plutonium sera construite à Marcoule

13. Incendies de forêt : M. Mitterrand appelle à la mobilisation

Le congrès extraordinaire du Syndicat de la magistrature et la fronde des juges

## La justice en longue maladie

Déchiré par des luttes intestines, le Syndicat de la magistrature qui n'a plus ni président ni secrétaire général, et dont le conseil est amputé de moitié, doit réunir à Paris un congrès extraordinaire du 24 au 27 mai et procéder à de nouvelles élections. Fidèle baromètre, souvent précurseur, depuis vingt ans, des évolutions du corps judiciaire, le syndicat est en crise, reflétant un malaise plus vaste de la magistrature auquel le gouvernement semble bien en peine de trouver une réponse.

Dans un communiqué diffusé le mardi 22 mai, par l'Agence France-Presse, le ministre de la Justice, M. Pierre Arpaillange, demande aux magistrats de « garder confiance dans les pouvoirs publics » en attendant qu'il fasse une « déclaration prochaine » pour « apaiser [leur] sentiment d'amertume ».

Le jeune homme, un peu nerveux, faisait antichambre. Respectant les usages, il attendait d'être reçu par le président du tribunal où il s'apprêtait à occuper son premier poste de magistrat. Il fallait subir son examen scrupuleux, les questions sur ses goûts, sa vie privée, présenter ses civilités, enfin, comme il se doit. Blanchir sous le harnais. L'appareil s'était approché de lui et avait murmuré à son oreille : « Faites attention, lorsque vous serez assis face au président, ne croisez et ne décroisez pas les jambes, cela ne se fait pas. »

C'était il y a trente ans. Aujourd'hui, parmi les plus hauts magistrats de France, le jeune homme a vieilli, mais il n'a pas oublié la leçon. Ce qui se fait et ce qui ne se fait pas, la règle en sa transgression, l'être et le paraître, l'un à l'autre, par une sorte de codification. Les mœurs ont bien pu changer. Les rites demeurent, sédimentés par les grades, les notations, la hiérarchie et le lieu structuré avec le pouvoir, tout ce à quoi les déclarations incantatoires sur l'indépendance des magistrats n'ont jamais rien changé.

Le général de Gaulle, sur ce registre avait au moins le mérite de parler clair, lorsque, le 31 janvier 1964, il déclarait aux journalistes convoqués à l'Élysée : « Il doit être évident pour tout le monde que l'autorité de l'État est confiée tout entière au président par le peuple qui l'a élu, qu'il n'en existe aucune autre ni ministérielle, ni civile, ni militaire, ni judiciaire qui ne soit confiée et maintenue autrement que par lui. »

Domaine de prédilection du chef de l'État, la justice et les magistrats n'ont cessé de se débattre dans le carcan d'où ils peinent à la fois la légitimité de leurs actes et leurs propres limites.

Alors, parfois, la machine se grippe. Lorsque le 4 avril dernier les cinq magistrats de la commission d'instruction de la Haute Cour (1) décident de critiquer ouvertement devant la presse la décision qu'ils viennent de rendre et qui interdit définitivement la comparution de Christian Nucci devant cette instance, ils lancent - sans le vouloir ? - la fronde des juges. Ces petits juges d'obscurs tribunaux de province qui, sentant souffler la révolte de leurs aînés, cheus et d'ordinaire plus sages, leur emboîtent le pas (le Monde du 8 mai).

M. Pierre Arpaillange, qui décide de ne pas déclencher de poursuites disciplinaires, s'empare dans un texte publié par le Monde, manière à la fois de tancer ces juges et de plaider pro domo (le Monde du 11 avril) : « Jugez puis le regretter, c'est vouloir tout et son contraire. » Le premier président de la Cour de cassation sermonne discrètement ses collègues. Mais le mal est fait. Cristallisé autour de la loi d'amnistie, prétexte commode qui flatte l'opinion, ou révélateur, le malaise éclate au grand jour.

Il ne date pas d'hier. Une nouvelle fois, Pierre Arpaillange paraît en supporter la responsabilité. Lui que l'on a chargé - il n'en est même

pas signataire - de soutenir publiquement une loi d'amnistie dont il ne voulait pas. Lui, le haut magistrat contraint d'assumer le divorce éternel consommé entre ses pairs et le pouvoir politique. Dans la tourmente, il se tait et, s'il réfléchit, ne le fait pas savoir. Tout juste, se déclare-t-il, dans un communiqué diffusé le mardi 22 mai par l'AFP, « bien conscient du malaise de la justice », et demande-t-il « au corps judiciaire de garder confiance dans les pouvoirs publics ». Une déclaration plus ambitieuse devrait suivre, promet le ministre.

### Un thème populaire

D'autres se chargent, eux, de plancher. Conscients de ce que la justice - ou son absence - est devenue un thème porteur, populaire, tous les présidents de la République, à gauche comme à droite, se sont entourés de groupes de travail : il en existe autour de Lionel Jospin au PS, au Parti républicain, au RPR, au CDS. L'opposition prévoit, comme elle l'avait fait pour l'immigration, de réunir, à l'automne, des « états généraux de la justice ». On écrit beaucoup. On se réunit en groupes de réflexion, telle la Société des juristes français, constituée autour de M. Daniel Soulez-Lavigne.

La droite judiciaire ne se contente plus de ses organisations syndicales classiques, APM ou USM, plus « centrées » et s'organise, en l'absence de l'Observatoire des

libertés, dont la vocation est par là-même « œcuménique ». En 1958, Michel Debré avait fait faire un bond en avant aux magistrats. On leur donna un statut, une école (qui se voulait au niveau de l'ENA) et des émoluments plus dignes. Mis à toutes les sauces des répressions alternées - contre les résistants puis contre les collaborateurs ; bien plus tard contre le FLN puis contre l'OAS - ils étaient longtemps restés des laissés-pour-compte de la République. Après l'embellie Debré, on les oublie. On fit du droit civil ou pénal selon les penchants du ministre. Mais peu à peu, des lignes de force s'étaient dessinées.

Alain Peyrefitte savait où il voulait aller avec la loi « sécurité et liberté ». Robert Badinter, vilipendé par ses ennemis les plus extrémistes (« avocat-mafiot »), mais respecté par ses adversaires de meilleure tenue, s'était identifié, en 1981, à l'explosion de l'idéologie de la liberté : abolition de la peine de mort, suppression des juridictions d'exception, humanisation des prisons. Parallèlement, il labourait en profondeur, appuyé par Gilbert Bonnemaison, la voie de la prévention de la délinquance, et mettait en chantier la modernisation d'une institution poussiéreuse.

Menant son cabinet comme celui d'un avocat qu'il avait été, traitant ses collègues comme des collaborateurs, en « staff » et non en courtisans, il voulait que « cela tourne ». « Nous nous serions fait couper en quatre pour lui », se rappelle un

membre de son équipe qui n'omet jamais de se rendre au dîner d'anciens de la place Vendôme, se tenant une fois par an, au Conseil constitutionnel. Il descendait dans les juridictions, y organisait des séances de travail denses, où l'on avait oublié le préchi-précha. Mais on ne lui pardonna pas la libération éclair de son ancienne cliente, Christina von Opel, les bavures provoquées par des détenus en liberté conditionnelle (le projet de tribunal d'application des peines capota du fait de la tuerie d'Avignon). Les gardiens de prison en firent leur tête de turc et le débat sécuritaire ne connut pas de plus « riches » heures.

Lorsque vint le tour d'Albin Chandon, les magistrats furent perplexes. A droite, il était pour la justice un « outsider ». Bâtisseur d'autoroutes, il se fit constructeur de prisons. Son entourage étouffa : Michel Carmona, historien, Louis Albrand, son médecin personnel aux idées très contestées en matière de toxicomanie (il était un zélé des méthodes du Patriarche), déconcer-

AGATHE LOGEART  
Lire la suite page 12

Contrefaçon de « La Pléiade »

## Les faux carnets d'Elena Ceausescu sont condamnés au pilon

Les Carnets secrets d'Elena Ceausescu, rédigés sur le mode du pastiche historique par Patrick Rambaud et M. Francis Szpiner, ne paraîtront pas sous l'habillage prestigieux de la collection « La Pléiade ». Pour renforcer l'esprit de décision qui animait les auteurs, les éditions Flammarion avaient réalisé la première édition des faux carnets de l'épouse du dictateur roumain avec une jaquette semblable à celle de la célèbre collection des éditions Gallimard. Seule la mention « Bibliothèque de la Pléiade » était remplacée par les mots « Bibliothèque de la Sécurité » et le sigle « NRF » était devenu « BDF » tout en conservant le même graphisme.

Refusant de participer à cette caricature, les éditions Gallimard avaient chargé M. Georges Kleiman de saisir le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris pour faire interdire la diffusion de l'ouvrage qu'elles interprétaient comme une contrefaçon pouvant porter un préjudice important à l'image de marque de « La Pléiade ». Tout en observant que les auteurs prétent à Elena Ceausescu « des réflexions d'une bêtise et d'une cruauté remarquables », Gallimard s'inquiétait des risques de confusion entre la qualité de l'imitation de la jaquette. Flammarion rétorquait que les lecteurs ne se laisseraient pas abuser et comprendraient qu'il s'agissait d'une plaisanterie.

Le juge des référés, M. Le Foyer de Costil, constate dans son ordon-

nance datée du 21 mai, que la contrefaçon est « évidente » et souligne que « la parodie, le pastiche et la caricature (...) qui autorisent des exagérations et des déformations des lors que le genre satirique n'a pas été dépassé, ne sauraient être admis en l'espèce ». Le magistrat ajoute que l'image de la collection de « La Pléiade » « peut se trouver gravement ternie (...) non seulement à cause du personnage d'Elena Ceausescu et de l'émotion du public après les événements qui se sont récemment déroulés en Roumanie, mais aussi par le genre de l'ouvrage, manifestement étranger à l'esprit de la collection La Pléiade ».

Usant de son pouvoir de conciliation, M. Le Foyer avait invité les éditeurs à rechercher une solution permettant d'éviter une mesure grave d'interdiction. Aussi, dans sa décision, elle constate que « Flammarion s'engage à mettre immédiatement en pilon » les 400 exemplaires encore en stock alors que ceux déjà expédiés aux libraires seront recouverts d'une bande adhésive portant l'inscription « Flammarion ». En outre, la couverture de la prochaine édition devra être totalement différente et sera soumise à l'appréciation des éditions Gallimard. Quant aux quelques exemplaires déjà entre les mains de particuliers, ils rejoindront bientôt les bibliothèques d'ouvrages rares.

MAURICE PEYROT

1. Roger Garand gagne son procès contre le mensuel Globe. - La société Modernes Associés, éditrice de la revue Globe, devra verser 50 000 francs de dommages et intérêts à l'écrivain Roger Garand, mis en cause dans un article publié au mois de mai 1989 et le présentant comme « vendu à Khomeiny ». Le journaliste de la revue s'était présenté à l'écrivain, de confession musulmane, en invoquant la qualité d'envoyé secret de l'ayatollah Khomeiny et en enregistrant clandestinement l'entretien. Dans son jugement, rendu le 16 mai 1990, la première chambre du tribunal civil de Paris, présidée par M. Robert Diet, estime que « l'illégitimité de cette manœuvre est d'autant plus préjudiciable à Roger Garand que l'interview ainsi obtenue s'accompagne, sur la page de couverture de la revue la publiant, de la mention « vendu à Khomeiny », laquelle s'analyse « en un dénigrement fait de Roger Garand ».

2. Lourdes peines pour les trafiquants de drogue libanais. - La septième chambre correctionnelle du tribunal de Marseille a rendu, mardi 22 mai, son jugement dans l'affaire de la filière de trafiquants de drogue qui se réclamaient des Forces libanaises de Samir Georges pour expliquer leur activité (le Monde du 19 mai). Le tribunal, présidé par M. Annette Durand, a rejeté toute motivation politique pour ne considérer les accusés que comme des trafiquants ordinaires. Jean El Lakis et Mansour Farid Rahmé, absents à l'audience, ont été condamnés à vingt ans de prison par défaut. Marie El Lakis, sœur de Jean, a été condamnée à quatorze ans de prison et Walid Keirallah à douze ans. Edmond Mayne et Karabot Nandjian, dont l'arrestation à Marseille avait permis de remonter la filière, Antoine et Joseph Rahmé, qui écoulaient la drogue dans l'est de la France, ont été condamnés à dix ans de prison. Le tribunal a accordé 40 millions de francs à l'administration des douanes. - (Corresp.)

**NOUVEAU**  
**SOLUTION ANTI-PLAQUE AVANT-BROSSAGE**  
**Plax®**  
S'utilise Avant Chaque Brossage Pour Décoller la Plaque Dentaire  
1ère SOLUTION ANTI-PLAQUE DENTAIRE AVANT-BROSSAGE. MULTIPLIE LES FACULTÉS DE VOTRE BROSSAGE A DENTS.  
Bientôt disponible dans les grandes surfaces.

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

La justice en longue maladie

Suite de la page 11

Nommé directeur de cabinet, M. Paul-Vincent Sadon, après avoir éliminé les généraux, devint l'homme fort de la chancellerie. Albin Chalandon lui laissa la magistrature, quitta à la dévotion publique lorsque son emprise personnelle, les bavures policières (l'affaire Doherty à Marseille (2) lui sembla passer les bornes). Mal entouré, notamment à l'administration pénitentiaire, M. Chalandon devait s'entourer dans l'affaire Chaumont. Mais les magistrats, tout compte fait, lui surent gré d'augmenter leurs indemnités.

Affaire contre affaire

Dans ce contexte, l'arrivée en 1988 de Pierre Arpaillange au ministère va ressembler à une trouvaille. Il est magistrat et passe pour un bon défenseur de l'indépendance du corps judiciaire. Sa carrière de cabinet - tout entière passée au service de ministres de droite - sa collaboration avec Mario-François Garaud ne sont pas faites pour effaroucher l'opposition.

Mais le ministre s'empêchera vite dans des crises publiques auxquelles il ne semble guère préparé, et dont son cabinet - un peu « amateur » et brouillon (3) - le protège mal. A droite, on plaint hypocritement « ce pauvre Arpaillange ». La gauche - et le Syndicat de la magistrature qu'il a toujours soutenu - ne sont pas en reste. L'ombre de Robert Badinter force aux comparaisons et l'actuel ministre n'en sort pas à son avantage. Dans les autres ministères, sans se cacher, on parle, aujourd'hui, des dossiers qui devront être

transmis à son « éventuel successeur ». Parallèlement, dans le jeu auquel se livre, depuis 1986, la classe politique, affaire contre affaire, les magistrats ont la tête qui tourne. Ils hésitent plus, anonymement, à dénoncer les pressions et, plus encore, l'utilisation de leur institution à des fins partitiques.

« Bradé »

L'amnistie, dans ce contexte, est, selon la formule ampoulée d'un magistrat, pas vraiment de gauche, « la goutte de fiel qui fait déborder le vase de l'indignité ». La droite judiciaire - prenant par exemple sur les pratiques des magistrats de gauche qu'elle a pourtant assez critiquées - offre son « mai 68 ».

On s'accroche à des signes pour expliquer que le corps judiciaire « est bradé ». Le décret du 13 septembre 1989, relatif aux cérémonies publiques, présences, honneurs civils et militaires, déclassa le corps judiciaire dont la hiérarchie est désormais contrainte de rendre les honneurs aux autorités préfectorales. Ministre d'Etat, le garde des sceaux, contrairement à Roland Dumas ou à Pierre Joxe, ne l'a pas signé. Jusqu'ici bridées, les revendications - indemnités, statut, carrière, indépendance - se multiplient.

Car, dans le même temps, souvent loin des exigences politiques, la magistrature est à la recherche d'un sens, d'une virginité trop souvent perdue. Tout est là pour figer la crise : la pyramide des âges qui bloque, pour longtemps, l'avancement des magistrats arrivés à la quarantaine et fait rêver d'un hypothétique transfert vers le privé ; l'explosion du droit qui fait des avocats une profession dynamique contrainte de se reman-

tre en cause ; le décalage entre le discours humaniste (sur la détention préventive, les étrangers, la toxicomanie) et la vie quotidienne des tribunaux.

« A quoi je sers ? », s'interroge un juge qui siège en correctionnelle, « lorsque à mon audience, on prononce un an de ferme pour un trafic de 300 F de haschich, lorsqu'on incarcère à répétition des « sans papiers » dont on ne sait que faire, lorsque le casier judiciaire est toujours mis en avant pour alourdir les peines même lorsqu'il s'agit de délits mineurs ? »

Que pense cette jeune magistrate dont la notation récente stipule : « JF brune, blonde, sympathique à des comportements étonnants : en effet, prononce peu de peines d'emprisonnement ».

Face à la neurasthénie contagieuse du corps judiciaire, le ministère de la justice, où l'on se sent géré par l'« ethnocentrisme », voire le « nombrilisme » des magistrats, a cru trouver dans le projet de « modernisation du grand service de la justice » un remède à la crise, remède technocratique et rocardien. Depuis plusieurs mois, un cabinet de consultants extérieurs - le cabinet Vessard - que le ministère a le plus grand mal à payer - conduit des entretiens aux allures de dynamique de groupe, dans les juridictions, avec les magistrats et les fonctionnaires de justice. Les dazibao qui y sont passionnément rédigés sont souvent amers : « Nous n'avons pas les moyens de notre imagination », regrettaient ainsi, les participants lyonnais d'une telle séance, en décembre dernier.

Il n'y a plus de modèle

La crise est bien vécue dans les têtes, elle est aussi entrée dans les mœurs. Le 1<sup>er</sup> juin, lorsque l'Ecole nationale de la magistrature recevait sa nouvelle promotion d'auditeurs de justice, c'est sur ce thème que la direction l'accueillera. Tout le projet pédagogique de l'année prochaine est construit autour de l'idée même de la crise.

S'il y en a jamais eu, il n'y a plus de modèle pour un jeune magistrat. « Par un retournement paradoxal, la crise réelle ou supposée devient le support de la démarche de formation », peut-on lire dans le projet de programme pédagogique pour la promotion 1990, les enseignants, sous la houlette de M. Hubert Dailly, vont tenter de redonner une culture, une histoire, une identité à ces futurs juges.

Pour leurs aînés, il reste à prouver qu'il n'est pas trop tard.

AGATHE LOGEANT

(2) Un vif émoi avait été suscité par l'ouverture, sur ordre de la chancellerie, d'une information pour « recherche des causes de la mort », après qu'un gardien de la paix Jean-Pierre Aveline eut tué à Marseille le 2 février 1988 Christian Doherty, fils d'un chauffeur de taxi, qui était tranquillement assis dans la voiture de son père. Après vingt-quatre heures de garde à vue, le policier avait été remis en liberté sans être inculpé. Par la suite, le policier avait été poursuivi et condamné à deux ans de prison avec sursis pour homicide involontaire.

(3) La « valse » des conseillers du garde des sceaux a cessé depuis son arrivée place Vendôme. Ils travaillent souvent à plusieurs sur les mêmes dossiers dans ce qui s'apparente à une cacophonie.

□ Mouvement de protestation au tribunal de La Roche-sur-Yon. Les juges du tribunal correctionnel de La Roche-sur-Yon (Vendée), qui ont déclenché, depuis une semaine, un mouvement de protestation contre l'insuffisance du nombre de greffiers, ont décidé de rendre normalement les jugements, mais de les rédiger eux-mêmes. Les juges avaient déjà renvoyé trente-quatre affaires. Ils avaient, en effet, décidé le renvoi de tous les procès ne mettant pas en cause des détenus, pour protester contre le sous-effectif chronique des greffiers. Depuis le mois d'avril, affirmement-ils, cent jugements attendent d'être dactylographiés et n'ont, de ce fait, aucune validité.

REPÈRES

CATHOLICISME

Les chefs des Eglises européennes au Vatican

Les présidents des conférences épiscopales des Eglises de toute l'Europe ont été convoqués au Vatican pour prendre part à une réunion exceptionnelle du 5 au 7 juin. Il s'agira pour eux, en compagnie du pape, de préparer la synode spécial des évêques d'Europe qui devrait se tenir en 1991. Jean-Paul II avait symboliquement annoncé la tenue de cette assemblée synodale le 22 avril dernier, lors de sa visite en Tchécoslovaquie, à Velhrad (Moravie), berceau du christianisme slave depuis onze siècles.

A Rome, les chefs des Eglises catholiques européennes analyseront les bouleversements en Europe de l'Est. Leurs réflexions devraient apporter une première pierre à ce qui devrait être logiquement le thème central du futur synode.

FRANC-MAÇONNERIE

Inauguration d'un temple

La Grande Loge de France a inauguré, dimanche 20 mai à Toulon, le premier temple maçonnique construit dans le pays. Implanté dans le cadre du futur parc floral de la ville (18 000 mètres carrés), cet édifice de 1 500 mètres carrés se caractérise par une ostentatoire façade avec colonnes doriques et chapiteau triangulaire... voulant rappeler le temple de Salomon.

dont les proportions auraient servi à l'architecte pour concevoir ce projet monumental. Plus sobre, l'extérieur, conçu autour d'un déambulatoire éclairé par un atrium, comporte quatre salles de réunions et un restaurant réservé aux seuls initiés. Ce temple aura coûté 6 millions de francs, dont 4,5 financés par la Grande Loge de Paris et le reste par les 700 frères de Toulon. - (Comesp.)

MÉDECINE

Le Mitosyl retiré du marché

Les Laboratoires Delagrangé ont décidé, mardi 22 mai, de retirer du marché le Mitosyl, une pommade destinée à soigner notamment les érythèmes (rougeurs) fessiers des nourrissons, à la suite de la découverte de billes de verre de 2 millimètres de diamètre, dans un tube de ce produit. Après enquête, explique la firme pharmaceutique, il est apparu que « ces billes s'étaient échappées d'un broyeur qui, au cours d'une vérification, avait été mal remonté. » Il y a donc « une possibilité que des billes se trouvent dans certains tubes fabriqués depuis cette date. » Tout en précisant que ces billes de verre « ne présentent aucun danger pour la santé dans une application normale du Mitosyl », les laboratoires Delagrangé ont décidé de retirer du marché la totalité des tubes fabriqués depuis février 1990.

Tous les usagers, précise-t-ils, « pourront rapporter les tubes encore en leur possession à leur pharmacien, qui les échangera contre de nouveaux tubes, disponibles à partir du 11 juin 1990 ».

CULTURE

MUSIQUES

L'Aéronef de Lille en péril

Une salle de rock-pilote menacée de fermeture

Trente mille visiteurs en un an d'existence, une programmation variée, l'Aéronef de Lille est un bon élève de la décentralisation du rock, volontiers cité en exemple au ministère de la culture. Cette salle de 750 places risque pourtant de fermer ses portes en septembre prochain. Le collège Saint-Paul, propriétaire du superbe gymnase qui héberge l'Aéronef, refuse de renouveler le bail précaire signé l'an dernier.

Le temps de trouver une autre salle

« Les différents partenaires demandent un bail de quinze ou vingt-cinq ans afin de rentabiliser d'éventuels travaux d'insonorisation, qui s'élevaient à 4 000 millions de francs. Un engagement pareil freinerait tout développement », explique la Société foncière lilloise, qui gère les intérêts du collège. Aujourd'hui, la direction du collège semble prête à signer un bail de deux ou trois ans, le temps pour l'Aéronef de trouver une autre salle.

En attendant le déménagement, les organisateurs devront se plier à des conditions draconiennes.

Ces mésaventures touchent une salle à la programmation exemplaire (rock mais aussi musiques du monde et théâtre), la seule de ce type dans l'agglomération lilloise.

B. M.

□ Un Zenith pour Nancy. - La municipalité de Nancy a décidé, mardi 22 mai, la construction d'un Zenith à Maxville dans l'agglomération nancéienne. Cette salle - du même type que celles qui existent déjà dans d'autres grandes villes de province comme Grenoble ou Montpellier - pourra accueillir jusqu'à 6 000 personnes et devrait ouvrir ses portes au printemps 1992.

(Publicité)

Le journal « MESIMVRINI »

dont le siège est à ATHÈNES et dont le directeur de publication est M. Christos PASALARIS

rappelle que lors de l'attentat terroriste du « CITY-OF-POROS » commis le 11 juillet 1988, au large de l'île d'EGINE, M<sup>lle</sup> Isabelle BISMUTH, âgée de 21 ans, fille de M. et M<sup>me</sup> André BISMUTH, a trouvé la mort.

Sur la foi d'informations officielles données par le gouvernement grec, « MESIMVRINI », dans son numéro du 13 juillet 1988, en commentaire d'une photographie d'Isabelle BISMUTH, a présenté cette jeune fille comme faisant partie du groupe terroriste responsable de l'attentat.

Le journal « MASIMVRINI » tient à apporter le démenti le plus formel à ces allégations, présente ses excuses aux parents de la jeune victime et s'incline devant sa mémoire.

SPORTS

VOILE : course autour du monde en équipage

Le grand chelem d'un capitaine «All Black»

Déjà vainqueur des cinq premières étapes de la Whitbread, le ketch néo-zélandais Steinlager, mené par Peter Blake, a réussi le grand chelem, mardi 22 mai, en ralliant, le premier, Southampton d'où les vingt-trois voiliers de la course autour du monde en équipage étaient partis le 2 septembre 1989. Ce triomphe néo-zélandais est complété par la deuxième place de Fisher-and-Paykel, skipper par Grant Dalton et par la nouvelle réussite de l'architecte Bruce Farr qui a dessiné ces deux ketchs ainsi que Merit, le sloop du Suisse Pierre Felmann, troisième de l'épreuve.

SOUTHAMPTON

de notre envoyé spécial

Anonyme et discret sur la marina d'Ocean-Village envahie par ses bruyants compatriotes, depuis des heures, célèbrent à la hère néo-zélandaise le triomphe des marins kiwis, un homme savourant plus que tout autre l'arrivée majestueuse, sous l'immense

spinnaker rouge, du ketch de Peter Blake. Créateur de New-Zealand, révélation de la Coupe de l'Amérique 1987, l'architecte Bruce Farr s'est, certes, abonné aux succès ces dernières années dans toutes les Ton Cups et l'Admiral's Cup où il a permis en 1987 la victoire de son pays dans ce championnat du monde de course au large. Jamais pourtant ses créations n'avaient autant dominé que dans cette Whitbread où Steinlager s'est imposé dans les six étapes.

Le héros du jour était toutefois Peter Blake, colosse aux cheveux blonds brûlés par le soleil et le sel des embruns. A quarante et un ans, à sa cinquième et, sans doute, dernière tentative, cet homme de 92 kilos pour 1,85 mètre qui aurait pu faire un solide... All Black, atteignait enfin ce goal auquel il avait consacré tant d'années de sa vie.

« Plus jamais », avait-il juré en 1973 après la première Whitbread marquée par la disparition de mer de trois concurrents. Quatre ans plus tard, il était encore au départ et imposait même à sa jeune épouse Pipa le voyage retour Southampton-Auckland en guise de voyage de noces. « L'esprit

humain, dit-il, à ce don magnifique de gonner les pires moments de vos expériences pour ne rien laisser que les plus exaltants. »

Neuf mois se sont presque écoulés, cette fois, depuis ce 2 septembre, où, seul des trois cents marins à avoir participé à toutes les éditions de l'épreuve, il avait quitté Southampton pour la plus longue de toutes les Whitbread : 33 000 milles (60 000 kilomètres) et six étapes pour éviter l'escalade traditionnelle en Afrique du Sud. Des milliers d'heures passées sur ce levrier des océans, mené à une cadence d'enfer, à plus de dix nœuds, par quinze galiciens !

Des heures grisantes comme l'acoustique triomphale d'Auckland, sa ville natale, au terme de la troisième étape. Des heures grises aussi avec le suicide, à la première escale de Punta-del-Este (Uruguay), d'Alexei Gryschenko, skipper de Fazzli, le premier bateau soviétique engagé dans cette épreuve, ou la disparition, dans les eaux noires des 50° hurlants de l'océan Indien, d'Anthony Phillips, cousin du capitaine Bruce Farr et équipier à bord du voilier britannique Creighton-Naturally.

Au départ de Southampton, Peter Blake ne manquait, certes, pas d'atouts. Le contrat signé, en 1987, avec Steinlager pour la construction de trois bateaux, lui assurait un budget de 40 millions à 50 millions de francs pour cette course. Comme Grant Dalton, son second lors de la précédente édition de la Whitbread, deux fois vainqueur de cette compétition à bord de merlandais Flyer, il avait surtout fait confiance à Bruce Farr pour le dessin de la coque et le choix du grément.

Les modifications de parcours et les nouvelles étapes aménagées par les organisateurs afin d'éviter l'escalade du Cap, modifiaient profondément les conditions précédentes de navigation en introduisant beaucoup plus d'aires portantes. Le programme de prédiction de vitesses établi par Bruce Farr à partir de travail du docteur Neil Gordon, du service néo-zélandais de météorologie, sur les relevés enregistrés depuis plusieurs années sur le nouveau parcours par l'European Economic Community Weather Institute de Reading (Angleterre), permettait d'écarter la supériorité d'un ketch idéalisé sur les données (un mât) qui commencent l'essentiel de la flotte des « maxis ».

Grâce à ces deux mâts, un ketch peut, en effet, arborer plus de sur-

face de voile aux allures portantes (830 mètres carrés pour Steinlager contre 694 mètres carrés pour Merit et 693 mètres carrés pour Rothmans) mais perd cet avantage pour remonter au près où il est même handicapé par le poids du second mât et de son grément. Les six victoires d'étapes de Steinlager et les quatre deuxième places de Fisher-and-Paykel ont démontré que les deux skippers néo-zélandais avaient fait le bon choix de grément.

Pour s'imposer, Peter Blake a surtout su parfaitement gérer la confortable avance acquise à l'arrivée de la première étape qui lui a ensuite permis de contrôler ses principaux adversaires. Rien pourtant n'était gagné d'avance dans une telle course de 33 000 milles sur les trois grands océans du globe. Ainsi le skipper néo-zélandais a attendu le dernier jour pour révéler qu'une fièvre lui avait fait redouter la perte de son mât d'artimon depuis le quatrième jour de course dans l'ultime étape.

Dehors débarrassé de l'obsession d'une victoire dans la course autour du monde en équipage, Peter Blake va pouvoir s'attaquer à son autre ambition. Curieusement, il partage avec Titouan Lamazou, le solitaire vainqueur de l'autre course autour du monde, le même rêve : réussir un tour du monde en quatre-vingt jours sur un grand trimaran.

GÉRARD ALBOUY

□ TENNIS : McEnroe se sera pas à Roland-Garros. - L'Américain John McEnroe a déclaré forfait, mardi 22 mai, pour les Internationaux de France de tennis, qui débuteront le lundi 28 mai à Roland-Garros. L'ancien numéro un mondial, handicapé par une blessure à l'épaule, avait déjà renoncé aux tournois de Nice et de Monte-Carlo. Ce forfait s'ajoute à ceux de l'Américain Tim Mayotte et du Suédois Mats Wilander. Le Tchèque Ivan Lendl, qui désire mieux préparer Wimbledon, et l'Américain Brad Gilbert, peu à l'aise sur la terre battue, ne s'étaient pas engagés, tout comme les Américains Martina Navratilova et Pam Shriver dans le tournoi féminin. La Tchèque Hana Sukova, elle, a déclaré forfait.

Point de départ de l'AFFAIRE FAURISSON. Le Journal du docteur Kremer, médecin SS d'Auschwitz, est édité ici dans son intégralité, et livre à l'historien de la solution finale, la trace écrite du massacre des déportés assassinés dans les chambres à gaz.

Maxime Steinberg

Les yeux du témoin et le regard du borgne

L'histoire lue au rétroviseur

Reponse à Faurisson

Paru également en Cerf : RÉVISION DE L'HISTOIRE Totalitarismes, crimes, et génocides nazis Ouvrage collectif d'historiens issu d'un colloque organisé par la Fondation Auschwitz.

Coll. Passages 499 pages 130 F

Coll. L'histoire n° 11 22 pages 110 F

cerf

LA GR

AVE

JUMI

330

jun



# SOCIÉTÉ

## SCIENCES

Après onze mois de réflexion

### Le gouvernement autorise la construction d'une usine de combustibles nucléaires au plutonium

Le gouvernement vient d'autoriser la création, à Marcoussis (Gard), de l'usine Melox pour la fabrication de combustibles MOX (MOX) permettant d'utiliser le plutonium dans les centrales nucléaires. Aux termes d'un décret en date du 21 mai, paru au Journal officiel du mardi 22 mai, signé par le premier ministre M. Michel Rocard, cette usine aura une capacité de production de 115 tonnes par an.

La Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), filiale du CEA, avait déposé le dossier en 1987, et dès juin 1989, le Service central de défense des installations nucléaires (SCSIN) accordait sa bénédiction. Il aura donc fallu onze mois au gouvernement pour se décider. Onze mois de réflexion sur la logique technique et économique d'un projet, comme dit notamment un expert. En fait, une lourde lutte d'influence orchestrée par les associations de défense de l'environnement, hostiles à cette réalisation, et qui n'ont pas manqué de le faire savoir à M. Lalonde.

L'idée d'utiliser du plutonium dans les centrales nucléaires « classiques » — et pas seulement dans les surgénérateurs — remonte, aux années 60. Les combustibles de type MOX — un mélange contenant 6 à

7 % de plutonium et 93 % d'uranium appauvri — sont utilisés en Belgique et en Allemagne depuis vingt-cinq ans. Deux unités de fabrication fonctionnent à Dessel, en Belgique (35 tonnes de capacité), et à Hanau, en RFA (40 tonnes).

Un sous-produit encombrant

En France, seize réacteurs PWR de 900 mégawatts (les plus anciens dans cette filière dite « à eau légère pressurisée ») sur les trente-quatre que compte le parc électronucléaire avaient été conçus au départ pour cette éventualité, et, en 1974, six assemblages contenant du plutonium avaient été introduits, à titre expérimental, dans le cœur de la centrale de Chooz (Ardennes). Abandonné pendant une dizaine d'années, ce projet est redevenu d'actualité avec la mise en sommeil de la filière des surgénérateurs qui, pensait-on, devaient absorber le plutonium issu du retraitement des combustibles irradiés dans les centrales PWR. Les premiers essais en vraie grandeur ont débuté en octobre 1987 sur le réacteur B-1 de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux (Loire-et-Cher) : seize des cinquante assemblages d'usage recharge de combustible étaient constitués de MOX fabriqué en Belgique. Une opération nouvelle, depuis sur la tranche B-2 de la même centrale, et les réacteurs B-3 et B-4 de Gravelines (Nord), « sans incident de sûreté notable ni accroissement des

rejets dans l'environnement », selon les responsables de la sûreté.

L'usine Melox, dont la construction devrait durer quatre ans, emploiera environ trois cents personnes, pour un investissement de plus de 1,5 milliard de francs. Supervisé pour le moment par la COGEMA, le projet sera géré par la société Melox SA créée conjointement par COGEMA et Framatome (à parité), dans laquelle Framatome pourrait prendre ultérieurement une participation de 10 %.

Son intérêt est évident pour la COGEMA dont — en raison du gel de facto du programme nucléaire — les activités minières et d'enrichissement du combustible ont enregistré une baisse de 11 à 15 % en 1989. D'autant plus, souligne-t-on à la direction de la société, que le marché potentiel à l'exportation de la production de Melox est de 35 à 40 tonnes par an à destination de la Suisse, de la RFA et de la Belgique, et que les Japonais pourraient être également intéressés. Pour les clients, le gain économique est moins net. En 1988, EDF estimait à 500 millions de francs l'économie que l'utilisation du MOX lui permettrait « en régime de croisière », c'est-à-dire moins de 3 % de son poste budgétaire « schéma de combustible » qui se montait à 17 milliards de francs en 1987.

En fait, le MOX permet surtout à ses utilisateurs d'éliminer une partie des stocks de plutonium issus du retraitement de leurs combustibles classiques irradiés. Un sous-produit

très encombrant, dont le stockage coûte très cher, et qui est devenu pratiquement inutilisable autrement que depuis la filière des surgénérateurs comme Superphénix, qui étaient censés le brûler, a été mise en sommeil pour de très nombreuses années. C'est précisément ce que les Verts reprochent au projet. « Les journalistes un débouché au plutonium, le MOX permet aux autorités d'esquiver un vrai débat sur la fin du cycle du combustible : retraitement plus ou moins poussé, ou stockage définitif, adopté par la Suède », estiment-ils.

JEAN-PAUL DUFOUR

1) Retour des cosmonautes soviétiques fin juillet. — Anatoli Soloviev et Alexandre Balandine, les deux cosmonautes soviétiques installés depuis le 11 février à bord de la station orbitale Mir, devraient regagner la terre le 29 juillet. C'est ce qu'affirme le directeur adjoint de la mission, M. Viktor Blagov, qui a qualifié « d'informations à sensation » les nouvelles selon lesquelles les deux hommes étaient incapables de regagner la Terre en raison de dégâts constatés sur les protections thermiques de leur vaisseau Soyuz TM-9 (le Monde daté des 20-21 mai).

Certes, les dégâts sont réels, mais un marché dans l'espace début juin devrait en principe venir à bout de ces difficultés grâce au matériel apporté prochainement par un vaisseau automatique à l'équipage.

## DÉFENSE

Le 1<sup>er</sup> juin prochain

### M. Rocard se fera présenter le nouveau char AMX-Loclerc

M. Michel Rocard se fera présenter le nouveau char de combat AMX-Loclerc lors d'une visite qu'il a prévu de rendre à l'armée de terre, le 1<sup>er</sup> juin, à Poitiers et à Saint-Maixent. Il assistera aux manœuvres du prototype de ce char de cinquante-quatre tonnes, dont le premier exemplaire de série devrait sortir d'usine à la fin de cette année. Pourvu d'un canon de 120 mm tirant des obus à flèche, servi par trois hommes et équipé d'une informatique assurant des fonctions automatiques dans la conduite des opérations, le char AMX-Loclerc a un coût estimé à 30 millions de francs l'unité aux conditions économiques du début de 1989.

A l'heure actuelle, le gouvernement n'a pas déterminé le nombre de chars à construire. Selon un modèle d'organisation de son corps de manœuvre blindé, l'armée de terre française évalue ses besoins à 1 400 chars en parc, pour en mettre 1 100 en ligne de bataille. Ainsi, le régiment blindé français compterait 80 chars (au lieu de 52 actuellement), avec deux bataillons de 40 chars chacun, et il se rapprocherait de l'organisation actuelle des régiments de chars soviétiques (90 blindés). Mais, en fin de compte, cette organisation nouvelle du corps blindé français dépendra de considérations financières et des effets sur l'équipement de la France des négociations de Vienne sur le désarmement classique en Europe. L'armée de terre française a prévu d'aligner en 1996 sa première division blindée d'AMX-Loclerc.

### Des obus nucléaires défectueux dans les stocks américains en Europe

Les Américains ont découvert en 1988, dans leurs stocks d'obus nucléaires en Europe, des armes défectueuses qu'ils ont dû réparer en secret l'année suivante. Le Washington Post, repris par l'International Herald Tribune du mercredi 23 mai, précise qu'il s'agit des obus d'artillerie W-79 que les Etats-Unis ont déployés en Allemagne fédérale, en Italie et aux Pays-Bas.

Selon le quotidien américain, cette affaire porterait sur plusieurs centaines d'obus qui auraient pu accidentellement exploser sous l'impact contre leur enveloppe métallique d'une balle, de la foudre ou d'un choc pendant leur manipulation. Ces obus, qui peuvent atteindre des distances de 40 kilomètres après la tir de la pièce d'artillerie, ont une puissance de l'ordre de 10 kilotonnes.

Un haut responsable cité et non identifié par le Washington Post a indiqué que les Etats-Unis avaient procédé en 1989 à quelques « aménagements », — non précisés — sur la configuration des obus et les mécanismes de sécurité des obus en question. Il a ajouté que l'information avait été tenue secrète jusqu'à présent pour ne pas éveiller l'inquiétude des populations vivant à proximité des dépôts de l'armée américaine dans les pays européens concernés.

## ENVIRONNEMENT

### M. Mitterrand appelle à la mobilisation contre les incendies de forêt

Plus de six cents pompiers civils et militaires représentant des personnels de la sécurité civile, forestiers et responsables d'associations, étaient invités samedi après-midi 22 mai dans la salle des fêtes de l'Elysée par M. François Mitterrand, qui a estimé que leur action dans la lutte contre les incendies de forêt « donne le bon exemple au pays ». « Un pays comme la France a toujours besoin d'être réuni, la moindre chose (suffisant) pour ramener d'autres incendies... dans les esprits », a-t-il ajouté. Pour le président de la République, les combattants du feu offrent « un modèle de ce que la société française peut faire de mieux dès lors qu'elle sait se rassembler quand il le faut ».

M. Mitterrand a insisté sur la nécessité de la prévention des incendies et, en cas de manque, sur l'obligation de sécurité, au besoin en faisant effectuer d'office les travaux indispensables à ceux qui ne les auraient pas accomplis. Après avoir évoqué la mobilisation indispensable de l'opinion ainsi que celle de tous les moyens techniques et humains disponibles et de la coordination de ces derniers, le chef de l'Etat a souhaité aussi un effort d'information qui

« commence à l'école ». Dans le cadre de la campagne « Fais gaffe au feu » organisée en direction des jeunes par le ministère de l'Intérieur et celui de l'Agriculture et de la forêt, il a annoncé sa présence le 7 juin dans trois sites du Gard, du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône, trois des quinze départements (1) sur lesquels s'étendent les 4 millions d'hectares de forêts méditerranéennes que compte la France.

M. Mitterrand a indiqué : « Quand l'été sera passé, nous ferons un bilan du dispositif, et je demande d'ores et déjà (...) au premier ministre de me rendre compte à tout moment des insuffisances constatées ». Le chef de l'Etat, qui a rendu hommage au dévouement et au courage des pompiers, a rappelé le lourd bilan de 1989 : 80 000 hectares de forêt détruits et douze morts.

(1) Les douze autres départements sont les suivants : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Aude, Haute-Corse, Corse du Sud, Drôme, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales et Var.

## ILE-DE-FRANCE

La fin du débat sur le Livre blanc

### M. Rocard veut obtenir un « consensus » pour un nouveau schéma directeur en région parisienne

« Le premier impératif qui se présente à nous est de forger l'indispensable, l'incontournable consensus », M. Michel Rocard avait tenu à déclarer, mardi 22 mai, les trois mois de consultation autour du Livre blanc sur l'avenir de la région parisienne. En ouvrant le forum « Quelles ambitions pour l'Ile-de-France ? » au Théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées, le premier ministre a réitéré devant le président du conseil régional, M. Pierre-Charles Krieg (RPR), sa

conviction qu'un accord est possible et nécessaire entre élus et gouvernement, entre la région et l'Etat, pour tracer ensemble le nouveau schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU). Ce SDAU doit prendre le relais de celui de 1965, d'où sont nées les cinq villes nouvelles autour de Paris.

L'efficacité du schéma directeur, a souligné le premier ministre, dépendra « au degré de consensus qu'il engendrera ». Faute d'accord, « au plus », toute évolution serait bloquée. « Au

mieux », beaucoup de dispositions resteraient lettre morte. Et M. Rocard a rappelé que, par exemple, beaucoup des actuelles difficultés de logement sont dues au fait que des milliers d'hectares déclarés constructibles par le SDAU (schéma directeur) de 1965 ont été rendus inconstructibles dans les plans d'occupation des sols communaux.

Fermeté et ouverture

C'est ce genre de problèmes que M. Michel Rocard voudrait éviter demain. Or il n'ignore pas que l'intérêt général peut entrer en conflit avec des « positions locales ». Il a donc tenu à préciser que, « sans complexe », l'Etat « prendra ses responsabilités ». Mais, en même temps, il repousse l'accusation portée par la droite de vouloir remettre en cause la décentralisation. Toute sa stratégie consiste, donc, à inciter les communes à collaborer « volontairement » entre elles, à convaincre la région d'accepter que l'Etat pose des barrières pour protéger l'intérêt collectif, en proposant, par exemple, des mesures contre la spéculation foncière et immobilière comme l'avait fait M. Paul Delouvrier, il y a vingt-cinq ans. « Avec le soutien sans faille du président de la République, le général de Gaulle », a-t-il conclu de rappeler Michel Rocard.

Des commissions chargées d'approfondir les thèmes du SDAU que le Livre blanc a permis de mieux cerner seront créées. « Elles seront paritaires », promet M. Rocard, le président de région et ses collaborateurs y représenteront l'Etat.

Voilà, une fois de plus, distillé par le chef du gouvernement, le subtil dosage entre fermeté et ouverture. Même s'il n'est resté que peu de temps au forum du Théâtre du Rond-Point, il ne changeait pas complètement de sujet en rejoignant les députés pour parler d'intégration. Il l'a précisé lui-même : « Le problème de l'intégration de toutes les populations en difficulté, qu'elles soient de souche française ou étrangère, se pose en Ile-de-France avec une acuité notable ». Pour conclure que le rayonnement international de la région-capitale, la qualité de la vie de tous ses habitants et leur capacité à vivre ensemble sont, à ses yeux, « indissociables ». Quelques heures plus tard, au cours d'une table ronde qui suivait, M. Roland Castro, architecte-animateur de Banlieues 89, ne disait pas autre chose : « Le territoire de M. Le Pen, ce sont ces quartiers de ville où, dès la naissance, la vie est fichue ».

CHARLES VIAL

## Le Monde DES LIVRES

LA GRECE AVEC JUMBO:

3300 F\*

Mykonos-Santorin  
Avec A/R + bateau  
+ 7 nuits d'hôtel avec petit déjeuner.

Paris 7<sup>e</sup>: 47.05.01.95 **jumbo** Paris 6<sup>e</sup>: 46.34.18.79

Et toutes agences de voyages.

### Les points d'accord

Rédigé à la demande du premier ministre, le Livre blanc a été diffusé à 30 000 exemplaires. Ses trois auteurs, M. Michel Rocard, directeur régional de l'équipement, Pierre Pommelet, directeur général de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France (IAURIF) et Nathan Starkman, directeur de l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), ont travaillé sous l'autorité du préfet de région, M. Olivier Philip. Cette collaboration de l'Etat, de la région et de la Ville de Paris s'est poursuivie pendant les trois mois de débat qui viennent de s'achever, avec la participation de 8 000 élus, décideurs, usagers de la région parisienne. Les enseignements tirés de ces discussions serviront de base à l'élaboration d'un nouveau schéma directeur de l'Ile-de-France qui prendra vraisemblablement deux ans. M. Philip a fait l'inventaire des points d'accord et de désaccord issus de cette consultation.

• Transports : La demande exprimée est « considérable ». Elle concerne aussi bien les transports publics que les autoroutes. L'idée d'un RER circulaire autour de Paris recueille beaucoup d'adhésion. Une donnée nouvelle : dans quinze ans, Le Mans, Tours, Orléans, Rouen, Reims seront à moins d'une heure de Paris, donc plus proches que les petites villes autour de l'agglomération.

• Logement et foncier : Les communes veulent bien répondre aux besoins de leur population, mais n'ont pas envie d'accueillir de nouveaux habitants sans disposer des ressources nécessaires. Le prix du terrain en zone centrale rend difficile la construction de logements sociaux. La maîtrise foncière devra être assurée « en amont » du schéma directeur pour freiner la spéculation.

• L'aménagement : reconquérir la Petite Couronne (les départements limitrophes de Paris) ne signifie pas de densifier cette zone, mais y maintenir la population, sachant que cette seule exigence demande plus d'espace.

• Le développement économique : le maintien de l'artisanat et des PME-PMI en zone centrale devra être étudié, les problèmes de l'eau, des déchets, des carrières seront davantage pris en compte, les terres agricoles bien identifiées et sauvegardées. La pénurie de zones d'activités menaces.

• L'environnement : une approche écologique de l'aménagement est souhaitée. L'environnement devra être traité le plus en amont possible.

• Le nouveau schéma directeur : la concertation est demandée par tous. Certains interlocuteurs aimeraient que la portée juridique du schéma directeur soit accrue pour garantir les équilibres de développement, mais elle inquiète les maires qui redoutent d'y perdre une part de leur pouvoir. Des schémas directeurs locaux s'ébauchent. Les élus n'ont pas envie qu'on leur impose un périmètre précis de coopération, mais reconnaissent la nécessité d'une coopération...

### PARIS - ATHENES: 960 F.

PARIS - ATHENES:

960 F.

Au vol Aller-Retour.

3615 CHARTER **jumbo** Paris 2<sup>e</sup>: 47.42.06.92

SEULS LES OISEUX PAIENT MOINS CHER

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

# AGENDA

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 5266**

1 2 3 4 5 6 7 8 9

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

**HORIZONTALEMENT**

1. Qui n'aime pas les tartines. — II. Où ça manque de dynamisme. — III. Comme Philippe. En Suisse. — IV. C'est Mettre en place. — V. Crie dans les bois. Cours étranger. — VI. Morceau de bois. En mesure. N'a pas son compte d'électrons. — VII. Peut être formé de cardinaux. — VIII. Qu'on entend souvent. Une partie de Paris. — IX. Une véritable ordure. Ordre de départ. — X. D'un auxiliaire. Terme musical. Demi, n'est pas vraiment un homme. — XI. Se comporte en chercheur passionné.

**VERTICALEMENT**

1. Dont on n'a pas accouché facilement. — 2. N'ont rien à envier à ceux qui ont le bras long. Quatrième un conduit qui permet de passer. — 3. Le coup du parrain. Élément d'une frange. — 4. Un vague sujet. Peut se mettre à ronfler sous l'effet des injections. — 5. Conjonction. Pour la faire marcher, il faut une « fortune ». — 6. Poste musulman. — 7. Maître à bord. Pronom. — 8. Dans un réseau africain. Quand elle est nucléaire, on peut dire que c'est une forte tête. — 9. Produit une contraction de la pupille. Ce n'est pas de la petite bière.

**Solution du problème n° 5265**

**Horizontalement**

1. Mensonges. — II. Aria. Cinq. — III. Redite. Te. — IV. Ob. Nelson. — V. Quête. Ino. — VI. USA. Sien. — VII. Ur. Troc. — VIII. Na | Egérie. — IX. Isba. Mars. — X. Etals. — XI. Risées. Or.

**Verticalement**

1. Marouinier. — 2. Erebus. Azi. — 3. Nid. Eau. Bas. — 4. Saint. Réale. — 5. Tees. Se. — 6. Noël. Item. — 7. G.I. Sieras. — 8. Entonnoir. — 9. Sténo. César.

GUY BROUTY

## CARNET DU Monde

**Naissances**

— Georges BLOCH et Anne CHAPOUTOT-BLOCH ont annoncé la naissance de leur fille.

**Abigail**

à Paris, le 7 mai 1990.

34, avenue René-Coty, 75014 Paris.

— Francis et Christophe BLONDEL ont la joie d'annoncer la naissance de

**Julie**

le 7 mai 1990, à Paris.

22, allée Albert-Thomas, 91300 Massy.

— Elizabeth CLUDICELLI et Philippe GAUTHIER ont la joie d'annoncer la naissance de

**David, Victor, Jean, Baptiste**

le 18 avril 1990.

64, rue Monge, 75005 Paris.

— Michel et Marie-Claude HURTING ont annoncé la naissance, le 6 mai 1990, à Paris, de leur petit-fils

**Martin,**

fil de Béatrice JOURIN et d'Alain HURTING.

— Patrick, Philippe, Mathieu et Arthur ont la joie d'annoncer la naissance de

**Zot LEMOINE,**

le 30 avril 1990.

90, rue d'Assas, 75006 Paris.

— Marie-Jeanne FLEISCH et Jean-Luc LEVY ont la joie d'annoncer la naissance de

**Collette,**

le 22 mai 1990.

14, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Rosendo PUJADAS, Robert et David PUJADAS, ont la joie de faire part de la naissance de leur petite-fille et aînée

**Raphaëlle,**

le 9 mai 1990.

Isabelle Pujadas et Bertrand Oury, Village de la Croix-des-Carrières, n° 11, 06400 Cannes.

**Décès**

— Geneviève et Robert Mary, Simon et Joël Subira-Pug, Chantal et Christian Chambonnet, Arnette et Jean-Claude May, Valérie et Michel Subira-Pug, ses enfants, petits-enfants, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

**Frédéric BRULEY,**

chevalier de l'Ordre du Mérite, membre de la Société académique de l'Aube.

Le service religieux sera célébré le vendredi 25 mai 1990, à 15 heures, en l'église de Marilly-le-Hayer (Aube), où l'on se réunira.

10, rue de Chateaufort, 10290 Marilly-le-Hayer.

**Le vote des ressortissants autrichiens résident en France**

Les ressortissants autrichiens résidant à l'étranger sont autorisés à participer aux élections et référendums autrichiens sur le plan national à condition d'être inscrits, dans les délais prévus, sur les registres électoraux en Autriche et de disposer d'une carte d'électeur. Pour les prochaines élections législatives, s'adresser jusqu'au 15 juillet 1990 pour tous renseignements et envoi de formulaires d'inscription à l'ambassade d'Autriche (8, rue Fabert, 75007 Paris, tél. : 45-55-95-66) ou au consulat d'Autriche compétent.

— M<sup>me</sup> le docteur Colette-Lafay, M. et M<sup>me</sup> Butery et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Pellerin et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

**André Fagniez COLLETES,**

chef de laboratoire honoraire à l'Institut Pasteur, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 16 mai 1990, à Paris.

L'inhumation a eu lieu samedi 19 mai en Seine-et-Marne.

Un office religieux sera célébré le samedi 26 mai, à 11 h 30, en l'église orthodoxe Saint-Etienne, 7, rue Georges-Buis, Paris-16.

Cet avis tient lieu de faire-part.

29, rue Boissacade, 75014 Paris.

— Le dimanche 13 mai 1990.

**Sabine ESCANDE,**

née Sigault,

est décédée, dans sa soixante-septième année, à son domicile (87, rue de l'Orléans-Bois, 34980 Saint-Gély-du-Fesc), entourée de son époux et de ses sept enfants.

De la part de :

Son mari, Ses enfants et petits-enfants, Ses sœurs, son frère, belles-sœurs et beaux-frères, grandes et belles-filles, neveux et nièces, Et de tous ceux qui l'ont aimée.

A sa demande, les dons peuvent être adressés à l'Ordre de l'Organisation d'entraide (ONG) : CIMAED, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris. CCF 4083 87 Y Paris.

— Georges Fridenson, Patrick, Joëlle et Eric Fridenson, Yvès et Juliette Barfield, et leurs enfants, Marc Barfield, Jean et Doris Fridenson, et leurs enfants, Et les familles Barfield, Fridenson et Galpin, ont la douleur de faire part du décès de

**docteur Dora FRIDENSON,**

née Barfield, ancienne épouse des Hôpitaux de Paris, survenue le 21 mai 1990, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation aura lieu le vendredi 25 mai, à 14 h 45, au cimetière de Montparnasse, entrée porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinot.

Une pensée est demandée pour son époux.

**Alexandre FRIDENSON,**

décédé le 19 novembre 1970.

76, rue Marignan, 94210 La Varenne.

— M<sup>me</sup> Louis GENEVEY, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Jean Morel, ses enfants, Alain et Viviane ses petits-enfants, M<sup>me</sup> Germaine Cotte et M<sup>me</sup> Yvonne Meyer, ses belles-sœurs, M. et M<sup>me</sup> Marc-André Meyer et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Meyer et leurs enfants, M<sup>me</sup> Françoise Souquet et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**l'ingénieur général de l'air Louis GENEVEY,**

officier de la Légion d'honneur, médaillé de l'Aéronautique, médaillé de l'Ordre national du Mérite, ancien secrétaire général de l'ANAF, survenu le 18 mai 1990, à Paris-15.

La messe de funérailles sera dite en l'église Saint-Louis des Invalides, 6, boulevard des Invalides, à Paris-7, le vendredi 25 mai, à 14 heures précises.

Le général Louis GENEVEY reposera dans le caveau de famille au cimetière d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), 57, rue de l'Égalité.

3, avenue Victor-Cresson, 92130 Issy-les-Moulineaux.

— Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui, le 16 mai 1990,

**M<sup>me</sup> veuve André GIRAUD,**

née Simone Lami.

Claude et Florence Girard, et ses proches, Tous ceux qui l'ont aimée, vous prient d'assister au culte d'actions de grâce, qui sera célébré au temple de Port-Royal, 18, boulevard Arago, Paris-12, le mercredi 23 mai, à 14 h 30 précises.

98, rue d'Assas, 75006 Paris.

— M<sup>me</sup> Guies, son épouse, F. Xavier et A. Marie Guies, Romain et Matthieu, Elisabeth, Marie-Nelly, Bertrand, Emmanuel, ses enfants et petits-enfants, Toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Yves GUISES,**

survenu dans sa soixante-cinquième année, le 19 mai 1990.

L'inhumation aura lieu dans l'église familiale, le 25 mai à Rochefort-du-Clair.

Une messe sera dite à son intention en l'église Notre-Dame-de-la-Nativité, place Lachambaudie, Paris-12, le mardi 29 mai, à 9 heures.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés à la Fondation Carin.

6, rue Baudin, 94200 Ivry-sur-Seine.

— M. et M<sup>me</sup> Ivryyie Kala-Lobe, et enfants, M. et M<sup>me</sup> Louis Varte, et enfants, M<sup>me</sup> veuve Alloune Diop, et enfants, M. et M<sup>me</sup> François Clay, et enfants, Les enfants de feu David Diop, M. et M<sup>me</sup> François Epemba Yondo, et enfants, La famille Mankoni Bell, Les parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, belle-mère, grand-mère et arrière-grand-mère

**Marie Eugénie MANDESSIE BELL,**

veuve de Mamadou Yondo Diop, décédée survenue le 20 mai 1990, à Dakar (Sénégal), dans sa quatre-vingt-cinquième année.

« Heureux les miséricordieux, car ils obtiendront miséricorde. » Ev. selon Matthieu V, 7.

— M<sup>me</sup> Hélène de Roulet, née Bertrand de Beauvoir, M. et M<sup>me</sup> Philippe Perez et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Dail et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Lionel de ROULET,**

chevalier de la Légion d'honneur, directeur adjoint honoraire au Conseil de l'Europe, survenu le 19 mai 1990, à l'âge de soixante-seize ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Père-Lachaise, le vendredi 25 mai, à 17 heures.

Coxwiler, Lincoln, Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Henri Ruggieri, M<sup>me</sup> Françoise Ruggieri et son fils Laurent, M<sup>me</sup> Léone Aschero, M<sup>me</sup> veuve Andrieux, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Françoise RUGGERI,**

secrétaire générale honoraire de la chambre de commerce de Marseille, avocate honoraire au barreau de Marseille, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenue le 26 avril 1990, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

— Le docteur Paul Motreanu-Simon, Florence et Gilbert Serrot, Véronique et Eric Discors, Christine, Mathieu, Aurélie, Antoine, Socha et Flora, Claude et Thierry Ruyss, Jacques et Anne-Marie Bastien, Yveline, Clara et François Chaplain, Dominique Godofroy, Luisa Reguera, Jacques Pernet, Janine Rotta, Les familles Simon, Conscience, Godofroy, Halle, Durand, Collet, Barret et Dupont, ont la tristesse de faire part du décès de

**docteur Gaston-Claude SIMON,**

ancien interne des Hôpitaux de Paris, ancien chef de clinique chirurgicale à la Faculté de médecine de Paris, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, leur époux, père, grand-père, oncle et parent, survenu le 18 mai 1990 en son domicile, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale le mardi 22 mai 1990, à la chapelle et au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Pelouse, 17, place Jean-Mermoz, 93370 Montfermeil.

**Remerciements**

— M<sup>me</sup> Germaine BAZIN et toute la famille, très touchées par les nombreuses marques de sympathie qu'elles ont reçues à l'occasion de leur deuil cruel, remercient très vivement et de tout cœur tous ceux qui ont pris part à leur peine.

— M<sup>me</sup> Antoine Vitez, Ses filles Et toute leur famille, très touchées des innumérables marques de sympathie et d'affection qui leur ont été adressées lors du décès de

**Antoine VITTEZ,**

et incapables de répondre à tous, prient de trouver ici leurs remerciements.

**Communications diverses**

— La galerie Jacques Gauthier sera exceptionnellement ouverte le jeudi 24 mai, de 15 heures à 19 heures. Galerie Gauthier : 36, rue Jacob, 75006 Paris.

— Mercredi 23 mai 1990, à 18 h 30, Radio-Shalom report. René Samuel Sirag, ancien grand rabbin de France.

**Soutenances de thèses**

— Université Paris-II, le mercredi 23 mai, à 15 heures, salle 3, M. Michel Szwarc : « Droit public de la défense. Étude comparée de la Thaïlande et de la France ».

— UNIVERSITÉ PARIS-IV : le samedi 23 juin à 14 h 30, amphithéâtre Guicart, 17, rue de la Sorbonne, M. Yves Lafont : « L'archaïsme de Pausanias : étude critique du livre VII de la Péloponnèse ».

— UNIVERSITÉ PARIS-III : le vendredi 25 mai à 9 h 30, S.I.F.R. esc. 17, rue de la Sorbonne, M. El Safty Essam : « Mourir dans la tragédie française ou du théâtre de la réalité baroque à la réalité du théâtre tragique (1610-1645) ».

— Université Paris-II, le lundi 28 mai, à 14 h 30, salle des Commissions, M. Antoine Wagon Abanda : « La marche de la presse étrangère au Cameroun. Étude des produits de leur commercialisation et de leurs conséquences ».

— UNIVERSITÉ PARIS-IV : le mardi 29 mai à 9 h 30, S.I.F.R. esc. 17, rue de la Sorbonne, M. El Safty Essam : « Mourir dans la tragédie française ou du théâtre de la réalité baroque à la réalité du théâtre tragique (1610-1645) ».

— Université Paris-IV, le mercredi 30 mai, à 14 h 15, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, M<sup>me</sup> Thérèse Kapoyanni, née Anastasiadou : « Principes d'analyse rhétorique de la presse écrite française contemporaine ».

Université Paris-III, le vendredi 1er juin, à 9 heures, Institut d'Art, 3, rue Michelet, M. François Baratte : « Recherches sur la vénéralité d'argent en Grèce dans l'antiquité tardive ».

— UNIVERSITÉ PARIS-IV : le mardi 5 juin, à 14 h 30, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, M. Lucien Rebouat : « Le général Faidherbe et la naissance de l'Afrique occidentale française ».

— Université de Toulouse-Le Mirail, le mardi 5 juin, à 14 heures, salle du Château, 5, allée Antoine-Machado, Toulouse, M. Pierre Angles : « L'archaïsme de l'immortalité, ou l'usage mathématique d'approche du phénomène de réajustement dans l'antiquité ».

Université Paris-III, le jeudi 7 juin, à 9 heures, salle Bourjac, 17, rue de la Sorbonne, M. Salah Kharchi : « La langue de Yunus Emre, contribution à l'histoire du turc pré-ottoman ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mercredi 13 juin, à 14 h 30, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, M<sup>me</sup> Myung-Song, Joh, née Yi : « Recherches paléontologiques comparées du français et du coréen ».

— Université Paris-IV, le samedi 23 juin, à 9 heures, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, M. Jean-Louis Clément : « Monseigneur Salège, archevêque de Toulouse (1929-1956) ».

— UNIVERSITÉ PARIS-IV : le samedi 30 juin à 9 heures, ISHA, rez-de-chaussée, 96, boulevard Raspail, Mme Danielle Rappert (née Mairé) : « L'imparfait de l'indicatif en vue d'un traitement informatique du français. Étude théorique et méthode de description avec ses conséquences didactiques dans l'enseignement des langues ».

**Le Monde**

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :** 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-89

**ADMINISTRATION :** 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-30-40 Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M<sup>me</sup> Geneviève Beuve-Méry, M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 51 437 ISSN : 0393-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

**Le Monde PUBLICITE**

5, rue de Montesson, 75007 PARIS Tél. : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71 Télécopieur : (1) 45-55-91-71

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie de « Monde » 12, r. M. Gumbury 94852 IVRY

**ABONNEMENTS**

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-99

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	742 F	972 F	1 409 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

**SERVICE À DOMICILE :**

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Interflora**

CHEZ VOTRE FLEURISTE OU AVEC NOTRE

**NUMERO VERT 05 203 204**

Pour votre

**DEMEMAGEMENT**

**ODOUL** AGENT DE

16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

**CARNET DU MONDE**

Renseignements : 40-65-29-94

**Le vote des ressortissants autrichiens résident en France**

Les ressortissants autrichiens résidant à l'étranger sont autorisés à participer aux élections et référendums autrichiens sur le plan national à condition d'être inscrits, dans les délais prévus, sur les registres électoraux en Autriche et de disposer d'une carte d'électeur. Pour les prochaines élections législatives, s'adresser jusqu'au 15 juillet 1990 pour tous renseignements et envoi de formulaires d'inscription à l'ambassade d'Autriche (8, rue Fabert, 75007 Paris, tél. : 45-55-95-66) ou au consulat d'Autriche compétent.

**CARNET DU MONDE**

Renseignements : 40-65-29-94

**Le vote des ressortissants autrichiens résident en France**

Les ressortissants autrichiens résidant à l'étranger sont autorisés à participer aux élections et référendums autrichiens sur le plan national à condition d'être inscrits, dans les délais prévus, sur les registres électoraux en Autriche et de disposer d'une carte d'électeur. Pour les prochaines élections législatives, s'adresser jusqu'au 15 juillet 1990 pour tous renseignements et envoi de formulaires d'inscription à l'ambassade d'Autriche (8, rue Fabert, 75007 Paris, tél. : 45-55-95-66) ou au consulat d'Autriche compétent.

**CARNET DU MONDE**

Renseignements : 40-65-29-94

**Le vote des ressortissants autrichiens résident en France**

Les ressortissants autrichiens résidant à l'étranger sont autorisés à participer aux élections et référendums autrichiens sur le plan national à condition d'être inscrits, dans les délais prévus, sur les registres électoraux en Autriche et de disposer d'une carte d'électeur. Pour les prochaines élections législatives, s'adresser jusqu'au 15 juillet 1990 pour tous renseignements et envoi de formulaires d'inscription à l'ambassade d'Autriche (8, rue Fabert, 75007 Paris, tél. : 45-55-95-66) ou au consulat d'Autriche compétent.

**CARNET DU MONDE**

Renseignements : 40-65-29-94

**Le vote des ressortissants autrichiens résident en France**

Les ressortissants autrichiens résidant à l'étranger sont autorisés à participer aux élections et référendums autrichiens sur le plan national à condition d'être inscrits, dans les délais prévus, sur les registres électoraux en Autriche et de disposer d'une carte d'électeur. Pour les prochaines élections législatives, s'adresser jusqu'au 15 juillet 1990 pour tous renseignements et envoi de formulaires d'inscription à l'ambassade d'Autriche (8, rue Fabert, 75007 Paris, tél. : 45-55-95-66) ou au consulat d'Autriche compétent.

iversi

Les poli  
en premie



## Le Monde CAMPUS

# Universités : le gouvernement au pied du mur

Face à l'explosion des effectifs étudiants, l'Etat s'apprête à réaliser un effort budgétaire exceptionnel. Mais il aura besoin de l'aide des collectivités locales

**D**EUX ans après son arrivée au ministère de l'Éducation nationale, M. Jospin s'engage cette semaine l'avenir de sa politique universitaire. Il avait déjà, jusqu'à présent, consacré l'essentiel de son temps à dresser l'état des lieux, à passer en filant l'appliquer la loi Savary sur l'enseignement supérieur, à bâtir pour colmater les brèches, à ramener... la pompe, le budgetaire (+0,2 % en deux ans), tenter de revaloriser le statut d'universitaire, enfin les outils d'un pilotage plus souple du système grâce, en particulier, à la mise en place d'une politique contractuelle entre l'Etat et les universités. Rien là de négatif. Mais les choix qui vont être faits dans les prochains jours sont d'une tout autre ampleur. Ils traceraient pour plusieurs années les grandes lignes du paysage universitaire et de ses mutations.

Première étape : le conseil des ministres du 23 mai, qui doit adopter le plan de développement à moyen terme des enseignements supérieurs. Au menu, un engagement gouvernemental portant sur une vingtaine de milliards de francs sup-

plémentaires destinés aux universités pour les cinq ans à venir et le cadre dans lequel le ministre de l'Éducation entend réaliser ces investissements. Elaboré il y a six mois par le ministre (le Monde du 5 janvier), objet depuis d'innombrables réunions interministérielles et d'arbitrages délicats, ce plan a une ambition claire : donner aux universités les moyens d'affronter la croissance, pratiquement sans précédent, des effectifs d'étudiants.

Car l'Université française est au pied du mur. D'ici la fin de la décennie, elle va devoir affronter pour la première fois les contraintes et les incertitudes d'un enseignement supérieur de masse. Les années 1990 sont loin où cette institution encore très élitiste s'accroissait qu'un jeune sur huit environ. La pression démographique et les exigences d'une économie confrontée - déjà - à l'ouverture du Marché commun ont certes provoqué le grand bond en avant des années 1960. Mais depuis, la situation s'est beaucoup évoluée : à peine plus d'un jeune sur quatre accède à l'enseignement supérieur en 1989.

Tout est aujourd'hui en train de basculer ; la pression de la compé-

tition internationale avivée par la crise comme la complexité croissante des systèmes techniques et économiques imposent aux yeux de tous un relèvement spectaculaire des niveaux de qualification des jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Lancé au nom de la démocratisation de l'enseignement supérieur, l'objectif, qui consiste à amener au niveau du baccalauréat, et par conséquent aux portes de l'Université, 80 % d'une génération, répond à l'évidence à cet impératif. Si bien qu'il a été intégré, beaucoup plus vite qu'on ne le pensait, par les élèves, les familles et l'ensemble des acteurs du monde de l'éducation.

### 500 000 étudiants de plus dans les cinq ans à venir ?

À la rentrée 1988, le nombre des étudiants a augmenté de 30 000. A l'automne dernier, ce sont 80 000 étudiants supplémentaires qui se sont entassés dans des universités déjà surchargées. Ces coups de boutoir répétés ajoutés à l'allongement des études devraient entraîner une augmentation de l'ordre de 100 000 étudiants à la prochaine rentrée. Pour les cinq années à venir (1990-1994), le ministère prévoit déjà une croissance des effectifs de l'ordre de

350 000. Mais nombreux sont ceux qui tablent plutôt sur une augmentation de 500 000 étudiants.

L'engagement pris le 10 mai par le président de la République de construire en cinq ans un million et demi de mètres carrés de nouveaux locaux universitaires répond à cetteurgence. Et le conseil des ministres du 23 mai devrait traduire ce choix en termes budgétaires. Mais cet effort très important n'étudie pas deux problèmes cruciaux. Tout d'abord, le plan gouvernemental fait la démonstration que l'Etat ne peut pas supporter seul le fardeau : l'enveloppe financière annoncée inclut à hauteur de quelque 6 milliards, des financements provenant des collectivités locales. Par ailleurs, dans l'état actuel des procédures publiques, l'Etat risque de s'engager incapable de réaliser aussi rapidement des investissements considérables. Le rituel des reports de crédits permanents au moment de la discussion budgétaire en fait chaque année la démonstration.

Qu'il s'agisse de l'enveloppe financière indispensable ou de l'exécution de ses projets, l'Etat a donc un besoin vital de l'aide des collectivités locales, en particulier des régions. Celles-ci ont en effet apporté la preuve, depuis qu'elles ont la charge des lycées, de leur capacité d'inter-

vention. Mais elles ne veulent plus s'engager sans contrepartie.

C'est tout l'objet du débat parlementaire qui a repris le 22 mai au Sénat et qui ne va pas manquer de se prolonger dans les semaines prochaines sur la décentralisation en matière d'enseignement supérieur.

### Maintenir la qualité

La discussion sur le projet de loi relatif aux droits et obligations de l'Etat et des collectivités locales prévoit en effet de déléguer aux collectivités locales la maîtrise d'ouvrage des constructions universitaires. Or la voie est étroite pour M. Jospin. D'un côté, les communistes dénoncent le « désengagement financier de l'Etat » et ont déjà contraint à retirer la version de la proposition lors du débat à l'Assemblée nationale le 19 avril. De l'autre, l'opposition pousse à la roue pour obtenir un partage des tâches plus avantageux mais, au-delà, pour faire sauter le verrou d'un système universitaire encore très centralisé.

La troisième étape, qui commence ces jours-ci avec la tenue, dans chaque région, d'assises régionales sur l'enseignement supérieur et s'achèvera du 26 au 29 juin à la Sorbonne, avec la réunion des assises nationales

« Universités 2000 », ne sera pas moins épineuse. Il s'agira en effet de préparer la répartition de la manne gouvernementale en s'efforçant à la fois de répondre au plus près aux besoins locaux et de maintenir la qualité de l'enseignement supérieur français au moment où les frontières universitaires européennes s'ouvrent plus largement. Autrement dit de tenir les deux bouts de la chaîne : l'accueil, à moyen terme, de plus d'un jeune sur deux à l'Université et le renforcement de pôles d'excellence capables de soutenir la compétition scientifique internationale.

Bref, d'ici à la fin du mois de juin, les jeux seront largement faits. Du succès des projets engagés dépendra pour une bonne part la crédibilité de l'objectif du président de la République de faire de l'éducation la priorité nationale. Lionel Jospin joue donc très gros. D'autant que, les projets ambitieux à moyen terme risquent d'être bousculés par les urgences immédiates de la prochaine rentrée universitaire. Beaucoup dépendra, en définitive, de l'attitude des étudiants : accepteront-ils l'augure d'une amélioration prochaine de l'enseignement supérieur français ou refuseront-ils des conditions d'études trop souvent déplorables ?

GÉRARD COURTOIS

## Les politiques en première ligne

Qui pourrait douter que le dossier universitaire est, plus que jamais, au centre du débat politique ? Depuis quelques semaines, parallèlement au projet préparé par le gouvernement, les propositions de loi sur l'enseignement supérieur se sont multipliées. Comme si, devant l'ampleur des problèmes auxquels est confrontée l'Université française, chaque groupe parlementaire se sentait obligé de prendre date.

Rendus prudents depuis trois ans par les mésaventures de M. Devaquet, les députés de l'opposition retrouvent aujourd'hui quelque audace, à défaut d'une grande imagination. Les députés RPR ont été les premiers, en février dernier, à déposer une proposition de loi destinée à transférer aux régions, à partir de 1991, la charge des établissements d'enseignement supérieur (le Monde du 6 mars). Pour le RPR, les régions devraient assumer la construction, la reconstruction, l'extension, les grosses réparations, l'équipement, le fonctionnement et l'entretien des universités, à l'exception des dépenses pédagogiques et de personnel qui resteraient à la charge de l'Etat.

### Pour un partenariat authentique

Au mois d'avril, les députés UDF ont pris le relais avec une proposition de loi relative à la décentralisation de l'enseignement supérieur et à l'autonomie des universités. Ils préconisent l'instauration d'un « partenariat authentique » associant, sur un plan de « quasi-égalité », l'Etat et les régions et ouvert à d'autres acteurs, collectivités locales, entreprises, établissements publics, etc. Et pour mettre en place ce partenariat souple les députés UDF retrouvent un vieux cheval de bataille : la possibilité de déroger - à titre expérimental - à plusieurs dispositions de la loi Savary touchant notamment l'organisation des établissements d'enseignement supérieur.

Une fois n'est pas costume, les sénateurs se montrent plus radicaux, comme en témoigne la proposition de loi que vient de présenter M. Daniel Hoefel et le groupe de l'Union centriste, en particulier M. Paul Seramy, vieux routier des

débats universitaires. Ils préconisent carrément la transformation des universités en établissements publics régionaux dont les statuts seraient adoptés par les conseils régionaux. Ces universités régionalisées se verraient octroyer le droit de choisir la plus librement possible leurs structures, leurs ressources et le recrutement de leur personnel. Mais si les sénateurs centristes estiment préférable d'introduire dans un premier temps cette nouvelle organisation à titre expérimental, il est clair que leur proposition équivaudrait à une véritable révolution du paysage universitaire, l'Etat ne conservant plus qu'un rôle d'orientation et de régulation.

Dernière en date, enfin, la proposition de M. Paul Lorient et d'une cinquantaine de sénateurs socialistes relative au « droit des étudiants à accéder à l'emprunt ». Leur objectif est clair : favoriser l'accès à l'Université d'étudiants, de plus en plus nombreux, pour qui le coût des études pourrait être dissuasif ou facteur d'échec. Si les bourses doivent rester « le socle fondamental » de l'aide sociale, elles sont en effet « notablement insuffisantes », soulignent les sénateurs socialistes. Ils recommandent donc d'instituer un droit à l'emprunt bancaire pour les étudiants de deuxième et de troisième cycle, écartant les étudiants de premier cycle dont le taux d'échec rendrait le dispositif trop aléatoire. Enfin, pour désamorcer les réticences des banques comme des étudiants, les sénateurs socialistes proposent toute une batterie de mesures : constitution d'un établissement public national de garantie mutuelle des prêts étudiants, fixation par l'Etat du taux de l'emprunt, instauration d'une déduction fiscale au moment du remboursement du prêt.

Dans le dédale de ces différentes propositions parlementaires on retrouve les trois dossiers qui sont au cœur du débat : l'effort budgétaire de l'Etat, le rôle des collectivités locales et le financement des études. Trois thèmes délicats sur lesquels se joueront les prochaines rentrées universitaires.

G. C.

### POINT DE VUE

## Un médiateur pour les régions

par Jean-Yves Merindol

Il y a encore quelques années, les idées reçues, à propos de l'enseignement supérieur, étaient les suivantes : les universités forment des chômeurs, les chercheurs ne trouvent rien et il ne faut pas mettre un sou dans des établissements aussi inutiles. Effectivement, on a mis peu d'argent. Mais maintenant le discours a changé : tout le monde se lamenta de la grande pauvreté du supérieur et de la recherche et on semble se bousculer pour investir dans ces domaines. Alors les « il n'y a qu'à » fleurissent. Il n'y a qu'à faire payer les entreprises, les étudiants, les banques, le budget militaire, les villes, l'Europe, les régions, l'Etat. Les surenchères politiques arrivent et il est de bon ton d'être de plus en plus radical. C'est particulièrement évident pour les questions de régionalisation.

En matière d'enseignement, les lois de décentralisation reposent sur une coïncidence. Il y a autant de niveaux reconnus en matière scolaire - primaire, collège, lycée et supérieur - qu'en matière de représentation publique - commune, département, région et Etat, ce qui permet d'aligner chaque hiérarchie face à face. D'autre part, les collectivités locales décident des implantations et financent les constructions, l'Etat paie les personnels et a la maîtrise des choix pédagogiques.

On voit clairement aujourd'hui que les régions veulent et doivent intervenir en matière de supérieur, mais que le partage des compétences ne peut s'appliquer tel quel pour trois raisons :

- 1) les régions veulent un rôle effectif et reconnu dans la définition de certaines formations ;
- 2) la recherche est inséparable du supérieur ;
- 3) il faut respecter l'indispensable autonomie des établissements.

Il est irréaliste de croire que les régions ne doivent pas avoir leur mot à dire dans la définition des formations supérieures. Le lien entre la nature de ces formations, le développement de l'économie locale, la formation des cadres et l'objectif de plein emploi n'est plus à démontrer et il est légitime que ce soit une préoccupation de tous les pouvoirs publics, y compris régionaux. Mais les établissements ne doivent pas être transformés en simples exécutants. Ceci impose des solutions complexes, et des organismes de régulation et de consultation qui sont à inventer.

Si la recherche doit toujours viser un niveau d'excellence internationale, son sujet peut être d'intérêt local, régional ou international. Suivent les

disciplines ou les programmes de recherche, ces niveaux seront plus ou moins présents et imbriqués. Cela n'aurait aucun sens de transférer en ce domaine les compétences de l'Etat aux régions. Celles-ci reconnaissent d'ailleurs qu'elles ne sont pas en situation d'évaluer la valeur scientifique de ce qui leur est présenté. Mais les régions doivent être, comme d'autres organismes publics ou privés nationaux ou internationaux, capables de lancer des programmes de recherche et de les financer, même si les équipes retenues ne doivent pas toujours être locales.

### Pas de réflexion d'ensemble

L'autre contrainte - celle qui tient à l'autonomie des établissements - est la plus redoutable. Le seul moyen d'avoir un enseignement supérieur plus performant est de développer un réseau d'universités et d'écoles indépendantes des tutelles et pleinement responsables. Rien ne serait pire que de remplacer la tutelle de l'Etat, qui après une centaine d'années est peu à peu tournée, par une tutelle des régions.

Pourtant, la régionalisation avancera. Et il faudra bien savoir, cas par cas, quels sont les sujets de compétence exclusive des régions, ceux qui restent du ressort de l'Etat, ceux qui ressortent d'un contrat négocié entre ces collectivités, ceux qui relèvent de discussions internationales - qui ne sont pas seulement européennes. Il faudra surtout préciser de quelle façon s'exercera l'intervention et l'autonomie des établissements : on ne peut accepter des négociations entre les payeurs dont seraient exclus les établissements. Aucune réflexion d'ensemble convaincante sur ces questions n'existe aujourd'hui et personne (individus, syndicats, partis ou associations) ne peut sérieusement prétendre détenir la solution.

Les partis de l'opposition parlementaire ont chacun déposé leur projet de loi, mais la régionalisation est essentiellement pour eux un prétexte à régler d'autres questions (composition des conseils, création de facultés autonomes au sein des universités, mise en place d'une certaine sélection...). Quant au ministère, il proclame qu'il veut décentraliser. Mais une perpétuelle parlementa-

risque est significative : un article de loi qui était un tout petit pas vers la décentralisation (confier sous certaines conditions la maîtrise d'ouvrage des constructions universitaires aux collectivités locales) a été retiré par Lionel Jospin devant l'opposition des députés communistes. Tant pis pour la décentralisation...

Même les obstacles politiques à la régionalisation du supérieur ne sont pas toujours bien compris. On limite ce dossier à un bras de fer Etat-régions, alors que le débat qu'il faudra trancher entre les collectivités locales est bien plus vif : les régions

financent moins le supérieur que les communes et départements et leur poids politique est bien plus faible.

Si les régions doivent avoir la maîtrise des implantations universitaires, cela nécessite qu'elles soient capables d'imposer une solution si aucun consensus local ne se dégage. C'est impossible à l'heure actuelle et tous les exemples de délocalisation le montrent.

Ne parlons pas de la régence de bien des départements à s'occuper à la fois des lycées et des collèges, corollaire probable d'une régionalisation même partielle du supérieur.

(Lire la suite page 16)

(Publié)

## 8<sup>e</sup> ÉDITION DE LA NUIT DE LA PUB HEC

Expos-agences, conférences, projections non-stop de spots publicitaires, concours d'affiches Creative & Co en collaboration avec la direction de la Sécurité routière et PFA, grand débat animé par Christian Blachas de Communication CB News sur le thème : « Je suis internationale, et alors ! La même recette publicitaire fait-elle vendre partout ? » et grande soirée de clôture animée par Atkis.

Le mercredi 30 mai  
sur le campus d'HEC,  
porte de Saint-Cloud, autoroute  
Chartres-Orléans, sortie Vauhallan.

Entrée 100 F - Étudiant 80 F

هكذا من الأصل



CAMPUS

# La double vie des étudiants homosexuels

S'il est plus décontracté, le milieu universitaire n'est pas toujours un lieu de tolérance. Silence à l'égard des proches et inquiétude pour leur avenir professionnel restent bien souvent les attitudes les plus répandues parmi les étudiants homosexuels

DANS la salle exigüe d'un « Café d'art » du Marais, à Paris, des jeunes gens parlent et rient comme si la nuit entière leur appartenait. La foule est si dense et l'endroit si resserré qu'une partie d'entre eux se sont établis sur le trottoir où la douceur du soir met un air d'insouciance. Ces jeunes pourtant, quelques filles et beaucoup de garçons, vivent une différence qui n'est pas toujours légère à porter. S'ils sont rassemblés là, comme tous les mardis soirs, c'est à l'initiative du GAGE, la seule association d'étudiants homosexuels de France. Une fois par semaine, les réunions du GAGE leur permettent de se rencontrer et de discuter à visage découvert. Car l'homosexualité reste souvent difficile à dire dans les milieux étudiants, même si la liberté paraît là, plus grande qu'ailleurs.

L'époque des études est celle des possibles, la phase heureuse où tous les chemins sont praticables, toutes les portes entrouvertes. C'est aussi le moment où la personnalité se forge des repères, tout en cherchant à se libérer des déterminismes imposés par l'environnement. D'où le refus des étudiants homosexuels de se voir « catalogués » et de jouer, malgré eux, le rôle étouffant du « pédé ou de la lesbienne de service ». Il s'agit de ne pas être rejeté à priori par certains ou courtisé par ceux qui, comme l'explique Vincent, « recherchent ma fréquentation pour faire la preuve de leur ouverture d'esprit ».

Pour de très nombreux étudiants, cette dimension de la personnalité demeure donc un secret que l'on partage seulement avec ses meilleurs amis ou avec ceux qui sont aussi concernés. Non qu'ils en éprouvent la moindre honte, mais parce que le regard des autres renvoie parfois des reflets inamicaux, surpris jusqu'à l'incompréhension, ou simplement embarrassés. Pour éviter cela, Alain, étudiant en information et communication, explique qu'il cherche « à créer un climat de confiance qui conduise les gens à m'accepter pour ce que je suis. Le jour où ils apprennent la vérité, cela leur pose un problème de conscience de me mettre au ban ».

Le silence dont ils recouvrent leur homosexualité est presque général, notamment dans certaines grandes

écoles ou dans les universités réputées conservatrices. Ainsi, Alexandre qui étudie l'économie à Paris-11-Assas, déclare qu'il est difficile de s'afficher dans un milieu très normatif où « être pédé représente vraiment le mal absolu ». Alexis, qui vient de sortir de l'école supérieure de commerce de Paris, explique combien il est malaisé d'aborder ce sujet dans un lieu où la séduction hétérosexuelle est particulièrement valorisée. Philippe, enfin, se souvient de son passage à Polytechnique où la vie en groupe restreint sur un campus isolé aurait rendu toute marginalisation pénible.

Les grandes universités semblent plus hospitalières, car le nombre même des étudiants désamorce le risque d'exclusion, de sarcasmes ou de persécutions. Françoise et Bénédicte, étudiantes en lettres à Paris-Nanterre, ne se cachent pas sans toutefois s'afficher. « La fac, observent-elles, est un lieu de brassage où nous ne ressentons pas de déchaînement d'agressivité. On se retourne sur notre passage. Nous sommes un pôle d'attraction mais cela ne va pas plus loin ». Pour d'autres, en revanche, la situation est plus complexe. C'est ce que ressent Eric, élève de math. sup. dans un lycée parisien, qui n'ose pas révéler son homosexualité à son compagnon d'internat. « Je ne sais pas comment il le prendrait, remarque-t-il, et je redoute ses réactions sur un sujet dont personne ne parle jamais ».

## Expulsé du domicile familial

La famille constitue une autre pierre d'achoppement pour ces étudiants qui, la plupart du temps, dépendent encore financièrement de leurs parents. Ceux-ci accueillent souvent la nouvelle avec tristesse ou même avec colère, comme ce couple parisien qui a expulsé son rejeton du domicile familial pour ne plus voir sa « dérive ». Françoise, pour sa part, s'est vue contrainte de quitter ses parents, après qu'ils eussent été avertis de son homosexualité par des gens qui l'avaient aperçue dans la rue avec une autre femme. « Cela a perturbé l'équilibre familial, constate-t-

elle. Mes parents auraient souhaité que leurs enfants s'en tiennent à une certaine ligne ».

Quelques-uns, bien sûr, ont trouvé de la compréhension auprès de leur famille, comme Philippe qui se souvient que sa mère a pleuré pendant une semaine en se culpabilisant, avant de « se mettre à défendre les pédés ». Dans l'ensemble, les mères sont mises au courant bien avant les pères et les parents préfèrent, de loin, savoir que leurs enfants vivent en couple. D'abord, parce que cette situation les rapproche de la norme et, ensuite, parce que les risques de solitude ou de contamination par le virus du sida sont encore grands.

## Une entrave à la carrière

Il n'en reste pas moins que beaucoup d'étudiants reculent devant la confrontation avec leurs parents. Certains, comme Aline, ne voient pas la nécessité qu'ils le sachent jamais. D'autres, et Frédéric est de ceux-là, ont mis sur pied un plan de bataille très précis pour l'avenir. « J'attendrai, dit-il, que mes frères et sœurs aient grandi. Puis je leur en parlerai par moi-même, car c'est le plus difficile. Je pense que ce sera dur pour eux car ils habitent la campagne ».

Ce silence étouffe énormément Ellen, une étudiante lesbienne originaire de Los Angeles aux États-Unis. « Les étudiants américains parlent plus volontiers de leur homosexualité sur les campus. Peut-être est-ce dû au fait qu'ils vivent entre eux, dans un monde où il y a peu d'adultes ». En tout état de cause, de nombreux étudiants français se trouvent installés dans une vie double, une partie d'eux-mêmes étant systématiquement reléguée dans l'ombre. Certains en souffrent, comme Alexandre, qui a décidé d'essayer de se tourner vers l'hétérosexualité parce qu'il « n'assume pas cette double vie ».

Pour Luis, qui vient de terminer Sciences Po, l'existence est encore assomée par la menace du sida. Agé de vingt-deux ans, ce beau garçon brun au visage sérieux, sait qu'il est séropositif depuis quatre ans. Son homosexualité n'est pas vraiment un secret mais il ne tient pas à révéler son état de santé. « Cela change complètement les rapports, explique-t-il

sobrement. On vous prenait pour un adolescent fougueux entrant dans la vie et, soudain, on apprend que vous êtes condamné à mort ». Lui aussi vit une situation de déchirement, continuant malgré tout à se battre et à étudier pour « ne pas perdre le contact avec la réalité ».

Malgré leurs difficultés, ces jeunes n'ignorent pas que la période présente est relativement privilégiée. L'univers plutôt convivial et généralement assez ouvert des étudiants, leur permet de rencontrer une ou des âmes sœurs intellectuellement proches d'eux. « On n'est pas obligé de fréquenter les lieux réservés aux homosexuels, où l'on tombe sur des gens qui n'ont aucun point commun avec nous », remarque Joëlle, étudiante en sciences sociales.

Mais l'avenir ? Il y a tout d'abord la peur de la solitude, de ce moment où le fossé risque de se creuser entre les homosexuels et ceux qui se marieront, auront des enfants. L'intégration sociale, de façon générale, leur semble compliquée par leur situation affective. D'abord, comme l'observe un étudiant de province, « parce que les gens pardonnent beaucoup moins aux homosexuels ». Ensuite parce que le seul célibat peut poser des problèmes, aux hommes notamment, dans l'accomplissement de certaines carrières. « A l'X, on organise des dîners avec épouse. Alors, comment expliquer que l'on vient seul après trente ans ? », demande Philippe en souriant.

Philippe et Alexis, qui vivent ensemble, ont d'ores et déjà accepté que leur existence professionnelle soit entravée par leur situation sentimentale. « Nous savons que nous ne pourrions pas faire de carrière fulgurante, à cause de notre homosexualité », déclarent-ils. La chose est prononcée sans amertume, car l'amour passe avant l'ambition. Pourtant, Philippe, Alexis, Luis et les autres continuent sans doute de rêver à un monde où les choix amoureux ne pénaliseraient pas ceux qui les assument.

RAPHAËLE RENOLLE

## INTERCOURS

### De l'école à l'écran

La Madeleine Proust a plus d'un tour dans son sac. Laurence Semonin, qui incarne à la scène une sexagénaire franc-comtoise au nom chargé de sous-entendus, a d'autres amours que la comédie. Avant de monter le « one-woman-show » qui a fait accourir depuis 1982 des cohortes de spectateurs hilares et émus, cette femme de trente-neuf ans se consacrait à un tout autre public. Institutrice dans un village du haut Doubs durant cinq ans et grande adepte de la pédagogie ouverte de Freinet, elle s'intéresse encore passionnément à l'école... ne serait-ce que pour la critiquer.

Le cheveu en bataille et l'œil scintillant, Laurence Semonin ne cache pas qu'elle conserve un vieux compte à régler avec l'école. « J'ai beaucoup souffert lorsque j'étais élève, explique-t-elle. J'avais l'impression de perdre mon temps et que rien de ce qui s'y disait ne me concernait ». Pour donner aux enfants ce qu'on ne lui a pas offert, pour éveiller leur sens critique et les amener à « une approche globale des choses », elle part à la découverte de la planète Freinet et des pédagogies modernes.

## Une chronique acide et tendre

Rien ne la décourage dans ce grand voyage iconoclaste, ni les heures passées à lire des ouvrages spécialisés ni les stages de formation qui viennent s'ajouter au travail de chaque jour. Nommée dans un village du haut Doubs où elle règne sur une classe unique, elle organise des ateliers, initie ses élèves au maniement des outils de communication et fait sortir l'école de sa gangue tradi-

tionnaliste. Une tâche épuisante : les élèves, emportés par l'enthousiasme, passent l'essentiel de leur temps dans cette « école ouverte » dont la maîtresse est constamment sur le pont. En 1981, Laurence Semonin décide donc de rentrer provisoirement en coulisses et de quitter son métier d'institutrice pour d'autres horizons. De la scène microcosmique de sa petite école, elle imagine de passer à une autre, plus vaste, en inventant une chronique acide et tendre de la Franche-Comté.

## Enquêtes et rencontres

La Madeleine Proust est née. La vieille paysanne ironique et faussement naïve qui fera rire les Parisiens se construit à partir d'une multitude d'enquêtes et de rencontres avec les habitants de la région.

« Les modes d'organisation appris grâce à la méthode Freinet m'ont énormément servi pour ce travail », se souvient la comédienne, qui se reconnaît une dette envers les pères de la pédagogie moderne. La transition ne s'accomplit pourtant pas sans douleur. « Les parents d'élèves m'en ont voulu d'avoir quitté l'école, explique Laurence Semonin. Certains venaient loin pour que leurs enfants reçoivent une éducation différente. Et puis mes élèves sont retombés dans une pédagogie extrêmement traditionnelle et hiérarchisée ».

Qu'importe, la Madeleine Proust est du genre tenace ! L'école reste « le combat » de Laurence Semonin, qui compte élever son expérience d'institutrice dans le premier film qu'elle rêve de réaliser.

R. R.

## Les stages de la semaine

### Gestion

Lieu : Vaucluse. Date : Mai. Durée : 3 mois. Ind. : A définir. Profil : Bac + 2 à 3. Mission : Prospection auprès des entreprises pour présenter des produits de formation. 14 634.

Lieu : Clermont-de-l'Oise (70 km au nord de Paris). Date : Juin. Durée : 6 mois. Ind. : A définir. Profil : Bac + 2 à 3. Grandes Ecoles Universitaires. Mission : Gestion trésorerie, société importante rapprochement bancaire, suivi de comptes reporting. 11 633.

### Comptabilité

Lieu : Montreuil. Date : Mai. Durée : Indéterminée. Ind. : Suivant profil. Profil : Bac + 3 BTS comptabilité plus expérience. Mission : Assurer comptabilité information déclaration sociales et fiscales. 12 597.

Lieu : Malakoff. Date : Juin. Durée : 3 mois avec embauche éventuelle. Ind. : A définir. Profil : Bac + 2 à 3 comptabilité et langue anglaise exigée. Mission : Tenir une comptabilité fournisseurs en anglais. 12 596.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 6 mois plus poste en CDD. Ind. : A définir. Profil : Bac + 4 ou 5 comptabilité gestion. Mission : Elaboration des documents comptables, bilans comptes d'exploitation gestion des collectes et suivi financier, gestion du département gestion/finances. 12 591.

### Personnel

Lieu : Argenteuil, Toulouse, Strasbourg. Date : Juin. Durée : 3 mois. Ind. : 6 000 F/mois. Profil : Bac + 2. Ecole de commerce ou Personnel. Mission : Soutien à la Direction des ressources humaines. Etude d'environnement. 13 571.

### Marketing

Lieu : Asnières. Date : Juin. Durée : 2 mois ou plus. Ind. : A définir. Profil : Bac + 2 à 3. Mission : Prospection auprès des entreprises pour présenter des produits de formation. 14 634.

Lieu : Vitry-sur-Seine. Date : Mai. Durée : 4 mois. Ind. : 5 000 F/mois. Profil : Bac + 3. Mission : Assister le chef de produit offert pour différentes études concernant sa gamme produits. 14 825.

Lieu : Nancy plus déplacement. Date : Juin. Durée : 3 mois. Ind. : A définir. Profil : Bac + 5 marketing et vente. Mission : Plusieurs stages proposés sur des produits et services de haute technologie. 14 823.

Lieu : Kremlin-Bicêtre. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 6 000 F/mois + tickets restaurant. Profil : Bac + 3. Mission : Etudes de marché, concurrence, animation, information, marketing. 14 82.

### Commerce international

Lieu : Paris et banlieue nord. Date : Immédiat. Durée : 6 mois plus embauche éventuelle. Ind. : SMIC (fixe plus intéressement résultat et frais). Mission : Commercial formé sur aspects techniques de la production chaudronnerie plus plastique. 15 656.

Lieu : Créteil. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 7 000 F plus remboursement frais. Profil : Bac + 2 école de commerce de préférence. Mission : Assistant commerciaux contacter les écoles Val-de-Marne et Seine-et-Marne. 15 653.

Lieu : Paris et Ile-de-France. Date : Juin. Durée : 4 à 5 mois. Ind. : A voir. Profil : Bac + 2 permis obligatoire, bonne présentation. Mission : Commerciaux (niveau BTS, IUT, FAC). 15 653.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : Plusieurs mois à convenir. Ind. : 2 500 F à 3 000 F/mois + pourcentage. Profil : Bac + 2. Ecole de commerce. BTS Action commerciale. Mission : Actions commerciales, contact clientèle, prospection, vente dans l'immobilier. 16 660.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 1 mois. Profil : Bac. Ind. : 15 % HT/taux de vente. Mission : Commercialisation de tableaux lumineux de communication chez les commerçants et les entreprises. 16 679.

Lieu : Paris. Date : Juin. Durée : Indéterminée. Ind. : A convenir. Profil : Bac + 1. Mission : Commerciaux pour force de vente et salons. 16 677.

### Informatique

Lieu : Haute-Saône. Date : Juin. Durée : 2 mois. Ind. : A convenir. Profil : Bac + 3. Mission : Seconder le responsable logistique, participer à une réflexion GPOA. 17 769.

Lieu : Neuilly/Seine. Date : Juin. Durée : 2 mois ou plus. Ind. : A convenir. Profil : Bac + 4. Mission : Participation aux activités techniques et commerciales concernant la mise au point et la vente d'une gamme de produits informatiques. 17 768.

Lieu : Paris. Date : Juillet. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 6 000 F/mois. Profil : Bac + 4. Mission : Développement de logiciels d'aide à l'analyse dans le domaine financier. 17 765.

Lieu : Nanterre. Date : Indéterminée. Durée : 3 mois. Ind. : 7 000 F/mois. Profil : Bac + 4 informatique. Mission : Création de logiciel de modélisation hydraulique. 17 765.

Mission : Tâches quotidiennes du service relations presse. 18 716.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 400 F/mois. Profil : Bac + 2. Mission : Sélection-

ner des entreprises qui pourraient passer au cours d'une émission de TV ; constitution de dossiers, contacts avec les entreprises. 18 715.

### Electronique

Lieu : Nanterre. Date : Juin. Durée : 3 mois. Ind. : 6 500 F/mois brut, profil : Bac + 4, électronique. Mission : Stage d'électronique de puissance. 20 639.

### Biochimie

Lieu : Paris 8. Date : Immédiat. Durée : 1 mois et demi. Ind. : SMIC et selon résultats. Profil : Bac + 4, anglais impératif. Mission : Etude de transports et produits chimiques. 21 547.

### Droit

Lieu : Vaucluse. Date : Juin. Durée : 5 mois. Ind. : A convenir. Profil : Bac + 4, DESS ou DEA droit bancaire. Mission : Préparation d'un manuscrit sur banque. 23 563.

Lieu : Paris. Date : Juin. Durée : 2 mois. Ind. : 1 000 F/mois. Profil : Bac + 4 à 5. Mission : Juriste pour assistance de consultant. 23 561.

Lieu : Paris. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : A définir. Profil : Bac + 3 expérience souhaitée dans le secteur de la formation droit plus gestion de personnel. Mission : Gestion informatisée des dossiers, information des demandeurs, conseil/orientation.

Et de nombreux autres stages sur minitel 36 15 JOBSTAGE ou au 4 26 43 43. CDTI, 110, av. Aristide-Briand, 92120 MONTRouGE

## Un médiateur pour les régions

(Suite de la page 15)

Autre problème : le budget du supérieur est loin d'être négligeable en regard de celui des régions (en 1989, 27 milliards de francs pour le supérieur et 33 pour la somme des budgets régionaux, dont la grande majorité provient du transfert de ressources de l'Etat. Si le transfert des compétences est exclusivement financé par le transfert des ressources, on n'a pas augmenté le budget du supérieur, condition indispensable à la réussite de toute politique. Mais si les régions doivent abonder les ressources transférées par l'Etat, les sommes en jeu imposent de leur donner les moyens d'augmenter significativement leurs ressources propres, et donc de modifier la fiscalité locale.

Mais ces difficultés ne doivent pas justifier le statu quo et il faut organiser un débat qui s'avère long, délicat et passionnant. Je suggère que l'Etat et les collectivités locales se mettent d'accord sur le nom d'un médiateur qui puisse avoir la confiance des établissements. Sa mission serait de mener ce débat, pour préparer les décisions qui prendront les politiques, en interrogeant les uns et les autres, en prenant tous les contacts nécessaires, en organisant sous sa responsabilité toutes les rencontres et tous les collo-

ques indispensables. Trouver un nom ne semble pas impossible. Si les politiques n'ont pas la sagesse de s'effacer pendant quelque temps, la médiation l'emportera sur l'inspiration. Il faut donner un peu de temps au temps et ne pas vouloir que le Parlement légifère dans la précipitation : un délai de un an à un an et demi est raisonnable.

Voter des lois sans associer au débat les collectivités locales serait le signe que ceux qui nous gouvernent n'ont pas pris conscience de l'ampleur des changements de méthode politique que nécessitent la décentralisation et la régionalisation. Les régions, même faibles, commencent à exister politiquement. On ne fera pas leur bonheur sans elles et à fortiori contre elles. En ce domaine les coups de force, qu'ils soient médiatiques ou législatifs, sont inefficaces voire dangereux. Mais le statu quo l'est tout autant.

Il faut profiter de la mobilisation de l'opinion publique en faveur de l'enseignement supérieur, non seulement pour avancer des solutions, mais aussi pour expérimenter des démarches nouvelles de discussion avec les régions. Ce sera la seule façon d'éviter le paralyse sur ce sujet comme sur quelques autres.

► Jean-Yves Merindol est professeur de mathématiques à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg.

POUR ÊTRE CONSEILLÉ EN MATIÈRE JURIDIQUE ET FISCALE  
SANS L'EXPERT COMPTABLE, CE SERAIT  
PLUS CHER POUR 71 % DE CHEFS D'ENTREPRISE,  
PLUS COMPLIQUÉ POUR 67 %...

CONSEIL RÉGIONAL PARIS ÎLE DE FRANCE DE L'ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES ET DES COMPTABLES AGRÉÉS

A SUIVRE LUNDI...



## CAMPUS

### L'équivalence des bacs allemands est confirmée

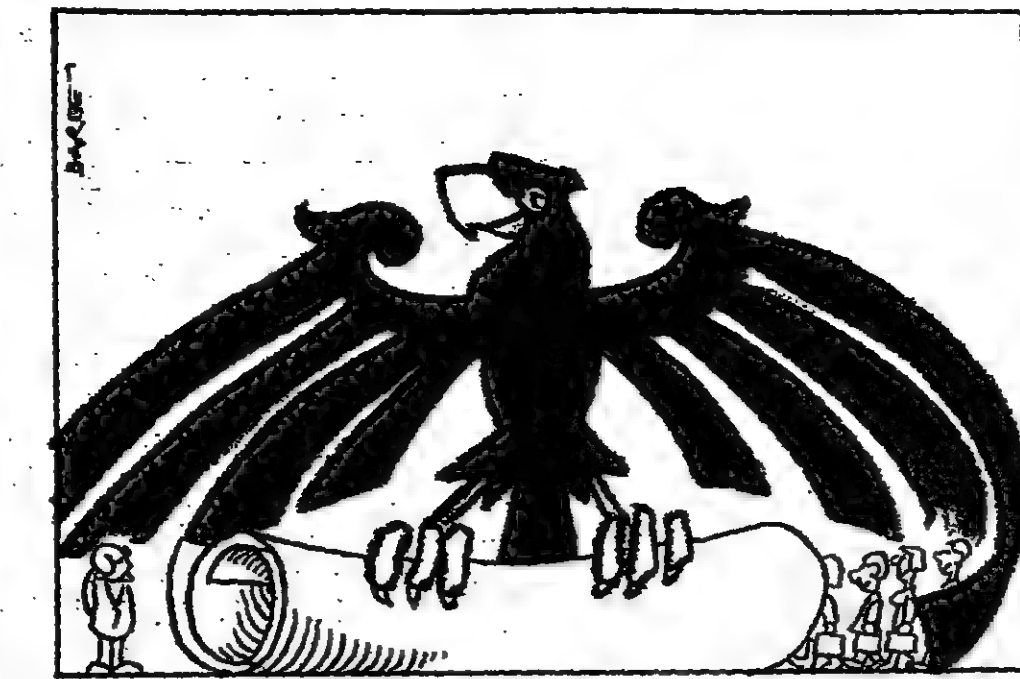
Devant l'afflux des bacheliers venant de l'Est, certains Länder refusaient de reconnaître le bac de RDA. Depuis le 10 mai, les jeunes Allemands sont à égalité

**E**n reconnaissant aux bacheliers de la RDA le droit d'étudier dans toutes les universités fédérales, la conférence des ministres de l'éducation allemands (Kultusministerkonferenz) vient de mettre fin à un débat sur l'équivalence du baccalauréat est-allemand qui divisait les Länder depuis plusieurs mois, en raison de l'afflux de bacheliers provenant de l'Est, après la chute du mur. Les causes du conflit tenaient aux points suivants :

- 1) Les bacheliers de la RDA mettaient un an de moins pour parvenir au baccalauréat (douze ans d'études, contre treize ans en RFA) ;
- 2) Leurs notes sont très supérieures à celles de leurs voisins de l'Ouest, car la promotion des professeurs y était étroitement liée au rendement - à savoir aux notes de leurs élèves. Ce fait les avantageait particulièrement dans la distribution des places dans les matières soumises au *numerus clausus* pour le semestre d'été en cours, puisque celle-ci s'effectue en fonction de la note moyenne. Pour éviter de pénaliser les bacheliers occidentaux, trois États (la Bavière, la Rhénanie-Palatinat et la Basse-Saxe) avaient cessé de reconnaître l'équivalence du baccalauréat de la RDA. Ainsi, ils contenaient, en fait, à un accord passé entre les Länder en 1970, qui reconnaissait aux bacheliers de la RDA le droit d'étudier en Allemagne de l'Ouest. La nouvelle réglementation, adoptée le 10 mai, met les baccalauréats de la RDA au même niveau que ceux de l'Allemagne fédérale. Dans les matières où les capacités d'accueil sont limitées (*numerus clausus*), un certain contingent, à déterminer chaque fois en fonction du nombre de candidatures, sera réservé aux bacheliers de l'Est.

#### L'avalanche n'est pas venue

Dans la majorité des universités ouest-allemandes, le semestre d'été a débuté, sans que les pronostics prédisant un boom d'étudiants venant de l'Est se soient réalisés. Seules les universités situées près de la frontière interallemande ont enregistré une légère augmentation du nombre des inscriptions. Toutefois, les demandes de renseignements pour le semestre d'hiver, qui commenceront en octobre, y sont nombreuses. Les services d'orientation des universités de Ham-



bourg et de Braunschweig ont créé un poste supplémentaire pour pouvoir y répondre. « Le vague ne nous parviendra qu'en automne, car c'est à ce moment-là que commenceront les carrières de bacheliers de la RDA : les matières techniques et les sciences naturelles », estime-t-on au secrétariat de l'université de Braunschweig.

A Braunschweig, comme dans la plupart des écoles supérieures en Allemagne fédérale, le semestre d'été est généralement réservé aux inscriptions dans les sciences sociales, les lettres et le professorat. Pour la majorité des matières techniques et économiques, qui sont les plus recherchées par les bacheliers est-allemands, les universités n'acceptent les inscriptions que pour le semestre d'hiver. « Pour l'hiver, nous ne pouvons pas encore évaluer les chiffres de candidatures, mais il ne faut pas oublier que la population totale de la RDA ne dépasse pas celle de la Rhénanie du Nord-Westphalie. Les candidatures provenant de la RDA ne seront donc pas très nombreuses », estime-t-on à la centrale pour la distribution des places d'études (ZVS) à Dortmund, chargée de la distribution centrale des places pour les filières soumises au *numerus clausus*. Les deux universités de Berlin, qui comptent plus de

90 000 étudiants, sont dans une situation très différente. Leur principal problème tient aux migrants quotidiens qui habitent en RDA, mais sont immatriculés à l'Ouest. A l'université technique, un tiers des étudiants du premier semestre viennent de la RDA ; à l'université libre, environ 20 %. « Cela a dépassé nos attentes, confirme-t-on à l'université technique. Et nous avons eu presque 3 000 demandes d'information pour le semestre d'hiver jusqu'à la fin de mars ».

#### Vivre à l'Est et étudier à l'Ouest

Vivre à l'Est et étudier ou travailler à l'Ouest : ce système présente bien des avantages, étant donné le fossé qui sépare toujours les coûts de la vie dans les deux États allemands. Etant considérés comme des Allemands à part entière par la loi fondamentale, les étudiants de la RDA ont droit aux allocations d'études (BAFög), attribuées par l'État en fonction des revenus des parents. Pour éviter des injustices, le taux maximum des bourses, dont le système vient d'être modifié (voir encadré), a été baissé de 750 à 400 deutschemarks (1 200 FF) pour les étudiants ayant leur domicile à l'Est. Mais ce ne sont pas seulement les raisons

financières qui constituent l'attrait d'une formation à l'Ouest. En RDA, le nombre de bacheliers désirant poursuivre des études supérieures dépasse de loin celui des candidats admis à l'Université. Ceux qui ont la chance d'être admis à une université doivent souvent faire face à de nombreux obstacles : le manque de photocopies, les difficultés pour obtenir certains livres, le fait de devoir partager à quatre les chambres des foyers d'étudiants. Au-delà de mener une vie plus « confortable », s'ajoute l'attrait de pouvoir étudier des disciplines qui n'existent pas sous cette forme en RDA. Outre les sciences économiques et politiques, l'histoire et la germanistique sont très recherchées par les étudiants de l'Est.

Si les étudiants de la RDA ne se laissent pas décourager par la surcharge dont souffrent déjà les universités berlinoises avant la chute du mur, celles-ci essaient d'aider leurs voisins de RDA pour que les étudiants n'aient plus envie d'en partir. De nombreuses initiatives d'assistance se sont créées spontanément dans les unités d'enseignement, et le gouvernement fédéral vient de donner son accord pour investir 50 millions de deutschemarks et des programmes d'échanges avec la RDA. « Notre objectif est de rendre les études en RDA suffisamment attrayantes pour qu'il ne soit plus nécessaire d'aller ailleurs pour étudier », commente le conseiller du président de l'université libre.

Le sénateur social-démocrate pour la science et la recherche, M<sup>me</sup> Riedmüller, suggère des mesures plus radicales pour éviter que l'université ne soit submergée par une avalanche en automne. Elle a invité les universités de Berlin à étendre le *numerus clausus* à d'autres filières, ce qui risque de coïncider à un conflit avec l'université libre. Bien que l'administration universitaire s'attende à quelque 1 500 candidatures de l'Est pour le semestre d'hiver, elle refuse de « fermer » l'accès à certaines filières, sachant qu'une telle mesure aboutirait qu'à provoquer des explosions dans d'autres disciplines.

SILKE GRAEFINGHOFF

### Plus d'argent pour les étudiants

A partir du semestre d'hiver, qui débutera en octobre, le taux maximum de soutien financier aux étudiants - attribué en vertu de la loi fédérale pour l'aide à la formation (BAFög) - passera de 845 à 890 deutschemarks (soit environ 2 700 francs). Mais contrairement à la réglementation en vigueur jusqu'à présent, l'allocation sera versée, par moitié, sous forme de prêt et sous forme de bourse. Ainsi, le gouvernement fédéral a mis fin à une politique de rigueur mise en œuvre en 1982.

A cette époque, la nouvelle coalition chrétienne-démocrate avait transformé l'allocation

étudiante, dont la plus grande partie avait été versée sous forme de bourse, en un prêt remboursable après la fin des études. Ayant baissé en même temps les plafonds de revenu des parents - l'allocation est attribuée en fonction de leurs ressources - le nombre d'étudiants bénéficiaires du BAFög était passé de 40 % en 1970 à 18 % en 1988.

Maintenant, le gouvernement fédéral veut relancer les limites de revenu et prolonger la durée du financement de deux semestres. Par cette mesure, le ministre fédéral de l'éducation veut empêcher que les étudiants qui se trouvent à la

fin des études soient obligés de travailler justement pendant la phase la plus difficile.

Pour les étudiants ayant leur domicile en RDA - il s'agit d'environ mille migrants quotidiens immatriculés dans une université à Berlin-Ouest - la réforme de la loi a combié un vide juridique : dès le début de ce semestre, leur allocation a été baissée de 750 à 400 deutschemarks, ce qui correspond à la différence de niveau de vie entre les deux Allemagnes.

S.G.

## LIVRES

### L'Amérique et la France, deux révolutions

Textes réunis par Elise Montenstras

Actes d'un colloque de l'Association française d'études américaines (Chamilly, mai 1988) qui avait pour thème « De la Révolution américaine à la Révolution française, histoire et imaginaire ». Dix-sept études d'historiens éclairaient les liens, les complémentarités entre les deux révolutions en s'intéressant à l'idéologie politique et économique, à la religion et à la contre-révolution, aux phénomènes de « transit » des idées nouvelles d'Amérique en Europe. La Révolution française de 1789 est encore à l'honneur dans un autre volume des Publications de la Sorbonne consacré au Général Santerre, un bourgeois sans-culotte (par Raymond Monnier).

Publications de la Sorbonne, 221 p., 145 F.

### Technologies de l'intelligence artificielle

par Fumio Mizoguchi

A ceux qui s'intéressent à l'application de l'intelligence artificielle dans l'industrie, l'auteur cherche à apporter des connaissances de base sur cette technologie et son histoire ainsi que des exemples détaillés de systèmes développés dans divers domaines de l'industrie et de la recherche japonaise (conception de lentilles dans le laboratoire Canon ou diagnostic appliqué aux contrôles nucléaires).

Mascon, collection « Manuels informatiques », 200 p., 260 F.

### La recherche scientifique

par Paul Deheuvels

Une synthèse sur la recherche scientifique en France et à l'étranger, présentée à travers ses structures, ses métiers, son fonctionnement, ses prix et récompenses. Autres nouveautés, dans la même collection : les Séries, par Jean Verneille (l'anthropologie juridique, par Norbert Rouland).

Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? » n° 781.

### Le K

de Dino Buzzati

En format de poche, treize nouvelles écrites par Dino Buzzati six années avant sa mort. Comme tous les volumes publiés dans cette collection « bilingue », celui-ci inclut le texte italien original avec sa traduction en français, une introduction critique, des notes de caractère culturel et linguistique (les passages significatifs au point de vue phonétique sont disponibles enregistrés sur cassette).

Le Livre de poche, collection « Les langues modernes / bilingue », série italienne, n° 873, 285 p.

### Comment choisir une école catholique

par Marie-Michèle Le Bret et Hervé Boulic

Pourquoi choisir une école catholique plutôt qu'une école publique ou qu'une école privée non confessionnelle ? Selon quels critères ? Qu'apporte-t-elle de différent ? L'enseignement catholique est-il ouvert à tous ? Ce livre indique d'une part la marche à suivre pour trouver un établissement et s'y inscrire et, d'autre part, apporte des informations sur la place de l'enseignement catholique dans le système

### éducatif français (programmes, financement de l'Etat, situation juridique...)

Centurion, 214 p., 95 F.

### Anglais : thème, première et deuxième langue

par Michel Delmas et Stéphane Goodenday

Un manuel d'entraînement à l'épreuve de thèmes des concours d'entrée aux grandes écoles de gestion, rédigé par deux professeurs d'anglais en classe préparatoire HEC. Ils analysent un éventail de phrases données aux concours et en donnent une traduction. Ils proposent ensuite des traductions de phrases permettant de récapituler les questions de grammaire rencontrées, par ordre croissant de difficulté, et d'aborder les problèmes de transposition idiomatique. Avec une sélection de thèmes récemment donnés aux concours.

Vient également de paraître, *Anglais : l'exposé de civilisation et de culture*, par François Portier, à l'usage des étudiants du premier cycle universitaire.

Dunod, 95 F.

### Société et mentalités dans la France moderne, XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles

par Robert Muchembled

Cette étude historique des mentalités, qui nous amène du seizième siècle à la « pré-révolution culturelle » du dix-huitième siècle, s'équilibre autour de deux pôles : le monde rural d'une part, où attitudes et croyances collectives s'incarnent dans le contexte de la famille, la lutte contre la faim et les maladies, les rituels de la vie communautaire et de la religion ; et, d'autre part, les courants de l'absolutisme monarchique et les villes, peu à peu transformées par la civilisation du livre et celle des « bonnes manières ». Le texte s'appuie sur de nombreux documents d'époque et s'accompagne d'un tableau chronologique de l'histoire politique et culturelle européenne. Dans la même collection « Curious », conçue pour les étudiants du premier cycle universitaire et des grandes écoles : *Histoire des techniques au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, les *Etats-Unis de Truman à Bush*, la *Méditerranée antique*, la *Comptabilité nationale*.

Armand Colin, collection Curious, série Histoire, 187 p., 59 F.

### sa ouvrir les portes!

### MASTERE EN COMMUNICATION

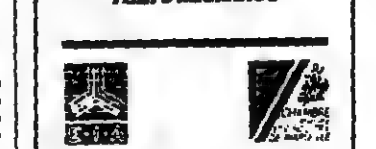
Accessible pour les étudiants professionnels de niveau BAC + 5.

Formation par des professionnels connus et reconnus ainsi que par le corps professoral de l'ECOLE INTERNATIONALE DES AFFAIRES

Stage aux U.S.A. à ITHACA COLLEGE.

Renseignements :

Sup de l'Université  
Domaine de Luminy  
CASE 911  
13288 MARSEILLE  
CEDEX 09  
TEL: 91.26.98.00



**BBC ENGLISH**  
L'ANGLAIS DE LA BBC  
manuels, audio-cassettes  
vidéo-cassettes  
1 livre + 2 cassettes C80 = 199 F  
Documentation gratuite :  
EDITIONS-DISQUES BBC (M)  
8, rue de Berri, 75008 PARIS  
Tél. : (1) 45-62-44-24

**EIGSI**  
Ecole d'Ingénierie en Génie des Systèmes Industriels  
Enseignement Supérieur Privé  
Spécialités :  
Ingénieur polyvalent de fabrication, gestionnaire de projets industriels dans le cadre des grandes entreprises ou orienté vers les PME/PMI. Marketing Industriel, Informatique (CAO, DAO, CFAO), Matériaux, Génie Systémique, Langues Etrangères.  
Conditions d'admission :  
A Cycle préparatoire - sélection sur dossier et entretien pour les bacheliers du baccalauréat, D.E., E.T., F.T.  
B Cycle Ingénieur - Retenue 90 (année d'ouverture) : sélection sur dossier et entretien pour les élèves de Maths Spé. et les titulaires du BTS, DUT, DEUG.  
A partir de la retenue 91 : Concours National, propre à l'école : ouvert aux élèves de Maths Spé. et aux élèves en fin de cycle préparatoire de l'EIGSI VIOLET. Sélection sur dossier et entretien pour les élèves de DEUG, DUT, BTS.  
Durée des études : 5 ans (2 ans + 3 ans)  
Renseignements, inscriptions :  
Hôtel d'Entreprises - Avenue Marillac - Les Minimes  
17000 LA ROCHELLE - Tél (16) 46 44 64 00

**APPRENEZ A PARLER ANGLAIS TOUT EN DECOUVRANT NEW YORK.**  
Suivez les cours d'Anglais pour Adultes à Marymount Manhattan College, situé dans le Upper East Side, le quartier prestigieux de Manhattan, à proximité des musées, grands magasins et parcs. Classes en petits groupes de travail. 1-20 pour F-1 Visas d'Etudiant disponibles. Logement disponible juillet-août.  
COURS POUR ADULTES  
MARYMOUNT MANHATTAN COLLEGE  
221 East 71st Street  
New York, NY 10021 USA  
Session d'été : juillet-août  
Pour recevoir la brochure, appelez : 19.1.212.517.0344.  
Ou fax : Cours pour Adultes 19.1.212.517.0921.  
Ou encore, écrivez nous!

**USA 4900 F**  
STAGE LINGUISTIQUE :  
JUILLET - AOUT  
UN MOIS SANS VOYAGE TOUT COMPRIS  
HEBERGEMENT EN FAMILLE  
EN VIRGINIE,  
CALIFORNIE OU FLORIDE  
**BRITISH EUROPEAN CENTRE**  
5, RUE ROCHERNE  
92000 PARIS  
TEL : (1) 42 60 35 57

مركز من الأصل







28. Marchés financiers  
29. Bourse de Paris

BILLET

La Belgique dans la zone mark

« Les autorités monétaires de Belgique envisagent d'annoncer leur ferme volonté de faire le franc belge au mark allemand dans le cadre de la première phase de l'Union économique et monétaire européenne. » Cette déclaration, mardi 22 mai, de M. Philippe Maystadt, ministre des finances belge, signifie clairement que son pays va entrer dans la zone mark, à laquelle appartiennent déjà les Pays-Bas, dont l'économie est étroitement imbriquée avec celle de la RFA.

Certes, la Banque nationale de Belgique, depuis l'instauration du système monétaire européen (SME) en mai 1980, maintient sa devise dans un canal étroit de fluctuation vis-à-vis du mark, avec un maximum de 2,25 % de part et d'autre d'un cours central, appelé cours pivot. Mais l'objectif des autorités belges est de rétrécir encore ce canal de fluctuation. Cette mesure permettrait, en théorie, à la Belgique, de faire baisser ses taux d'intérêt, actuellement très élevés, puisqu'ils sont supérieurs de plus d'un point aux taux allemands et néerlandais, flôtant 10 % par rapport à un taux d'inflation de 3,2 %.

Une telle baisse allégerait aussi le service de la dette publique, une des plus élevées d'Europe avec 133 % du PIB contre 60 % en moyenne dans la CEE, en même temps que les charges financières des entreprises. Elle pourrait s'effectuer sans risque pour le franc belge, solidement ancré à la monnaie du puissant voisin. Mais qu'arrivera-t-il si les taux d'intérêt se mettent à flamber en Allemagne, à l'initiative d'une Banque fédérale soucieuse, par exemple, de limiter les effets inflationnistes de l'union monétaire avec la RFA ? En janvier dernier, les Pays-Bas, pour éviter pareil risque, envisageaient de décrocher de la zone mark.

Les autorités belges, néanmoins, estiment que les avantages d'un tel arrangement l'emportent sur les inconvénients, ne serait-ce que pour revitaliser un marché financier domestique très affaibli par l'évasion des capitaux et conférer à leur devise le caractère d'une monnaie forte.

Les pays pétroliers s'ouvrent à nouveau aux compagnies occidentales

Elf va explorer et produire en URSS

Retour historique. Après la grande vague de nationalisation des années 70, les pays producteurs de pétrole ouvrent à nouveau leurs sous-sols aux compagnies occidentales. Pressées d'accroître ou de maintenir leurs capacités de production pour faire face à la demande croissante prévue d'ici la fin du siècle, la plupart sont en effet incapables, à l'exception peut-être de quelques États du Golfe persique, de faire face aux gigantesques investissements nécessaires.

Ainsi, après l'Indonésie, le Nigeria, et l'Algérie, le Venezuela, fondateur de l'OPEP, qui avait en 1976 nationalisé toutes ses industries pétrolières et interdit l'exploitation de ses réserves aux compagnies internationales, va de nouveau s'ouvrir aux capitaux étrangers, comme nous l'explique M. Andres Sosa-Pietri, président de la compagnie nationale pétrolière PDVSA.

Plus significatif encore, l'URSS elle-même, premier producteur mondial d'hydrocarbures, de plus en plus gênée par son retard technique, doit à son tour se tourner vers les compagnies occidentales pour maintenir sa production, comme le montre l'accord que vient de conclure le groupe français Elf mercredi 23 février.

Le groupe français Elf-Aquitaine a signé à Moscou, mercredi 23 mai, un accord de coopération avec les autorités soviétiques pour la première fois directement l'exploration et la production des gisements pétroliers soviétiques à un groupe occidental.

C'est un tournant majeur dans la politique pétrolière soviétique, qui depuis le début du siècle est restée fermée aux mains de l'État. Accablée par une crise sans précédent, les autorités doivent aujourd'hui se tourner vers les compagnies occidentales pour partager les investissements très importants nécessaires au maintien de la production et avoir accès aux techniques modernes d'exploitation.

Un partenaire à part entière

Contrairement aux accords conclus depuis un an avec diverses compagnies occidentales (Total, Agip, Norsk Hydro), par lesquels l'URSS reste propriétaire et loue les services d'une compagnie, il ne s'agit plus cette fois d'une simple coopération technique ou de la création d'une société mixte, mais d'une « conception de la coopération nouvelle dans laquelle Elf pourra développer des activités dans le domaine

pétrolier et industriel avec les ministères concernés », précise le communiqué publié à Moscou.

En clair, Elf devient un partenaire à part entière des deux ministères soviétiques chargés des hydrocarbures (pétrole et géologie). Comme dans les contrats d'exploration-production classiques, le groupe français, opérateur, pourra explorer dans la région péricaspéenne et dans la plaine de la Volga. Le pétrole éventuellement découvert sera produit et partagé entre les associés. Elf, co-investisseur et co-responsable, sera donc également co-bénéficiaire des opérations et bénéficiera - pour la première fois à l'Est - d'un accès direct au pétrole.

Bien que tous les détails de l'accord n'aient pas encore été révélés, il s'agit d'une avancée majeure pour le groupe français, qui négocie avec l'URSS depuis plus de deux ans et qui, aidé semble-t-il par son statut d'entreprise nationalisée, a réussi à vaincre les réticences des autorités, lesquelles jusqu'ici n'avaient jamais autorisé une compagnie étrangère à prospecter directement sur le territoire soviétique.

V. M.

Le Venezuela investira 16 milliards de dollars

« L'ouverture aux capitaux étrangers dans le domaine pétrolier est-elle un retour en arrière ?

La nationalisation de 1976 n'était pas un problème de principe mais un moyen pour le pays de prendre en main les grandes décisions stratégiques. Après la nationalisation, PDVSA et ses filiales sont restées très professionnelles. Il y a toujours eu des hommes d'affaires dans le conseil d'administration, et la gestion de PDVSA est restée guidée par une vision technique, économique et commerciale.

En outre nous avons toujours eu des partenaires privés, vénézuéliens et étrangers, dans la pétrochimie et dans un certain nombre de sociétés mixtes, filiales du holding.

Ce n'est pas faire un retour en arrière que de chercher de nouveaux partenaires dans d'autres domaines, comme le gaz par exemple, où nous avons un projet de liquéfaction et d'exportation vers le marché américain. De toute façon, nous ne reviendrons jamais aux concessions ou aux systèmes de contrats de services comme il y a seize ans. Nous cherchons des associations dans l'exploration, la production, le raffinage et la distribution.

Mais l'exploration et la production étaient jusqu'ici interdites aux compagnies étrangères.

C'est vrai ; dans la loi de nationalisation, ce sont des activités réservées à l'État. Elles le restent jusqu'à ce que nous ayons un plan précis et l'autorisation du Parlement. En attendant, la participation étrangère sera limitée au gaz, au charbon et à la pétrochimie, où nous avons d'importants programmes d'investissement.

Accroître les capacités

Au total nous devons investir 16 milliards de dollars d'ici à 1998. Dans la pétrochimie (6 milliards), le gaz (4 milliards), le charbon (1 milliard), et le raffinage (1 milliard) 40 % de l'investissement sera assuré par des sociétés mixtes associant PDVSA de façon minoritaire à des partenaires étrangers ; le reste, soit 60 %, sera

financé par recours au système bancaire international.

Quant à la production de brut, nous prévoyons d'investir 4 milliards de dollars pour porter notre capacité d'extraction de 2,6 millions de barils/jour actuellement à 3,250 millions en 1995, puis 3,5 millions en 1998, afin d'atteindre à la fin du siècle une capacité de 4 millions de barils/jour. Mais ces derniers investissements seront faits par nous seuls.

Quelle sera alors la participation des compagnies étrangères ?

Le président a l'intention de les associer à d'autres projets : d'une part l'exploration offshore, qui est beaucoup plus risquée, et d'autre part l'exploitation des énormes réserves de brut super lourd contenu dans l'Orinoco. Nous avons à quelque 270 milliards de barils de réserves, soit cinq fois plus que nos réserves de pétrole conventionnel, mais ce sont des pétroles presque solides, très difficiles à utiliser et, en l'état actuel des techniques, d'un coût trop élevé pour être exploités. Nous envisageons donc une coopération avec des compagnies qui puissent nous aider à faire des recherches techniques et à en réduire les coûts.

Malgré la participation internationale, les investissements seront lourds. Pourrez-vous les financer avec un prix du baril au niveau actuel ?

Oui. Sur les 16 milliards de dollars, 10 proviendront soit des compagnies soit des banques internationales. C'est désormais possible puisque le Venezuela a conclu un accord avec les banques pour la dette publique, ce qui nous a remis dans le circuit financier. Et PDVSA elle-même, n'est pas endettée. De plus, ces investissements sont rentables avec les prix actuels, sauf en ce qui concerne les bruts extra-lourds de la ceinture de l'Orinoco.

A moyen terme, nous prévoyons une hausse de la demande, et seuls quatre pays du Moyen-Orient et nous-mêmes pouvons faire face de façon significative à cette hausse. Ce sont ces investissements qui éviteront au monde occidental de nouvelles tensions et garantiront la stabilité des prix du pétrole.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURUS

La firme nationalisée devra rembourser 6 milliards de francs

Compromis entre le gouvernement et la Commission européenne sur la dette de Renault

Un accord est intervenu mardi 22 mai entre le gouvernement et la Commission européenne sur le dossier Renault. La Régie, en litige avec Bruxelles pour l'effacement par l'État français d'une dette de 12 milliards de francs, devra en rembourser immédiatement 3,5 milliards, au Trésor français. Elle devra en outre introduire 2,5 milliards comme dette à son bilan.

A Paris, M. Rocard a qualifié ce compromis de « raisonnable ». On souligne dans son entourage que Renault n'aura en réalité pas à souffrir financièrement, puisque le gouvernement a obtenu la possibilité de doter librement le capital de l'entreprise dès l'an prochain. Les 6 milliards repris par Renault seront donc compensés.

BRUXELLES

de notre correspondant auprès des communautés européennes

Ce dénouement, presque miraculeux tant les protagonistes s'étaient vigoureusement opposés, n'a été possible que parce que les uns et les autres ont accepté de mettre beaucoup d'eau dans leur vin. C'est vrai du gouvernement français, qui proclamait hier qu'il refuserait un remboursement réclamé, à son avis, de manière infondée par Bruxelles ; cela l'est aussi de la part de Sir Leon Brittan, le vice-président britannique de la Commission, chargé de la politique de la concurrence, qui a dû sensiblement réduire ses exigences, puisqu'il annonçait, il y a une semaine encore, que Renault devrait rembourser 8,4 milliards de francs d'aide illégalement versée par Paris.

L'arrangement final doit apparemment beaucoup à la médiation de M. Martin Bangemann, le vice-pré-

dent de la Commission, chargé de la politique industrielle, discrètement encouragé par le président Jacques Delors. Il devrait permettre à Renault de limiter à 3,5 milliards de francs le poids financier du verdict. Ce serait probablement une erreur d'expliquer ce traitement relativement bienveillant par la volonté de ne pas heurter, dans une période sensible, le gouvernement français et le premier ministre Michel Rocard qui a traité lui-même le dossier. Il traduit en réalité l'appréhension positive que porte la Commission en termes de politique industrielle européenne, tant sur le changement de statut de la Régie que sur l'accord passé entre Renault et Volvo.

Le point de la décision la plus difficile à interpréter porte précisément sur le fractionnement du remboursement réclamé à Renault : 3,5 milliards comptant, 2,5 milliards réinscrits en dette à long terme dans le bilan. N'aurait-il pas été moins douloureux pour Renault d'inscrire les 6 milliards en dette à long terme, comme le proposait M. Brittan, et d'éviter ainsi un remboursement immédiat ? En fait, le problème était de savoir dans quelle mesure le gouvernement français pourrait, en 1991, compenser la charge imposée à Renault par une augmentation de capital. La Commission a voulu couper la poire en deux.

Il semble acquis - comme étant un élément du compromis - que Bruxelles ne fera pas obstacle à une notification d'augmentation de capital, présentée par Renault avec l'appui-cauton de Volvo, de l'ordre de 2,5 milliards de francs. Ce feu vert, nous l'explique-t-on, sera assurément plus facile à accorder par Bruxelles, ne serait-ce qu'aux yeux des autres constructeurs automobiles de la Communauté, alors que Renault aura acquis auparavant une partie de la commercialisation qui lui est imposée.

« Nous sommes tout à fait neutres en matière d'investissements publics ou privés », a indiqué Sir Leon Brittan, au cours d'une conférence de presse le 22 mai à Bruxelles. Quelles que soient les arrière-pensées du vice-président britannique, le fait est que l'opinion du collège est saine, ne peut que rassurer Paris. Cette issue honorable met fin à un conflit de personnes entre M. Brittan et certains de ses interlocuteurs parisiens. On s'en félicite d'autant plus à Bruxelles qu'au-delà de l'éternelle rivalité à laquelle s'adonnent les Français et les Anglais au sein de la Communauté, le vice-président Brittan, malgré ou à cause de sa fougue et de sa pugnacité, est apprécié comme une des plus fortes personnalités du collège européen.

DIDIER KUNZ

PHILIPPE LEMAITRE

INSOLITE

Qui est le père ?

La Banque de l'Est a désormais un président, M. Jacques Azzal. Pourquoi lui ? ont demandé, furieux, les Néerlandais. Mais parce qu'il en est le père ! ont répondu les Français. Les Pays-Bas, qui ne cachent pas leur « sentiment d'amertume » après l'échec de leur candidat, font savoir par la bouche de leur ambassadeur à Paris, M. Henry Wijngaerts, que de toute façon, l'idée de la BERD « revient en premier lieu au très regretté président de la Deutsche Bank », M. Alfred Herrhausen.

Renseignements pris, le grand banquier allemand, assassiné quelques semaines plus tard, avait en effet proposé, le 25 septembre 1989 lors de l'assemblée du Fonds monétaire international à Washington, que soit créé en Pologne, un « Institut pour le renouveau économique » où auraient siégé les pays créanciers, afin de répartir au mieux l'aide occidentale, en encourageant l'initiative privée. Détail piquant : M. Herrhausen envisageait déjà comme président... un Néerlandais ! L'idée d'une banque européenne, au demeurant, avait aussi été émise par l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing. Ces propositions coïncident-elles en germe l'idée de la BERD ? « Mister semper certa », disent les juristes. Est-ce toujours si sûr ?

Après l'annonce de mesures d'austérité

Grève générale en Grèce pour la défense des « acquis sociaux »

La Grèce a été paralysée, mardi 22 mai par une grève générale de vingt-quatre heures organisée conjointement par la puissante Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE, 1,7 million d'adhérents) et la Fédération des fonctionnaires (ADEDY, 300 000 membres). L'objectif du mouvement, marqué par de nombreuses manifestations, était de protester contre la politique d'austérité du nouveau gouvernement conservateur de M. Constantin Mitsotakis.

ATHÈNES

de notre correspondant

Le gouvernement n'a pas pris de gants pour annoncer des mesures comme le licenciement, dès la fin mai, de quelque 100 000 non-titulaires de la fonction publique, mais les syndicats protestent surtout contre la remise en cause de l'échelle mobile des salaires à partir de l'année prochaine dans le secteur public.

Autre sujet de mécontentement, la dénationalisation de nombreuses entreprises publiques. Le plan gouvernemental prévoit que vingt entreprises en difficulté dépendant de l'organisme public pour le rattachement des entreprises (OAE) seront vendues

prochainement au privé, et que huit autres seront fermées purement et simplement. Les socialistes annoncent déjà que 10 000 employés devraient être dans un premier temps licenciés.

Les partis de gauche et les syndicats reprochent au gouvernement de faire payer essentiellement les salariés. Les mesures annoncées pour réduire les dépenses de l'État ne comportent pour l'instant que des hausses de tarifs publics et l'accroissement des taux de TVA. Aucune réforme fiscale n'a été prévue pour répartir l'austérité, disent les syndicats.

Le gouvernement affirme que les mesures d'austérité sont indispensables pour redresser une situation qui risque de devenir désastreuse. Le taux d'inflation - le plus élevé de la Communauté - court à la fin avril à un rythme de 17 %. Le déficit de la balance des paiements a atteint pour le premier trimestre près de 2 milliards de dollars contre seulement 689 millions de dollars pour le premier trimestre de 1989. Mais surtout, le déficit du secteur public s'élevait au début de l'année à 20 % du produit intérieur brut.

Le vice-président de la Commission européenne, M. Henning Christophersen, a approuvé, lors d'une visite à Athènes le 9 mai dernier, les premières mesures gouvernementales. Mais il a toutefois ajouté qu'il en faudrait d'autres.

مكتبة من الأصل



GROUPE TOTAL

TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

**VOUS ÊTES CONVIÉS À ASSISTER  
AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES  
ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE  
LE MARDI 5 JUIN 1990 À 10 H 30  
PALAIS DES CONGRÈS (PARIS - PORTE MAILLOT)**

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions "A" ou "B", qu'il possède, a le droit de participer à ces Assemblées, de s'y faire représenter par un mandataire actionnaire, membre de cette assemblée ou par son conjoint, ou d'y voter par correspondance. Des formulaires de pouvoir, de vote par correspondance ainsi que des cartes d'admission sont disponibles auprès des intermédiaires financiers :

Banque Paribas, Service des Assemblées  
3 rue d'Antin, 75002 Paris

ou  
Crédit du Nord  
6 et 8 bd Haussmann, 75009 Paris

Une fois remplis, les formulaires de pouvoir ou de vote par correspondance devront parvenir à l'un de ces établissements impérativement avant le 1<sup>er</sup> juin 1990.

**NOUS SOUHAITONS VIVEMENT VOTRE  
PRÉSENCE OU VOTRE PARTICIPATION  
ET VOUS EN REMERCIONS PAR AVANCE**

TOTAL CFP - 5, rue Michel-Ange, 75781 PARIS CEDEX 16

IMETAL

Sous réserve d'obtenir les autorisations requises, notamment par la législation des États-Unis, IMETAL se propose d'acquiescer d'ASEA Brown Boveri Inc. les activités de la branche C.E. Minerals de cette société, pour un montant d'environ 150 millions de dollars.

C.E. Minerals, division de Combustion Engineering Inc., se range parmi les premiers producteurs mondiaux d'argiles calcinées, de silice de haute pureté et d'alumine fondue : ses produits sont principalement destinés aux industries des réfractaires, de la céramique, de la fonderie et des semi-conducteurs.

Disposant de réserves minérales importantes et d'usines qui sont situées en Géorgie et au Tennessee, C.E. Minerals possède, d'autre part, une participation de 48 % dans une usine, au Venezuela, en cours de démarrage.

C.E. Minerals a réalisé un chiffre d'affaires, en 1989, d'environ 70 millions de dollars et dégagé, sur les dernières années, un résultat net supérieur à 12 millions de dollars.

En poursuivant cette acquisition, IMETAL se propose de donner une dimension majeure à sa branche Minéraux Industriels et de renforcer, d'autre part, sa présence industrielle aux États-Unis.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, page 4336

GENEFIM

L'Assemblée générale ordinaire réunie le 18 mai 1990, sous la présidence de M. Alain Lambotey, a approuvé les comptes de l'exercice 1989.

Le résultat, qui s'est élevé à 115 979 452,23 francs, permet de distribuer à compter du 2 juillet 1990, un dividende de 28,60 francs par action, en hausse de 4,70 % sur celui versé l'année précédente. Le paiement en sera effectué à compter du 2 juillet 1990.

L'Assemblée générale ordinaire a décidé d'offrir aux actionnaires la possibilité de recevoir leur dividende en actions selon des modalités qui font ressortir au prix d'émission de 285 francs par action. Les actionnaires qui souhaitent opter pour ce mode de paiement devront en faire la demande entre le 2 et le 27 juillet prochain, passé cette date le règlement du dividende sera effectué exclusivement en numéraire.

Les perspectives d'activité pour 1990 sont satisfaisantes, et l'exercice devrait être marqué par une nette croissance du bénéfice.



UNION FINANCIÈRE DE FRANCE BANQUE

L'Assemblée Générale des Actionnaires, réunie le 15 mai 1990 sous la présidence de Monsieur Philippe GELIN, a approuvé les comptes de l'exercice 1989 dont le bénéfice net consolidé s'est élevé à 208,6 millions de francs en progression de 23,7 % sur 1988.

Elle a fixé le dividende net à 23 F par action (contre 19 F l'an passé), donnant un revenu global de 34,50 F, avant fiscal inclus. L'augmentation est de 21 % sur l'exercice précédent.

L'Assemblée a décidé d'offrir le choix d'opter pour le paiement de ce dividende en actions émises au prix préférentiel de 464 F.



FORTE PROGRESSION  
DES RÉSULTATS ET DU DIVIDENDE

L'assemblée générale ordinaire du Groupement Foncier Français réunie le 21 mai 1990 sous la présidence de M. Bertrand Balaresque a approuvé les comptes de l'exercice 1989.

Le résultat net du GFF proprement dit s'est élevé à 87,4 millions de francs, contre 51,9 en 1988 soit 33,1 % du chiffre d'affaires.

Le bénéfice net consolidé par action a atteint 103,6 millions de francs, contre 54,6 millions de francs en 1988, profitant de l'effet de l'élargissement du périmètre de consolidation. Le résultat net consolidé par action progresse ainsi de 45 % malgré l'augmentation du nombre des actions résultant des opérations sur le capital réalisé en 1989, et s'élève à 37,28 F, contre 25,72 F en 1988.

Au cours de son allocation, le président a notamment souligné parmi les faits marquants de l'exercice :

- La création de deux nouvelles SCPI, d'une société de marchand de biens, et d'une nouvelle Sicom régionale, la Sicom Grand Sud-Ouest, et plus généralement les partenariats réalisés en France et à l'étranger au cours de cet exercice.

- La forte valorisation du titre, qui a pratiquement doublé depuis un an, et la hausse du dividende fixé à 9,20 F assorti d'un avoir fiscal de 4,60 F contre 6,80 F et 3,40 F en 1988, en dépit de l'augmentation du nombre des actions ; ce dividende sera mis en paiement à compter du 5 juin.

- Les bonnes perspectives de résultats pour l'exercice en cours et l'exercice 1991, gages sur les ressources des opérations lancées au cours des dernières années et qui arriveront à terme au cours de ces deux exercices.

NOUVELLE ÉMISSION.

Tous ces titres ayant été placés, la présente annonce est publiée pour information seulement.

Mai 1990

10,000,000 d'actions

The France Growth Fund, Inc.

Actions ordinaires

5,000,000 d'actions

Banque Indosuez

PaineWebber International

Nomura International

Cette partie de l'émission a été offerte hors des États-Unis.

5,000,000 d'actions

PaineWebber Incorporated

Nomura Securities International, Inc.

dear, Stearns & Co. Inc.

The First Boston Corporation

Alex. Brown & Sons

Capital Group Securities Ltd.

Deutsche Bank Capital

Donaldson, Lufkin & Jenrette

A. G. Edwards & Sons, Inc.

Goldman, Sachs & Co.

Kidder, Peabody & Co.

Lazard Frères & Co.

Merrill Lynch Capital Markets

Smith Barney, Harris Upham & Co.

Wertheim Schroder & Co.

Arnhold and S. Bleichroeder, Inc.

Dain Bosworth

Gruntal & Co., Incorporated

Janney Montgomery Scott Inc.

Kokusai America Incorporated

Ladenburg, Thalmann & Co. Inc.

Neuberger & Berman

New Japan Securities International Inc.

Nippon Kangyo Kakumaru International, Inc.

Okasan International (America), Inc.

Oppenheimer & Co., Inc.

Prescott, Ball & Turben, Inc.

Rotan Mosle Inc.

Sanyo Securities America Inc.

Stifel, Nicolaus & Company

Wako Securities (America), Inc.

Cette partie de l'émission a été offerte aux États-Unis.



G. H. MUMM & Cie

Le conseil d'administration de G.H. MUMM & Cie, réuni le 11 avril 1990 sous la présidence de Monsieur Alain de Gunzburg a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1989 et procédé à l'examen des comptes consolidés du groupe.

Les résultats de cet exercice se comparent ainsi qu'il suit avec ceux de l'exercice clos le 31 décembre 1988 (en francs) :

	1988	1989
- G.H. MUMM ET Cie		
Chiffre d'affaires hors droits et taxes	1.031.291.005	1.227.239.336
Résultat courant avant impôts	42.886.140	(23.453.275)
Résultat net	13.159.075	(2.260.603)
- Comptes consolidés		
Chiffre d'affaires hors droits et taxes	2.604.704.000	3.407.488.000
Résultat courant avant impôts	222.744.000	286.601.000
Résultat net (part de la société consolidante)	(162.404.000)	182.893.000

La perte courante avant impôts de F 23.453.275 de G.H. MUMM & Cie est due exclusivement aux charges financières liées à l'achat des titres de la société MARTELL en 1988, lesquelles se sont élevées à plus de 200 millions de francs en 1989.

La perte nette de l'exercice 1989 de F 2.260.603 tient compte, pour sa part, d'une réintégration nette de provision pour hausse des prix de F 18.790.240, contre F 73.871.046 en 1988, et d'un crédit d'impôt sur les sociétés de F 672.445 dû à l'option exercée pour le système de l'intégration fiscale au titre des exercices 1989 à 1993 inclus.

Compte tenu de cette perte nette, le conseil d'administration ne proposera pas de distribution de dividende au titre de l'exercice 1989. En ce qui concerne le groupe, comprenant les sociétés G.H. MUMM & Cie, MARTELL et ses filiales, CHAMPAGNE PERRIER-JOUËT et MUMM-CORONA DISTRIBUTION, il convient de rappeler qu'en 1988 la consolidation avec le groupe MARTELL n'avait porté que sur la période de neuf mois du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre, au lieu de douze mois en 1989.

Au cours de cette même réunion du 11 avril 1990, le conseil d'administration a coopté aux fonctions d'administrateur de G.H. MUMM & Cie Monsieur Charles Edouard Mignot, en remplacement de Monsieur Michel Budin, décédé en novembre 1989, à la mémoire duquel le conseil a rendu hommage.

Il a également coopté administrateur à la place de Monsieur David G. Sacks, démissionnaire, Monsieur Edward F. McDonnell, Président de Seagram International.

Le conseil d'administration.



# ÉCONOMIE

## SOCIAL

Le débat à propos du projet de M. Soisson

### Accord en vue entre le gouvernement et le groupe socialiste sur le travail précaire

Un accord est intervenu mardi 22 mai entre le groupe socialiste de l'Assemblée nationale et le gouvernement sur deux points de projets de réforme du travail précaire. Les députés socialistes ont obtenu, d'une part, l'inscription en tête du projet de loi, d'une déclaration de principe rappelant que la règle en matière de droit du travail restait le contrat à durée indéterminée et que les dérogations à cette règle étaient strictement limitées.

Ils ont, d'autre part, introduit un article additionnel, disposant qu'un bilan de cette loi sur le travail précaire serait dressé au 31 décembre 1991.

Si à cette date, le recours au travail précaire n'a pas diminué, le législateur reprendra ses droits, sans se sentir lié par l'accord intervenu entre les partenaires sociaux. Plusieurs autres points du texte

font encore l'objet de négociations entre le gouvernement et le groupe. Ce dernier souhaiterait limiter la possibilité, déjà donnée à titre exceptionnel aux employeurs, de recourir à des contrats à durée déterminée (CDD) d'une durée de vingt-quatre mois, ou trois mois après une vague de licenciement pour raison économique.

Le groupe demande que ces dérogations ne puissent être autorisées que dans les cas où une entreprise devrait faire face à des commandes exceptionnelles à l'exportation. Le groupe souhaite également introduire une disposition permettant au salarié employé pour une durée déterminée, de demander la requalification de son contrat de travail, dans un délai de quinze jours, devant les prud'hommes, s'il a l'impression

qu'on l'utilise à titre précaire, sur un emploi qualifié. Les députés socialistes veulent également que des sanctions pénales puissent être prononcées contre les employeurs coupables de non-respect du délai de carence entre deux contrats à durée déterminée successifs sur un même poste de travail, ou dans les cas de non-respect des mesures de prévention et de sécurité.

Le recours à des contrats à durée déterminée serait de plus interdit pour des travaux jugés particulièrement dangereux. Enfin, toujours dans le but de diminuer le nombre d'emplois précaires, le groupe socialiste propose au gouvernement un autre amendement, destiné à inciter les employeurs à transformer les CDD en cours en contrats à durée indéterminée, par des exonérations de charges sociales pendant un an. P. R.-D.

### Les critiques du CNPF

En dépit des difficultés du projet de loi de M. Jean-Pierre Soisson sur le travail précaire, rédigé à partir de l'accord du 24 mars entre le patronat et la CFDT, la CFIC et la CFE-CGC, le CNPF croit toujours à « la politique contractuelle ». Le 23 mai, M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale du patronat réunira les branches professionnelles afin de faire le point sur les négociations salariales en cours après l'appel du chef de l'Etat en faveur d'une amélioration des déroulements de carrière. Le CNPF s'affirme disposé à régler « à froid » et « de façon raisonnable » la question de la structure financière visant à amortir le surcoût de l'abaissement à 60 ans de l'âge de la retraite.

Sur sa lancée, le patronat se dit prêt à proposer aux syndicats une négociation nationale sur la formation ou sur la représentation des

salariés dans les petites et moyennes entreprises, bien que, sur ce dernier point, ses interlocuteurs ne paraissent guère enthousiastes. Le CNPF y met cependant une condition : que le projet de loi sur le travail précaire ne s'éloigne pas de l'accord.

Derrière cet étalage de bonnes intentions se dissimule une irritation croissante à l'égard des initiatives de M. Soisson. D'ailleurs, les thèmes de négociations évoqués par le CNPF recouvrent des sujets sur lesquels le ministre veut intervenir dans les prochains mois (formation professionnelle et représentation des salariés) (Le Monde du 23 mai). Dans les deux cas, un projet de loi est en préparation.

Au patronat, on considère que le ministre du travail en fait trop et empêche sur le domaine du contractuel. En revanche, le CNPF se garde de critiquer l'appel à négocier les salaires lancé par M. Mitterrand (le souci de ne pas apparaître antigouvernemental n'y est sans doute pas étranger).

Le CNPF redoute que M. Soisson ne fasse la part belle aux députés socialistes, très critiques à l'égard du projet de loi sur le travail précaire. Le CNPF craint par exemple que dans l'accord assouplissant le recours à des contrats à durée déterminée en cas « de surveillance dans l'entreprise d'une commande exceptionnelle, notamment à l'exportation », le mot « notamment » ne soit supprimé. Pourtant il est conscient que cette éventuelle modification serait insuffisante pour déclencher le fameux article 47 prévoyant la nullité de l'accord si la loi s'en écartait sensiblement.

JEAN-MICHEL NORMAND

Dix jours après le début de la grève

### Les cheminots de Chambéry durcissent leur action

CHAMBERY

de notre correspondant

Après dix jours d'une grève massivement reconduite, les cheminots CGT et CFDT de la région SNCF de Chambéry (1), désormais rejoints par FO, ont encore durci leur action le mardi 22 mai. Depuis le samedi 19, ils maintiennent le barrage des voies en gare de Chambéry (Le Monde du 22 mai), interdisant tout trafic régional et international. Dans la nuit de lundi à mardi, ils ont arrêté, durant six heures, des trains de voyageurs à Culoz (Ain), et ils ont retenu, dans son bureau, M. Pierre Gaudry, le directeur régional, pour obtenir l'engagement de nouvelles négociations.

Mille emplois perdus en dix ans

« Nous sommes les premiers à réagir. Mais bientôt les autres régions seront concernées. » Pour tant, selon M. Bernard Gotteland, (CFDT), les agents de conduite ne sont pas a priori hostiles au plan que la direction nationale des transports de la SNCF a décidé de mettre en œuvre sur l'un des principaux axes de circulation des marchandises, entre le Benelux et

l'Italie, par Dijon, l'Ain et la Savoie. « L'interpénétration des régions doit permettre d'accroître le rythme de circulation, d'ajouter des trains supplémentaires et d'améliorer notre compétitivité », explique M. Gaudry. Mais les syndicats manifestent leur inquiétude.

« Alors que le trafic a augmenté de 20 %, les effectifs n'ont pas cessé de diminuer. Depuis quatre ans, plus d'une centaine d'agents de conduite sont partis à la retraite (sur huit cent trente en 1985), sans être remplacés », indique M. Alain Ruiz (CGT). Dans le nouveau système, les conducteurs passeront d'une région à l'autre, affectés à un train et à une « traction ».

Les grévistes n'ont pas craint l'incompréhension des usagers, voulant prouver que cette région SNCF, qui, avec un peu moins de sept mille agents, a perdu mille emplois en dix ans, occupait encore une position stratégique. Depuis quelques jours, le trafic est interrompu aussi bien en Savoie qu'en Haute-Savoie vers Genève, qu'en direction de l'Italie.

MICHEL DELBERGHE

(1) Celle-ci s'étend de Grenoble à Bourg-en-Bresse, en incluant les deux départements de la Savoie et de Haute-Savoie.

## ÉTRANGER

Le gouvernement soviétique va présenter sa réforme économique au Parlement

Le gouvernement soviétique est parvenu à un accord sur l'essentiel du programme de réformes économiques destinées à instaurer une économie de marché en URSS, a déclaré mardi 22 mai le président Mikhail Gorbatchev, lors d'une réunion du conseil présidentiel. Conformément à ce programme, les prix des principaux produits alimentaires devraient être libérés au cours des prochains mois de l'année prochaine, selon les indications fournies en début de semaine par Interfax, publication non-officielle de Radio-Moscou (Le Monde du 23 mai). Le projet de réforme économique sera présenté jeudi 24 mai au Parlement par le premier ministre, M. Ryjkov. « Le gouvernement a effectué un gros travail ces deux derniers jours, même s'il y en a encore sur une série de points », a affirmé M. Gorbatchev, ajoutant que « ce qui est maintenant important est de se mettre d'accord sur la tâche en vue de réaliser le programme économique, et des discussions vont en cours sur son calendrier. » (AFP).

HONGRIE : accélération des réformes économiques. - Le nouveau gouvernement hongrois va accélérer la privatisation de l'économie et s'intégrer davantage à l'Europe. Telles sont les principales dispositions économiques du programme présenté mardi 22 mai au Parlement par le nouveau premier ministre, M. József Antall.

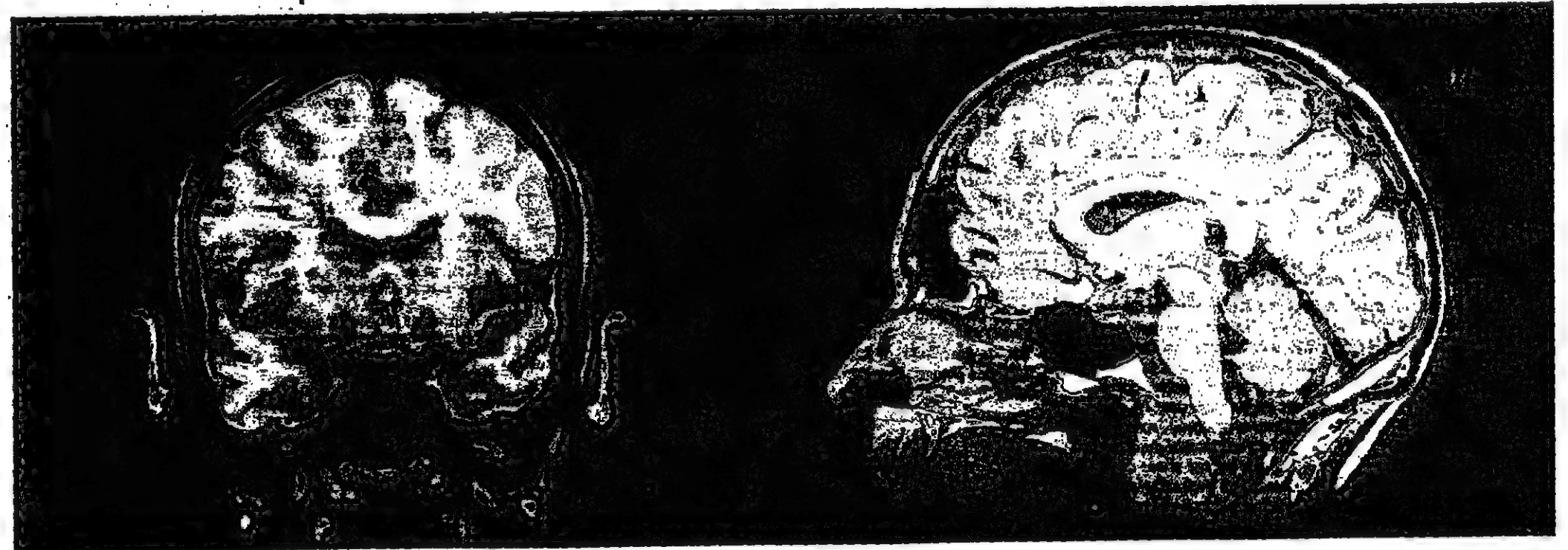


11, FAUBOURG ST-HONORE 8  
12, RUE TRONCHET 8  
41, RUE DU FOUR 6  
74, RUE DE PASSY 16  
TOUR MONTMARTRE 15  
PARLY 2  
LYON 85, RUE DU PONT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

# SIEMENS

«Le docteur peut vous voir maintenant»

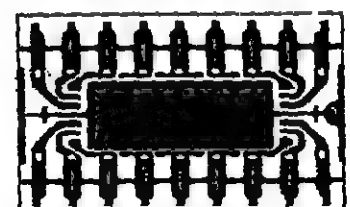


Un modèle de partenariat en technologies médicales. Développé en France.

On a souvent dit que la vie, c'est la vue. Cela n'a jamais été aussi vrai qu'en considérant la démarche de Siemens en radiologie et en Imagerie Médicale. Pour développer les applications des principales technologies de pointe (IRM, Scanner, Stéréotaxie...) le leader européen de l'électronique s'est tout naturellement tourné vers la France et le savoir-faire des Français. C'est, en étroite collaboration avec les médecins du CHU de Nantes que Siemens a mis au point un

nouveau système de stéréotaxie, aujourd'hui exporté dans le monde entier. Associée à des appareils d'Imagerie Médicale, la Stéréotaxie permet un positionnement très précis des patients ainsi que des repères tridimensionnels dans le cerveau. Donc, des diagnostics et des thérapies plus sûres et plus rapides. Ce qui a déjà sauvé d'innombrables vies humaines et par le monde, notamment dans le traitement des affections cérébrales.

Aujourd'hui, les 6000 hommes et femmes de Siemens en France



réalisent 1,2 milliard de francs à l'exportation. Ajouter à cela une forte valeur ajoutée de 2 milliards

de francs et des achats auprès de ses partenaires français de 2,3 milliards de francs, le résultat est un beau bilan pour l'économie française. Et un bel exemple de partenariat entre 2 pays européens.

Pour tout renseignement concernant Siemens, contactez : Siemens SA 39 - 47 Boulevard Orlano 93527 St-Denis Cedex 2. Tél.: 49.22.31.00.

هكذا من الأصل



## ÉCONOMIE

### AUTOMOBILE

# La Clio de Renault : bien des satisfactions

On ne peut pas, c'est la loi de l'âge, rajeunir éternellement un modèle de voiture. « Facing », « lifting » et autre prothèse ne peuvent - comme dans d'autres circonstances - que prolonger artificiellement la séduction d'un véhicule. L'arrivée de la Clio de Renault, pour qui l'a conduite, souligne à l'évidence ce constat. Pour être plus précis, la dernière production de la Régie, par son comportement sur la route et les solutions tant mécaniques qu'esthétiques choisies par la marque en prévision de la grande bagarre des années à venir, semble reléguer loin derrière elle bien des modèles de la concurrence, mais aussi la R 5, qui pourtant poursuit en modèle de base sa carrière.

A vrai dire, seule la 205 de Peugeot, à partir d'un certain niveau d'équipement, nous semble capable, si l'on ne tient pas compte des prix, de résister à l'assaut. Chaque concurrente dans un domaine particulier - tenue de route (sécurité, habitabilité (situation à bord), motorité (performances)) - peut certes se distinguer. Il reste que la Clio, sous la réserve que sa longévité ne peut être encore évaluée, réunit un total d'atouts remarquable pour une voiture populaire, bien que coûteuse, et destinée à la grande série.

Silhouette - donc style - dans « le coup » (bio-design, dit-on aujourd'hui), moteurs à la hauteur des missions, philosophie générale du modèle : aucun des paramètres qui déterminent, à l'heure actuelle, les choix que font les constructeurs n'a semblé-il être négligé.

La style : on ne peut guère reprocher grand-chose au style inspiré à Renault par des approches que la concurrence a certes parfois déjà explorées, mais qui gardent la patte « maison ». Arrondis rassurants,



sobriété et audace à la fois dans les lignes générales, la Clio apparaît « conviviale ». Ce qui ne va pas forcément avec d'autres préoccupations et notamment avec le fameux Cx (coefficient de pénétration dans l'air, ici arrêté à 0,33, ce qui est bien sans être excellent. Le Cx agit sur la consommation pour une part, et pour une autre part sur les bruits aérodynamiques.

Philosophie du modèle : Renault attaque le créneau « petite voiture », en la voulant urbaine par son encombrement, routière par ses qualités de motorité et son confort. Pour y parvenir, la marque française fait un effort particulier sur l'homogénéité et la finition (trois niveaux disponibles qui touchent d'abord l'équipement). Elle vise ainsi le « haut de gamme » des petits véhicules.

Motorité : les groupes moteurs choisis vont de 1 108 cm<sup>3</sup> à 1 721 cm<sup>3</sup>. C'est-à-dire d'emblée (à travers quarante-cinq versions si l'on

tient compte de toutes les variantes), un éventail de puissances qui vont de 49 chevaux, en exploitation maximale, à 92 chevaux. (Il y a aussi un diesel dans l'affaire.)

Tous ces groupes (à l'exception du 1 108 cm<sup>3</sup> non disponible lors de nos essais) ont une qualité commune : celle de répondre à la demande que la circulation exige aujourd'hui. C'est-à-dire une puissance suffisante pour entraîner une « caisse » somme toute lourde (de 760 kg à 930 kg) sans devoir jouer excessivement avec les rapports de la boîte.

Comportement routier : c'est la grande qualité du nouveau modèle de Renault. Situations logiquement difficiles, grandes courbes, freinages imprévisibles, épingles, sols dégradés, la Clio se sort d'affaire avec aisance. Des roues indépendantes, tant à l'avant qu'à l'arrière, l'absence de rouille déterminant, l'étagement de la boîte bien calculé, l'amortissement mesuré, sont à l'origine de ce com-

portement digne des GTI et autres modèles à hautes prétentions. En effet, la voiture suit la courbe sans dépoter et reprend sans intervention musclée sa trajectoire naturelle. On doit aussi cette qualité routière à la direction, dont le boîtier est placé très bas (assistée dès les modèles 1 400 cm<sup>3</sup> en option, tout comme l'ABS-Bosch avec le 1 721 cm<sup>3</sup>).

Le confort : bien assis dans un compartiment dont le tableau de bord est dans l'inspiration du style général - tout en rondeurs - conducteur et passagers pourront goûter - du moins aux vitesses couramment pratiquées - une insonorisation poussée. Le ronflement du moteur de caisse et de trains sont bien contrôlés. Le plaisir à l'arrière dépend en revanche de la longueur des jambes du conducteur ou du passager avant.

Les coûts : Renault a choisi de placer ses nouvelles voitures dans une fourchette de prix qui va de 33 100 francs à 80 000 francs. C'est un choix déterminé qui place la Clio directement en concurrence avec les modèles les plus complets que proposent les autres marques. Mais la Régie ajoute à ses voitures des avantages encore peu répandus : pas de première révision, une boîte graissée à vie, des vidanges à effectuer tous les 10 000 kilomètres et des contrôles aussi espacés.

Bien des raisons, liées aux autres, pour que la nouvelle arme de la Régie fasse montre rapidement d'une efficacité bien utile sur un marché qui fait la part belle aux petites étrangères. En tout état de cause, ces Clio donneront aux conducteurs qui l'auront prise en main bien des satisfactions.

CLAUDE LAMOTTE

### Trois projets de loi pour renforcer la sécurité routière

Le conseil des ministres devait adopter, le 23 mai, trois projets de loi destinés à mettre en œuvre des décisions prises au comité interministériel de la sécurité routière du 21 décembre 1989.

Le premier autorise les officiers de police judiciaire à ordonner un contrôle d'alcoolémie sans avoir besoin d'une réquisition du procureur de la République ou en l'absence de tout accident.

Le deuxième permet aux forces de l'ordre de retenir un deux roues, dont le conducteur a été verbalisé pour absence de casque protecteur, jusqu'à ce que le contrevenant se soit mis en règle de ce point de vue.

Le troisième oblige le vendeur d'un véhicule, à prouver, avant tout transfert de carte grise, qu'il a acquitté les amendes infligées pour des contraventions au code de la route.

M. Couvrelle président de la chambre syndicale du transport aérien. - M. Alexandre Couvrelle, président-directeur général de la compagnie Eurolair et de Mooney Aircraft, a été porté à la présidence de la chambre syndicale du transport aérien (CSTA). Il succède à ce poste à M. Pierre Eblen, président de la compagnie Air Inter. La CSTA regroupe une partie des transporteurs aériens français. En leur nom, elle négocie les accords collectifs concernant les conditions de travail et les salaires du personnel.

### Rapprochement nippo-germanique

## Daimler-Benz et Mitsubishi vont construire une usine en URSS

Les deux géants industriels ouest-allemand et japonais Daimler-Benz et Mitsubishi travaillent en commun à l'implantation d'une usine automobile en URSS, a annoncé mardi 22 mai à Tokyo M. Yoshio Taniguchi, vice-président de Mitsubishi Corp., une des filiales du groupe nippon. Située près de Gorki, cette usine fabriquera des automobiles Mercedes dans un délai qui n'a pas été précisé. D'après l'agence japonaise Jiji, la production sera de 240 000 à 300 000 véhicules par an.

Les deux groupes sont également convenus que Mitsubishi Motor fournirait des pièces détachées à Mercedes-Benz pour ses véhicules destinés au marché du Sud-Est asiatique. Les filiales de Mitsubishi vont aussi engager des discussions avec deux autres filiales de Daimler-Benz : AEG dans le domaine des semi-conducteurs et DASA dans la recherche aéronautique. Ces différents accords s'inscrivent dans le cadre du rapprochement entre les deux groupes qui avait été annoncé en mars dernier.

## COMMUNICATION

### Accord sur la chaîne francophone

## Nouvelles mesures pour pérenniser TV 5

MONTRÉAL

de notre correspondant

Réunis lundi 21 mai à Montréal, les ministres responsables de TV 5 en France, en Belgique, en Suisse, au Canada et au Québec ont manifesté leur intention de pérenniser la chaîne de télévision francophone et de restructurer son réseau pour lui donner une meilleure cohérence de part et d'autre de l'Atlantique.

Les ministres se réuniront désormais deux fois par an (le prochain rendez-vous a été fixé au 9 novembre à Liège). Ils auront pour mission de définir les orientations générales et les priorités de développement géographique du réseau, de fixer les niveaux de contribution gouvernementale et de statuer sur l'entrée de nouveaux participants.

A terme, un seul organisme chapeautera tout le réseau, et remplacera les deux conseils de coopération existants, l'un pour TV 5 Europe et l'autre pour TV 5 Québec-Canada.

M. Alain Decaux n'a pas été le dernier des participants à la réunion à se déclarer « ravi » de ces résultats. Et pour cause. Le secrétaire d'Etat à la francophonie n'avait pas hésité l'été dernier à brandir la menace d'un retrait de la France, à défaut d'obtenir une amélioration des structures et de la programmation du réseau.

A ce dernier chapitre, une réflexion profonde a été engagée.

indiqué M. Decaux. Sur TV 5 Europe, la grille de septembre fera une part plus large à l'information européenne mais aussi canadienne, avec un bulletin diffusé quotidiennement. Une nouvelle politique en matière de fictions et de variétés est également en cours d'élaboration. La durée des programmes devrait passer de neuf heures à dix-huit heures journalières, le président de TV 5 demandant une augmentation de 40 % de son budget, actuellement environ 100 millions de francs.

TV 5 Québec-Canada, que 9 % seulement des abonnés québécois au câble regardent quelques heures par semaine, devrait, quant à elle, diffuser plus d'émissions européennes et produire, pour l'Europe, des programmes de meilleure qualité avec des moyens financiers accrus. C'est du moins ce que recommande un rapport ad hoc en bonne voie d'être adopté.

Soucieux de montrer que la France, où la diffusion de TV 5 suit la lente pénétration du câble dans les foyers (250 000 abonnés seulement), ne se désintéresse pas de la francophonie, M. Decaux a annoncé que FR3 diffusera dans les mois à venir un bulletin de nouvelles canadiennes chaque matin. FR3 devrait de plus consacrer toutes ses émissions du vendredi matin à la francophonie.

MARTINE JACOT

## Durcissement du conflit à l'« Union de Reims »

REIMS

de notre correspondant

Avec la fermeture mardi 22 mai des ateliers et de l'imprimerie, c'est l'impasse totale dans le conflit qui oppose depuis le 14 avril le Syndicat de Livre CGT, rejoint par la CFDT dans certaines actions, à la direction du quotidien régional l'« Union » qui appartient au groupe France-Antilles dont le PDG est M. Philippe Hierant.

Le mouvement s'inscrit dans le cadre d'une négociation visant, selon la direction, à moderniser le journal de Reims, redresser la courbe des ventes et, selon les syndicats, à obtenir satisfaction sur des revendications relatives aux salaires et à l'emploi. La CGT juge « inacceptable » les propositions de la direction ; celle-ci qualifie d'« exorbitantes » les demandes formalisées par la CGT. L'application du cahier revendicatif, soutient M. Pierre-Jean Bozo, le directeur général, reviendrait à engager le double du remboursement annuel de la dette concéditaire à une heure où l'entreprise, en situation de redressement

judiciaire, doit honorer une échéance importante.

Six semaines après le déclenchement du conflit, les deux parties n'ont toujours pas négocié, tant sur le volet social (posé en préalable par la CGT) que sur le plan de modernisation qui entraînerait la suppression de vingt-sept postes de chapeaux. La mise en route d'une procédure de sanctions à l'encontre de sept rotativistes a provoqué la semaine dernière un durcissement des positions. A la suite de quoi la direction a bloqué la distribution du journal daté 22 mai qui comportait, en première page, un communiqué imposé par les ouvriers du Livre et publié à l'issue de la rédaction et de l'éditeur (le Monde du 23 mai). La direction a décidé que dorénavant l'« Union » ne sortirait pas tant qu'elle n'obtiendrait pas un engagement formel garantissant « la parution d'un journal conformément aux décisions de la rédaction et de l'éditeur ». Aussi a-t-elle décidé mardi 22 mai de fermer les ateliers de photocomposition et l'imprimerie de la nuit où elle a fait apposer des scellés.

DIDIER LOUIS

## M. Martin Desprez quitte le groupe Amaury

M. Martin Desprez, directeur général du groupe Amaury et du Parisien a décidé de quitter ses fonctions le 1<sup>er</sup> juin, pour « créer ses propres activités », en accord avec le PDG du groupe, M. Philippe Amaury. « J'ai envie de mener à bien un projet personnel qui touche à la communication mais que je ne pourrais réaliser au sein du groupe Amaury », nous a indiqué M. Desprez qui dément « toute dissension avec la direction du groupe ». C'est M. Jean-Pierre Courcol, directeur général de l'« Equipe » et adjoint de M. Desprez depuis quinze ans, qui le remplacera. Par cette nomination, M. Amaury entend maintenir « une politique qui a fait ses preuves ». M. Martin Desprez, cinquante ans, diplômé d'HEC, est entré en 1981 dans l'équipe de direction du groupe Amaury, après avoir été président du directoire d'Havas - Conseil et directeur général adjoint de la CFP (Compagnie européenne des publications). Une triple mission lui est alors confiée : réorganiser, sous la présidence de M. Philippe Amaury, des-

gué par les tribunaux comme successeur d'Emilien Amaury, le quotidien ébranlé par un conflit de vingt-neuf mois (de mars 1975 à août 1977) avec le Livre CGT : améliorer la rentabilité des sociétés du groupe (Journaux, imprimerie, régie publicitaire) et mettre en place une politique de développement externe. Ce plan a porté ses fruits : le Parisien a accru sa diffusion de 19 % entre 1980 et 1989 pour atteindre une diffusion de 397 081 exemplaires l'an dernier, tandis que l'« Equipe » a augmenté ses ventes de 15 % (263 798 exemplaires) et que les quotidiens dans lesquels le groupe Amaury détient des participations - le « Maine libre », le « Courrier de l'Ouest » - ont renforcé leur position. Un bilan cependant obscurci par le retrait du Parisien de l'imprimerie du Monde et, selon le CESP, par une baisse de l'audience du journal en 1988 - 1989. Mais la direction du Parisien l'a récemment contestée en mettant en cause la méthodologie du CESP.

Y. - M. L.

« Eux expansion participe à un regroupement de la presse économique suédoise. - Les sociétés Ingenjörstjänsterna (publications techniques) et Affarsvärlden (édition de l'Economist du même nom) vont fusionner sous le nom de Ekonomi & Teknik Media AB, deuxième groupe de presse économique suédoise derrière Bonnier. A cette occasion, le groupe français Eux expansion prendra une participation de 25 % dans le nouvel ensemble, qui réalise un chiffre d'affaires de 225 millions de francs.

« Coopération entre les Investis et le groupe Hearst - Le quotidien du gouvernement soviétique, Izvestia, et le groupe de presse américain Hearst, envisagent de publier en commun un hebdomadaire soviéto-américain, dont le numéro zéro est prévu pour le 4 juillet. Tiré à 25 000 exemplaires, et diffusé dans la langue de chaque pays, cette publication s'appellerait We-Miy, conjonction des mots russe et anglais signifiant « nous ».

### INDUSTRIE

#### Un rapport au Sénat

## L'opposition critique la gestion « impécunieuse » du secteur public

« Nous sommes entrés dans l'ère des subterfuges. » Dans un rapport d'information rendu public mardi 22 mai, M. Roger Chénou, sénateur UDF et rapporteur de la commission des finances du Sénat, critique vivement la gestion des entreprises publiques du gouvernement Rocard. Estimant que la règle fixée par le président de la République du « ni privatisation ni nationalisation » est « transgressée » en permanence, il dénonce l'état actionnaire « impécunieux » qui fait mal son travail en versant trop peu de dotations aux entreprises.

M. Chénou souligne en particulier les méfaits des échanges de participations auxquels doit se livrer le ministère des finances pour regonfler « le nominal » du capital des firmes : l'UAP entre la BNP et Inversement, Thomson échange des titres avec le Crédit lyonnais, etc. Cette « endogamie »

conduit à des organigrammes « inextricables » qui représentent des « bouffées d'oxygène » mais qui ne sont que temporaires et se traduisent toutes par un recul de la participation directe de l'Etat. Son contrôle de l'UAP est ainsi passé entre 1982 et 1990 de 88,8 % à 65,6 %, celui de la BNP de 89,9 % à 84 %, celui de la BNP de 100 % à 66,4 %, de Rhône-Poulenc de 100 % à 57 % ou de Renault de 100 % à 75 %.

A continuer cette politique, estime M. Chénou, le gouvernement affaiblit les entreprises publiques, contraintes d'adopter « de façon quasi méthodique, ce que d'aucuns prétendent être les défauts anciens du secteur privé : capitalisme sans capital, holdings en cascade, capital sans droit de vote, indépendance des managers cooptés, tour de table fermé ».

Après des informations publiées par la presse néerlandaise

## Olivetti dément tout projet de vente à Philips

La société Olivetti « dément de la façon la plus absolue et catégorique que des négociations soient en cours avec qui que ce soit, y compris Philips, impliquant une éventuelle cession d'actions », dans un communiqué publié mardi 22 mai à Ivrea, à la suite des informations parues le même jour dans la presse néerlandaise (le Monde du 22 mai).

De son côté, le holding d'Olivetti, la CIR, qualifie cette nouvelle d'« absolument fautive ». Chez Philips, un porte-parole, M. Cor Vreken, s'est refusé à tout commentaire, se contentant de rappeler que son groupe était « en discussion avec plusieurs entreprises, dont Olivetti ». Quelques heures plus tard, le groupe néerlandais assurait « qu'il n'a

jamais acquis des actions Olivetti » et « qu'il n'est pas en négociation avec CIR sur l'acquisition d'actions Olivetti ». Olivetti pour sa part a précisé qu'« en ce qui concerne spécifiquement nos relations avec Philips, nous réaffirmons que nous avons actuellement avec cette société des discussions techniques en vue d'une éventuelle collaboration technologique et/ou commerciale dans des segments particuliers et limités de marchés ». « Olivetti a actuellement des entretiens avec plusieurs autres sociétés dont Philips, mais aucun ne prévoit de cession d'actions », renchérit de son côté la CIR.

### L'HERMÈS Editeur

13, rue Séguier, 75006 Paris, tél. : (1) 46-34-05-25  
droit, économie, gestion, langues des affaires  
Diffusion exclusive :  
MEDILAS SA, 9, rue Séguier, 75006 Paris, tél. : (1) 46-34-07-70  
EDILAS SARL, 29, rue Garibaldi, Tunis, tél. : 216-1-363796.



# COMMUNICATION

Nouvelles mesures pour pérenniser TV 5

# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

**High potential financial opportunities/France**

## European Comptrollers

With over 4 000 employees and sales of FF 2 billion, the CONCEPT Group is the third largest software services company in France, and the sixth largest in Europe. Market-leaders in the supply of I.T. expertise designed for the finance, accounting and management professions, we have enjoyed exceptional growth in France and throughout Europe (UK, Germany, Netherlands, Belgium, Italy...); this has created exciting opportunities for ambitious, high-potential European Comptrollers.

Initially based in France, you will be fully integrated into our teams in order to learn about our structures, methods and products. As you will participate in all the activities of a comptroller, you will quickly gain an overview of the business. After a familiarisation period of approximately two years, you will be ready to move on to greater financial management responsibility, either within France or your native country.

Aged between 25 and 30, you will either be newly-qualified or already have experience in a management or finance role. A European with either English, German or Italian as your mother tongue; you must be perfectly fluent in English and be able to speak French.

Thanks to your advanced financial training, flexibility and initiative, you will quickly be able to adapt to our company structures.

If you are keen to develop a European career with a French group whose position and reputation are undisputed, send a handwritten letter, together with your CV and salary requirements, to: CONCEPT RECRUTEMENT, 2 place André Malraux, 75001 Paris, France. (Please quote ref. N0510).

**CONCEPT RECRUTEMENT**

16 000 personnes dans le monde, 11 filiales françaises, 29 filiales étrangères, 10 divisions dont les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et l'automobile, des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

**La DIVISION RALENTISSEURS TELMA conçoit, fabrique et commercialise des ralentisseurs électromagnétiques pour les VEHICULES INDUSTRIELS. REALISANT PLUS DE 60% DE SON CHIFFRE D'AFFAIRES HORS DE FRANCE, elle recherche un :**

## Ingénieur liaisons techniques

### Italie

Au sein du Service Assistance Technique, basé au siège de notre Division en FRANCE (PARIS), vous aurez pour principale mission d'assurer des liaisons techniques très suivies auprès de constructeurs italiens de véhicules industriels (Service Marketing, Essais, Etudes électroniques et électriques) et des distributeurs en Italie.

Agé d'au moins 27 ans, Ingénieur Mécanicien de formation, vous justifierez d'une expérience similaire de 3 à 4 ans acquise si possible dans le secteur automobile ou poids lourds.

Vous êtes ouvert aux contacts, rigoureux, tenace, disponible pour de fréquents déplacements, trilingue français, anglais, italien.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement, en précisant votre niveau de rémunération actuelle, sous référence 9029/LM ou 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 42.89.10.25.

\* Cette annonce est couplée avec Le Monde + Le Carrière della Sera.

**G&P Gilbert Raynaud & Partners**  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

## CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • Le Monde • Süddeutsche Zeitung



CHERCHONS : un ingénieur expérimenté avec 5 ans minimum d'expérience dans le domaine de la construction, de l'industrie ou de l'énergie.

RECHERCHONS : un ingénieur expérimenté dans le domaine de la construction, de l'industrie ou de l'énergie.

COMPÉTENCES : une expérience en Europe, une expérience en France, une expérience en Italie.

PERFORMANCE : l'Europe des Talents.

CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

CASE POCLAIN SA, filiale du puissant groupe américain TENNECO, est parmi les leaders mondiaux dans le domaine des matériels de Travaux Publics et agricoles. Nous recherchons :

## RESPONSABLE EUROPEEN

### CONTROLE ET OPTIMISATION DES STOCKS ET FLUX DE PRODUITS FINIS (Matériel TP)

Interface entre les Directions des Ventes et Production Europe, il met en oeuvre une politique efficace de gestion, contrôle et prévision des stocks et flux de produits finis, avec pour objectif final de réduire les coûts et les temps d'immobilisation de ces produits dans un contexte dynamique de Juste à Temps.

Environ 35 ans, maîtrisant parfaitement l'anglais et de formation supérieure, vous avez une expérience solide de 7 à 10 ans dans le suivi et l'optimisation des stocks de produits finis et la gestion des flux de matières. Vous connaissez de préférence les particularités de nos process de production ou des secteurs industriels similaires au nôtre.

Ce poste basé en région parisienne implique des déplacements à l'étranger.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en indiquant la référence 5154M à notre conseil ACTIMAN, qui vous garantira une entière discrétion. 251 Bd Péreire - 75017 PARIS - Fax 40.55.05.00.

Vous trouverez également cette annonce dans The Independent du 22 mai.

# Le Monde International

## ATTORNEYS

The International Finance Corporation (IFC), an affiliate of the World Bank, is an international investment institution with Headquarters in Washington, D.C.

The IFC is seeking highly-qualified Attorneys, to join its Legal Department, with the following qualifications:

- Substantial relevant experience in the fields of banking, corporate and financial law, preferably involving international transactions, including negotiation and preparation of investment and loan documents.

Applicants must have excellent command of the English language and must be willing to travel worldwide.

IFC offers a competitive compensation and benefits package including relocation expenses upon appointment.

Please send a detailed Curriculum Vitae in English, which will be treated in strictest confidence, to:

Cornelis de Kievit  
Recruitment & Employment Officer  
International Finance Corporation  
1818 H St. N.W., Room 1-2001  
Washington, D.C. 20433

**IFC International Finance Corporation**

## ONSTREAM

Société internationale secteur pétrolier

recherche pour l'Afrique de l'Ouest et le Moyen-Orient

### SUPERVISEURS ET TECHNICIENS

- Mécanique,
- Electricité,
- Instrumentation,
- Opérateur de production,

Rotations hebdomadaires (4/4, 6/4, 9/3 ou 12/4).  
Déplacement en cétibataire.

Envoyer d'urgence candidatures avec C.V. et photo à : Médias Conseil Ramos, réf. GP, 82, av. Marceau, 75008 Paris.

L'Université de Bruxelles recrute à partir de l'année 1990-1991 :

- 1 chargé de cours à plein temps ;
- 1 assistant plein temps.

Dans le domaine de l'histoire de l'art contemporain (XX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle).

Renseignements à la Faculté de philosophie et lettres, CP 175, Université libre de Bruxelles, 50, av. F.-D. Roosevelt - B-1050 Bruxelles.  
Tél. : 0032/2/6422403 - Fax : 0032/2/6422450.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

**PRÉVOYEZ MAINTENANT VOTRE AVENIR**

Vous êtes un ingénieur commercial expérimenté ? Nous vous offrons un bon salaire plus une prime dans de très bonnes conditions de travail.

Nous sommes un fabricant - leader dans son domaine - spécialisé dans la construction de machines automatiques, dans le domaine du BTP, de la sidérurgie et de l'industrie du fil métallique.

Du fait de notre forte expansion, nous recherchons :

### 5 INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Vous consacrez 70 % de votre temps de travail à des déplacements dans les pays suivants : France, Belgique, Suisse.

Veuillez adresser votre candidature à : ERGON GmbH, Berliner Allee 61, 4000 Düsseldorf 1. Tél. : 211/320509, Fax : 328233.

Leader incontesté sur le Sud-Ouest des années 80, cofondateur du groupe FORCE sur le plan national en janvier 90, une vocation résolument européenne nous fait créer aujourd'hui une filiale à MADRID : FILHET ALLARD ESPAÑA.

avec un de nos principaux confrères espagnols (membre d'un des premiers groupes financiers de la péninsule), une filiale à MADRID : FILHET ALLARD ESPAÑA.

**DIRECTEUR COMMERCIAL**

Mission : basé à Madrid, vous serez notre "ambassadeur permanent" en Espagne pour y développer une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales franco-espagnoles avec le soutien logistique et technique de nos partenaires locaux.

Diplômé d'études supérieures commerciales (Bac + 5), partiellement BILINGUE Français-Espagnol, vous êtes un professionnel de l'assurance des risques industriels.

Autonome et dynamique, vous avez un sens relationnel aigü, le goût du challenge et des responsabilités commerciales.

Venez rejoindre une équipe de "sportifs" sachant conjuguer performance et fair-play, convivialité et ouverture sur le monde ; nous négocierons ensemble les modalités de notre collaboration.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf DB 3391 FA à notre conseil :

Dominique de Baillens  
BRAIN SEARCH CONSULTANTS  
84, cours de Verdun - 33000 BORDEAUX

**B/S**

هكذا من الأصل



# Le Monde International

## CHALLENGING POSTS IN AN INTERNATIONAL ENVIRONMENT

The COSINE Project Management Unit (CPMU) is being set up by RARE (Réseaux Associés pour la Recherche Européenne) to initiate, maintain and monitor the many international projects which make up the EUREKA Project COSINE (Cooperation for OSI Networking in Europe) involving 20 European governments and the Commission of the European Communities. The project aims at creating a common operational OSI infrastructure for the European Research Community. Its mandate is for a 3 year period.

In this context the CPMU has the following vacancies for suitably qualified staff.

- DIRECTOR**  
(ref. CPMU recruitment 1)
- Project Development Manager**  
(ref. CPMU recruitment 2)
- Services Coordination Manager**  
(ref. CPMU recruitment 3)
- Technical Development Manager**  
(ref. CPMU recruitment 4)
- Head of Administration**  
(ref. CPMU recruitment 5)

**Nature of duties/ experience required**  
The CPMU Director will be responsible for developing and implementing project plans in the field of OSI networking as well as for overall financial management. He/she will manage a small team of experienced personnel.

The successful candidate will be able to demonstrate:

- a sound knowledge of OSI networking
- a proven track record of managing large, international projects
- the ability to motivate a team of professionals from different countries and backgrounds
- sensitivity to the needs of users and funding bodies.

The other posts will cover a wide range of tasks in connection with the development, marketing and administration of COSINE projects, services and products on an international market from both a technical and financial standpoint.

Successful candidates, who must be nationals of one of the COSINE member countries, will be able to demonstrate a varying range of financial, project management, administrative and technical skills and experience in the area of OSI networking.

Further information concerning the precise nature of duties can be obtained from the RARE Secretariat.

The working language is English but candidates should have a good knowledge of at least one other European language. Salaries will be commensurate with the level of duties and experience and assistance will be given in relocating to Amsterdam, which is foreseen as the future headquarters of the CPMU. If you find the prospect exciting and would like to be considered for any of these positions, please send your full Curriculum Vitae, preferably in English, in complete confidence, quoting the appropriate reference by 22 June 1990 to:

(For ref. CPMU recruitment 1)  
Klaus ULLMANN  
RARE President  
c/o DFN VEREIN  
Postfach 1000  
D-1000 BERLIN 15



(For ref. CPMU recruitment 2-5)  
Klaus ULLMANN  
RARE President  
c/o RARE Secretariat  
P.O. Box 41882  
NL-1009 DB AMSTERDAM

Fax + 31 20 5925043, for Information

## Dirigez la GESTION COMMERCIALE d'une puissante entreprise en CÔTE D'IVOIRE

Sur un marché très dynamique, nous recherchons un dirigeant expérimenté pour diriger une puissante entreprise en Côte d'Ivoire. C'est à ABIDJAN, dans un environnement très favorable, que nous recherchons un dirigeant expérimenté. De formation supérieure de Commerce, vous devez avoir une expérience des matières premières, et posséder une maîtrise des langues française et anglaise. Vous pratiquerez l'anglais et l'informaticien. Vous interviendrez, en collaboration avec les services techniques, dans les domaines suivants :

- La vente d'importantes quantités de caoutchouc, de produits agricoles à l'exportation.
- Les contrats-embarquements (gestion des stocks, des transports, calcul des versements).
- La facturation des engagements (gestion des stocks, des transports, calcul des versements).
- La gestion et détermination des stocks.

Une fonction très intéressante est pratiquée d'une manière très sérieuse et du statut d'expert.

Claudine GALLET Ressources Humaines 3, rue Cornette 75006 PARIS

## DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Nous sommes un groupe d'origine allemande spécialisé en transports internationaux, mondialement connu et implanté sur tous les continents. Notre chiffre d'affaires que par modestie nous ne citerons pas, progresse régulièrement depuis que nous avons décidé d'associer la France à notre fort développement européen.

Nous souhaitons structurer et renforcer l'encadrement de notre filiale française. Vous êtes de formation supérieure de type HEC, ESSEC, Sup. de Co. Maîtrise de Gestion ou DESCEP et doté d'une expérience réussie en entreprise de sept à dix ans. Intercoureur direct du Directeur Général, vous serez en prise directe avec les procédures, la mise en place des tableaux de bord, la comptabilité

général et analytique, le controlling, l'organisation interne, l'informatique et les ressources humaines. Nous attendons de vous la rigueur du gestionnaire, le sens des responsabilités, une bonne disponibilité et une capacité d'animation vous permettant d'encadrer une équipe importante. Vous possédez bien sûr les langues française et allemande et êtes idéalement issu du monde de la prestation de service ou d'une filiale française de société allemande. La dimension du groupe offre de réelles perspectives.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier sous Réf. K/MI/09.05. à notre Conseil, MOOG Consult SA, 39 avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS qui le traitera en toute confidentialité.

MOOG (BOF) Conseil Franco-Allemand

PARIS - STRASBOURG - FRANKFURT - BERLIN  
FRANCE - RFA - DDR - PAYS À L'EST

MOOG Consult

## PARIS - MOSCOU

Société Française de  
Conseil en Développement  
SEDES-CEGOS

### 1 Secrétaire bilingue Français - Russe

pouvant travailler sur programme de traitement de texte en caractère latin et cyrillique. Basée à Paris elle aura la responsabilité du secrétariat du Département Europe Centrale et de l'Est.

### 2 Consultants en formation basés à Moscou

bilingues Français-Russe, ayant une expérience professionnelle de l'enseignement de la gestion à des adultes, capables de concevoir des séminaires de formation à la gestion d'entreprises.

### des Professeurs - Vacataires bilingues

Français-Russe, pour des missions temporaires et ponctuelles d'animateur de séminaires de formation à la gestion d'entreprises.

Prrière d'adresser votre lettre manuscrite et C.V. à Daniel BOLLINGER - S.F.C. - Tour Chénouzeaux  
204 Rond Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX.

## Equipaggiamento per l'automobile

Ingeniere Delegato Tecnico presso i costruttori italiani.

La nostra Società (4.300 dipendenti, un giro d'affari di 2.2 miliardi di Franchi Francesi) è ben introdotta in Europa e, già da tempo, in Italia, dove detiene 7 % del suo settore di mercato.

Ricerchiamo oggi un INGENIERE MECCANICO che conosca a fondo il mondo automobilistico, e che abbia un'esperienza pluriennale a livelli di responsabilità in uffici Studio/Prove o come Product Manager.

In collegamento con gli ingegneri degli uffici-studio della FIAT, ALFA ROMEO, LANCIA - MASERATI, ecc., dovrà stabilire i capitoli d'ordine e determinare i criteri utili allo sviluppo e all'adattamento dei nostri prodotti.

Fornirà i prototipi agli ingegneri e ai piloti addetti alle prove, parteciperà alle prove stesse e analizzerà i risultati.

Intratterà relazioni costanti con gli importatori di case costruttrici estere in Italia e con gli organismi di normalizzazione e regolamentazione (per es.: ASSOGOMMA).

Saprà sfruttare l'insieme delle osservazioni, dati e risultati raccolti con gli ingegneri dello Sviluppo del nostro Centro Tecnico, basato nell'Est della Francia.

Il candidato sarà naturalmente italiano (o di origine italiana) e parlerà correntemente il francese.

Il posto di lavoro sarà basato alla sede della nostra filiale, nei pressi di Torino. Per informazioni ulteriori, inviare curriculum vitae e retribuzione desiderata al nostro consulente SEFOP, riferimento BDT 437 M.

1) rue de Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHE

SEFOP

## CONSEILLER EN RECRUTEMENT

Zur Einstellung der richtigen Fachkräfte in einem deutsch-französischen Unternehmen

Von der Marktstudie bis zur Trendanalyse, von der Bemessung bis zum Stoffeinkauf, von der Lohnkonfektion bis zum Ordern der Fertigung, von der Qualitätskontrolle bis zum Vertrieb in eigenen Filialen gibt es bei uns, den Erfolg täglich aufs neue zu sichern.

Implantés depuis une quinzaine d'années à proximité de la frontière française, nous sommes aujourd'hui non seulement leader en Allemagne sur notre créneau, mais encore l'expression épanouie d'une entreprise germano-française multiculturelle. Nous attendons de vous que vous soyez notre force de proposition pour l'intégration des futures compétences qu'exige notre forte progression.

Interlocuteur privilégié de nos directions opérationnelles, vous avez défini les postes, formulé vos annonces, conduit vos entretiens de sélection et accueilli vos futures recrues de manière à réussir parfaitement leur intégration dans l'entreprise. Vous êtes

jeune, doté d'un sens aigu des relations humaines et souhaitez aujourd'hui valoriser votre première expérience acquise en entreprise. Vous êtes bien entendu bilingue allemand-français.

Le poste est à pourvoir à notre Siège en Allemagne, près de la frontière française, à proximité de Strasbourg. Die Position ist am Sitz des Unternehmens in der Bundesrepublik Deutschland (Nahe Straßburg) zu besetzen.

Senden Sie bitte Ihre aussagefähigen Bewerbungsunterlagen (tabellarischen Lebenslauf, Angaben zu Gehaltsvorstellungen und frühestmöglichen Eintrittstermin) unter der Kennziffer R MI 17-95 an den deutsch-französischen Personalberater MOOG CONSULT SA - 39, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS.

MOOG (BOF) Conseil Franco-Allemand  
PARIS - STRASBOURG - FRANKFURT - BERLIN  
FRANCE - RFA - DDR - PAYS À L'EST

MOOG Consult

## UNIVERSITÉ DE GENÈVE

L'Ecole d'architecture ouvre une inscription pour trois postes de :

### PROFESSEURS D'ÉCOLE

un poste pour l'enseignement de la Construction  
deux postes pour l'enseignement de Théorie & projet d'architecture

Charges :  
il s'agit de postes à temps partiel (8/10<sup>e</sup> max.).

Exigences :  
diplôme universitaire ou polytechnique. Pouvoir faire état d'un dossier scientifique ou d'une expérience et de réalisations jugées équivalentes.

Entrée en fonctions : 1<sup>er</sup> octobre 1991.

Les dossiers de candidature doivent être adressés avant le 15 juillet 1990 au secrétariat de la présidence de l'Ecole d'architecture, 9, boulevard Helvétique, 1205 Genève, auprès duquel des renseignements complémentaires peuvent être obtenus sur les cahiers des charges et les conditions.







مكذبا من الأصل

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, *Le Monde* consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont donc ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites, qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir en immobilier.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent

donc aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires, et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément, et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre *Le Monde* et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>78 - YVELINES (suite)</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE (suite)</b>		
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 PIÈCES</b> Park., 75 m², 1 <sup>e</sup> étage	Saint-Germain-en-Laye 40 quai A, r. des Ursulines AGF - 42-44-00-44	5.650 + 670	<b>3 PIÈCES</b> Park., 82 m², r.-de-ch.	Boulogne 33/35, rue Anna-Jacquelin AGF - 42-44-00-44	7.970 + 1.680
<b>4/5 PIÈCES</b> 175 m², 4 <sup>e</sup> étage	5, rue Jules-Lefebvre SAGGEL - 47-42-44-44	19.250 + 2.008	<b>3 PIÈCES</b> Possibl. park. 95 m², r.-de-ch.	Versailles 35 bis, r. Mal.-Galléni CIGIMO - 48-24-50-00	6.210 + 890	<b>2 PIÈCES</b> Park., 56 m², 3 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	Clamart 1, rue de Bègues SAGGEL - 48-08-90-38	4.200 + 558
<b>6 PIÈCES</b> 174 m², 1 <sup>e</sup> étage	34, rue Pierre-Sémeret AGF - 42-44-00-44	15.000 + 1.120	<b>PAV., 4 PIÈCES</b> 93 m², jardin 846 m² garage	Villepreux 10, av. de la Mairie AGIFRANCE - 30-44-01-13	5.500 + 313	<b>3 PIÈCES</b> Park., 70 m², 2 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	Clamart 1, rue de Bègues SAGGEL - 48-08-90-38	5.100 + 892
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 PIÈCES</b> Park., 95 m², 2 <sup>e</sup> étage	Viroflay 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-24-50-00	6.780 + 330	<b>4 PIÈCES</b> Park., 85 m², 2 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	Clamart 1, rue de Bègues SAGGEL - 48-08-90-38	6.300 + 871
<b>STUDIO MEUBLÉ</b> 50 m² sur jardin	Home Plaza Nation HOME PLAZZA 40-09-40-00	8.500 + 825	<b>6 PIÈCES</b> 2 park., 111 m², 5 <sup>e</sup> ét.	Viroflay 10/12, bd de la Libération GCI - 40-16-28-68	6.370 + 970	<b>5 PIÈCES</b> Disp. 15/09/90 2 park., 110 m², 3 <sup>e</sup> ét., balcon	Garches 11 bis, rue des Suisses CIGIMO - 48-24-50-00	8.180 + 920
<b>2 PCES MEUBLÉES</b> 50 m² sur jardin	Home Plaza Nation HOME PLAZZA 40-21-22-23	8.500 + 1.275	<b>91 - ESSONNE</b>			<b>STUDIO</b> Disp. 07/90 36 m², 3 <sup>e</sup> étage	Nanville 223, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	3.690 + 490
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b> Park., 76 m², 3 <sup>e</sup> étage	Gif-sur-Yvette RdA, les Grandes-Coudrées GCI - 40-16-28-70	3.290 + 790	<b>STUDIO</b> 40 m², 3 <sup>e</sup> étage	Nanville 39, rue Permetier AGF - 42-44-00-44	3.800 + 680
<b>2 PIÈCES</b> Park., 56 m², 5 <sup>e</sup> étage	66/68, cours de Vincennes AGF - 42-44-00-44	5.000 + 560	<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>			<b>4 PIÈCES</b> 2 park., 98 m², 1 <sup>e</sup> étage	Saint-Cloud 10, square de l'Hippodrome AGF - 42-44-00-44	7.550 + 770
<b>4 PIÈCES</b> Park., 89 m², 7 <sup>e</sup> étage	62/64, cours de Vincennes AGF - 42-44-00-44	7.500 + 1.290	<b>3 PIÈCES</b> Park., 68 m², 4 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	Asnières 25, av. d'Argenteuil SAGGEL - 42-66-61-05	4.900 + 802	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>3/4 PIÈCES</b> Park., 83 m², 4 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	Asnières 25, av. d'Argenteuil SAGGEL - 42-66-61-05	6.300 + 1.088	<b>2 PIÈCES</b> Park., 52 m², 6 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	3.950 + 413
<b>3 PIÈCES</b> 153 m², r.-de-ch.	4, rue André-Colledebout AGF - 42-44-00-44	11.500 + 1.210	<b>4 PIÈCES</b> Park., 104 m², 5 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	Asnières 25, av. d'Argenteuil SAGGEL - 42-66-61-05	5.600 + 986	<b>3 PIÈCES</b> Park., 78 m², 5 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	5.060 + 578
<b>7 PIÈCES</b> 243 m², 1 <sup>e</sup> étage	22, avenue Foch AGF - 42-44-00-44	36.000 + 2.460	<b>4/5 PIÈCES</b> Park., 104 m², 5 <sup>e</sup> étage	Asnières 25, av. d'Argenteuil SAGGEL - 42-66-61-05	7.400 + 1.226	<b>5 PIÈCES</b> Park., 106 m², 7 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	Joinville 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	7.800 + 822
<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>2/3 PIÈCES</b> Park., 81 m², 3 <sup>e</sup> étage	Boulogne 223, bd Jean-Jaurès GCI - 40-16-28-71	4.221 + 550	<b>95 - VAL-D'OISE</b>		
<b>3 PIÈCES</b> Park., 69 m², 5 <sup>e</sup> étage	2/10, rue de Joinville AGF - 42-44-00-44	4.700 + 840	<b>STUDIO</b> 50 m², r.-de-ch.	Boulogne 2, rue du Château AGIFRANCE - 46-05-88-81	3.942 + 783	<b>PAV., 4 PIÈCES</b> 105 m², jardin 423 m², garage	Cergy-Cormeilles 1, allée de l'Albatros AGIFRANCE - 34-42-30-62	5.552 + 367
<b>STUDIO</b> Park., 35 m², 3 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	48, rue de la Moutzelle SAGGEL - 40-34-38-50	3.150 + 394	<b>2 PIÈCES</b> Park., 63 m², 3 <sup>e</sup> étage	Boulogne 22 bis, rue de Sully AGIFRANCE - 46-05-81-83	4.010 + 1.112	<b>PAV., 6 PIÈCES</b> 120 m², jardin 236 m², garage	Cergy-Cormeilles 1, clos de Chibers AGIFRANCE - 34-42-30-62	6.438 + 421
<b>2 PIÈCES</b> Park., 56 m², 3 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	48, rue de la Moutzelle SAGGEL - 40-34-38-50	4.600 + 622	<b>STUDIO</b> Park., 56 m², 3 <sup>e</sup> étage	Boulogne 33/35, rue Anna-Jacquelin AGF - 42-44-00-44	4.400 + 1.150	<b>2 PIÈCES</b> Disp. 08/90 40 m², 2 <sup>e</sup> étage	Montmorency 125, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-24-50-00	2.800 + 530
<b>3 PIÈCES</b> Park., 75 m², 3 <sup>e</sup> étage Imm. neuf	48, rue de la Moutzelle SAGGEL - 40-34-38-50	5.850 + 820	<b>78 - YVELINES</b>					
<b>4 PIÈCES</b> Park., 82 m², 3 <sup>e</sup> étage Imm. neuf, sur jardin	48, rue de la Moutzelle SAGGEL - 40-34-38-50	7.200 + 917	<b>STUDIO</b> Park., 36 m², r.-de-ch.	Saint-Germain-en-Laye 40, rue des Ursulines AGF - 42-44-00-44	3.400 + 340			

**Le Monde**

**CHAQUE MERCREDI**

numéro daté jeudi

VOS

**RENDEZ-VOUS**

**IMMOBILIER**

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
LES BELLES PROPRIÉTÉS  
L'AGENDA IMMOBILIER  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 308 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHENIX GESTION



GROUPE GTF



RESIDENCES HOTELIÈRES  
HOME PLAZZA



SAGGEL vendôme  
GROUPE UAP



## PARIS - ILE-DE-FRANCE

Deux millions de banlieusards mal-informés

### SNCF : brumes sur le quai

J'AI MON BEAU-FRÈRE QUI TRAVAILLE  
À LA SNCF, IL PARAIT QUE LE 15<sup>IS</sup>  
POUR L'AMÉRIQUE EST SUR LA VOIE 12.



Il faut souvent bien de la patience aux banlieusards et l'impérieuse nécessité de se déplacer pour affronter les mystères de la SNCF en Ile-de-France. Car mystères il y a lorsqu'un train attend dix minutes avant d'entrer en gare du Nord sans aucune explication, lorsqu'un autre est purement et simplement supprimé au départ de Saint-Quentin-en-Yvelines, toujours sans explication, ou lorsque les renseignements téléphoniques sont incapables de dire comment se rendre à Marly-la-Ville. Quand la société nationale d'information des usagers des chemins de fer a-t-elle convenablement des usagers les plus fidèles ?

Parfois, cela tient du gag façon « Vacances de M. Huit » où les voyageurs attendent leur rame sur un quai alors qu'elle est garée près d'un autre. Sous-entendu, mais c'est en cas de « pépin » que les carences de la SNCF en matière d'information sont les plus éclatantes et les plus choquantes. Gare Montparnasse à l'automne 1989 ou gare du Nord en ce moment même : les travaux qui préparent l'arrivée des TGV châtillonnais inévitablement le trafic, mais ne donnent lieu, dans la gare ni dans les trains, à la moindre explication ou à la moindre information sur les causes et l'importance des retards.

En cas de grève, les communiqués officiels diffusent imperceptiblement la nouvelle qu'un train sur deux circule, mais oublient de préciser qu'il n'y en aura plus après 20 h 30 au départ de la gare Saint-Lazare, faute de conducteurs. Malheur au banlieusard crédule : il rentrera chez lui en auto-stop ou en taxi !

Entre les cheminots qui estiment que, dans ces situations dites « perturbées », il est plus important d'assurer, coûte que coûte, le service que de le faire savoir et les usagers qui ne savent rien, le résultat de ce « voyage et taxi », l'insatisfaction a été longtemps totale.

Les associations d'usagers ont dressé d'imprescriptibles catalogues de doléances qu'elles parviennent de mieux en mieux à faire entendre à la société nationale. « Nous discutons, par exemple, avec la SNCF de la signalétique qui est souvent inadaptée », explique M. François Maistre, délégué général du Syndicat national des transports. Sur la branche Vallée de Montmorency-Invalides du RER C, les panneaux sont trop hauts ou trop bas pour être lus depuis les voitures à deux niveaux. Lorsque, après 21 heures, le conducteur qui relie la station de métro Bir-Hakeim à la gare RER du Champ-de-Mars, force est de traverser la voie branlante, mais il ne lui est pas permis de laisser rebouter par la grille qui semble closer, car elle dissimule un passage où les touristes sont libres d'accès...

Un mauvais jeu de piste et une incitation à la fraude. M. Maistre

poursuit : « Pour des tas de bonnes raisons, la SNCF a simplifié son service, mais les distributeurs automatiques ADAMS, seuls accessibles aux heures creuses, ne rendent pas la monnaie et délivrent des billets non remboursables et non valables le lendemain. Ce s'appelle de la vente forcée. De même, elle a supprimé les billets de retard prouvant aux employeurs que leurs salariés ont affronté une situation imprévue ».

#### Une « immense incompétence »

M. Jean Chouleur, vice-président de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT), n'est pas tendre non plus. Il s'est livré à un test en demandant dans plusieurs gares ou par téléphone comment se rendre à Marly-la-Ville pour 10 h 30. La bonne réponse était : prenez le train à la gare du Nord ; descendez à Gossainville ou à Louvres ; de là, empruntez l'une des compagnies de cars privées qui relient Marly. Aucun des six guichets ou numéros de téléphone interrogés n'a été en mesure de fournir une réponse complète : « ... Je ne peux que vous donner les horaires de train... Prenez une carte routière... Marly-la-Ville, connaissez-vous... ? C'est la RATP qui a donné l'information souhaitée ».

« La première impression que l'on tire de ce parcours du combattant est une immense incompétence face à une situation très complexe », déplore M. Chouleur. À ce petit jeu, le renseignement téléphonique devient vite ruineux. « Quant aux indicateurs, ils sont d'une redoutable complexité », essayez de lire celui qui est publié en période de vacances, continue M. Chouleur. Pour s'y retrouver dans les trains qui roulent le dimanche, mais pas en semaine, ceux qui sont supprimés le 21 juillet et le 12 septembre, il faut s'accrocher ! Dans les indicateurs des banlieues sud et ouest, nous trouvons jusqu'à dix sept renvois, ces notes qui signalent une exception. C'est

inextricable. La SNCF a accepté, à notre demande, d'expérimenter l'édition de fascicules adaptés « pré » et « post-été » valables à des dates précises ».

Une partie du mauvais traitement réservé aux voyageurs tient aussi à la recherche systématique d'économies qui ont conduit la société nationale à fermer avant 21 heures un tiers des 450 gares d'Ile-de-France, un autre tiers avant 22 heures et à ne conserver des guichets en fonctionnement que dans le dernier tiers le plus fréquenté. Une déshumanisation propre à décourager d'emprunter les transports en commun : à partir d'une certaine heure, il est des aînés que l'usage se refuse à subir lorsqu'ils s'accompagnent du sentiment d'être sans recours. Comme le constate M. Chouleur, « ce coût cher de faire des économies dans ce domaine ».

S'il est quelqu'un, à la SNCF, qui comprend les critiques des banlieusards, c'est M. Jacques Berducou, directeur des services régionaux de voyageurs d'Ile-de-France. Il fait partie de la génération montante des cheminots à l'écoute des usagers. Pour lui, la situation « n'est pas satisfaisante ». Il avoue être incapable de se servir des indicateurs banlieusards et déclare qu'il a moins une fois par semaine il « s'active » en découvrant que la SNCF, sans explication, laisse des voyageurs en rade sur un quai de banlieue. Aussi a-t-il mis en batterie toute une série de mesures pour remédier à ces carences.

#### Effort sur la sonde

« Nous avons été un peu trop loin dans la recherche de la productivité, reconnaît-il. Nous allons revoir des guichets aux heures creuses dans cette année, et cent agents supplémentaires ont été affectés dans les gares à cet effet. Ce ne sera pas encore, à rendre cohérent notre système avec celui de la RATP pour que l'usager désireux de se rendre au château de Versailles ne se retrouve pas, perdu, à la porte de Versailles... » Un travail de très longue haleine.

pas la chandelle dans beaucoup de gares recuées... D'autre part, trois centres fonctionnent pour apprendre aux conducteurs et aux agents de train à parler dans un micro et à formuler une information. Un tiers des personnels concernés auraient reçu cette formation qui trouve sa pleine efficacité lorsque toutes les rames sont équipées d'un système de sonorisation, dans cinq ans environ.

En matière de signalétique, deux expériences seront menées avec le Syndicat des transports parisiens (STP) à Saint-Germain-en-Laye et à Poissy pour faciliter le cheminement des usagers dans la gare et entre la gare et les bus. « Nous en tirerons des conclusions que nous généraliserons avec la RATP pour mettre sur pied une politique régionale de la signalétique », indique M. Berducou. Quant aux indicateurs, en cours de réforme avec l'aide des usagers, M. Berducou aimerait voir évoluer vers un document reflétant la chaîne de transport, c'est-à-dire les horaires et les connexions entre les bus, les métros et les trains.

Il a mis en route d'autres expérimentations. Par exemple, « KIM », une borne d'information capable d'indiquer le plus court chemin et les horaires pour se rendre d'un point à un autre. À partir du mois de juin, cinq « KIM » seront installés à Roissy, Invalides, Cergy-Préfecture et Argenteuil. Cinquante bornes fonctionneront avant l'été 1991. Des journaux lumineux et un PC information donneront, à partir du mois de juin, aux usagers de la gare Montparnasse - « qui ont beaucoup souffert des travaux en cours » - les motifs des retards, les grèves et les perturbations diverses.

Le matériel sera également mis à contribution. Là encore, les lignes de Montparnasse servent de cadre à un projet 3616 code SNCF Banlieue, on saura bientôt quels trains ne circuleront pas ou avec quel retard et pourquoi. « Il faut que nous en finissions avec l'information générale du type « un train sur deux » qui n'est d'aucune utilité pour personne et que nous parvenions à expliquer sur le quel comme dans les trains les conséquences d'un signal d'alarme tiré à Pont-Saint-Michel ou d'un suicide à Villetaneuse », conclut M. Berducou. Pour être sûr de ne pas mettre à côté de la plaque, nous allons lancer une enquête pour savoir ce qu'attend le voyageur comme information : que devons-nous dire ? À qui ? Comment ? Il nous restera à décider si l'information transitera par l'homme ou par la machine, à établir des réseaux de messageries spécialisés entre nos établissements, à sonoriser les 10 % de gares qui ne le sont pas encore, à rendre cohérent notre système avec celui de la RATP pour que l'usager désireux de se rendre au château de Versailles ne se retrouve pas, perdu, à la porte de Versailles... » Un travail de très longue haleine.

ALAIN FAUJAS

Avec 388 réunions internationales

### Paris, palme d'or des villes de congrès

Paris, première ville de congrès du monde : l'Union des associations internationales de Bruxelles, qui établit chaque année le classement, vient de l'annoncer. Pour la onzième fois consécutive, la capitale française emporte la palme d'or et y ajoute un nouveau record, celui du plus grand nombre de congrès internationaux tenus dans la même ville.

Avec 388 réunions internationales l'année dernière, soit 64 de plus que l'année précédente, Paris accorde son avance sur sa rivale habituelle, Londres, qui n'en a accueilli que 261. Comme Paris occupe une place largement dominante en France, plus de la moitié des congrès internationaux se réunissent dans la capitale - la France ravit au Royaume-Uni la deuxième place par pays qu'elle avait perdue il y a trois ans. Le numéro un reste les Etats-Unis.

#### Dynamisme allemand

Le succès de Paris est bien assuré. Il s'explique par la position de la capitale française au carrefour des routes de l'Europe du Nord, de la Grande-Bretagne et de la Méditerranée. Ses équipements sont très compétitifs. Les aéroports de Paris arrivent en tête pour le trafic voyageurs en Europe continentale. Le nombre de sièges de

conférence offerts par la capitale atteint 110 000 dont 10 000 au seul Palais des congrès, porte Maillot, où se trouve une salle de 3 675 places, battue seulement en Europe par l'ICC de Berlin. Paris propose 52 hôtels offrant des salles de 50 à 1 000 places, et détient le record européen d'équipements couverts pour les expositions : 550 000 mètres carrés, dont près de la moitié au Parc des expositions, porte de Versailles, qui va encore augmenter sa capacité de 35 000 mètres carrés, en 1990. En 1989, le parc de Paris-Nord Villepinte s'est lui-même agrandi de 46 000 mètres carrés et le CNIT s'est ouvert à la Défense.

L'office du tourisme de Paris et la chambre d'industrie et de commerce qui présentent ces chiffres - et qui sont en grande partie responsables de ces succès - ne se dissimulent pas toutefois que la partie n'est jamais définitivement gagnée. L'Allemagne montre un dynamisme croissant. La capacité totale de l'ICC de Berlin (18 125 sièges de conférence) approche le double de celle du Palais des congrès de Paris. Hanovre dispose de 472 000 mètres carrés de surface d'exposition couverte, Cologne 230 000, Munich 103 000. L'excellente position de Paris et de la France sont donc loin d'être inébranlables.

C.V.

Le Centre international de l'automobile à Pantin

### Un espace pour le rêve

Dans une cathédrale baignée de lumière, toute défilée de blanc et ornée de verrières, flamboie le génie de la matière muée en rêve. Incarné dans d'étonnantes carrosseries, le souffle de l'esprit semble planer sur le tout nouveau Centre international de l'automobile (CI), ouvert à Pantin (Seine-Saint-Denis) en décembre dernier à l'initiative d'un collectionneur passionné : William Grünler. Sur 17 000 mètres carrés et trois niveaux, où se succéderont les présentations thématiques les plus variées, la métallurgie magie opère sur les fidèles recueillis.

« Une œuvre technique ne peut être parfaite qu'en étant parfaite du point de vue esthétique », à cette opinion d'un orfèvre, Ettore Bugatti, la grande majorité des véhicules actuellement exposés donnent raison, témoignant de la quête de perfection de créateurs entrés dans la légende, comme de celle de leurs modernes admirateurs qui, tel un André Lecoq, directeur des opérations du centre, élèvent la restauration de véhicules au rang des beaux-arts. « Regardez cette Delahaye - une décapotable turquoise, carrossée par Figoni et Falaschi, que nous signalons un visiteur éperdu. Admirez le raffinement du détail, ces liserés faits à la main avec un « rehnard » qui soulignent la pureté des lignes, c'est extraordinaire ».

#### Les mystiques du viebrequin

Dans l'espace André-Citroën trône l'Atalante type 57 (1935), dessinée par Jean Bugatti, le fils du « patron ». Marron et jaune, ce coupé « découvrable » à la silhouette élançée est « un vrai caméléon, commente notre mentor, ultramodernisme tout en rappelant la tradition des voitures à chevaux et des berlines suspendues ». Deux Hispano-Suiza, une limousine de 1933 et la torpédo H8B de 1928 avec sa cigogne, emblème de Guyonmer, sur la calandre, illustrent la grande époque de l'automobile française, tandis que leurs rivales, les Rolls Silver Ghost (1926) ou Phantom II (1931), donnent, avec leurs phares proéminents et leur boutonnage de rivets, l'impression de terres lointaines. Mais « quelle élégance dans l'habillage des ressorts de la suspension,

entièrement gainés de cuir ! » Allons, ou dents de requin en évidence, un Cadillac de 1949 et la Buick Eight de 1948 signent le début d'un style particulièrement ostentatoire, qui fleurira outre-Atlantique dans les années 50, mais c'est à son achèvement qu'on assiste dans le hall Henry-Ford, actuellement dévolu aux Américaines des années 20. Toutes les classiques y sont réunies, de la Chrysler 300 G (1961) à fin d'une époque à la Mustang 289 (1967), l'une des principales vedettes du film *Un homme et une femme*, en passant par la Studebaker Avant (1962), chef-d'œuvre de Raymond Loewy, « au design extrêmement prémonitoire », à rapprocher du défilé de la Chrysler Le Baron (1963), lourde et baroque ».

Le sport est à l'honneur place Panhard, où sont rassemblées les plus prestigieuses voitures de rallye, comme dans le hall des frères Renault au sous-sol, où a lieu une rétrospective de la marque française, ou encore dans la salle Armand-Pouget, qui présente quelques monstres contemporains. Mais derrière la Mercedes 300 SL à portes papillon, d'autres animaux attirent l'attention, du fond de leur vitrine. Dessinés par Lalique, ce sont les étonnantes bouchons de radiateur - bestiaire de faucons, libellules, coqs, béliers ou panthères, notamment - réalisés dans son matériau de prédilection par le maître-verrier. Véritables talismans, ces mascottes étaient le point d'orgue du décorum automobile. Et si la seconde guerre mondiale a mis un terme brutal aux assauts d'élégance, le célèbre *Spirit of Ecstasy* créé par le sculpteur Charles Sykes pour Rolls-Royce - et médaille d'or du concours parisien de bouchons en 1920... - symbolise encore aujourd'hui le ravissement qui saisit à Pantin les mystiques du viebrequin.

CAROLINE HELFTER

► (1) 25, rue d'Estienne-d'Orves, 93500 Pantin (Seine-Saint-Denis). Tél. : 48-43-79-14. 10 h 30 tous les jours de l'année, ouverture le mardi jusqu'à 22 h. A signaler, entre autres services complémentaires offerts par le centre (bibliothèque, cinéma, boutiques, restaurant, possibilités de location pour séminaires), la sympathique garderie mise en place par l'association « bal'art », qui accueille les deux à sept ans (mais sans stricte limite d'âge) les mercredis, samedis et dimanches.

DÉBAT : quel avenir pour la région parisienne ?

### Autonomie communale

par Jacques Brunhes

Le Livre blanc sur l'aménagement de l'Ile-de-France fait de Genséviilliers un des « pôles stratégiques ».

En juillet 1989, le premier ministre, parlant notamment de ces « pôles stratégiques », avait exprimé sa volonté de créer des structures supra-communales à certaines respectueuses des libertés communales (mais) qui auraient le pouvoir urbanistique (1). Autant dire l'essentiel !

La droite, pour sa part, défend aujourd'hui les libertés communales, après avoir fait l'inverse, pour servir la cause inacceptable de la spéculation et des privatisations.

Le débat sur les moyens de maîtriser l'aménagement de la région capitale n'est donc pas d'abord d'ordre technique.

L'urbanisme socialement et géographiquement ségrégatif que nous y subissons depuis des années a été imposé pour l'essentiel par des

pouvoirs supra-communales. Nous ne voulons ni poursuivre dans cette voie, ni en prendre une autre qui, sous couvert de nouveauté, conduirait aux mêmes effets.

Arrêtons de confondre volontairement : libertés communales et « égoïsme municipal », pour reprendre la mauvaise expression du premier ministre. L'autonomie des communes doit être posée comme un about et non comme un obstacle.

Certes, une réflexion d'ensemble sur l'aménagement de l'Ile-de-France est nécessaire. Le « chacun pour soi » est absurde et inefficace. Chaque collectivité locale, territoriale, a besoin de perspectives sur les conditions d'un développement régional harmonieux. Et chacun a quelque chose à apporter.

Si, par exemple, des maires de droite continuent à exclure les plus défavorisés de leur ville, et à refuser de construire des logements sociaux, créant ainsi des ghettos

ailleurs, des mesures appropriées pourraient être prises, sans avoir à créer des structures supra-communales particulières.

Car ôter aux communes leur pouvoir urbanistique et focaliser, le reléguer dans la gestion, d'ailleurs illusoire et perverse, des correctifs sociaux, à apporter à une politique tournée vers l'affairisme et la spéculation, est inacceptable.

Par sa situation géographique exceptionnelle, par les atouts qu'elle s'est donnés, la boucle de Genséviilliers est un site très convoité.

Pourquoi envisager un EPAD bis (2), un syndicat d'agglomération, un district ou je ne sais quelle OIN (3) sinon pour passer par-dessus les choix d'aménagement que la commune élabore avec tous ceux qui sont concernés ? Pour implanter, sur le port de Genséviilliers par exemple, des « Marinas pieds dans l'eau », de nou-

veaux sièges financiers ou toute autre opération de luxe à l'instar des Docklands de Londres ?

Cessons donc de piper les mots et les enjeux. Préservons les libertés communales en s'appuyant sur toutes les coopérations volontaires et utiles, en conquérant de nouvelles, c'est bien le moyen essentiel pour permettre aux populations de maîtriser leur avenir. Faire l'inverse, ce n'est pas seulement renforcer l'étatisme bureaucratique ; c'est s'en prendre à la démocratie française.

► Jacques Brunhes est maire de Genséviilliers et député communiste des Hauts-de-Seine.

(1) Interview du 25 juillet 1989 dans le *Parisien*.

(2) EPAD : Etablissement public d'aménagement de la Défense.

(3) OIN : opérations d'intérêt national.

مكتبة من الأصل







## BOURSE DU 23 MAI

[illegible]

**COMPTANT** (sélection)

VALEURS		% du cours	VALEURS		Cours prix.	Dernier cours	VALEURS		Cours prix.	Dernier cours	VALEURS
<b>Obligations</b>						180 d	181	180 50			
Emp. Etat 185/77	8.45	.....	Ca Indemnité	1028	180 d	Alon	191	180 50			
Emp. Etat 9.5/76	7.72	.....	Caigil	700	782	Nadigian (ptd)	270	285			
10.5/80 79/94	12.86	.....	Comptex	700	782	Nest	284	285			
Emp. Etat 13.25/80	9.26	.....	Ca Indemnité	1028	180 d	Outing	2500	.....			
Emp. Etat 10.5/82	8.64	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Emp. Etat 14.05/83	9.61	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Emp. Etat 13.25/83	7.88	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Emp. Etat 12.25/84	2.02	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Emp. Etat 11.5/85	107 36	2.78	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
10.25% met 88	102	2.02	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
OAT 10.5/2000	102 67	8.19	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
OAT 8.5/5 12/1997	102 75	2.03	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
OAT 10.5/8 17/99	102 75	2.03	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
PTT 11.25/86	102 75	2.03	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
CFM 10.5/85 98	102 75	2.03	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
CMF Bepes 5000F	102 75	2.03	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
CMF Paribas 5000F	102 75	2.03	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
CMF Sant 5000F	102 75	2.03	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
CM 11.5/86 98	102 75	2.03	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
CM 11.5/86 5000F	102 75	2.03	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
CMT 9.5/88	102 75	2.03	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
CM 10.5/85 45/85	102 75	2.03	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
CHABR PCE 3% 100	102 75	2.03	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
CHCA	102 75	2.03	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Comptex	102 75	2.03	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
CEC 6.5 ann. 99/99	102 75	2.03	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Duval Ann. 95/96	102 75	2.03	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
<b>Actions</b>						180 d	181	180 50			
Agache (ex 10)	1635	1610	Ca Indemnité	1028	180 d	Alon	191	180 50			
Alstom	1725	.....	Caigil	700	782	Nadigian (ptd)	270	285			
Applications Hydr. Alst	1725	.....	Comptex	700	782	Nest	284	285			
Ass. Sec France	1725	1250	Ca Indemnité	1028	180 d	Outing	2500	.....			
Auraz	330	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Avant Publiscan	430	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
CAI de Monaco	1000	1000	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
ELNYP/Europ	355	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
ENP/Leontine	276	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Engin-Sa C & L	4700	4650	Ca Indemnité	1028	180 d	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Comptex	700	782	Orléans C&L	1483	1471			
Blondineux	3700	.....	Caigil	700</							

**SICAV** (sélection)[illegible]

## 4.4. des Changes

Cote des		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVICES		COURS	
MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/5	achat	vente		préc.	23/5
Esco-Unit (1 unit.)	5 632		5 440	5 640	Or-50 (en lingots)	67600	.....
Esco-Unit (100 units)	563 200		544 000	564 000	Or fin (en lingots)	67850	.....
Aluminium (100 den.)	18 820		325	345	Napoleon (200)	400	.....
Belgique (100 fcs)	259 700		289 500	308 500	Places Fr (10 r.)	414	.....
France (100 fcs)	1 563		4 360	52	Places Suisse (20 f.)	389	.....
Italie (1000 lire)	88 450		9 150	32 980	Places 200 f.	801	.....
Portugal (100 esc)	1 053		4 050	4 050	Souverain	2300	.....
Cote d'Ivoire (1 l.)	3 432			403	Places 20 dollars	1100	.....
Ghana (100 cedis)	396 900		38 500	32	Places 10 dollars	840	.....
Guinée (100 francs)	87 220		46 500	49 600	Places 5 dollars	2538	.....
Nigeria (100 nigs)	42 858		5 100	5 100	Places 50 pence	2636	.....
Australie (100 schs)	5 408		4 350	4 350	100 Roubles	238	.....
Espagne (100 pes)	2 520		4 000	5			.....
Portugal (100 esc)	7 787		3 680	3 680			.....
Canada (15 csm)	3 705						.....

Marché libre de L'or	

Hoogovens	257
Lactines Du Monde	425
Marie Imm	240
Nicoles	525
Particip. Pencil	375
Romano N.V.	173 60
St-Gobain-Emballage	1690
Soma Mara	330
S.E.P.A.	1601
S.P.R. and. R.	730
Ulfers	380
Union Braconnier	600
Wonder	600

# PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
1-800-468-4330

g : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : ...

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ



## L'enquête sur la profanation de Carpentras Une quinzaine de jeunes gens interpellés dans la région d'Albi

Dans l'enquête sur la profanation du cimetière juif de Carpentras, une importante opération policière a été déclenchée, mercredi 23 mai, à Albi (Tarn) par des fonctionnaires du SRPJ de Montpellier. Une quinzaine de jeunes gens ont été interpellés.

### CARPENTRAS

de notre correspondant régional

L'opération de police pourrait être liée à un renseignement concernant la présence à Carpentras, deux ou trois jours avant les faits, d'une camionnette, immatriculée en Haute-Garonne, qui aurait été louée par un étudiant toulousain originaire du Tarn. Celui-ci, ainsi que trois amis considérés comme appartenant à l'extrême droite, ont, semble-t-il, disparu de leur domicile.

Cette opération de police avait également pour but la recherche des membres d'une secte « satanique » basée dans la région albigeoise. Les enquêteurs auraient, en effet, opéré des rapprochements avec une profanation commise, dans la nuit du 11 au 12 novembre 1988, au cimetière de Lombès, à une quinzaine de kilomètres d'Albi.

Ils ont procédé, mercredi matin, à l'interpellation d'une quinzaine de jeunes gens liés à un groupe de hard-rock, Trash. Plusieurs d'entre eux avaient été impliqués dans la profanation de Lombès ou des ossements et des crânes avaient été déterrés.

Par ailleurs, un mystérieux groupe Mohammed El Boukhima, qui avait déjà revendiqué, téléphoniquement, la profanation du cimetière, les 11 et 12 mai, s'est à nouveau signalé par un « communiqué » dactylographié parvenu le 21 mai à l'Agence de Carpentras du quotidien *Vaucluse-Matin*. Ce « communiqué » affirme notam-

ment que le « commando » qui a opéré était composé de six membres et qu'il a été dérangé par « les gens du collège ». Un car ramenant des élèves d'un voyage en Allemagne était en effet arrivé, vers 1 h 30, dans la nuit précédant la découverte de la profanation, au collège privé de l'Immaculée Conception de Carpentras distant d'une centaine de mètres du cimetière.

Cette précision intrigue d'autant plus les enquêteurs que la presse n'a jamais fait état de cette information. Aucune motivation n'est, en revanche, donnée dans ce communiqué entièrement tapé en lettres capitales et truffé de fautes d'orthographe, qui est signé d'un paragraphe malhabile en caractères arabes.

La lettre reçue par *Vaucluse-Matin* porte un tampon postal en date du samedi 19 mai, à 19 heures, d'Avignon-gare. Le vendredi 11 mai, un correspondant anonyme se réclamant du groupe Mohammed El Boukhima avait, déjà, téléphoné à l'Agence de Carpentras de *Vaucluse-Matin*. Il avait revendiqué l'attaque du cimetière » en s'exprimant avec un accent arabe et en prononçant quelques mots ressemblant à cette langue.

Les enquêteurs sont pourtant sceptiques. Ils ont remarqué que le paragraphe du communiqué a été tracé d'une manière très grossière par quelqu'un ne paraissant pas posséder la pratique de l'écriture cursive arabe. Mais ils retiennent l'affirmation selon laquelle le groupe aurait été dérangé : elle semble corroborée par le fait qu'une autre tombe, celle de M<sup>me</sup> Louise Chema, avait été creusée sur une cinquantaine de centimètres près de celle de Félix Geron. On avait émis l'hypothèse, à ce sujet, que les profanateurs avaient été empêchés de poursuivre ce début d'excavation par un événement fortuit.

GUY PORTE

## Le plan de M. Jospin soumis au conseil des ministres 17 milliards de francs supplémentaires pour les universités d'ici à 1995

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, devait présenter, mercredi 23 mai au conseil des ministres, les grandes lignes de son plan pluriannuel d'aménagement et de développement universitaire. C'est, en définitive, 17 milliards de francs supplémentaires que M. Jospin espère obtenir du gouvernement, au fil des budgets des cinq prochaines années (1991-1995), pour permettre à l'Université française d'assurer l'accueil et la formation de flux d'étudiants en croissance très rapide.

« Un effort sans précédent depuis la Libération », estime-t-on au ministère de l'éducation, le plan gouvernemental a en effet pour ambition d'affronter tous les problèmes de l'Université. Les locaux nouveaux sont l'urgence absolue. Si la répartition précise de cette enveloppe globale n'est pas encore faite, il est clair qu'une part importante des crédits supplémentaires sera consacrée à la construction du million et demi de mètres carrés nouveaux annoncés le 10 mai par le président de la République.

Des constructions seront évidemment concentrées sur les régions où la surcharge actuelle et la pression démographique sont les plus fortes. Ainsi, le ministère entend-il créer rapidement cinq universités nouvelles dans la région parisienne (Paris-Bibliothèque de France, Marne-la-Vallée, Evry-Mélan-Sénart, Saint-Quentin-en-Yvelines-Versailles et Cergy-Pontoise) ainsi qu'une université nouvelle dans le Pas-de-Calais et une ou deux autres universités en province. A quoi s'ajoutent des réstructurations à Lyon et à Marseille, et de nombreuses extensions, notamment dans les établissements de la banlieue parisienne.

Le plan gouvernemental entend également consacrer une partie de l'effort à la rénovation des locaux vétustes (de l'ordre de 500 000 mètres carrés), au développement des bibliothèques universitaires et à l'équipement pédagogique et scientifique des universités. Il envisage enfin un effort très conséquent en matière de logement universitaire (30 000 chambres de plus sur cinq ans par financement d'Etat), un secteur sur lequel le gouvernement espère être épaulé par les collectivités locales.

C'est en effet toute l'incertitude du plan retenu par le conseil des ministres. Le gouvernement veut associer étroitement les collectivités locales (régions, mais aussi grandes villes et départements) à cet effort national. En prenant formellement l'engagement d'investir 17 milliards de francs dans les cinq prochaines années, il a bon espoir de déclencher un effort de grande ampleur des collectivités territoriales : 6 milliards de francs au bas mot pour la même période, estime-t-on au ministère. Si le gouvernement ne peut évidemment pas s'engager au nom des régions ou des villes, il table cependant sur un investissement de 23 milliards de francs.

Il va donc entamer, à l'occasion des assises régionales sur l'enseignement supérieur, puis des assises nationales « Universités 2000 » de fin juin, une série de négociations - région par région - avec l'ensemble des partenaires locaux. L'arbitrage final, les projets précis et leur implantation, la carte universitaire pour les prochaines années, enfin l'effort national global (Etat et collectivités locales confondus) devraient être bouclés d'ici à la fin de l'année 1990, espère-t-on au ministère.

GÉRARD COURTOIS

Lire aussi le supplément Campus pages 15 à 17.

### SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Un cri !

J'ai peur, là aujourd'hui, j'ai peur pour Israël. Ça ne peut pas continuer ! Comment accepter que des Israéliens juifs tirent sur des Arabes israéliens comment admettre que le feu couvrent sous les cendres rougeoyantes de l'intifada embrasse, de Nazareth à Jérusalem, le cœur même du pays ? Ce pays n'est pas le mien. Je n'ai pas choisi d'y vivre, de m'y battre pour y survivre et, aux yeux de certains, je devrais m'interdire de le juger. Je regrette, ce pays est aussi le mien, le vôtre, à vous et moi, à nous tous, victimes ou témoins de la Shoah.

C'est elle qui lui a donné naissance, c'est d'elle qu'il tire sa légitimité, c'est elle qui fait de lui un lieu d'asile où viennent encore se réfugier, un demi-siècle après, les victimes d'un antisémitisme, hélas, rampant. Et pas seulement des Soviétiques, des Français. Il y en a eu des centaines après Carpentras pour demander un visa. Il représente, ce pays, mauvais et bonne conscience mêlées, un refuge, enfin rendu, qui doit s'enfermer dans les limites de la raison pour ne pas être à nouveau perdu. Définitivement.

ment à revendiquer les droits éternels du peuple élu sur la Samarie et la Judée, quand je vois un rabbin irréductible tirer, depuis Brooklyn, les ficelles d'un jeu parlementaire totalement suicidaire, quand j'assiste à des manifs qui font descendre dans les rues de Tel-Aviv plus de cent mille pacifistes dont les voix se perdent dans les unes, dispersées, effritées à la proportionnelle par les règles d'une démocratie appliquée à la lettre au risque d'en perdre l'esprit, la panique me prend.

Enfin, ce n'est pas possible, on ne peut pas laisser dire sans rien dire. On ne peut pas laisser faire sans rien faire. Que dire, que faire, sinon un geste, un cri ? Au nom du ciel, arrêtez ! N'interventez pas les rôles en laissant un Arafat jouer les martyrs demain à Genève. Faut-il que la partie belle pour lui signifie la fin de partie pour Israël ?

À la veille de l'an 2000, une Bible vieille de plus de deux mille ans ne peut plus servir de texte constitutif à cette Terre promise, reprise, enfin rendue, qui doit s'enfermer dans les limites de la raison pour ne pas être à nouveau perdue. Définitivement.

### BOURSE DE PARIS

Matinée du 23 mai

## Poursuite de la hausse

Le mouvement de hausse observé mardi (+1,09 %) s'est poursuivi en ce premier jour du terme boursier de juin. L'indice CAC 40 après s'être apprécié de 0,98 % à l'ouverture dépassait rapidement les 1 %. Toutefois en fin de

matinée, l'indice revenait à +0,86 % dans un marché calme. Les hausses étaient emmenées par la Sogéna (+7,7 %), Cofimeg (+3,2 %), et Simco (+3,1 %). Du côté des baisses figuraient Sommer Alibert (-3,5 %), Saulnes Châtillon (-3,3 %) et Epéca (-2,3 %).

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

**Débats**  
Fiscalité : « Prêlevons l'impôt à la source », par Marc Schwartz et Denis Soubeyran..... 2

**La fusion**  
des deux Yémens  
Portrait du nouveau président..... 4

**Massacre au Zaïre**  
Plusieurs dizaines d'étudiants tués à Lubumbashi..... 5

**Débat sur l'immigration**  
Les déclarations de M. Rocard à l'Assemblée, la réplique de l'opposition et la question du droit de vote des étrangers..... 8 et 9

**Les primaires**  
dans l'opposition  
Un entretien avec M. François Bayrou (UDF)..... 10

### SECTION B

**Justice en crise**  
Le Syndicat de la magistrature réuni en congrès extraordinaires.. 11 et 12

**Combustible nucléaire**  
La COGEMA pourra fabriquer du combustible à base de plutonium 13

**L'aménagement**  
de l'île-de-France  
M. Rocard recherche un consensus sur son nouveau « schéma-directeur »..... 13

### CAMPUS

Universités : le gouvernement au pied du mur. • La double vie des étudiants homosexuels • L'équivalence des bacs allemands... 15 à 17

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

### SECTION C

**L'ouverture**  
des pays pétroliers  
La Venezuela va investir 16 milliards de dollars avec l'aide des compagnies étrangères. - Elf obtient un permis d'exploration en URSS... 19

**La réglementation**  
du travail précaire  
Accord en vue à l'Assemblée nationale entre le gouvernement et les députés socialistes. Les critiques du CNPF sur le projet de M. Scisson... 21

**La gestion**  
du secteur public  
Les critiques des sénateurs : l'Etat ne doit pas assumer les entreprises publiques..... 22

**Île-de-France**  
SNCF : brumes sur le quai. • Paris, palme d'or des villes de congrès... 27

### SECTION D

### ARTS • SPECTACLES

La quarante-quatrième Biennale de Venise. • Cinéma : la fièvre des producteurs français. • Théâtre : Joël Jouanneau à Sartrouville. 31 à 42

### Services

Abonnements..... 14  
Annonces classées..... 23 à 26  
Cartes..... 14  
Marchés financiers..... 28 et 29  
Météorologie..... 19  
Mots croisés..... 14  
Radio-Télévision..... 18  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 23 mai 1990 a été tiré à 529 003 exemplaires.

Le Monde DES LIVRES

## Les constructeurs s'associent sur le projet de Super-Concorde

Les constructeurs américains Boeing et McDonnell Douglas et le groupe ouest-allemand Deutsche Airbus ont décidé, lors d'une réunion récente à New-York, de se joindre à British Aerospace et à Aérospatiale pour étudier les perspectives du programme Super-Concorde d'avion commercial supersonique de nouvelle génération.

Pendant un an environ, les cinq constructeurs aéronautiques devraient analyser les questions d'investissement financier et industriel, d'environnement, de coopération internationale, de marché et d'exploitation commerciale de ce projet d'avion destiné à transporter à deux fois la vitesse du son entre deux et trois cents passagers sur des étapes de 11 000 kilomètres.

Cet accord à caractère général vient compléter l'accord déjà conclu entre Français et Britanniques qui, lui, porte, sur des études préliminaires de développement et de conception d'un avion mis éventuellement en service au début du siècle prochain.

Grève des dockers de Marseille. - Les dockers de Marseille ont fait grève et paralysé le trafic maritime de Marseille et de Fos le 22 mai, pour protester contre les travaux d'aménagement du port d'Arles. Le syndicat CGT des ports et docks s'oppose à l'élargissement des accès du Rhône qui permettrait aux cargos fluvio-maritimes de 3 000 tonnes de remonter jusqu'au port fluvial d'Arles. Les investissements, évalués à 43 millions de francs, seront financés par les collectivités locales.

(Publié)  
Miron Saint-Sébastien et Durc, aux Entrepreneurs du Marais :

**Vestes**  
été : 299 F  
(au lieu de 549 F)

Champions du prêt-à-porter masculin de lue à prix de l'époque, ils proposent aussi des pantalons poly coton à 293 F, blazers pure laine woolmark 398 F, vestes laine et cachemire 698 F, costumes en laine fine à partir de 990 F. En tissu Noblit et Dormeuil également. Smolings laine mohair 1 297 F. Rayon spécial grands et forts jusqu'à 62. Dans leurs deux boutiques : 3, rue du Port-aux-Choux (9) et 112, rue du Cherche-Midi (6), de 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

## On y prend goût NOUVELLES FRONTIÈRES

CATANE 890 F  
PALERME 990 F  
MONTREAL 1 890 F  
NEW YORK 2 190 F  
LA REUNION 3 890 F  
DAKAR 2 220 F  
LES ANTILLES 2 750 F  
BANGKOK 3 800 F  
PAPEETE 6 900 F  
NOUMEA 7 800 F

VOI ALLER RETOUR, DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM  
TAPEZ 36 15 NF. TÉLÉPHONEZ AU 42 73 10 64



# ARTS • SPECTACLES

37

## CINÉMA

### Le boum de la production française



Quand Mel Brooks s'en prit aux « producteurs », en 1968 - ici Zero Mostel et Gene Wilder, - il s'est pudiquement transporté dans le milieu du théâtre à Broadway. Comme si les mécanismes financiers qui animent l'industrie du cinéma étaient déjà si complexes qu'on ne pouvait plus les décrire. Aujourd'hui, on ne compte plus les hommes, les banques, les fonds d'investissement qui s'intéressent au film français.

## THÉÂTRE

39

### Joël Jouanneau, conteur et magicien



En deux ans, Joël Jouanneau a publié trois œuvres, formant trilogie du rêve et du nomadisme : *le Bourrichon*, qu'il a mis en scène lors du dernier Festival d'Avignon, *Kiki l'Indien*, que lui avait demandé le metteur en scène Michel Raskine, et *Mamie Oute en Papodis*, qu'il crée cette semaine à Sartrouville. Rencontre avec des personnages singuliers qui n'ont pas de pareils dans le répertoire du théâtre contemporain français.

## DANSE

41

### L'« Apologia flamenca » de la Tati



La Tati, altesse insolente, styliste suffocante, vient danser le flamenco à Mogador. D'un geste, d'une moue, elle marque la mesure - immense - de son talent cultivé, affiné depuis le début des années 60, d'abord dans les *tablaos* espagnols puis autour du monde. *Apologia flamenca*, le spectacle qu'elle propose, est une anthologie superbe.

GENEVIEVE BREERETTE

## OUVERTURE DE LA QUARANTE-QUATRIÈME BIENNALE

# Venise, point de mire des pouvoirs

**L**a plus célèbre, la plus ancienne aussi des institutions culturelles de l'Italie, la Biennale de Venise, sera inaugurée dimanche 27 mai. Comment va la vieille dame bientôt centenaire, dont on annonce très régulièrement la fin, comme celle de tous les grands rendez-vous d'art contemporain d'ailleurs ? A vrai dire, pas trop bien, car elle souffre de mille maux, de mille morts : bien que fortunée, elle manque d'argent pour s'offrir de grandes rétrospectives, ou de grandes expositions thématiques ; bien que, principe indépendante, elle soit, comme toute la culture en Italie, prise dans une guerre usante des

partis et des pouvoirs, qui connaît une singulière ampleur sur la lagune, depuis qu'y est née l'idée impensable d'y organiser l'exposition universelle (lire page 34 l'article de Vivianne di Majo).

Le système culturel italien est à la fois très simple et très compliqué. On peut l'expliquer par une image, celle d'un gâteau dont les communistes, les socialistes et les démocrates chrétiens se répartissent les parts. Ou par un mot : *ottizzazione*, qui doit son origine au milieu corrompu de l'immobilier. Son principe, explique Ugo Volli, est appliqué bien au-delà du politique, pour régir nominations et financements. Les consé-

quences : paralysie des initiatives, absences de projets culturels, saupoudrages (lire pages 32 et 33).

L'Italie est pourtant le théâtre de manifestations culturelles d'envergure. Qu'il faut verser au compte des bienfaits du mécénat ? Celui-ci, très présent dans le domaine des arts plastiques et du patrimoine, avec FIAT, Olivetti, GFT et Alitalia, est un risque. Car si les industriels italiens sont les plus cultivés du monde, leur objectif n'est-il pas de financer de grandes opérations de prestige, au détriment de la recherche de talents nouveaux ? (lire page 33 l'entretien avec Patrice Martinet.)

هكذا من الأصل



LA QUARANTE-QUATRIÈME BIENNALE

# Les prébendiers de la culture

Les optimistes parlent d'un système « mixte » et « articulé ». Les grincheux d'une situation « non contrôlée », aux responsabilités « diffuses » et aux financements « obscurs ».

En revanche, ce qui apparaît clairement aujourd'hui, si on observe l'état de la production culturelle et de la conservation du patrimoine en Italie, c'est son caractère contradictoire.

L'ITALIE a de nombreux architectes (Gregotti, Piano, Aulenti) et peintres (de l'arte povera à la transavangarde) de renommée internationale, quelques metteurs en scène de théâtre (Ronconi, Strehler) et de cinéma (Fellini, les Taviani) particulièrement actifs, ainsi que de nombreux jeunes dignes d'intérêt, de Castri à Tornatore, de Moretti aux « Magazzini ». Les écrivains italiens contemporains connaissent des succès internationaux, ce qui n'était pas arrivé depuis longtemps. De grandes restaurations ont été entreprises et d'importantes opérations de réhabilitation de centres historiques sont en cours dans plusieurs villes.

Pourtant, les architectes italiens travaillent surtout à l'étranger ; le cinéma connaît une crise qui affecte la fréquentation comme la production ; de nombreux théâtres subissent de graves difficultés économiques et artistiques ; le saccage des villes et les vols dans les musées mettent en péril le patrimoine artistique national.

Les raisons de cette situation contradictoire et complexe sont multiples. Certaines sont difficiles à interpréter. Le poids de l'histoire italienne pèse, sans aucun doute, dans ce bricolage permanent qui manipule les vestiges du passé, parfois en les détruisant, pour construire du neuf. On sait que de nombreux monuments de la Rome baroque furent édifiés avec des éléments soustraits aux édifices classiques ; au Vatican, les fresques de Piero della Francesca ont été effacées pour laisser la place à l'œuvre de Raphaël. Mais il existe d'autres raisons plus contemporaines et dont la nature est d'abord politique.

L'Italie ne possède pas de ministère de la culture. Il y a un ministère de l'instruction publique, responsable des écoles ; un ministère de l'université et de la recherche scientifique, de création récente ; un ministère des biens culturels, chargé (à la vérité sans grand succès) des musées et du patrimoine culturel, essen-

tiellement du point de vue architectural, archéologique et urbanistique. Enfin, un ministère du tourisme et du spectacle dont la compétence couvre la Coupe du monde de football, la pollution des plages de l'Adriatique, mais aussi le cinéma, le théâtre, l'opéra, les cirques et les parcs de loisirs...

D'autres domaines sont dispersés : l'édition et la presse relèvent de la présidence du conseil des ministres ; la sauvegarde de Venise, d'un comité interministériel spécifique ; la télévision publique reçoit ses « orientations » d'un comité parlementaire. Une grande partie du patrimoine artistique et monumental appartient à l'Eglise, qui le gère à sa guise (l'Eglise italienne n'a pas eu voix au chapitre quant à la restauration controversée des fresques de la chapelle Sixtine). Les collectivités locales, communes, provinces, régions, bénéficient d'une large autonomie d'intervention, surtout en matière de spectacle vivant, d'exposition et de gestion du patrimoine urbain. Même les tribunaux, civils et administratifs, ont parfois la possibilité d'intervenir dans le champ culturel. Bien sûr, les attributions de tous ces organismes se recoupent parfois ; ils peuvent même entrer en conflit. Ainsi, à Florence, la commune et la surintendance archéologique (qui dépend du ministère des biens culturels) se sont opposés, dans une bataille qui a mobilisé toute la ville, à propos du pavement de la place de la Seigneurie. La querelle est allée jusqu'à la mise sous séquestre judiciaire de la place.

Les particularités de l'histoire italienne permettent aisément de comprendre cette fragmentation des pouvoirs. L'Italie est un pays de communes, habité depuis toujours aux confins de compétence et aux interminables luttes entre les différents pouvoirs. Le sens de l'Etat y fut tardif et reste limité. Mais on peut trouver à cet émiettement des explications plus récentes. Une sorte de ministère de la culture a en effet existé en Italie : pendant la période fasciste. Ce ministère de la culture populaire était plus connu sous son sigle : MINCULPOP. Cet organe regroupait toutes les attributions qui sont aujourd'hui éparpillées. Grâce à celles-ci, le régime contrôlait la presse, censurait et, le plus souvent, corrompait les intellectuels. Il pouvait aussi promouvoir son image en Italie comme à l'étranger.

Après la Libération, les partis antifascistes, qui constituaient toujours l'armature politique du pays, étaient différents sur le plan idéologique et culturel. Mais ils étaient suffisamment habitués à cohabiter, avec leurs divergences, pour admettre, tous ensemble, qu'un ministère de la culture, développant une politique culturelle de l'Etat, ne pouvait exister. Il aurait été un facteur de profonde division. L'Italie est donc,

de ce point de vue, devenue un Etat résolument laïque, c'est-à-dire indifférent aux différents courants culturels, sans politique propre, dans l'impossibilité de choisir son camp. Même des objectifs aussi élémentaires et peu discutables que la promotion de la production cinématographique ou théâtrale n'ont été poursuivis qu'au prix de mille précautions et en adoptant un profil toujours bas.

Il ne faut pas croire que cette absence de l'Etat du champ culturel ait été un choix purement formel et dénué de conséquences. Il ne s'est pas seulement traduit par la suppression du MINCULPOP et la dispersion de ses attributions, mais aussi par l'abandon de l'Académie d'Italie (constituée par les fascistes sur le modèle de l'Académie Française), par la dissolution des autres organismes de gestion et de production culturelles, notamment cinématographiques (l'Institut Lumière).

## LA « LOTIZZAZIONE » OU L'ATTRIBUTION DES « PARTS DE GATEAU »

Même la politique urbaine en a été profondément marquée : tandis que le fascisme était intervenu violemment sur le tissu urbain de l'Italie (par exemple l'avenue des Forums Impériaux, ou l'avenue de la Conciliation à Rome), en créant de nouveaux quartiers et des villes monumentales suivant un projet culturel précis et centralisé, l'Italie démocratique a préféré confier la reconstruction des cités, après-guerre, à une initiative privée quasiment incontrôlée, n'intervenant directement que sur les grandes infrastructures techniques comme le système autoroutier et renonçant totalement à peser sur le paysage urbain grâce à d'importantes commandes publiques. La commande publique en matière d'architecture est rare, gérée le plus souvent au niveau local, et privilégie presque toujours la conservation du tissu urbain pré-existant par rapport aux propositions nouvelles. Pas une des grandes opérations qui ont bouleversé le visage de Paris au cours des trente dernières années, de Beaubourg à La Villette, n'aurait été concevable dans une ville de la péninsule, à cause de la non-intervention qui caractérise la politique culturelle de la démocratie italienne.

Pourtant, l'Etat est loin d'être absent de la production culturelle. A titre d'exemple, son fonds unique pour le spectacle dispose d'environ 4 milliards de francs par an ; une somme à peu près équivalente est distribuée à la musique, à l'opéra et au cinéma, à différents échelons locaux. Il s'agit d'un chiffre en croissance constante, inférieur aux niveaux français et

allemands, mais certainement plus élevé que les chiches subventions du monde anglo-saxon. Des aides publiques sont prévues en faveur de l'édition (exonération de la TVA), de la presse (financement direct), des arts plastiques (un pourcentage du coût de chaque édifice public est destiné à sa décoration). Mais ces interventions favorisent plus ce qui a une réalité tangible que les projets. Elles correspondent mieux au système complexe de répartition des « parts de gâteau » entre les partis — ce que dans le langage politique italien on a l'habitude d'appeler « lotizzazione » — qu'à l'élaboration de politiques culturelles précises.

Cette métaphore, la « lotizzazione », n'est pas un hasard. Elle est issue du milieu particulièrement corrompu de l'immobilier, et fait référence à la pratique italienne qui veut que chaque organisme public, parapublic ou recevant un financement de l'Etat, c'est-à-dire presque tout le monde, à l'exception de la grande industrie privée, doit avoir une juste représentation politique. Et soit donc affecté à la mouvance d'un parti, sur la base d'un calcul compliqué, qui tient compte de sa force locale et nationale, de sa présence traditionnelle dans le secteur, de son importance économique électorale, de sa notoriété et de la puissance personnelle des protagonistes. Ce mécanisme informel vise plus à l'équilibre des pouvoirs qu'au triomphe de l'une des parties. Ainsi, si le président d'une société est démocrate-chrétien, l'administrateur délégué a toutes les chances d'être socialiste et, parmi les membres du conseil d'administration, on trouvera les représentants des petits partis laïques.

Dans le secteur culturel, qui ne compte pas beaucoup du point de vue économique, les communistes jouissent traditionnellement d'une certaine représentation. Dans le principal théâtre lyrique italien, la Scala de Milan, le surintendant est socialiste, et le directeur artistique, communiste ; des trois chaînes qui composent la télévision publique italienne, la première est confiée aux démocrates chrétiens, la seconde aux socialistes, la troisième aux communistes, mais toujours avec d'habiles dosages internes. Dans le théâtre, une traditionnelle prédominance socialiste est limitée par une forte présence communiste. Pour être « socialiste », « communiste », « démocrate-chrétien », il n'est naturellement pas nécessaire d'être inscrit à ces partis. Il suffit de se reconnaître et d'être reconnu dans cette « mouvance », en y assumant, de manière plus ou moins claire, loyauté, obligations et devoirs de solidarité.

Mais, au-delà de la « lotizzazione » politique, il existe d'autres appartenances semblables qui jouent un rôle plus ou moins efficace dans les nominations et



Si l'Etat italien finance une grande partie de l'activité culturelle italienne, le mécénat est, dans la péninsule, présent plus qu'ailleurs en Europe. C'est la compagnie Alitalia qui a assuré la restauration des statues du Bernin qui ornent le port Saint-Ange (ci-contre, à droite). C'est la chaîne de télévision japonaise NTV qui verse 4 millions de dollars pour permettre aux fresques de la chapelle Sixtine de retrouver leurs couleurs primitives (ci-dessus). Mais peut-on parler, ici, de mécénat ? La firme nipponne monnaie efficacement les droits exclusifs de reproduction de l'œuvre de Michel-Ange.



Sédu



# ARTS

## DE VENISE italienne

les choix. Par exemple, l'origine géographique, la génération à laquelle on appartient, la catégorie ou sous-catégorie d'activité (le théâtre par rapport à la musique, ou bien, à l'intérieur du théâtre, la forme juridique de coopération par rapport à l'entreprise privée pure). Pour tous, il y a une place, petite ou grande, dans cette immense *nomenclatura* corporatiste qui régit la société comme la culture italienne. Pour tous, à l'exception des isolés, des solitaires, ceux que dans le système soviétique on appellerait les sans-parti.

La « *lottizzazione* » est donc un processus moléculaire plus qu'impressionniste : ce ne sont pas les partis qui de l'extérieur conquièrent les places fortes de la culture et de la société civile, mais les artistes, les organisateurs, les managers, les groupes créatifs qui s'emparent d'endosser une casaque et d'agiter un drapeau. Difficile dans ces conditions de dire où s'arrête le choix d'une « orientation idéologique », comme sont appelés pudiquement ces ralliements, et où commence la gestion d'une carrière.

### LE CORPORATISME EST DE RIGUEUR

Le même principe de « *lottizzazione* » régit aussi bien les nominations à des postes de responsabilités que les financements. Dans le cas du théâtre, les établissements, qu'ils soient publics (propriété des collectivités locales) ou privés, reçoivent de l'Etat les mêmes subventions. Les théâtres sont classés en une dizaine de catégories différentes, comportant des obligations administratives. Chacun d'eux soumet, chaque année, son propre programme accompagné des documents comptables, qui sont minutieusement examinés par une commission d'experts, selon des critères « objectifs », qui tiennent même compte de l'influence de la publicité sur les dépenses ou du nombre d'heures pendant lesquelles les employés ont travaillé. Et ces experts attribuent une note chiffrée à une réalité aussi peu arithmétique que la cohérence d'un projet artistique ou une influence culturelle.

A la fin de tant de calculs survient l'extraordinaire miracle qui fait coïncider, très exactement, la répartition et le montant des subventions avec les critères de partage politique, catégoriel et géographique, bien connus par tout le milieu. Des parcours tout aussi baroques permettent de distribuer la « *lottizzazione* » dans tous les secteurs de la culture.

L'intervention de sponsors et de mécènes privés est en général secondaire, si on la compare aux méthodes précédentes. La seule exception est celle des arts plastiques, pour lesquels d'importantes restaurations, des musées — comme ceux de Rivoli, Palazzo

Grassi et Prato — et jusqu'aux mises de fonds pour l'ouverture de collections publiques ont été rendus possibles grâce à l'intervention de quelques groupes industriels italiens, de Fiat à Olivetti ou à GFT (Groupe financier textile). Récemment Fiat est intervenu aussi dans le domaine du théâtre, soutenant, avec 7 millions de francs, un projet de Luca Ronconi.

Au-delà du moralisme — qui est certainement une manière trop élémentaire et tautologique de juger un système aussi complexe et aussi enraciné — il n'est pas facile d'évaluer les prestations d'une machine culturelle qui donne des signes contradictoires de sa vitalité. Certes, tout le monde souhaite que l'emprise des partis diminue dans les secteurs économiques et culturels. Mais ils sont peu nombreux, ceux qui font que chose pour y aboutir et qui savent, en plus, comment s'y prendre. Peut-être la crise générale du système politique italien et la perte de représentativité des forces historiques qui l'ont dirigé finiront-elles par débouler quelques positions de la « *lottizzazione* » ? Mais cela ne changera probablement pas la nature des choses.

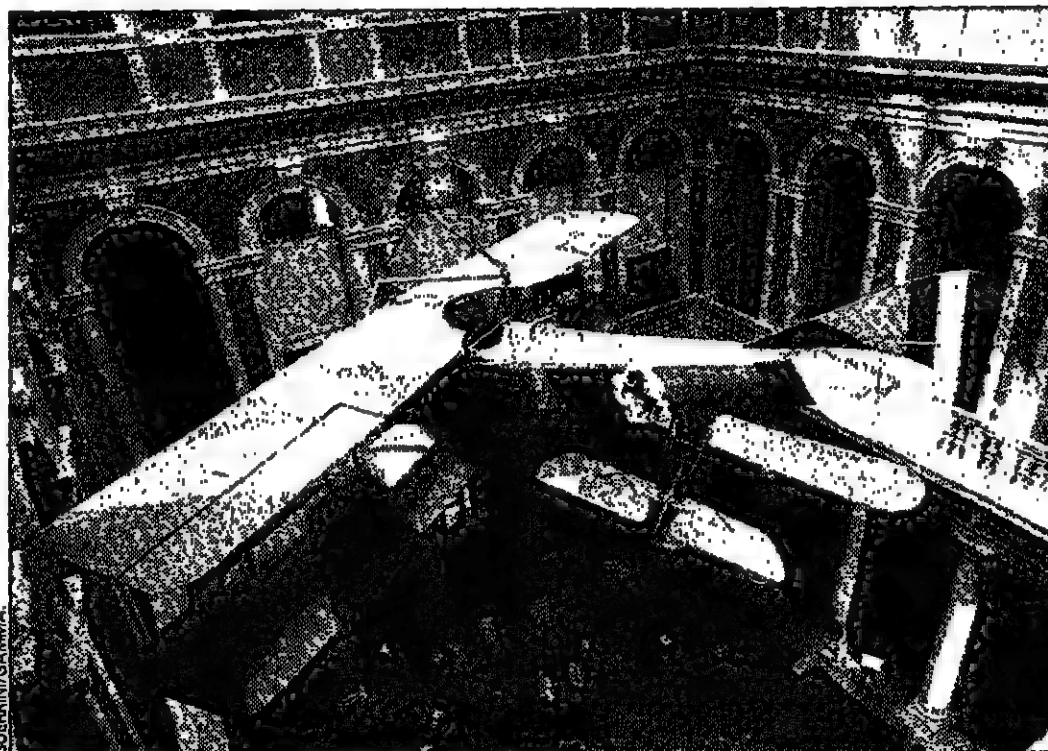
Car, en plus de l'emprise des partis, deux autres facteurs paralysent le système culturel italien. Le premier est la conception corporatiste et collective des mécanismes de production culturelle : en effet, jamais personne ne s'exprime, n'est nommé ou financé pour lui-même, mais toujours au nom d'une catégorie. Ce qui rend naturellement plus difficile la démarche d'artistes isolés ou les itinéraires marginaux et fige le système dans une hiérarchie souvent fondée sur l'ancienneté professionnelle. Le deuxième facteur, qui n'est pas indépendant du premier, est l'incapacité à décider, la recherche du consensus et de la médiation à tout prix. Toutes choses qui traduisent l'attitude de profil bas adoptée par l'Etat en matière culturelle.

Ce n'est donc pas par hasard si la période de la fin des années 60, caractérisée par un interventionnisme culturel décidé, de la part des communes, a été qualifiée de période de l'« *éphémère* » : parce que c'est seulement dans le cadre de fêtes, de spectacles, d'initiatives brillantes sans lendemain qu'était possible une intervention effective évitant les habituelles médiations. Cette paralysie de l'Etat et les systèmes de sapouillage par lequel la « *lottizzazione* » a distribué l'argent, procédé aux nominations et passé les commandes, sans critères culturels précis, a permis une floraison artistique irrégulière, non programmée, tendanciellement anarchique. Ce type de culture caractérise la société italienne.

UGO VOLLI



Giovanni Agnelli, le patron de Fiat, est à la tribune. Grâce à lui, le Palazzo Grassi de Venise a retrouvé son lustre. Sur notre photo, on reconnaît, à l'extrême droite, Pontus Hulten, l'un des mandarins de la culture européenne, maître d'œuvre des expositions qui drainent vers le Palazzo un vaste public. L'aéroplane que l'on voit ci-dessous faisait partie d'une rétrospective consacrée au futurisme.



## Séduction française et mécénat lombard

Patrice Martinet, qui dirige depuis huit ans le centre culturel français de Milan, est obligé de jongler avec les différents sponsors qui animent en partie la vie culturelle de la péninsule.

« **O**n sait aujourd'hui, sans ambiguïté, que la culture est un domaine où l'auto-financement est insuffisant », dit Patrice Martinet. Il lui faut donc des aides extérieures. Le centre culturel français de Milan n'échappe pas à la règle. En 1990, notre budget était de 10 millions de francs. Les subventions de l'Etat français — en baisse depuis plusieurs années — ne dépassent pas 10 %. Cette somme nous permet de payer notre loyer et une partie de nos frais fixes. Les cours de français assurent le fonctionnement de la bibliothèque et du centre de documentation. Nous vivons donc grâce à l'aide d'un certain nombre de bailleurs de fonds. Dans l'ordre, ce sont : les élèves qui fréquentent notre établissement, les spectateurs qui remplissent nos salles, les mécènes privés, la municipalité milanaise et enfin l'Etat français.

En Italie, les « entreprises culturelles » ne connaissent pas — ou peu — le système français des subventions régulières. La situation de notre centre culturel pourrait être considérée comme exemplaire. Notre structure est des plus légères. Pour réaliser un spectacle ou une exposition, il nous faut tout trouver, partenaires, personnels, locaux et financements, avant de pouvoir signer le moindre contrat. C'est fatigant et compliqué, mais assez stimulant. Bien sûr, la tentation serait de donner dans le « grandiose ». Les interlocuteurs financiers, publics ou privés, ne réagissent que devant un projet particulier. Celui-ci doit répondre à certaines règles tacites. Il ne devra pas être jugé trop « modeste » : l'Hypothèse de Pinget, de l'unique David Warlow sur scène, n'a pas été jugée assez *vistosa* (voyante). Elle n'a donc pas trouvé de sponsor. Nous l'avons montée avec nos fonds propres. Une

opération trop « avant-gardiste » rencontrera les mêmes difficultés.

Certaines de nos entreprises dégagent — heureusement — des bénéfices suffisants pour nous permettre des opérations plus périlleuses pour notre budget. C'est ainsi que nous organisons chaque année, depuis sept ans, la Nuit des publications, une longue soirée au cours de laquelle nous diffusons, dans un lieu spécialement aménagé, huit heures de clips publicitaires. La province de Milan — communiste à l'époque — avait subventionné la première de ces « nuits ». C'était alors une sorte de fête de famille de la publicité. Son succès fut énorme. Berlusconi l'a financée par la suite. La télévision publique italienne, la RAI, a pris le relais, avec des invités prestigieux comme Edgar Morin, Baudrillard ou Eco, qui commentaient les films en direct. La subvention perçue pour cette opération en 1988 s'élevait à 50 millions de francs. Cette année, la RAI ne peut plus suivre. C'est sans doute Berlusconi qui va reprendre le flambeau, mais ça lui coûtera 65 millions de francs. Cette « nuit », outre son intérêt propre, nous sert à financer, entre autres, notre saison de cinéma.

Ce mode de fonctionnement, largement répandu dans toute la péninsule, a des avantages et des inconvénients. Côté positif, nous y gagnons une grande autonomie par rapport aux institutions. L'obligation de confronter chaque projet à des partenaires italiens, avant d'affronter le public, est riche d'enseignements pour nous. La nécessité de défendre une programmation devant des personnalités diverses nous oblige à un effort de réflexion plus grand. Enfin, n'ayant ni moyens fixes ni lieux où se poser de manière permanente, nous pouvons tenter de réaliser nos plus folles ambitions. Il faut dire que le cadre milanais est particulièrement favorable aux acrobacies. La ville est riche et entreprenante, ses habitants sont cultivés, généreux et particulièrement sensibles à la culture française. A tel point que « Milano aperta », le fonds local destiné aux spectacles étran-

gers, va, certaines années, pour la moitié à des « produits » français.

Parmi nos bailleurs de fonds réguliers, on trouve, côté français, Air France, Citroën, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain, Cartier ou Guerlain, tous installés en Italie du Nord. Les banques font plutôt partie d'une association : les Amis du centre culturel français. Celui-ci s'adresse aux entreprises françaises installées à Milan. Chacune d'entre elles (elles sont 25 aujourd'hui) verse une cotisation annuelle qui sert, indistinctement, à subventionner telle ou telle opération. Nous avons ainsi pu créer l'année dernière, pour fêter le bicentenaire de la Révolution française, un opéra pour marionnettes avec la Scala de Milan.

Les grands mécènes italiens sont la RAI, Berlusconi, le *Corriere della Sera*, l'ENI et la Banque commerciale italienne. C'est grâce à eux et à la municipalité de Milan — le plus gros de nos sponsors — que l'on a pu faire venir ici l'*Hamlet* monté par Chéreau, une opération de 500 millions de francs. Pour ce spectacle coûteux, nous avons eu une aide exceptionnelle de l'AFAA : 70 millions de francs (environ 300 000 francs). Notre prochaine opération d'envergure, du 18 au 23 juin, sera organisée en liaison étroite avec Pierre Boulez : une série de concerts, autour de l'œuvre et avec la participation du compositeur français. Cette entreprise qui coûte 600 millions de francs est très périlleuse : le lieu que nous devons aménager est gigantesque, nous avons de gros problèmes d'acoustique à régler, le programme est fort ambitieux. Pour la mener à bien, nous avons créé un club de mécènes, où l'on retrouve la municipalité, le *Corriere della Sera*, Saint-Gobain et la Banque commerciale italienne. Il fallait rassembler, ici, des gens qui s'intéressent de manière précise à un projet spécifique. Il s'agit donc de mécénat au sens strict du terme : nos partenaires assument les mêmes risques que nous.

Bien sûr ce système qui est en grande partie le moteur de la culture italienne a des inconvénients.

Les Italiens sont assez au fait du mécénat et cette pratique est suffisamment ancrée dans leur mentalité pour qu'ils ne la confondent pas avec la publicité. Mais il peut avoir des effets pervers. Dans certains cas, il favorise le clientélisme de la part des municipalités ou des partis politiques, qui sont souvent les plus gros bailleurs de fonds. Quant à nous, si nous n'y prenions pas garde, nous colleçons trop au goût italien. Nous avons du mal à trouver de l'argent pour présenter un artiste totalement inconnu. Quand je suis arrivé à la tête de cet établissement, j'ai essayé de promouvoir la chanson française. En vain. Il m'a été impossible d'organiser, au début des années 80, une exposition consacrée à la Figuration libre. A l'époque, les marchands italiens promouvaient la Transavanguardia et ils estimaient qu'une telle manifestation représentait une concurrence pour leurs galeries. Enfin je n'ai pas pu faire venir à Milan la rétrospective Camille Claudel du musée Rodin. Ce genre d'écueil limite donc, sur les marges, notre programmation. Mais mes frustrations, depuis mon arrivée ici, se comptent sur les doigts d'une main.

Le mécénat est un risque. Risqué de voir un festival s'interrompre du jour au lendemain, comme celui de New-York, consacré au théâtre et financé par Pepsi-Cola. Heureusement les ressources du mécénat sont en Italie plus diversifiées. Si nos interlocuteurs sont changeants, on a toujours l'espoir de les convaincre : les industriels italiens sont, d'une manière générale, plus cultivés qu'ailleurs et cette pratique correspond à une tradition ancienne. En revanche, je suis parfaitement conscient de ce que ma situation milanaise a d'exceptionnel. Si notre centre culturel est florissant, c'est à cause de l'enthousiasme des Milanais. C'est aussi parce qu'il est implanté dans une ville dynamique et généreuse. Sa situation serait bien évidemment différente s'il était ancré dans un pays moins accueillant.

Propos recueillis par  
EMMANUEL DE ROUX

هكذا من الأصل



# Au chevet de la vieille dame

**A cinq ans de son centenaire, la santé de la Biennale de Venise n'est pas brillante. Dans une Italie en proie à la guerre des partis politiques, les enjeux de pouvoir priment les exigences culturelles.**

**L**e déclin de la Biennale de Venise, cette grande dame au glorieux passé, semble inexorable. Cette institution, qui est assurément la plus réussie, la plus célèbre et la plus fortunée de la péninsule, est victime des soubresauts et des contradictions du système politique national. En proie à la guerre des partis, l'Italie ne peut qu'engendrer une Biennale où la logique mesquine de la répartition du pouvoir prévaut sur les exigences culturelles. Enfin, le destin de la Biennale est profondément lié à la ville où elle se déroule. Et Venise, on le sait, est aujourd'hui une cité en crise, tiraillée entre les partisans du tout-musée et ceux qui voudraient l'ouvrir en grand sur le monde moderne. La bataille de l'Exposition universelle de l'an 2000 (le Monde du 12 janvier) est au centre de cette querelle.

Pour comprendre le devenir de la Biennale, il faut se pencher sur son passé. En 1893, la commune de Venise décide de créer une « Exposition artistique biennale nationale ». Deux ans plus tard, lors de son inauguration, l'exposition est déjà internationale et s'est donné un statut démarqué de la Sécession de Munich, le mouvement artistique européen le plus combatif de l'époque. Entre 1897 et 1899, la Biennale couronne des artistes comme Liebermann, von Stuck, Klimt, Whistler ou Knopff, mais elle néglige l'art français. Si Corot et Millet sont exposés en 1901, l'année où une salle entière est consacrée à Rodin, l'impressionnisme est quasiment ignoré. On note, en revanche, un intérêt pour l'art américain (Sargent) et russe, avec Répine et Bakst amenés par Diaghilev.

Il faut attendre 1910 pour que l'impressionnisme soit honoré pour la première fois : une salle est alors dédiée à Renoir. A la même date, le secrétaire général, Antonio Fradeletto, fait retirer du pavillon espagnol une toile de la période rose de Picasso qui aurait pu scandaliser le public. Le pavillon italien, lui, accueille une œuvre, *L'Assemblée suprême*, d'un peintre obscur, Giacomo Grosso. Cette évocation d'un cercueil où repose un homme entouré de nudités lascives provoque l'indignation du patriarche de Venise. La commission laïque ne se laisse pourtant pas intimider et le tableau obtient le prix de « l'approbation du public ». Cette année-là, 224 000 personnes visitent l'exposition. Deux ans auparavant, ils étaient à peine 100 000.

En 1920, la propriété du pavillon russe étant encore mal définie, Venise en profite pour accueillir

des artistes d'avant-garde : Archipenko, Larionov et Natalia Gontcharova. Quatre ans plus tard, le gouvernement soviétique expose Malevitch et Rodchenko. Durant cette décennie, l'art français triomphe avec des œuvres de Cézanne, Gauguin, Toulouse-Lautrec, Manet, Monet, Degas, et Matisse.

En 1930, en pleine période fasciste, la gestion de la Biennale est retirée à la ville. Celle-ci devient autonome. Elle est administrée par un comité de cinq membres. Malgré la situation politique, la manifestation fait preuve d'une grande vitalité. A l'instigation du conte Volpi di Misurata, la musique, le théâtre et le cinéma viennent renforcer les arts plastiques. Après la guerre, cette orientation audacieuse trouvera à Cannes, Kassel ou Avignon, de redoutables concurrents. La « fascisation » de la Biennale date en fait

d'une loi de 1938. En 1940, le sculpteur italien Ferruccio Vecchi y présente une œuvre à la gloire de Mussolini : *L'Empire sort de l'esprit du Duce*. Un autre sculpteur, l'Allemand Arno Breker, y célèbre l'esthétique nazie. Si des œuvres de Nolde, Klee, Beckmann ou Kirchner étaient jusque-là exposées, cette fois l'art « dégénéré » est écarté. En 1942, la Biennale ferme ses portes. Elle ne les rouvrira qu'en 1948 avec une série d'expositions historiques : Koschka, Chagall, Klee, Turner, Moore, Rouault, Maillol, Braque, Schiele, Wotruba, Delvaux, Ensor, Magritte, Permeke, une superbe rétrospective Picasso. C'est aussi l'année de l'ouverture de la Collection Guggenheim où sont confrontés Picabia et Schwitters, Kandinsky et Mondrian, Gorky et Pollock.

Après la consécration de l'informel au cours de la

décennie suivante, la Biennale réaffirme, en 1964, son rôle d'agent de liaison entre la société et l'avant-garde : elle s'ouvre au pop art et Robert Rauschenberg obtient le Premier Prix. C'est précisément ce rôle d'agent qui place la Biennale au centre de la contestation furieuse de 1968. L'institution devient la proie des utopies les plus diverses. Au lieu de sortir plus libre du tremblement de terre, elle s'enlise dans un engrenage pervers. Un nouveau statut — déplorable — est rédigé en 1973 pour lutter contre « l'art bourgeois, esclave du marché ». Le Comité de la Biennale comprend dorénavant dix-neuf membres représentant les nuances du pouvoir politique et syndical, système qui bloque de manière irréversible le fonctionnement de l'institution. Pendant plus de dix ans, la Biennale va vivre dans l'esprit de 1968. Exemple emblématique de ces rêves éveillés, ce « happening écologique » de 1976 où 10 000 papillons libérés place Saint-Marc... sont immédiatement dévorés par des bandes de pigeons faméliques.

Nous voici, en 1990, avec une Biennale sans identité, sans objectifs, corsetée par une bureaucratie confuse, enghénée dans d'obscures tâches matérielles et freinée par le manque de subventions. Quarante milliards de lires (250 millions de francs) sont nécessaires pour faire tourner la machine. Elle ne reçoit pas le cinquième. Trois milliards de lires ont été consentis à l'exposition des arts plastiques, la somme est à peine suffisante pour en couvrir la logistique. Et pourtant, le potentiel culturel de la Biennale est encore énorme. Son actuel directeur artistique, Giovanni Carandente, avait présenté les meilleurs talents en Europe de l'Est : « Ambassade Berlin » rassemble des jeunes artistes de la RDA. Malheureusement, la rétrospective qu'il voulait dédier à Chirikov, le visionnaire lituanien né à Vilnius au siècle dernier, n'a pu être organisée faute d'argent.

Que va devenir la glorieuse manifestation vénitienne ? Beaucoup de monde s'agit à son chevet. Trop, sans doute. L'actuel ministre des affaires étrangères, Gianni De Michelis, venant et socialiste (dont le malheureux projet d'Exposition universelle est au centre d'une furiuse polémique) fourmille naturellement d'idées. Outre le statut de 1973, c'est la formule même de la Biennale qui devrait être, selon lui, radicalement modifiée. Faut-il la rattacher aux autres institutions vénitienes (l'Accademia, la Ca' d'Oro, le Musée Correr, le Palais Ducal) ou la transformer en « laboratoire permanent » ? L'actuel pouvoir politique, qu'il soit municipal, régional ou national, ne semble pas capable d'apporter à la Biennale des remèdes sérieux.

VIVIANNE DI MAJO



Ci-dessus : le pavillon des États-Unis lors de la Biennale de 1988. Ci-contre, vingt ans plus tôt : la vieille institution vénitienne est contestée place Saint-Marc...

Pendant de nombreuses années, elle va vivre dans le souvenir de cette utopie radicale. Il faudra attendre le début des années 80 pour qu'elle retrouve une partie de sa sérénité.



# ARTS

DE VENISE

## Un penchant pour l'Allemagne

**Son cadre : des pavillons à l'ombre de grands arbres, et l'architecture splendide des cordiers de l'arsenal. Ses contenus : divers. Mais cette année l'Allemagne de demain est à l'honneur.**

La Biennale de Venise, cette vieille institution presque centenaire, va une nouvelle fois attirer, au moins pendant les journées de vernissage, une foule d'artistes, de marchands, de conservateurs et de critiques d'art venus du monde entier. Après quoi elle sera livrée aux amateurs d'art contemporain et aux touristes.

C'est ainsi : quel que soit le contenu annoncé, quelles que soient les critiques formulées envers les éditions passées, c'est un événement qu'on ne manque pas. Parce qu'il y a Venise, bien sûr, mais pas seule-

ment. Si l'on peut en effet juger sévèrement l'institution (lire ci-contre l'article de Vivienne Di Majo), la Biennale n'en demeure pas moins un lieu privilégié de confrontation internationale. Et de découverte, moins prestigieuse peut-être que la Documenta de Kassel, sa grande rivale, mais plus libérale, puisque chaque pays envoie qui bon lui semble dans son pavillon des Giardini. On a pu regretter le maintien de cette formule, les sélections de certains pays étant confiées à des fonctionnaires peu compétents, ou, pour l'Est, à des suppôts de l'art officiel, d'exportation ou pas. Or, comme chacun sait, la situation de ce côté-là a changé. Les dernières Biennales, d'ailleurs, en témoignent déjà.

### LES PARTICIPATIONS NATIONALES

Cette année trente pays ouvrent leurs pavillons : les pays européens, les pays de l'Est (Union soviétique, Hongrie, Roumanie, Pologne, Tchécoslovaquie,

République démocratique allemande), Israël, l'Égypte, le Japon, les États-Unis, le Canada, le Brésil, l'Uruguay, le Venezuela. Parmi les artistes proposés, notons : Anish Kapoor (Grande-Bretagne), Mucha et les Becher (République fédérale d'Allemagne), Miralda (Espagne), Olivier Mosset (Suisse), Jenny Holzer (États-Unis).

Quant à la participation de la France - les trois architectes : Jean Nouvel, Christian de Portzamparc, Philippe Starck, concourant pour la reconstruction du pavillon, - le parti de Jean-Louis Froment est contesté.

» Gardini

### APERTO

C'est l'un des points forts de la Biennale : une ouverture de plus en plus grande aux jeunes générations devenue nécessaire, le rétablissement des prix ayant incité les pays à envoyer dans leur pavillon des artistes confirmés. La section confiée à un comité international renouvelé à chaque édition était orchestrée cette année par Renato Barilli, Bernard Blistène, Wenzel Jacob, Stuart Morgan, Linda Shearer. Qui ont tiré leur sélection : « Dimension future », et semblent avoir trouvé de quoi remplir leur mission de prospection tout particulièrement en Italie et dans les deux Allemagnes. Mais sept Français ont été retenus, ce qui est bien plus qu'à l'habitude.

» Cordiers de l'Arsenal

### AMBIENTE BERLIN

Autre point fort, en principe. Le projet de présenter la scène berlinoise, comme était présentée la scène italienne à la dernière Biennale, date d'il y a deux ans. Il est donc antérieur à l'effondrement du mur. On le doit au grand patron de la manifestation, Giovanni Carandente, qui par là voulait affirmer, « dans l'immensité de l'Europe communautaire, l'importance de l'art européen en regard des États-Unis ». L'exposition réunit les œuvres d'une quarantaine d'artistes travaillant ou ayant travaillé à Berlin, qui ne sont pas forcément ceux auxquels on pourrait s'attendre. Ainsi les « sauvages » qui ont déboulé à Berlin au début des années 80 ne figurent pas dans le panorama, qui rend justice à des artistes plus âgés. Outre Baselitz et Lipertz, on y trouve en effet Kienholz, Vostell, Marwan.

» Pavillon central des Giardini

### PARTICIPATION ITALIENNE

Une sélection de dix-sept artistes, qui ne sont particulièrement représentatifs ni de la Transavangarde ni d'Arte Povera. Cela change. Laura Cherubini, Flaminio Piccoli, Lea Vergine, qui les ont choisis, ont ratissé plus large. Ainsi Carlo Maria Mariani, peintre de citations, travaillant à l'ancienne, a-t-il été retenu aux côtés d'Anselmo, Alighiero e Boetti, Ernesto Tatafiore ou Nicola de Maria.

» Pavillon Italie, Giardini

### CHILLIDA

Hommage de la Biennale au sculpteur espagnol, l'un des plus grands sculpteurs vivants, « un Ulysse de l'artisanat du fer, du granit, de l'albâtre », vous dira Giovanni Carandente. En trente sculptures et une quarantaine d'œuvres graphiques présentées dans le décor de la Ca' Pesaro. A ne pas manquer.

» Ca' Pesaro

» La Biennale, 44<sup>e</sup> exposition internationale d'art. Du 27 mai au 30 septembre. Tél. : 52-00-569.

## NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans le Monde du jeudi (dans vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

### Sculptures françaises néo-classiques

Pajou, Houdon, Rude, David d'Angers et bien d'autres. Soit 89 sculptures, pour une exposition du Bimillénaire qui, après un périple en Allemagne, est finalement présentée au Louvre.

Musée du Louvre, galerie et

salle Mollien, entrée par la Pyramide, direction Danon, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours, sauf mardi de 9 heures à 17 h 45. Nouveaux horaires le mercredi et un lundi sur deux jusqu'à 21 h 45. Du 23 mai au 3 septembre. 27 F (prix d'entrée du musée).

## SÉLECTION PARIS

### Art précolombien du Mexique

L'art des civilisations maya et azèque, mais aussi olmèque, tolèque et mixtèque, présenté avec tout le décorum requis dans ce genre de grande rétrospective. Les pièces venues du Musée ethnographique de Mexico, en particulier, sont souvent splendides.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Espionnages, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 42-85-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 30 juillet. 33 F.

### Dessins vénitiens des collections de l'École des beaux-arts

Titian, Le Tintoret, Véronèse, Palma le Jeune, Tiepolo, Guardi, Piranesi... Constitué au dix-neuvième siècle grâce aux dons de collectionneurs parisiens, le fonds de dessins vénitiens conservé à l'école du quai Malaquais est assez riche pour offrir à lui seul un bon aperçu de trois siècles d'art dans la Cité des doges.

École nationale supérieure des beaux-arts, chapelle des Petites-Augustines, 14, rue Bonaparte, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 42-80-34-57. Tous les jours de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 juillet. 22 F.

### James Ensor

Visionnaire, angoissé, macabre et burlesque, célèbre mais inconnu, James Ensor, le peintre d'Ostende qui naviguait entre masques et tristesse, est salué au Petit Palais. En une rétrospective réunissant cent peintures et cent cinquante dessins et gravures.

Musée du Petit Palais, av. Winston Churchill, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 45. Visites-conférences les jeudis et samedis à 14 h 30 (22 F). Jusqu'au 22 juillet. 28 F.

### Charles Garnier architecte de l'Opéra

L'Opéra de Paris, depuis l'ouverture du Musée d'Orsay, est devenu l'archétype du dix-neuvième siècle que

notre V<sup>e</sup> République aime assimiler au seul second Empire. C'est une façon de remettre les pendules à l'heure que de replacer son architecte, Charles Garnier, dans la réalité : sa vie, son œuvre, la profession, les concours... Et en supplément : l'Opéra de Monte-Carlo, dont Garnier est aussi l'auteur.

Musée d'Orsay, quai Anatole France, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 40-45-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 10 juin. 27 F (prix d'entrée au musée).

### L'art déco

Les petites lignes noires et blanches du code à barres dont les produits de consommation sont aujourd'hui estampillés titillent, depuis quelques temps, la rétine et les méninges d'un certain nombre d'artistes. A preuve cette exposition judicieusement organisée à la Bourse du commerce de Paris.

Bourse de commerce, 2, rue de Viarmes, Paris 2<sup>e</sup>. Tél. : 42-89-70-00. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mai.

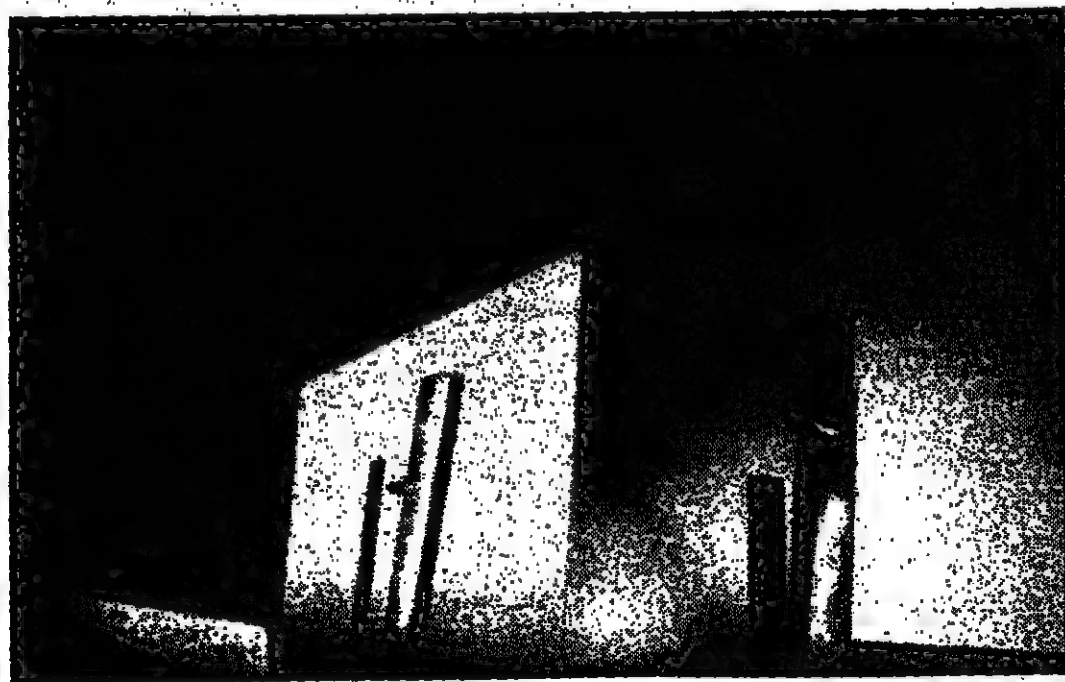
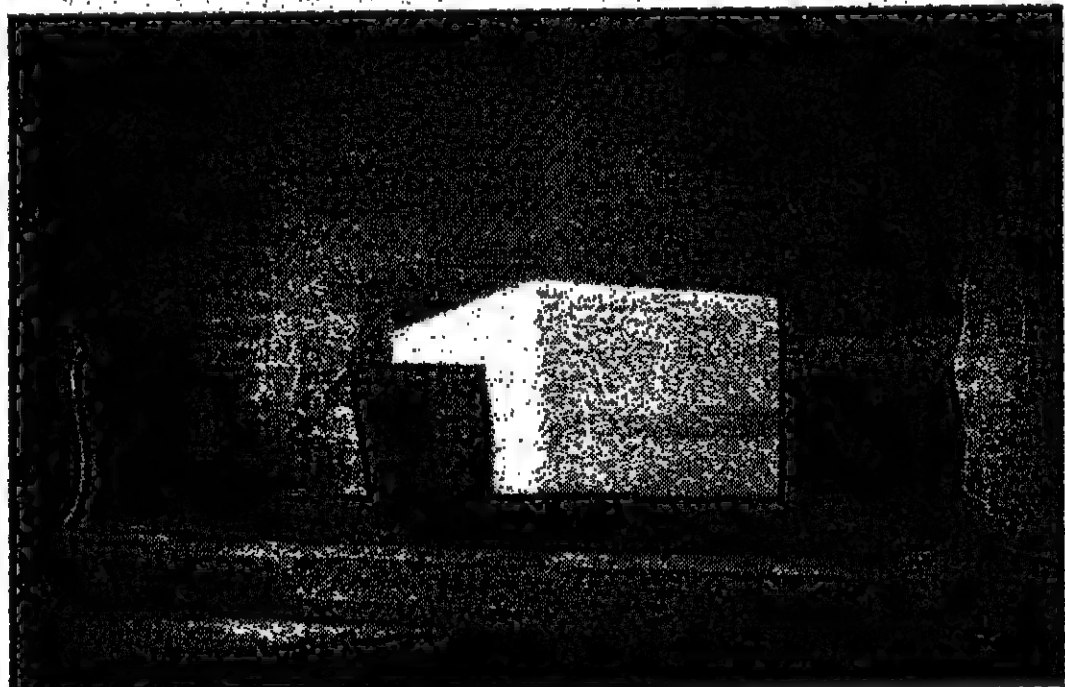
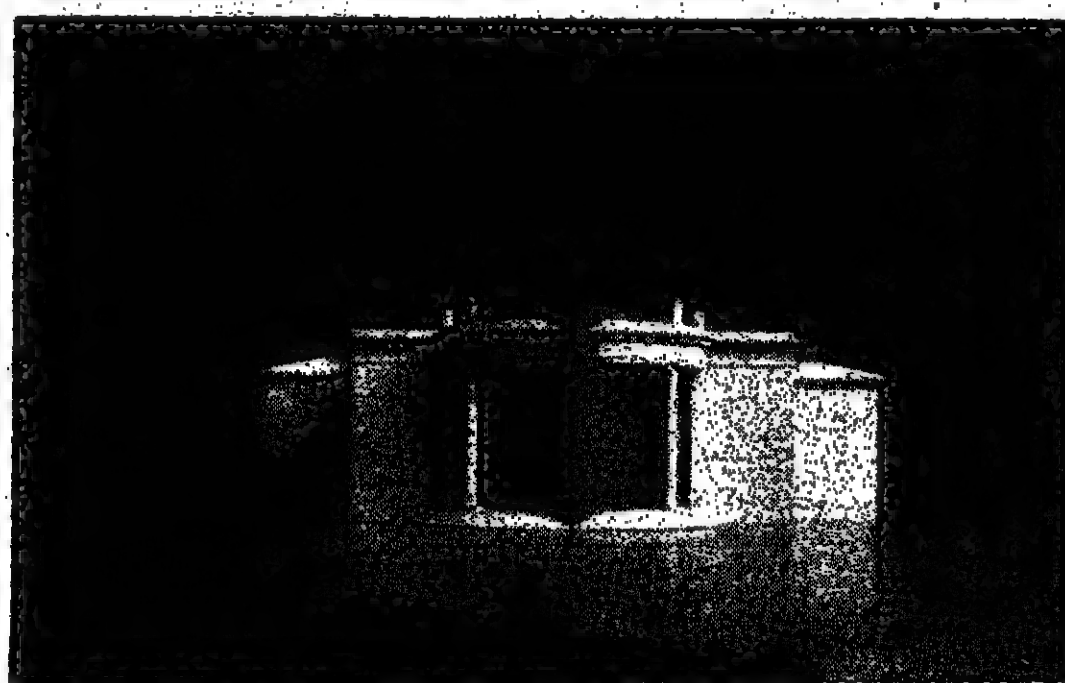
### L'art prend l'air

Après une tournée au Japon, cet art éphémère et éphémiste d'artistes font escale à la Grande Halle de La Villette. Ils sont signés Tinguely, Leon Polk Smith ou Sam Francis.

Grande Halle de La Villette, 211, av. Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. Tél. : 42-40-27-28. Tous les jours, sauf lundi, de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet. 20 F.

### Le tableau multiple du Moyen Âge au XX<sup>e</sup> siècle

Le Moyen Âge a inventé le tableau multiple à volets mobiles ou fixes, pour les besoins du culte, par besoin d'images. Après deux siècles d'oubli, le dix-neuvième siècle en a exploité les ressources à diverses fins : il faisait fureur chez les préraphaélites et chez les nabis. Le vingtième siècle parfois y a recours, pour combiner des figures, ou raconter des histoires de formes, ou mettre en forme des aires abstraites. Le Louvre en présente une



Maquettes des projets pour le pavillon de la France à la Biennale de Venise. De haut en bas : Jean Nouvel, Christian de Portzamparc, Philippe Starck.

هكذا من الأصل



# ARTS

**soixantaine, d'hier à aujourd'hui.**  
Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 21 h 45. Visites-conférences les lundis et mardis à 19 h 45, les vendredis à 15 h 30. Jusqu'au 23 juillet. 25 F, possibilité de billets coupés avec le ticket d'entrée au musée.

## Redin et ses modèles : le portrait photographié

Cent cinquante photographies d'attacher le plus souvent anonymes, parfois dues à Steichen, Coburn ou Nadar. Où l'on découvre, auprès du maître au travail, les modèles professionnels et les amis qui ont posé pour lui.

## Thomas Schütte

Des sculptures qui font penser tant à des maquettes et tant à des monuments ; des esquisses et des croquis, qui traitent de la nature morte, bien morte : des peintures emblématiques sur coton ; à chacun de se débrouiller avec l'œuvre protéiforme de ce jeune artiste allemand, qui se plaît à organiser son œuvre en réseau ouvert de significations.

## Tire la langue, ou les irréguliers du langage

De Pierre Alechinsky à Robert Willems, une centaine d'œuvres réalisées en Belgique depuis la fin du siècle dernier, notamment de dadaïstes, de surréalistes et de gens de Cobra, qui se sont amusés à faire dériver les mots dans le domaine des images et vice versa.

Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaumont, 123-127, rue Saint-Martin, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-26-16. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 août. 20 F.

## 35<sup>e</sup> Salon de Montrouge

L'Italie est à l'honneur, cette année, au Salon de Montrouge. Avec un hommage à Mario Sironi (1883-1961) d'une part ; avec, d'autre part, une exposition réunissant une vingtaine de jeunes artistes de Milan, de Florence, de Rome...

Centre culturel et artistique, 2, avenue Emile-Boutroux, Montrouge, 92120. Tél. : 46-56-56-34. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 juin.

## Kees Van Dongen, le peintre

Ce Français d'origine hollandaise ne fut jamais l'œuf en odeur de sainteté. Autour de 1910, on trouve ses sujets obscurs et, plus tard, qu'il cédait à la facilité en ne peignant plus que des mondaines. Et on faillit l'oublier. Oublier la fougue, la hardiesse de la palette comme l'audace des cadrages du sous-vrai fauve qu'il a été.

## Joseph Wright of Derby

Joseph Wright, peintre anglais du dix-huitième siècle peu connu en France, se plaisait à peindre des sujets nouveaux, par exemple des scènes scientifiques, qu'il associait à un traitement pictural de la lumière à la Cartier, justement sans équivalent au siècle des Lumières. Cette première rétrospective d'envergure rassemble quatre-vingts tableaux et une trentaine de dessins.

Grand Palais, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, 8, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 42-95-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 23 juillet. 25 F.

## GALERIES

### Guillaume Bijl

Le travail de ce Belge consiste à installer, dans les lieux de l'art, des salles de gymnastique, d'hôpital, ou de magasins, si bien que l'œil s'y trompe. C'est drôle et un peu plus que cela. Voir au 30, rue de Lappe, où Bijl a séjourné.

Galerie Claire Burrus, 30-32, rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>. Tél. : 43-55-36-90. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 juin.

### Max Bill

Denise René, fidèle à ses options de toujours, expose des peintures et des sculptures de Max Bill, ce vétéran de l'abstraction pure, qui est l'un des derniers tenants de l'avant-garde du Bauhaus de Dessau.

où il a attrapé le goût de la recherche plastique et des « bonnes formes ».

### Camille Bryson

On ne parle plus beaucoup de cet artiste singulier disparu en 1977, un poète de l'objet, des mots et des couleurs pour qui l'exercice du dessin comme de la peinture signifiait avant tout liberté.

Galerie Callu Mérite, 17, rue des Beaux-Arts, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 46-33-04-19. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures, samedi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 juin.



### Anthony Caro

Tandis que la galerie de la rue de Téhéran propose une grande pièce récente en quatre parties et des petits assemblages d'Anthony Caro, sur l'Esplanade de la Défense, l'EPAD accueille (pour plusieurs mois) *After Olympia*, une œuvre en acier rouillé particulièrement impressionnante de cet excellent sculpteur anglais.

Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 45-63-13-19. Samedi et dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 mai.

### Jean Degottex

Les *Rayons*, soit une suite de grandes toiles noires brossées large, dont les fonds écorchés travaillent par la colle adhésive à la surface. Degottex les a peintes entre 1977 et 1981. Elles sont inédites à Paris.

Galerie de France, 50-52, rue de la Vierge, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 juin.

### Bernard Faucon

Dans leurs habits d'époque, parfois portés par l'auteur

lui-même, les quatre-vingt-trois mannequins qui ont fait la notoriété de Bernard Faucon, posent devant un mur nu, dans une lumière douce et tamisée, pour une ultime farandole avant leur départ pour le Japon. Ils ont, en effet, été acquis par un musée de Kyoto.

Galerie Agathe Gallard, 3, rue du Port-Louis-Philippe, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-33-24. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 juin.

### Alain Fleischer

Contraction tout à la fois du décor de film, du cadre photographique et de la figure picturale, cette mise en abyme de l'image par elle-même inverse le processus du voyeurisme. C'est l'obsession d'images projetées dans des appartements clos, qui d'un malicieux clin d'œil à la localité chez lui.

Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-78-05-62. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 juin.

### Michel Haas

Sa peinture est depuis toujours en travail sur la mémoire et le temps. Indissociables du fond des tableaux, les êtres et les choses prennent forme comme de lointains souvenirs, lents, mais impérieusement, mis au jour. La matière brisée large est belle.

Galerie Di Moe, 6, rue des Beaux-Arts, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 43-54-10-88. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 juillet.

### Dennis Hopper et le pop art

Photographies contre peintures : les photographies ont été prises par le cinéaste Dennis Hopper ; les peintures ont été faites par les artistes figurant sur les photos : Blake, Hockney, Johns, Oldenburg, Rauschenberg, Warhol.

Galerie Boulakia rive droite, 30, rue de Mironville, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 47-42-59-51. Tous les jours sauf dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures, samedi et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 juin.

### André Lansky

De ce Français d'origine russe disparu en 1976, l'exposition propose un choix de peintures depuis les premières abstrac-

tions de l'après-guerre jusqu'en 1960. On les couleurs fortes s'arrangent, entre-elles pour rendre plus lumineux les noirs qui les sous-tendent.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 45-62-57-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

### Le Belvédère Mandargues

Mandargues et ses peintres. Cet hommage situe le champ des options artistiques de l'écrivain, qui est vaste et s'étend, au-delà du surréalisme, auquel il a été étroitement mêlé, à toute forme de création « subversive ». Par exemple à l'art maniériste et à l'œuvre de Jean Dubuffet.

Galerie Artcurial, 9, av. Matignon, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-99-16-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 13 juillet.

### Ger Van Elk

Les œuvres récentes d'un artiste qui joue avec les thèmes de la peinture traditionnelle. Après les bouquets de fleurs, les paysages, les portraits et les natures mortes flamandes, le voici qui plonge dans le romantisme et l'appel de la nature. Non sans humour, non sans tendresse. D'où l'ambiguïté de son œuvre prise entre tradition et modernisme.

Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hautes-Écoles, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-63-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 juin.

### Maîtres français XIX-XX<sup>e</sup> siècle

C'est devenu un rituel : chaque année, à la même époque, Robert et Manon Schmit invitent les amateurs d'art à venir découvrir, dans leur galerie, quelques merveilles de maîtres du dix-neuvième et du vingtième siècle qu'ils ont débarrassés, cela, depuis vingt-cinq ans. Pour fêter cet anniversaire, ils ont demandé aux collectionneurs de leur prêter les chefs-d'œuvre acquis chez eux : ici un Delacroix, là un Degas et là un Matisse ou un Soutine.

Galerie Schmit, 386, rue Saint-Hippolyte, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-60-36-36. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30, samedi de 10 heures à 18 h 30. Jusqu'au 18 juillet.

### Susan Wides

De Jane Harlow à Reagan, les figures mythiques de la société américaine, représentées par des mannequins de cire, sont l'objet d'une amusante réflexion sur le tactique, le réel et l'illusion.

Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turin, 2<sup>e</sup> étage, escalier B, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-56-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 mai.

## RÉGIONS

### Nîmes

#### Alberola

Il peint, mais, en artiste marqué par Marcel Duchamp, il est hanté par l'idée de la fin de la peinture. Son errance à travers l'histoire de l'art et l'art populaire, ses déplacements d'un continent à l'autre, d'un mode d'expression à l'autre, ne facilitent pas l'approche de son œuvre personnelle, énigmatique, déchirée. Qui est présentée à Nîmes en quarante-six peintures et une dizaine de dessins depuis 1981.

Musée des Beaux-Arts, rue Cité-Foule, 30033, Tél. : 68-76-73-47. Tous les jours de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 juin.

### Le Havre

#### Bill Culbert

Néons et lampes sont les matériaux de prédilection de ce néo-Zélandais de Londres, qui avec eux cherche à éclairer sous un jour inattendu des objets ordinaires tels que bidons, tables, valises et sièges.

Musée des Beaux-Arts, boulevard Kennedy, 76600. Tél. : 35-42-33-97. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 24 juin.

### Le Blanc

#### Jeunes créateurs à suivre

Il y a trois par région : un peintre et deux sculpteurs, ou deux sculpteurs et un peintre, sélectionnés par des conseillers artistiques, des journalistes, des directeurs d'écoles ou de centres d'art. Pour une promenade à travers la France des jeunes créateurs. Une idée de la revue *Eligly*.

Espace Art Bréma, Concrémier, 36300. Tél. : 54-37-40-16. Tous les jours de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 juin.

### Remes

#### Le spectaculaire

L'usage des instruments du spectacle produisant du spectaculaire, parlent aux yeux, en imposent. Avec Rebecca Horn, IFF, Nick Kemp, Claude Lévêque, Raoul Marek, Juan Munoz, Emmanuel Saulnier, Haim Steinbach, Jean Verroussse.

Galerie d'art et d'essai, bibliothèque interuniversitaire, 5, avenue du Professeur-Léon-Bernard, 35040. Tél. : 99-33-62-44. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 19 heures, samedi de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 17 h 45. Jusqu'au 13 juillet.

### Nancy

#### L'art du livre

Depuis le *Mallarmé* (1932), l'intégrale des livres illustrés par Matisse, ainsi que diverses publications auxquelles il a participé. Tous les jours avec cette idée de « prendre un espace clos de proportions très réduites et lui donner par le seul jeu des

couleurs et des lignes des dimensions infinies ». Musée des Beaux-Arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-85-01. Tous les jours sauf lundi matin et mardi de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

### Calais

#### David Nash

De chêne et de frêne, les sculptures d'un Anglais un rien romantique, à qui il arrive de travailler « le bois sur pied », le situent où il vit, au nord du Pays de Calais, mais aussi de cultiver les souches et les branches coupées, auxquelles il confère volontiers des formes anthropomorphiques.

Musée des Beaux-Arts, 28, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 2 juin.

### Saint-Paul-de-Vence

#### Jean-Paul Riopelle

Un grand peintre canadien, en cinquante peintures de grand format, ainsi que des pastels, des fusains, des collages, d'hier et d'aujourd'hui.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-63. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 25 juin.

### Troyes

#### Louis Soutter

Louis Soutter, violoniste et dessinateur né près de Lausanne en 1871, est mort en 1942 dans un asile de vieillards où il avait été placé contre son gré, vingt ans auparavant, sa famille ne supportant plus ses excentricités, ses délires, ses troubles psychiques. L'importante rétrospective de Troyes réunit dessins, peintures et livres illustrés conservés dans les collections suisses.

Musée d'art moderne, place Saint-Pierre, 10000. Tél. : 25-80-57-30. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 juin.

### Valence

#### Mark di Suvero

Valence a livré ses places, ses rues, son musée, au sculpteur américain Mark di Suvero. Comme naguère Chalon-sur-Saône, qui fut et reste un des ports d'attache de ce manipulateur de poutrelles dont la création est toujours en rapport de forces tendues dans l'espace monumental.

Espace urbain de Valence, Musée, Médiathèque, CRAC, 26000. Tous les jours de 14 heures à 18 heures, mercredi, samedi, dimanche de 9 heures à 12 heures. Jusqu'au 31 août.

### Chau mont

#### Toulouse-Lautrec

Pour la première fois réunie, la collection complète des trente affiches de Toulouse-Lautrec.

Bibliothèque municipale de Chaumont, 87, rue Victoire-de-la-Marne, 52000. Tél. : 25-32-37-48. Tous les jours sauf lundi de 15 heures à 18 h 45. Jusqu'au 28 juillet.

### Angoulême

#### Tom Ungerer

Des « *Mémoires* » destinés aux enfants, au « *Fornicon* » plutôt pensé à l'usage des adultes, une « *33perspective* » des ouvrages illustrés de Tom Ungerer, un Alsacien terriblement caustique, qui s'est mis au vert en Irlande, après avoir vécu à New York et au Canada. « *33perspective* », parce qu'y sont présentés, en 33 livres, 33 ans de publications.

Centre Saint-Martial, boulevard Berthelot, 16000. Tél. : 45-96-43-45. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 30 mai.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breccette, Sélection « Photo » : Patrick Roegiers

### PUBLICIS ELYSÉES - ST-ANDRÉ DES ARTS

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1934

## L'ATALANTE DE JEAN VIGO

AVEC MICHEL SIMON DITA PARLO JEAN DASTÉ

VERSION INÉDITE IMAGES ET SON RESTAURÉES MUSIQUE ORIGINALE DE MAURICE JAUBERT

EN AVANT-PROPOS DU FILM, PRÉSENTATION DE DOCUMENTS INÉDITS SUR JEAN VIGO, L'ATALANTE ET SON ÉPOQUE.

DISTRIBUÉ PAR TRANSFONDS

## EXPOSITION D'ART CONTEMPORAIN SOVIÉTIQUE

23 MAI - 15 JUIN

9, place Furstenberg, Paris 6

Ouv. du mardi au samedi 11-19 h

## PROSCENIUM

35, rue de Selme, 75006 Paris

43.54.92.01

## ROBERTO PLATE



# CINÉMA

HAUSSE SENSIBLE DES INVESTISSEMENTS EN 1989

## La fièvre des producteurs français

Les groupes financiers croient plus que jamais à l'avenir du cinéma. Les producteurs rêvent de développement et de conquête. Mais pendant ce temps, les films américains règnent toujours sur le marché.

**V**UE de La Croisette, la crise qui affecte le cinéma français depuis plus de six ans prend des allures de paradoxe. On n'a jamais vu au Festival de Cannes autant de banquiers et d'investisseurs prêts à jouer au poker du film. La fréquentation des salles obscures ne cesse de chuter depuis 1982 tandis que l'argent afflue vers la production : 2,8 milliards de francs en 1989, soit 13 % de plus que l'année précédente. Les groupes financiers qui se contentaient jusqu'à présent de spéculer sur les valeurs sûres de catalogues de films et leur vente aux télévisions, prennent le goût du risque et se disputent le capital des sociétés de productions. Dopés par ces surenchères, les professionnels du septième art ne parlent plus que de développement, ne rêvent plus que de conquête.

M. Nicolas Seydoux résume parfaitement cette ferveur collective : « Je crois profondément à l'avenir du cinéma. Au moment même où la télévision va améliorer la qualité de ses images et augmenter le nombre de ses programmes, le cinéma reste le seul véritable promoteur du désir. Ce désir qui pousse les spectateurs vers la salle, suscite des jugements passionnés et l'envie de revoir l'œuvre des années après, à la télévision ou en vidéo. Le cinéma français est en passe de surmonter la crise de la fréquentation parce qu'il sait faire aujourd'hui, au lieu de petits films produits par et pour la télévision, des œuvres ambitieuses destinées aux salles, et des salles équipées pour recevoir ces œuvres. Nous avons retrouvé notre vocation : être les Hédard, les Fauchon, les Vuitton de l'image, face au supermarché du petit écran ».

Le Pdg de Gaumont lance pour septembre une augmentation de 200 millions de francs de son capital. Des sommes qui viendront soutenir un patient travail d'artisan : pas beaucoup plus de films mais des productions à gros budget, capables de séduire un vaste public. Après le Grand Bleu, Nikita, sortira bientôt les adaptations de Pagnol. Mais si Gaumont veut continuer à améliorer ses salles françaises, Nicolas Seydoux, échaudé par ses échecs en Italie et au Brésil, ne songe plus, pour le moment à s'installer hors des frontières.

Cette aventure de l'internationalisation, c'est UGC qui la reprend aujourd'hui, appuyée sur son puissant actionnaire, la Compagnie générale des eaux et le premier portefeuille français de droits audiovisuels, UGC DA. Après l'implantation réussie en Belgique, la société ouvre des salles à Moscou et compte bien disputer aux Américains le grand marché des pays de l'Est. Troisième grand nom du cinéma français, Pathé est aujourd'hui en pleine épopée financière. Son nouveau propriétaire, Gian Carlo Piretti, tente d'avaloir la Metro Goldwyn Mayer. Mais l'opération piétine, semble paralyser tout investissement en France et risque de faire basculer tout le groupe dans les bras du géant américain Time Warner.

La poussée de croissance n'est pas l'apanage des plus grands groupes. M. Marin Karmitz, lui, mobilise les actionnaires de la Compagnie européenne de droits (la Compagnie financière de Suez, le Crédit agricole, Elf, le CIC, etc.). De quoi débloquer sur deux ans 70 millions de francs qui viendront s'investir dans les trois prochains films de Claude Chabrol (dont Madame Bovary) et ceux de Krzysztof Kislowski, le réalisateur du Décalogue. Jean-François Lepetit, heureux producteur du Grand Chemin et de Trois hommes et un couffin, ouvre un tiers de son capital à la Caisse des dépôts, la Banexi (BNP), le GAN et la Financière CIC. « Ces actionnaires vont me permettre d'intensifier ma production cinéma et télévision, de continuer à travailler avec les Américains pour la suite de Three men and a baby, explique-t-il. C'est une première étape dans mon développement. D'ici à cinq ans, la restructuration du cinéma français va s'intensifier. Il sera temps alors de négocier des alliances avec les grands pôles qui auront émergé ».

Soutenu par la Caisse des dépôts, Initial Groupe a bâti un scénario de développement original autour d'IDA, le troisième portefeuille de films en France derrière celui de Gaumont et d'UGC. M. Jean Cazes, son opérateur, a négocié des accords d'échanges de droits avec des gros producteurs italiens, allemands et espagnols. Ces échanges facilitent la circulation des

films, créent des solidarités entre producteurs européens qui se transformeront, le cas échéant, en liens plus organiques.

A travers toutes ces stratégies de croissance, on voit se dessiner une nouvelle géographie du cinéma français. Petits et gros producteurs se placent dans l'orbite de quelques grands pôles financiers qui croient fermement à la rentabilité du secteur et sont prêts, tout en respectant sa logique artisanale, à lui donner les moyens nécessaires pour développer des projets et mieux commercialiser les œuvres. Les chaînes de télévision privées et leurs actionnaires ne veulent pas rester à l'écart de cette restructuration. Le groupe Bouygues vient de créer une filiale de production de longs métrages. Havas, qui a renoué à s'associer sur ce terrain avec le leader des travaux publics, s'apprête à faire de même.

### ABUS DE POSITION DES PRODUCTIONS AMÉRICAINES

Canal Plus investit aux États-Unis et plaide, en France, pour un rapprochement entre producteurs de cinéma et chaînes de télévision. Cette profession de foi a soulevé, à Cannes, une véritable levée de boucliers de tous ceux qui craignent de voir fausser les fragiles équilibres du marché (le Monde du 19 mai). Mais d'autres producteurs se montrent plus nuancés. « L'initiative de Canal Plus a le mérite de nous forcer à réfléchir et à trouver de nouvelles solutions au financement du cinéma, explique Jean-François Lepetit. Le système français avec ses quotas, ses cahiers des charges, ses aides publiques finit par ressembler à une série de guichets plus ou moins automatisés qui sélorent l'imagination et enferme la production dans un réseau de contraintes. Nous avons, au moins, cinq ans de retard sur ce qui se passe aux États-Unis ».

Le bel optimisme des producteurs ne suffit pas à faire oublier les nuages qui s'amoncellent toujours sur les salles de cinéma. Grâce à Cyrano, Nikita, Milou en mai et quelques autres, le film français ne devrait pas faire une trop mauvaise année mais la production américaine règne toujours sur les écrans (55 % du marché l'an dernier). Au point que certains fois d'abuser de sa position dominante. Nombreux sont les distributeurs français qui se plaignent de ne plus pouvoir accéder aux salles ou de voir leur film retiré prématurément de l'affiche pour laisser la place au dernier produit américain.

Les exploitants qui se battent, plusieurs mois à l'avance, pour obtenir des copies de Batman ou des Aventuriers de l'arche perdue qui arrivent en France précédés par leur succès aux États-Unis, spéculent plus rarement sur le succès de Cyrano. Les distributeurs américains, de leur côté, disposent d'une masse de films pour inonder les salles et ne s'en privent pas. Une semaine avant l'ouverture du Festival de Cannes, plus de douze titres américains se sont bousculés sur Paris, ne laissant qu'une maigre chance aux outsiders nationaux.

« Grâce à United International Pictures qui regroupe la distribution en Europe de tous les films de MGM, Universal et Paramount, les Américains peuvent facilement faire pression sur les salles, explique M. Pascal Rogard, responsable de la Chambre syndicale des producteurs. Et les circuits français ne peuvent leur résister. Mais pourquoi tolérer en France l'existence d'un tel consortium que la législation américaine, elle-même, considérerait sur son propre territoire comme une atteinte à la concurrence ? ». L'argument ne laisse pas indifférent M. Jack Lang. Le ministre de la culture a menacé, le 20 mai au Grand Jury RTL-Le Monde, de retirer aux films américains le bénéfice de l'aide au tirage des copies si cette pression sur les salles continuait.

JEAN-FRANÇOIS LACAN



Gene Wilder et Zero Mostel dans « Les Producteurs », de Mel Brooks, 1968.

## TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans le Monde du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

### L'Aventure extraordinaire d'un pape peu ordinaire

de Philippe Clair, avec Aldo Mascione, Laura Del Sol, Michael Clair, Philippe Khorst, Jean-Claude Simenon, Daniel Alvarado. Français (1 h 40).

Vittorio, obscur comédien rentre à Paris en attendant un hypothétique contrat. Il ne retrouve qu'un appartement vide, déserté par sa chère et tendre épouse. Il lui faudra s'enlever jusqu'au Venezuela pour retrouver sa petite famille. Avec Aldo Mascione.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1<sup>er</sup> (42-33-42-28) ; George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; VF : Rex, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, handicapés, 9<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Le Triomphe, handicapés, 8<sup>e</sup> (45-74-93-50) ; Pathé Français, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; U.G.C. Lyon-Bastille, 12<sup>e</sup> (43-43-01-58) ; Fauvette, handicapés, 13<sup>e</sup> (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (45-26-42-27) ; Pathé Wapler II (ex-images), 18<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, dolby, 20<sup>e</sup> (48-36-10-96).

### Deux Flics à Down Town

de Richard Benjamin, avec Anthony Edwards, Forest Whitaker, Penelope Ann Miller, Joe Pantoliano, David Clennon, Art Evans. Américain (1 h 43).

Un monstre géant, espèce de vorace doté d'une force phénoménale menace une petite ville américaine. Il y aura bien un beau héros pour sauver les habitants terrorisés des tentacules de la bête.

VO : Forum Orient-Express, handicapés, 1<sup>er</sup> (42-33-42-28) ; George V, 8<sup>e</sup> (45-62-41-46) ; VF : Rex, dolby, 2<sup>e</sup> (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; U.G.C. Lyon-Bastille, dolby, 12<sup>e</sup> (43-43-01-58) ; Fauvette, 13<sup>e</sup> (43-31-56-86) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (45-26-42-27) ; Pathé Wapler II (ex-images), 18<sup>e</sup> (45-22-47-94) ; La Gambetta, dolby, 20<sup>e</sup> (48-36-10-96).

## SÉLECTION

### Alouettes, le fil à la patte

de Jim Menzel, avec Rudolf Hrusinsky, Vladimir Necas, Jitka Zelenohorská, Vladimir Plácek, Nada Urbánková, Vlastimil Brodský, Tchécoslovaquie (1 h 33).

Au début des années 50, dans un immense complexe industriel, quelques personnages nettoient une décharge de ferraille tout en dissertant sur Kant. Ils étaient médium, philosophe, cuisinier. Ils sont en rééducation intensive pour perdre leurs réflexes bourgeois. Rien, cependant, ne semble atteindre la petite bande, qui continue à refaire le monde dans un joyeux je-m'en-foutisme. Le film a obtenu l'Ours d'or du dernier Festival de Berlin.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3<sup>e</sup> (42-71-52-36) ; 14 Juillet Bastille, 8<sup>e</sup> (43-26-58-00) ; Action Christine, 6<sup>e</sup> (43-29-11-30) ; Les Trois Balzacs, 8<sup>e</sup> (45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (43-57-90-81).

### Affaires privées

de Mike Figgis, avec Richard Gere, Andy Garcia, Nancy Travis, Laurie Metcalf, Richard Bradford, William Baldwin. Américain (1 h 47).

Macho, brûlé, filé et sadique : cela ne lui suffit pas à Richard Gere. Il voudrait tous les dominer, hommes, femmes. Pour lui, tout passe par la violence et le sexe. Le polar de Mike Figgis est superbe, et Andy Garcia, le petit frère des incorruptibles qui lui tient tête, est beau, très beau.

VO : U.G.C. Rotonde, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; U.G.C. Normandie, dolby, 9<sup>e</sup> (45-63-16-16) ; VF : U.G.C. Montparnasse, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Paramount Opera, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31).

### Après après-domain

de Gérard Philou, avec Anémone, Simon de La Brosse, Agnès Soral, Claude Pieplu.

## ACTUELLEMENT

MK2 DECOUVERTES

14 JUILLET ODEON

HARRY PLOTNICK, SEUL CONTRE TOUS

un film de Michael ROEMER

sélection officielle Cannes 90

Avec la Fondation Gan pour le Cinéma

مركز من الأصل







# THÉÂTRE

UNE NOUVELLE PIÈCE DE JOËL JOUANNEAU A SARTROUVILLE

## Trois contes pour un monde neuf

Après le *Bourrichon* et *Kiki l'Indien*, voici *Mamie Ouate en Papoïse* qui clôt la trilogie imaginée par Joël Jouanneau. Cet ancien journaliste a troqué sa plume de témoin pour celle de voyageur. Rencontre avec ses personnages qui ont les pieds sur terre et la tête dans les étoiles.

CÔTÉ jardin, une mappemonde à la lumière douce, jaune, et bleue, et tout à côté une machine à écrire. Côté cour, la barre d'un bateau d'illusion. Le rideau rouge se lève sur un grand vêtu bleu translucide : le voyage peut commencer. Un monde de pure imagination se crée. Il s'agit des frontières, les continents, les âges, les races, les langages, les années. Ce monde d'enchantement est celui de Joël Jouanneau, qui, en quatre pièces — dont les trois dernières forment trilogie — est venu bousculer toutes les conventions du théâtre, y compris celle du théâtre contemporain, dont l'écriture quelquefois absconse — leçon mal apprise d'un après-guerre structuraliste — a souvent déçu un public perplexé.

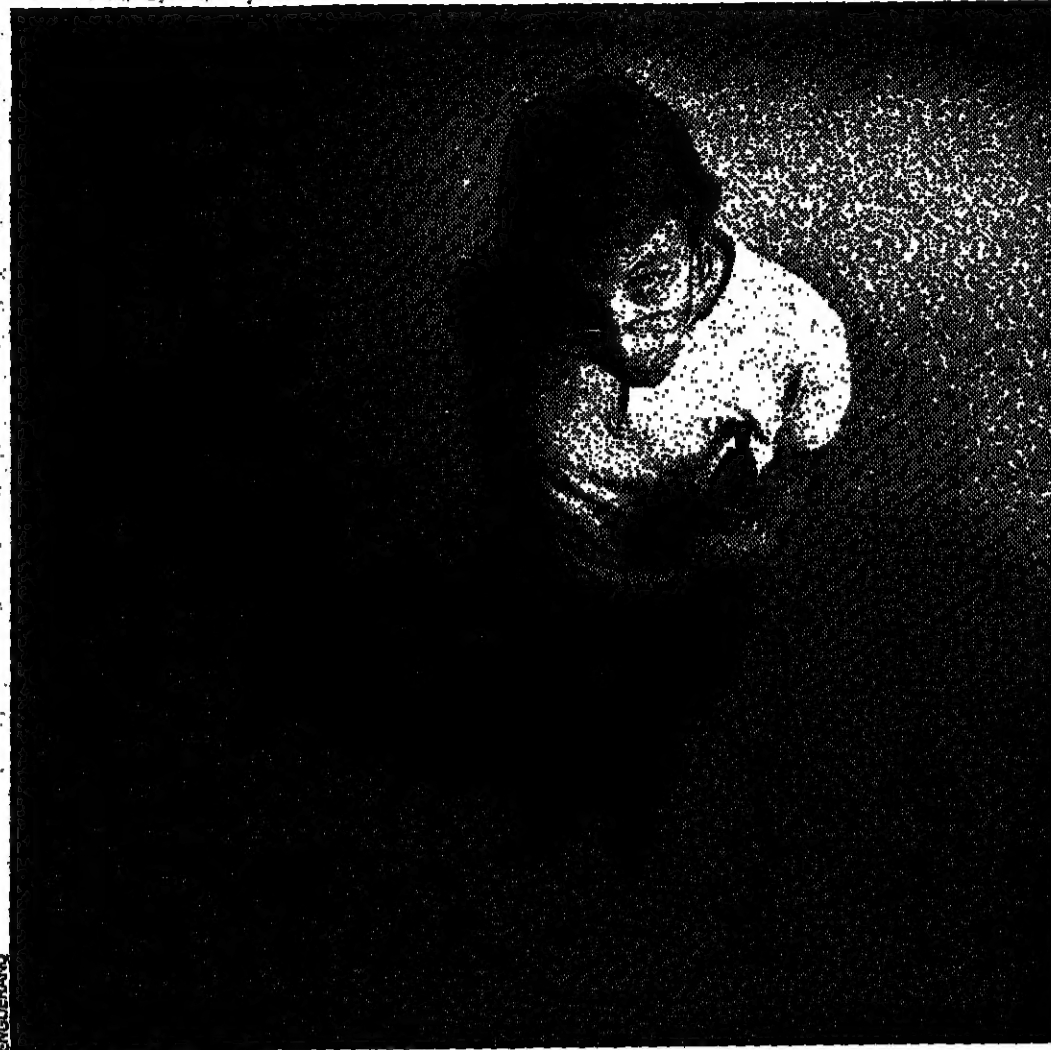
Le mardi 15 mai, le Théâtre de Sartrouville (grande cité de l'Ouest parisien) a donné « carte blanche » à Joël Jouanneau, auteur associé à la direction artistique du théâtre. Il a, en quelques jours, rassemblé les membres de sa « famille » — le décorateur Jacques Gabel, l'éclairagiste Franck Thévenon, quelques comédiens qui l'accompagnent depuis ses premiers pas au sein du collectif Grand Luxe dans les années 70 ou qui l'ont rejoint plus tard — et inventé un spectacle de deux heures, collage de ses quatre pièces et du film qu'il a réalisé pour la SEPT à partir de sa mise en scène de *Hypothèse*, de Robert Pinget, grand succès du Festival d'Avignon en 1987.

Sur le devant de la scène apparaît un enfant, Simon, douze ans, aperçu l'automne dernier sur la même scène lors de la création de *Kiki l'Indien*. D'emblée, Jouanneau donne la parole à l'enfant ou à l'innocence, comme on voudra. Celle d'un être confronté à un monde devenu si complexe qu'il ne peut l'analyser. Cet être fragile, incertain, se pose des questions et les pose à ses aînés.

Ceux-là ont eu beau voyager, souvent — comme Kiki, le héros baladeur parti à la recherche d'un improbable Oukestan et mort sous les balles du général Custer ; comme René Boulard, l'un des protagonistes du *Bourrichon*, parti dans les Andes à la recherche du Mirabilis, un curieux colibri ; comme Mamie Ouate, la lilliputienne de la pièce pour « enfants » et recommandée à tous les publics, présente ces jours-ci à Sartrouville, partie sur l'île Blup-blup capturer Virginia, un papillon, — souffrir, beaucoup — comme Colette Cresson, du *Bourrichon*, malmenée dans un asile psychiatrique pour ne pas être comme tout le monde, devenue Colette Girard dans *Kiki l'Indien*, mère isolée, désolée, déboussolée, — aimer, un peu, et mal — comme Ernestine Boulard, abandonnée dans le *Bourrichon* par le père de son enfant, incapable de comprendre celui-ci, — ils ne pourront pas lui répondre.

### UNE INVENTIVITÉ STYLISTIQUE RÉJOISSANTE

Il ne faudrait pas pour autant penser que le théâtre de Jouanneau est un théâtre noir, où incompréhension et désespoir seraient le lot de l'homme. C'est plutôt tout le contraire : son œuvre est d'une grande — et presque radicale — fraîcheur dans les intentions, d'une humeur plutôt joyeuse dans le déroulement — malgré toutes les épreuves, — d'une inventivité stylistique réjouissante. Elle relève essentiellement de conte, initiatique et moral, et en ce sens



Une fraîcheur presque radicale.

s'échappe souvent vers le sombre, le grave, l'inquiétant, sans jamais effrayer ou rebuter.

Pourtant, comme tout bon conteur et moraliste, Joël Jouanneau s'attaque à une époque résolument contemporaine. En faisant exploser les frontières du monde occidental, il décrit et condamne son étroitesse et ses tentatives plus ou moins perverses et totalitaires d'explication. En donnant la parole à ses personnages pour de longs monologues intérieurs — qui sont évidemment le reflet de ses propres interrogations, — il décrit comme personne la complexité de l'individu, attelage de petitesse et d'infinie grandeur, d'espoirs fous et de désignation, d'acceptation docile et d'indignation.

Il excelle à brouiller le prisme des couleurs, des croyances, des certitudes, philosophiques et scientifiques, opposant, sans systématisme mais avec un soin quelquefois malicieux, toutes les cultures, jouant à fond de sa liberté d'auteur à l'imagination débridée. Ces transgressions sont encore renforcées par ses partis pris de mise en scène.

Qu'il monte ses propres pièces ou celles de ses maîtres de théâtre — Robert Pinget à Avignon il y a deux ans ; Robert Walser (*Les Enfants Tanner*) et Samuel Beckett (qui lui avait donné de son vivant les droits d'*En attendant Godot*) la saison prochaine au Festival d'automne et au Théâtre de Sartrouville, — Joël Jouanneau est accompagné du même décorateur, du même éclairagiste et des mêmes comédiens. Tous ensemble, ils ont créé, en quelques spectacles, une esthétique immédiatement reconnaissable qui transfigure les objets les plus simples en instruments d'un voyage céleste, le vocabulaire le plus rudimentaire en poésie vagabonde, une scène très quotidienne en cérémonial spirituel.

Joël Jouanneau est l'auteur de toutes les remises en cause et le messager d'une double réconciliation : celle de l'homme avec lui-même et aussitôt de celui-ci avec le théâtre. La cruauté de l'actualité, qu'il a pu mesurer par ses voyages au Liban, alors qu'il dirigeait les pages culturelles de *Révolution*, qui le secoue aujourd'hui où la haine lève le voile, rend plus nécessaire encore la lecture de ses pièces. Elles donnent à celui qui les parcourt quelques vraies et bonnes raisons de vivre.

OLIVIER SCHMITT

Les trois dernières pièces de Joël Jouanneau — le *Bourrichon*, *Kiki l'Indien* et *Mamie Ouate en Papoïse* — sont disponibles chez Actes Sud-Papiers (52 F chacune). *Mamie Ouate* est jouée en avant-première du 28 mai au 9 juin à Sartrouville et sera reprise du 8 octobre au 17 novembre dans le même théâtre. Renseignements : 39-14-23-77.

## SPECTACLES NOUVEAUX

### 10, place Charles-Duflin

d'Éugène Labiche, mis en scène d'Agathe Alexis, avec Jacques Brucher, Christophe Delcroix, Dimitri Radochewitch, Agathe Alexis et Georges Goubert.

L'excellente comédienne Agathe Alexis s'en va explorer deux auteurs du répertoire classique, elle qui a servi avec conviction et talent plusieurs auteurs contemporains. Un regard neuf, donc, une aventure à découvrir.

Atalante, 10, place Charles-Duflin (impasse à gauche), 18°. À partir du 28 mai. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 48-06-11-80. Durée : 2 h 15. 60 F et 90 F.

Odile Pedro-Léon et Pascal Pongier.

Le Cyclone théâtre a été créé en 1988 par des comédiens de l'île de la Réunion venus à Paris parfaire leur apprentissage. Ils se sont rassemblés pour faire mieux connaître en métropole les traditions de leur région, sans ostracisme, comme veut en témoigner ce spectacle qui réunit des artistes réunionnais, mauriciens, malgaches, antillais, guyanais et hexagonaux. L'auteur d'*Alerte 3* est un journaliste réunionnais et le metteur en scène un compagnon de route de Bruno Béglin et Daniel Benoin, deux excellentes références.

Théâtre Hébertot, 78 bis, bd des Bédouilles, 17°. À partir du 28 mai. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-87-23-23. 100 F et 150 F.

### 10<sup>e</sup> Festival des conteurs de Chevilly-Larue

avec Abbi Patric, Michel Hindenoch, Catherine Zaccaro, Yannick Jaulin, Bruno de la Salle, Mimi Barthelmy, Agnès Chavron, Ahmed Bouzine, Claude Pélissier et Richard Abecasis.

Le Festival de Chevilly-Larue fête son dixième anniversaire de fort brillante manière. Il édite tout d'abord en double disque compact les grandes heures de ses précédentes éditions et offre à son public une soirée inaugurale, le vendredi 1<sup>er</sup> juin, où se retrouveront Yvan Audouard et deux spectacles : celui de Yannick Jaulin, jeune conteur rock, et celui d'Hector Zazou, *Novelles polyphoniques corse*, une « intégrale » créée lors du dernier Printemps de Bourges.

Chevilly-Larue, Centre culturel André-Matruze, 102, av. du Général-de-Gaulle, 94000 Chevilly-Larue. À partir du 28 mai. Les lundi et mardi à 20 h 15. Tél. : 48-86-54-48. De 25 F à 65 F.

### Alexandre le Grand

de Jean Racine, mise en scène de Yannis Iordanidis, avec Amy Hérando, Christophe Pinon, Edouard Lazzarini, Corinne Lallamand, Jean-Luc Goussier et Eric Del.

La deuxième pièce du jeune Racine — il l'a écrite à vingt-cinq ans — qui lui vaut une réelle reconnaissance. Un texte un peu servilement destiné à la gloire du Roi-Soleil qui contient pourtant déjà beaucoup de l'art du dramaturge. Il est servi ici par un metteur en scène grec qui n'a cessé de jeter des ponts entre son pays de naissance et son pays d'adoption, en traduisant, adaptant et mettant en scène les plus grands poètes grecs et français.

Roseau-Théâtre, 12, rue du Renard, 4°. À partir du 28 mai. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-71-30-20. Durée : 2 heures. 80 F et 100 F.

### Les Lettres de la religieuse portugaise

mise en scène de Pierre Vincent, avec Corinne Bastat, Nathalie Bastat et Dominique Zennou.

Un texte anonyme et pourtant très célèbre de la fin du

### Alerte 3

de Sullivan Issop, mise en scène de Régis Brant, avec Jenny Alpha, Alain Azouit, Edith Barjona, Isabelle Kénel, Chantal Macé, Françoise Marie-Catherine, Guy-Pierre Mineur, Henri Payet.

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.E. • prix moyen du repas - J... H... • ouvert jusqu'à... heures

DINERS		RIVE DROITE
<b>L'ALSACE AUX HALLES</b> 16, rue Coquillière, 1 <sup>er</sup> 42-36-74-24 <b>JOHN JAMESON</b> 10, rue des Capucines, 2 <sup>e</sup> 40-15-00-30/40-15-08-08 <b>LA VILLA CRÉOLE - OPÉRA</b> • F. dim. 19, rue d'Antin, 2 <sup>e</sup> 47-42-64-92 <b>LE FRANCHE-COMTE</b> 2, boulevard de la Madeleine (2 <sup>e</sup> ) 42-66-26-28 <b>LUOMILA PAVILLON RUSSE</b> 45, rue François-1 <sup>er</sup> , 8 <sup>e</sup> 47-20-60-69 <b>AU PETIT RICHE</b> 47-70-68/47-70-86-50 15, rue Le Pelletier, 9 <sup>e</sup> <b>LE GOURMAND CANDIDE</b> 43-80-01-41 6, pl. Maréchal-Juin, 17 <sup>e</sup> (pl. Percier)	<b>DE NUIT COMME DE JOUR</b> : Chateaubriand, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 <sup>er</sup> étage. An 1 <sup>er</sup> ét., le premier restaurant de Paris, 45 <sup>e</sup> , dîner, spécial de saumon fumé et poissons d'été, menu à 95 F net. Au rez-de-ch., <b>BITTY O'SHEAS</b> : « Le vrai pub irlandais », ambiance et les sons de la musique. Le plus gr. choix de whiskies du monde. Jusqu'à 2 h de matin. <b>MEILLEURE TABLE CRÉOLE</b> , dans un cadre raffiné, RECOMMANDÉE PAR LE BOTTIN GOURMAND, PIANO, le soir ENV. 220 F. A midi menu 110 F. SC. Du tourisme... à la gastronomie : dans cet ancien hôtel particulier du XVIII <sup>e</sup> , BAR, SALON d'écume, 3 formules. L'EXPRESS : à 69 F. Le « REGIONAL » à 140 F. Le « MENU-SOUPER » à 220 F. en champagne. Jusqu'à minuit. Le restaurant russe du <b>TOUT-PARIS</b> . Dîner, soupes dans une ambiance russe avec <b>LUOMILA</b> et ses chateaux-pâtisseries. <b>MENU GOURMAND à 180 F VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE</b> FORFAIT THÉÂTRE 280 F à 430 F. Service menu jusqu'à 9 h 15 Décor 180. Salons particuliers. Parking privatif. Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salons particuliers de 8 à 45 personnes. T.l.j. sauf samedi midi et dimanche.	
<b>RIVE GAUCHE</b> <b>RESTAURANT THOUMIEUX</b> 47-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup> Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. OUVERT TOUTS LES JOURS. SALONS CLIMATISÉS.		
<b>SOUPERS APRÈS MINUIT</b> <b>LA TOUR D'ARGENT</b> NUITRES TOUTE L'ANNÉE POISSONS DU MARCHÉ Plats traditionnels - Vins à découvrir. Décor : « Brasserie de Luxe » TERRASSE au pied de l'Opéra-Bastille T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 43-42-90-32.		

A PARTIR DU VENDREDI 25 MAI

**THEATRE MODERNE**

**L'OURS**

TCHEKHOV

Mise en scène de GUY DEMOY

VINCENT GAUTHIER  
CAROLE ROULAND  
JACQUES CHAILLEUX

PRELUDE MUSICAL  
piano  
FABRIENNE SROUSSI  
violon  
NATHALIE MAUBERT

Location 49 95 09 00

THEATRE DE LA  
**RENAISSANCE**

**TOUT CONTRE  
UN  
PETIT BOIS**

Jean-Michel Ribes  
Patrick Duverrier

Michelle Marquais  
Roland Blanche  
Stephane Bouy  
Josephine Derenne

LOCATION : 42.08.18.50

A PARTIR DU MARDI 23 MAI

**THEATRE RENAUD BARRAULT**

**FLAMENCO**

LOI : THEATRE, AGENCE, TRAC ET PAR TEL. 42.58.00.70

هكذا من الأصل



# THÉÂTRE

**dix-septième siècle : la passion, jusqu'à l'ivresse, d'une femme, une œuvre d'amour fou dans un style d'une force jamais égalée.**  
Guitche-Montparnasse, 15, rue du Maine, 14. À partir du 28 mai. Du mardi au samedi à 19 heures. Tél. : 43-27-88-81. Durée : 1 h 05. 60 F et 80 F.

## Ubu roi

d'Alfred Jarry, mise en scène de Gabor Szabó, avec L. Sisko, J. Bani, D. Ujvári, T. Végvári, E. Olaszovszky, L. Szecsenyi, J. Horváth, F. Hollosi, Z. Papp et J. Csányi.

Après le Platonov de Tchekhov mis en scène par Tamás Ascher (lire ci-dessous), cet Ubu Roi d'Alfred Jarry mis en scène par le

directeur du théâtre le plus passionnant et créatif de Hongrie, Joseph Katona, dont les qualités d'imposant communiste et qui risque les foudres du nouveau régime de droite. Spectacle en hongrois surtitré en français.  
Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6. À partir du 28 mai. Les lundi et mardi à 20 h 30. Tél. : 43-25-70-32. De 57 F à 180 F.

## Ferid Chopel

One man-show.

Un habitué de ce petit palais du rire revient avec un nouveau spectacle. Une bonne surprise, peut-être... La dernière fois, il nous avait un peu laissés sur notre faim.  
Splendid Saint-Martin, 48, 10, Saint-Martin, 10. À partir du 28 mai. Du mardi au samedi à 20 h 15. Tél. : 42-08-13-45. De 90 F à 120 F.

## SÉLECTION PARIS

### 1, place Garibaldi

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de l'auteur, avec Samuel Bonafant, Guillaume Edé, Anne Guégan, Serge Hazanavicius, Raymond Heudé, Arsault Lacarpentier, Michaël Maravita, Emmanuel Massarou, Françoise Miquelli et Hélène Philipe.

Le Théâtre du Campagnol réédite avec 1, place Garibaldi le succès qu'il avait connu avec le Bal. Cette fois-ci, Jean-Claude Penchenat met en scène ses années 50, par la parole, le geste et l'image.  
Madeleine, 19, rue de Surène, 8. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-65-07-09. Durée : 3 h 20. De 65 F à 190 F.

### L'Autre Tartuffe ou la Mère coupable

de Pierre Augustin Caron de Beaumarchais, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Catherine Samie, Michel Aumont, Jean-Luc Bourin, Christine Fersen, Nicolas Silberg, Thierry Hancin, Bernard Bello, Anne Kessler et Philippe Torroni.

Vingt ans après le Mariage de Figaro, le comte et la comtesse Almachiva sont venus s'installer à Paris en compagnie de Figaro et de Suzanne. Leur vie est bouleversée par un intrigant Irlandais, Begears, un Tartuffe de la pire espèce. Trois ans après avoir fait triompher à Chaillet le premier volet de l'œuvre de Beaumarchais, Jean-Pierre Vincent, à l'invitation d'Antoine Vitez, réussit le doublé.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le 23 mai, 14 heures : les 26 et 28, 20 h 30 (et les 30 mai, 3, 5, 6, 13, 16, 20 et 23 juin). Tél. : 40-15-00-15. Durée : 2 h 30. De 25 F à 180 F.

### L'Avare

de Molière, mise en scène de Jacques Mauclair, avec Jean-Pol Brissart, Yves Lohr, Gérard Pichon, Claude Dubois, Michel Dossin, Nicole Dubois, Jean-Pierre Ducos, Jacques Girard, Franck le Berre et Michel Lavet.

Un grand servent du théâtre traverse depuis de longs mois les saisons avec cette nouvelle visite chez Molière

et son Avare, transposé dans un dix-neuvième siècle un peu décaï. Tout l'art, l'humour et l'humilité de Jacques Mauclair.  
Maurice, 37, rue Volta, 3. Du lundi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-74-14-84. Durée : 2 heures. 80 F et 100 F.

### Cyrano de Bergerac

d'Edmond Rostand, mise en scène de Robert Hossein, avec Jean-Paul Belmondo, Maurice Ageron, Pierre Vener, Michel Beune, Claude Evans, Antoine Nouel, Jean-Pierre Bernard.

L'autre Cyrano, la grosse machine théâtrale lancée à grand fracas par Robert Hossein à l'assaut de notre classique le plus populaire du moment. Bêbel dans le rôle-titre, si vous l'avez déjà oublié.  
Marigny, Carré Marigny, 8. Du mardi au samedi à 20 h 15. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-04-43. Durée : 3 heures. De 100 F à 350 F.

### Et moi... et moi

de Maria Pacôme, mise en scène de Jean-Luc Moreau, avec Maria Pacôme, Marie-France Mignat, Françoise Pacôme, Emmanuelle Bataille et Eric Thannberger.

Pacôme auteur, Pacôme actrice, deux bonnes raisons d'aller faire un petit bout de chemin avec elle. Elle n'a pas son pareil pour nous faire rire et quelquefois même nous émuir.  
Saint-Georges, 51, rue Saint-Georges, 5. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-81-06-43. Durée : 2 heures. De 100 F à 200 F.

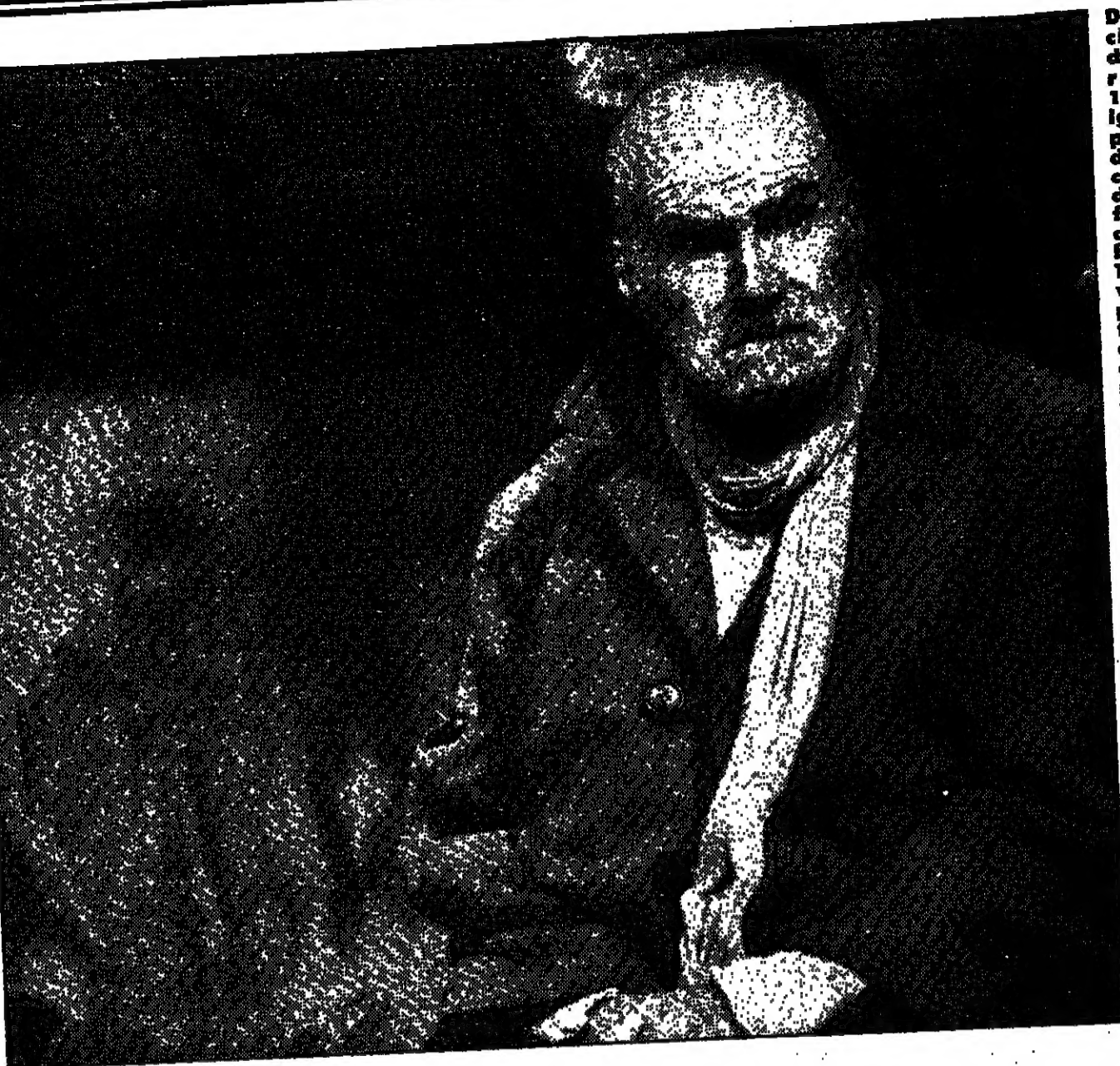
### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

Une œuvre fort méchante de Pinter où s'illustre en clochard indécorable l'immense Jacques Dufilho.  
Euvre, 55, rue de Cléry, 5. Les mardi et mercredi à 20 h 45. Tél. : 48-74-47-36. Durée : 2 h 30. De 30 F à 220 F.

### Mais c'est

de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Claude Régy, avec Michel Aumont.



Davies est un clochard ignoble né de la plume d'Harold Pinter en 1960. Tellement ignoble qu'il n'est pas de mots pour décrire tout entier ce « gardien » qui débarque sans frapper dans la vie de deux frères bizarres. Au Théâtre de l'Œuvre, la pièce la plus populaire de l'auteur connaît un succès qui ne se dément pas depuis sa création en octobre dernier. Elle le doit à une écriture virtuose qui ajoute à l'absurde la menace. Elle le doit à l'interprétation irréprochable de Jacques Dufilho, l'un des acteurs les plus généreux des scènes françaises.

Christine Fersen, Mariel Mayette et Jean-Yves Dubois.

Jean-Paul Sartre entre enfin au répertoire de la Comédie-Française. Ce n'est que justice et l'occasion de vérifier que son théâtre peut encore, doit encore être joué aujourd'hui. Même quand il est mis en scène par un Claude Régy peut-être trop cynique. L'interprétation de quelques-uns des meilleurs sociétaires du Français le sert en revanche superbement.  
Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le 27 mai, 14 heures : le 28, 20 h 30 (et les 31 mai, 2, 4, 7, 10, 16, 19, 25, 27 et 29 juin). Tél. : 40-15-00-15. De 25 F à 180 F.

### Comédie-Française, place du Théâtre-Français

1. Le 27 mai, 14 heures : le 28, 20 h 30 (et les 31 mai, 2, 4, 7, 10, 16, 19, 25, 27 et 29 juin). Tél. : 40-15-00-15. De 25 F à 180 F.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Mais c'est

de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Claude Régy, avec Michel Aumont.

Philippe Duquesne, Sylvie Jobert, Maurice Lamy et Alain Margoni.

Retour à Paris des cuisiniers infernaux lâchés dans un restaurant de pure imagination par Jérôme Deschamps, maître sans égal du burlesque théâtral français. Côté cuisine et côté salle, deux heures et demi d'un délire qui fait passer le spectateur du rire fou à une certaine inquiétude.  
Grande Halle de La Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 h 40. 110 F et 150 F.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Mais c'est

de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Claude Régy, avec Michel Aumont.

Athénée-Louis Jourvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jourvet, 8. Le mardi à 18 h 30, du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27. Durée : 1 h 30. 65 F et 90 F.

### Les Palmes de M. Schutz

de Jean-Noël Ferrière, mise en scène de Gérard Caillaud, avec Sonia Volterreux, Stéphane Hillol, Gérard Caillaud, Christine Muller, Patrick Zard et Claude d'Yd.

Le triomphe de la quatrième Nuit des mollières : un vaudeville écrit par un auteur contemporain et joyeusement mis en scène par Gérard Caillaud, directeur du Théâtre des Mathurins qui attendait un vrai succès depuis sa « récréation » au milieu des années 80.

Mathurins, 36, rue des Mathurins, 6. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-66-30-01. Durée : 2 heures. De 80 F à 200 F.

### Platonov

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Thomas Ascher, avec J. Basti, P. Blasco, A. Bortolin, G. Maré, G. Baffoy et A. Santes.

Le metteur en scène hongrois d'aujourd'hui le plus intéressant à la tête de la troupe hongroise la plus en pointe depuis cinq ans où des acteurs particulièrement dans le rôle de la générale une actrice hors-pair, Juli Basti. Un spectacle en hongrois surtitré en français qu'il ne faut pas rater.  
Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6. Les mercredi et jeudi à 20 heures. Tél. : 43-25-70-32. De 57 F à 180 F. Dernière représentation le 24 mai.

### Ode maritime

de Fernando Pessoa, mise en scène de Richard Demarcy, avec Serge Maggiani et Teresa Motta.

Le texte magnifique de l'un des auteurs européens les plus importants de ce siècle, Fernando Pessoa, découvert en France grâce aux efforts des éditions Christian Bourgeois. Très belle interprétation de Serge Maggiani pour ce poème des souvenirs de l'enfance portugaise de l'auteur.

### Lapin-chasseur

de Jérôme Deschamps, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Marc Bihour, Susan Carlson, Loretta Cravotta, Jacques Deljeu, Jean Delavolpe, Jean-François Dinecaroupin.

était elle, nommée au service d'une œuvre d'un auteur qui connut de belles heures dans les années 60 et 70 avant de passer un peu de mode.  
Bouffes-Parisiens, 4, rue Montigny, 2. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-98-60-24. Durée : 2 heures. De 35 F à 230 F.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Mais c'est

de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Claude Régy, avec Michel Aumont.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 40. De 90 F à 230 F.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Mais c'est

de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Claude Régy, avec Michel Aumont.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

Le nouveau spectacle de Jérôme Savary : une comédie musicale sur les zézous qui se déroulent par leurs audaces et leur pensée associative les Français de l'Occupation. Sur le rythme engageant d'un excellent big band, les promesses de Maria de Medeiros, le charme de Cris Campion, le talent à tout faire de Allen Hoist. Toutes les qualités de Savary - l'humour, l'humour, la générosité - et très peu de ses défauts dans la nouvelle scénographie de Patrick Dutertre. Où l'on retrouve avec bonheur l'une de nos comédiennes les plus captivantes, Michelle Marquis.

### Le Gardien

Renaissance, 20, bd Saint-Martin, 10. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 h 45. Tél. : 42-08-18-50. Durée : 1 h 40. De 80 F à 165 F.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

## DANSE

### Samedi 26 mai

Pina Bausch, Tanztheater de Wuppertal, Nollan.

### Le Gardien

Reprise, pour cause de succès, de cette superbe pièce déjà présentée au Théâtre de la Ville en juin 1989. La bizarrerie et la violence des images contrastent avec la suavité du décor : un immense champ d'œillets roses plantés sur la scène.

### Le Gardien

Théâtre de la Ville (les 26 et 28, 20 h 30 : le 27, 15 heures). Tél. : 42-74-22-77. De 120 F à 175 F.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

### Le Gardien

d'Harold Pinter, mise en scène de Georges Wilson, avec Jacques Dufilho, Pierre-Marie Escourrou et Jean-Pierre Kalfon.

EN RAISON DU SUCCÈS  
20 REPRÉSENTATIONS  
EXCEPTIONNELLES

**ODE MARTIME**  
PESQO/DEMARCY  
MAGGIANI - MOTTA

LE MONDE  
l'un des chefs-d'œuvre de PESQO,  
spectacle fascinant.

LIBÉRATION  
MAGGIANI, un tempérament.

TELEGRAM  
un superbe voyage.

47.42.67.27 **ATHÈNES**  
LOUIS XIV

**GALERIE DENISE RENÉ**  
196, bd Saint-Germain, Paris 7<sup>e</sup> - Tél. : 42 22 77 57

**MAX BILL**

**Quelque part dans cette vie**

d'Israel Horowitz, mise en scène de Jean-Loup Dabedat, avec Jane Birkin et Pierre Dux.

Un duo d'interprètes superbes - Pierre Dux a reçu le molière du meilleur acteur pour son rôle dans cette pièce tandis que Jane Birkin

**Le Souper**

de Jean-Claude Brisville, mise en scène de Jean-Pierre Michel, avec Claude Rich, Claude Brasseur, Serge Kralowicki et Laurent Ray.

Talleyrand-Rich reçoit chez lui Fouché-Brasseur à la veille de leur serment d'allégeance au futur Louis XVIII arrivé à Saint-Denis. Un texte enlevé signé Jean-Claude Brisville, joué galement par deux compères en belle forme.

**Zazou**

de Jérôme Savary, mise en scène de l'auteur, avec Jacques Alric, Marie de Medeiros, Françoise Borys, Cris Campion, Sandrine Degraef, Michel Dussarat, Cécile Huet, Allen Hoist, Christine Lagrand et Alexandre Bonstein.

La sélection  
« Théâtre »  
à été établie par  
Olivier Schnitz.  
« Danse »  
Sylvie de Nussac.



# DANSE/MUSIQUES

LA TATI AU THÉÂTRE MOGADOR

## Une reine sur le fil de l'extravagance

Un soir avec la Tati laisse des traces. Vous force dans vos retranchements. Car le domaine de cette altesse flamenco, c'est l'insolence. L'excès saffocant.

ELLE seule peut se le permettre. Les autres n'osent pas. La Tati est la seule danseuse à pouvoir se permettre des bizarreries, une couleur d'arrogance qui, chez tout autre, serait vulgaire. Chez elle, c'est l'ornement d'un art de la danse souverain. La touche qui par contraste — et aussi parce que l'insolence saffoque — donne à ce qui vient de se passer sa pleine expression.

La Tati, Francisca Sadorri Ruiz pour l'état civil, est née à Madrid en plein cœur du Rastro, le quartier populaire des Gitans, des petites affaires et des mauvais garçons. Pour sa formation, elle suit les leçons de la Quica qui était née à Séville (1905-1967).

La Quica avait tout d'une Gitane, le visage, les cheveux, le tempérament, l'expression profonde de la danse. Et pourtant, Gitane, elle ne l'était pas.

La Tati débute au tablao madrilène de la Zambra à douze ans. Elle devient immédiatement une étoile sombre et rayonnante.

En 1960, à Madrid toujours, elle entre au tablao Torres Bermeja, où elle séjourne cinq ans. Le visiteur ordinaire (avisé) se méfie des tablao. Il appréhende les castagnettes, le mauvais vin et l'émotion de pacotille. Il a raison, bien sûr, mais il a tort d'avoir raison.

Où voulez-vous que dans la Quica, quand elle dansait, dans une salle de basket ? Non : elle danse là où dansent les plus grands, comme les autres chantaient, là où chantaient les plus grands, comme ceux qui ont besoin de se refaire : dans ces cabarets qu'on appelle les tablao, à Torres Bermeja, au Canasteros de Madrid, à la Trocha de Séville.

En 1968, la Tati est de la tournée internationale Festival Flamenco Gitano avec ceux de sa génération : Paco de Lucía, El Lebrijano, El Camaron della Isla, José Menese, Juan Maya, etc. Elle parcourt l'Europe, l'Asie, les Amériques, enregistre, reçoit des prix et entre comme chorégraphe et professeur de danse au ballet national d'Antonio.

Elle crée sa propre école, donne des cours dans les universités américaines, séjourne à New-York et à Madrid où elle officie à l'Académie Amor de Dios. Elle se produit pendant deux ans au Théâtre Alcala.

On la voit, superbe, à la Biennale d'art flamenco de Séville, et c'est au dernier Festival d'automne de Madrid qu'elle présente ce spectacle très composé, *Apologia Flamenco*, avec six danseurs et chanteurs et quatre musiciens dont un violon et une flûte.

C'est en soliste que la Tati expose littéralement et surtout dans les danses *Por Alegrias* ou *Por Bulerias* dont Manolo Caracol, le célèbre chanteur qui l'a accompagnée, raffolait. L'Apologia Flamenco adopte une forme très anthologique.

Depuis les *martinetes* anciens jusqu'aux *farrucas*,



« Ce style qu'elle peut régler d'un rien... »

ce que l'on confie aujourd'hui dans la danse, en passant par les tangos.

La fin est immuable, bien sûr. La Tati termine *Por Bulerias* avec toute la troupe. C'est dans ce style qu'elle excelle, c'est là qu'elle donne toute sa mesure, ce style qu'elle peut régler d'un rien, d'une moue, d'un regard, d'une insolence. Comme elle seule peut se le permettre.

FRANCIS MARMANDE

\* Théâtre Mogador, à 21 heures ; dimanche, à 18 heures. Relâche lundi et mardi. Tél. : 48-78-75-00.



«...une moue, un regard, une insolence.»

## DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

**Feldora vocal urbain pour une fin de millénaire**  
Les Jours de la tripe, Stéphane Fogher (mise en image), Jean-Luc Schwartz (direction).

Voir page suivante notre photo légendaire.  
Le 22, Argenteuil, Salle Maurice-Schoen, 21 heures. De 40 F à 60 F.

**Rêves de cantates**  
Béatrice Gromou, Isabelle Desrochers (scénario), Philippe Cantor (livret), Marie-Geneviève Masse (direction), Ensemble instrumental Les Festes gelantes, Dominique Vasse (direction, hauts-contre), Mireille Larroche (mise en scène).

*Rêves de cantates* est un spectacle burlesque, un cadavre exquis d'œuvres vocales des dix-septième et dix-huitième siècles, reliées par des dialogues écrits par Philippe Beussant, exécutées par quatre têtes d'affiche du répertoire baroque (dont l'inénarrable Dominique Vasse et Isabelle Desrochers, remarquée dans *Le Malade imaginaire* au Châtelet), des cantates reliées aussi, accessoirement, par des intermèdes dansés. Mireille Larroche a adapté ce songe, cette gâterie, aux dimensions de sa Péniche. Qui se transporte cette semaine de son port d'attache à Aulnay-sous-Bois.  
Les 24 et 25, 21 heures ; le 27, 17 heures. Péniche opéra, Tél. : 42-46-19-20, 100 F et 120 F.  
Les 28 et 30 à 21 h. Péniche opéra amarrée face à la rue Pierre-Jouber à Aulnay-sous-Bois. 60 F, 48.68.00.22.

Le 28, Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-08-07. De 110 F à 250 F.

**Jean-Philippe Collard (piano), Augustin Dumay (violin), Quatuor Isayo**

Deux jeunes « anciens » du Conservatoire de Paris partagent la vedette avec un quatuor tout neuf, passé comme eux par la classe de musique de chambre de Jean Hubeau rue de Madrid et lauréat de l'incontournable Concours d'Évan en 1988. Tous seront réunis dans le *Concert de Chausson* qu'il est assez rare de voir à l'affiche et encore plus rare d'entendre joué juste. La musique française dans ce qu'elle a de plus sérieux, de plus recueilli, de plus touffu — et de plus difficile pour les pianistes.

Le 28, Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-08-07. De 110 F à 250 F.

**Bartok**  
Mikrotamos 6, extraits.

**Beethoven**  
Sonate pour piano n° 31 op. 110  
32 Variations

**Schumann**  
Kreisleriana  
Gisèle Magnan (piano).

Gisèle Magnan effectue là, sans erreur, sa première apparition parisienne avec un répertoire qui reprend en partie (Beethoven) son premier disque, tout récemment paru chez Adda. Cette jeune femme au regard attentif, au visage sans apprêt, cette élève de Vlado Perlemuter, elle-même excellente pédagogue dit-on, possède un jeu qui lui ressemble : énergique et simple. Combien de pianistes réputés ont récemment tenu le grand tout des *Kreisleriana* et l'ont regretté ? Magnan, d'emblée, aura osé.

Les 28 et 30, Salle André-Marchal, 20 h 45. Tél. : 47-34-11-91. De 40 F à 60 F.

**Frank**  
Quintette pour piano et cordes

**Chausson**  
Concert pour piano, violon et quatuor à cordes

**atem**

CARTE BLANCHE

concerts

25-27 Avril à 21 h

Groupe S.I.C.

26 Avril à 21 h

Ensemble S.I.M.C. de Bale

Reservations

43 64 77 18 et 3 FNAC

**Aix**

FESTIVAL D'AIX EN PROVENCE

12-29 juillet

OPÉRAS

Nouvelle production

LES INDES GALANTES

RAMEAU

Nouvelle production

L'ENLEVEMENT AU SÉRAIL

MOZART

DON PASQUALE

DONIZETTI

28 CONCERTS ET RECITALS

LOCATION OUVERTE

Programmes/dem.:

(16) 42 23 37 81

SEME FESTIVAL INTERNATIONAL DE

MUSIQUE BAROQUE ET CLASSIQUE

BEAUNE 90

Hospices 156 S. • Basilique Notre-Dame, 12e S

29 JUIN - 22 JUILLET - 4 WEEK-ENDS

DIRECTION ARTISTIQUE ANNE BLANCHARD

VEN 20 - ORCH. THE AGE OF ENLIGHTENMENT / DIR. GUSTAV LEONHARDT

BACH "CONCERTOS POUR VIOLON", RAMEAU "SUITE LES PALADINS"

SAM 30 - CH. & ORCH. COLLEGIUM VOCALE GAND / DIR. PH. HERREWEGHE

BARBARA SCHLICK - GÉRARD LESNE - HOWARD CROOK - PETER KOOV

BACH "MESSE EN SI-MINEUR"

VEN 6 - CAPELLA REIAL / DIR. JORDI SAVALL - MONTSERRAT FERRERAS-S.

MUSIQUE ESPAGNOLE DU 15e. S. "SIBYLLE CATALANE" LIVRE VERMEIL

SAM 7 - OPÉRA "PLAVIO" DE HAENDEL, ENS. 415 / DIR. RENÉ JACOBS

LOOTENS - FINK - HOGMAN - GALL - LEE RAGIN - FAGOTTO - MESSSTHALER

DIM 8 - ORCHESTRE "LA PETITE BANDE" / DIR. SIGISWALD KUJIKEN

BACH "66 BRANDEBOURGEOIS, SUITE N° 2", "CONCERTO EN LA-MINEUR"

VEN 13 - ORCH. NAT. DE TOULOUSE / DIR. & VIOLON AUGUSTIN DUMAY

MOZART "CONCERTOS POUR VIOLON ET ORCHESTRE"

SAM 14 - THE AMSTERDAM BAROQUE ORCHESTRA / DIR. TON KOOPMAN

BACH "CONCERTOS POUR 1, 2 & 3 CLAVECINS"

DIM 15 - RECITAL FRANÇOISE POLLET, SOP. - J. MARC LUISADA, PIANO

BERLIOZ "LES NUITS D'ÉTÉ", BRAHMS, SCHUBERT "LIEDER"

VEN 20 - ENS. VOCAL & INSTR. DE LAUSANNE / DIR. MICHEL CORBOZ

AGNÈS MELLON - BERNARDA FINK - HOWARD CROOK - PETER HARVEY

BACH "PASSION SELON ST JEAN"

SAM 21 - ENS. "IL SEMINARIO MUSICALE" / DIR. & ALTO GÉRARD LESNE

VIVALDI "STABAT MATER" - "NISI DOMINUS"

DIM 22 - ORCH. SYMPHONIQUE D'URSS / DIR. EVGENI SVETLANOV

ANDREI KORSAKOV, VIOLON

TCHAIKOVSKI "CONCERTO POUR VIOLON" - BEETHOVEN "SYMPH. N° 4"

INFORMATION, RESERVATION, FORFAIT WEEK-END

OFFICE DE TOURISME BEAUNE 21200, TEL. 80 22 24 51

FNAC PARIS, LYON, DIJON, BRUXELLES - 3615 BILLETTEL

ART ET FUGUE GENEVE



FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE

مركز من الأصل



# MUSIQUES

## Chants et musiques populaires d'Arménie

Meguerich Melkonnian (soprano, chant), Ensemble instrumental arménien, Jean-Pierre Marguerian (direction).

La compagnie du théâtre TIOUT d'Erevan débarque à partir du 7 juin au Théâtre Hébertot avec une comédie musicale mise en scène et en musique par Narek Dourian et tirée du *Don Quichotte* de Boulgakov (sens : 43-87-24-24). En préface à ce témoignage d'une Arménie résistante et combattante, d'une Arménie moderne et vivante, Jack Lang et le ministre de la culture d'Erevan ouvrent

ensemble un cycle exceptionnel de concerts, doublé d'un symposium et d'une exposition permanente centrés sur le sujet fort peu exploré de la musique arménienne, classique, liturgique, populaire et savante. Pour ne plus limiter la musique d'un inclassable Etat au folklorisme de Khatkatourian. Pour se rappeler que les chorales sont là-bas (et dans la diaspora) parmi les plus belles du monde. Et que la chanson, politique ou sacrée, y est une manière de résister.

Le 28, Musée des arts et traditions populaires, 20 heures. Tél. : 40-67-90-00, 80 F.

## SÉLECTION PARIS

### Mercredi 23 mai

**Schubert**  
Quatuor à cordes n° 12 D 703

**Jancsek**  
Quatuor à cordes n° 1

**Schumann**  
Quintette pour piano op. 44  
Eugen Indig (piano),  
Quatuor Muir.

Eugen Indig a beau n'avoir que quarante-trois ans, il commence une seconde carrière après un passage à vide qui a suivi ses performances de très jeune candidat aux concours internationaux de piano (Varsovie, Leeds). Comment s'étonner que ce Yougoslave, qui a opéré depuis longtemps pour la nationalité américaine et qui fut le plus jeune soliste invité dans les années 70 par l'Orchestre de Boston, se retrouve aujourd'hui en compagnie d'un quatuor bostonien, réassemblé en 1980 à Evan, formation résidente à l'université depuis qu'il fut nommé « quatuor de l'année », en 1983, par la télévision américaine. Qui était monsieur Muir ? Le Buffon américain. Quatuor nature, donc.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40, 160 F.

### Vendredi 25

**Mozart**  
Idoménée, version concert  
Anthony Rolfe-Johnson,  
Alison Browner,  
Glen Vassallo (ténors),  
Sylvia McNair,  
Helen Merington (soprano),  
Cornelius Hauptmann (basse),  
English Baroque Soloists,  
Monteverdi Choir,  
John Eliot Gardiner (direction).

Début d'un cycle Mozart confié par le Châtelet à Gardiner et intégralement enregistré par D.C. À ces deux opéras en version de concert (pour les renseignements concernant la Clémence de Titus, se reporter au 27 mai) succédera, la saison prochaine un *Enlèvement* mis en scène par et pour Lilla Pasqual. Alison Browner (Idamante) est une mezzo irlandaise ; Hillel Martin-pello (Electra), une soprano suédoise. Comme cette dernière, Sylvia McNair (Illa) s'est distinguée à la Mousnié ; elle était la Fiordiligi du *Così di Bondy*. Et la Clémence et Idoménée sont repris peu de jours plus tard au Festival de Hollande (*lire encadré ci-dessous*).

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 heures (à 29),  
Tél. : 40-28-28-40, De 50 F à 335 F.

### Schubert

**Schumann**  
Lieder  
Margaret Price (soprano),  
Graham Johnson (piano).

L'Opéra Bastille constitue-t-il la meilleure salle de récital de Paris ? Les disques de Schubert, qui a opéré depuis longtemps pour la nationalité américaine et qui fut le plus jeune soliste invité dans les années 70 par l'Orchestre de Boston, se retrouve aujourd'hui en compagnie d'un quatuor bostonien, réassemblé en 1980 à Evan, formation résidente à l'université depuis qu'il fut nommé « quatuor de l'année », en 1983, par la télévision américaine. Qui était monsieur Muir ? Le Buffon américain. Quatuor nature, donc.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40, 160 F.

### Samedi 26

**Fauré**  
Thèmes et variations  
pour piano op. 73  
Deux Nocturnes



**Berg**  
Sonata pour piano op. 1

**Schoenberg**  
Six Pièces pour piano op. 19

**Webster**  
Variations pour piano op. 27  
Michel Dalberto (piano).

Fauré, Schoenberg, Berg, Weber : faut-il comprendre que Michel Dalberto a cherché à établir une filiation, une fraternité, entre l'auteur de l'*Horizon chimérique* et la seconde école de Vienne ? Le choix des variations fauréliennes n'est sans doute pas étranger à l'affaire, puisque la variation est, comme on sait, la base de la pensée sérielle. On se réjouit de découvrir le jeune maître dans Weber ; comme de le retrouver dans la sonate de Berg.

Maison de Radio-France, 17 heures. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.

### Dimanche 27

**Rosini**  
Quatuor n° 6 pour flûte,  
clarinette, cor et basse

**Mozart**  
Quintette pour piano,  
hautbois, clarinette, cor  
et basse n° 452  
Christian Zacharias (piano).

Quintette Moregus.

Le Quintette de Mozart pour piano et instruments à vent ne supporte que la perfection. Avec Zacharias et les Moregus, toutes les chances de succès sont réunies. L'audace en prime.

Théâtre Renaud-Barrault, 11 heures. Tél. : 42-56-60-70, 80 F.

### Mozart

La Clémence de Titus, version concert  
Anthony Rolfe-Johnson (ténor),  
Charlotte Margiono,  
Jennifer Lamore (mezzo-soprano),  
Catherine Robbin,  
Sylvia McNair (soprano),  
Cornelius Hauptmann (basse),  
English Baroque Soloists,  
Monteverdi Choir,  
John Eliot Gardiner (direction).

Lire notre commentaire d'*Idoménée* en date du vendredi 25.

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 heures. Tél. : 40-28-28-40, De 50 F à 335 F.

### Lundi 28

**Schubert**  
Grand duo pour violon et piano  
op. 153  
Fantaisie pour violon et piano  
op. 159  
Gaetano Prouvost (violin),  
Bruno Canino (piano).

La dernière fois que nous avons vu Bruno Canino à un clavier, c'était à Marlboro. Et ce pianiste italien à la carrière de musicien complet (il est également compositeur) payait de sa personne comme un bon petit écolier au milieu de jeunes musiciens qui burlaient ses (rares) paroles. Canino, on le retrouve cette fois dans une situation un peu équivalente : paternellement attaché à mettre en valeur une jeune partenaire pleine d'espoir, Gaetano Prouvost, qui a joué avec Boulez et qui vient d'enregistrer les sonates de Prokofiev avec El Bacha (Forlane), est une Française admise dans les filières américaines après avoir été remarquée par Francescatti et recommandée au grand Galamian. Sortie avec les honneurs de la Juillard, elle est choisie par Messiaen pour participer à la création, en vision satellite, du *Quatuor pour la fin des temps*. Canino a tant créé, lui aussi, d'œuvres de son siècle que c'est presque une surprise de le retrouver dans Schubert. Le 30 (même heure, même lieu), le violoncelliste Yvan Chiffolleu - il n'est pas vieux non plus - se joint à eux dans des trilles de Haydn et de Mendelssohn.

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 12 h 45. Tél. : 40-28-28-40, 35 F.

Saint-François de Paul marchant sur les eaux

**Mozart**  
Sonate pour deux pianos  
K 448

**Millhaud**  
Sonate pour deux pianos  
Erik Berchot,  
Anne Quilès,  
Martal Solal,  
Joseph Kohn (pianos).

Deux pour le classique, deux pour le jazz, et pas de mélange des genres dans cette nuit de piano : Anne Quilès traite le thème de l'eau avec du Ravel et du Debussy ; Erik Berchot s'en tient à Chopin ; ils jouent face à face, à deux pianos, Mozart (la sonate) et Millhaud (*Socrate*).

En solo et à deux, dans le style carré de Coltrane, dans le style vélocité de Kuhn. Au fait, comment ces deux styles vont-ils faire pour s'associer ?

Le 22, Vélodrome, 21 heures. Tél. : 39-76-32-75, De 120 F à 140 F.

## ROCK

**Smithereens**  
**Del Fuegos**

C'est sans doute prendre le lecteur un peu de court, mais le concert de la semaine aura sans doute lieu ce mercredi soir avec la conjonction formidable de la pop crispée des Smithereens et du rock gras, économe et dévastateur des Del Fuegos.

Le 23, Elysée-Montmartre, 19 h 30, 80 F.

### Band of Holy Joy

Un peu folk (relents d'accordéon), un peu pop (mélodies malignes, vocaux suaves), extrêmement britannique, pour une soirée de printemps mélancolique.

Le 24, Olympia, 19 heures. Tél. : 45-54-72-00.

### Nick Cave & the Bad Seeds

Romancier, acteur, Nick Cave est avant tout un rocker, un peu empathique (il serait sans doute plus poli de dire gothique) mais d'une force poétique indéniable.

Le 25, Olympia, 20 heures. Tél. : 47-42-28-43, 120 F.

### Bangkok Paddock Road Runners

B.B. Doc

### Happy Drivers

Pour un prix somme toute modique, la fine fleur du label Bouchérie. En ce premier soir, on se précipitera pour les Road Runners et leur rythme blues et pour découvrir les éventuels talents des dernières signataires du label. Le lendemain, même heure, même endroit, même prix, la soirée se terminera sur un

Le 26, Olympia, 20 heures. Tél. : 45-54-72-00.

### Debussey

La Cathédrale engloutie

Liszt

concert des Garçons Bou-chiers en personne après les éducatrices de nos sympathiques amis d'outre-Québec, le duo alléguant qu'il se produisent sous le nom de Stetlin.

Le 25, La Cigale, 19 heures. Tél. : 42-23-38-00, Location FNAC, 55 F.

### Phil Collins

Conscientieux jusqu'au bout, Phil Collins revient pour rattraper l'extinction de voix qui, le mois dernier, avait privé quatorze mille fans d'une collection de chansons gentiment funky et vaguement sentimentales.

Le 26, Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 heures. Location FNAC, Virgin Megastore, 180 F.

### Ramones

Voilà bientôt quinze ans que les frères Ramones font honte à leur famille avec leur rock à détruire les neurones. On, mais avec eux, au moins, on s'amuse.

Le 28, Zénith, 20 heures. Tél. : 42-08-60-00, Location FNAC, 140 F.

### MUSIQUES DU MONDE

#### Angoulême

##### Festival des musiques métisses

Le 25 mai, arrivée en gare d'Angoulême. d'une légende : le Super Rail Band de Bamako. Formation qui fait encore 71 les belles nuits du buffet de la gare de la capitale du Mali et vit les débuts de Salif Keita et de Mory Kanté. Lors de cette nuit métissée, on retrouvera également Keita, la chanteuse Nwara Doumbia et le joueur de kora Toumani Diabate. Le lendemain, nuit sénégalaise avec Ibrahima Traoré, la chorale de Julien Jouss, bref une bonne partie de la forêt que ne voit ni ne peut cacher le baobab Youssou N'Dour.

Le 25 et 26 mai, à 20 h 30, au Théâtre d'Angoulême, 130 F.

#### Robert Carlos

Portugal et Brésiliens s'ont pas toujours les mêmes goûts. Sauf un : Roberto Carlos, petit prince méconnu des Français, mais qui remplit Bercy pendant deux jours. Fondateur, avec son frère Erasmo, de la Jovem Guarda, la génération des yésés amateurs de rock et roll des années 60, Roberto est revenu avec l'âge à la sagesse romantique, aux histoires d'amoureux trahis, d'amis trompés.

Le 29, Argenteuil, Salle Jean-Vilar, 21 heures. Tél. : 39-81-25-29, De 70 F à 90 F.

#### Youssef N'Dour

Le Festival d'Argenteuil s'appelle « Autor de la voix ». Lui, Youssef N'Dour. Sa voix culmine aux sommets de la musique africaine d'aujourd'hui. Il fait le tour de nos bandes avec toujours autant de grâce.

Le 29, Argenteuil, Salle Jean-Vilar, 21 heures. Tél. : 39-81-25-29, De 70 F à 90 F.

#### La sélection

« Musiques »

« a été établie par : »

« Rock » :

« Musiques du monde » :

Véronique Morteau.

## Barenboïm ramène Berlin

Coucou, le revolià, le licencié de l'Opéra Bastille, de retour par la grande porte avec l'orchestre de Karajan, qu'il aura mené, avant de nous revenir pour deux soirs, en Allemagne, en Angleterre, mais aussi, pour la première fois, en Israël. C'est Janine Rozé, bureau de concert privé et culotté (l'intégrale Beethoven du Quatuor Alban-Berg aux Champs-Élysées, c'était elle), qui offre cette belle revanche à Daniel Barenboïm, pour deux concerts salle Pleyel avec la Philharmonie de Berlin. Il paraît qu'il reste des places - à 750 F et 580 F il est vrai - pour la soirée du 1<sup>er</sup> juin : l'*« Inachevée »* de Schubert, l'*« Héroïque »* de Beethoven. Plus sûrement que pour le jeudi 31 mai qui voit Barenboïm dans le double rôle de soliste et de chef (Vingt-Septième concerto pour piano, de Mozart, septième symphonie, de Bruckner).

\* Rens. : 45-61-06-30. Loc. : 45-63-98-73.

## Le Festival des Pays-Bas

Le Festival de Hollande, traditionnellement l'un des plus riches d'Europe, ouvre le 1<sup>er</sup> juin sa quarante-troisième édition avec l'Ange de feu, de Prokofiev, dans la mise en scène d'Andrei Serban déjà présentée à Genève, mais sous la direction de Riccardo Chailly, patron du Concertgebouw (plusieurs représentations jusqu'au 30 juin). Trois opéras en version oratorio se succéderont : la Femme sans ombre (direction Edo de Waart), les 9 et 12 juin ; la Clémence de Titus et Idoménée, de Mozart, passés par le

Châtelet, sous la direction de Gardiner, repris à Amsterdam (les 1<sup>er</sup> et 3 juin).

Au chapitre des concerts, Chailly encore, avec une intégrale Hindemith (les 9 et 23 juin) ; Chailly et le Concertgebouw toujours, dans un programme Gershwin, Bernstein, Ives (le 16 juin). Et Kurt Masur, dans la Troisième symphonie, de Bruckner, à la tête du Gewandhaus de Leipzig (le 21 juin).

Au fait, le Holland Festival vient de voir arriver à sa tête un nouveau directeur, en la personne de M. Van Vlijmen, compositeur et ancien directeur (remercié) de l'Opéra d'Amsterdam.

\* Rens. : 19-31-20 27-65-66.

## Exotisme et Empire

Il y a les éventails de Madame Butterfly, des femmes pudiquement voilées aux cuisses dénudées, des turqueries à la pelle. Il y a des reproductions de décors kitschs, des dessins de costumes défilés, des programmes, des photos, des affiches : c'est l'exposition « Voyage en musique, cent ans d'exotisme (décors et costumes dans le spectacle lyrique en France) » accrochée jusqu'au 13 juillet au centre culturel de Boulogne-Billancourt. Une exposition qui s'enorgueillit du concours de la Bibliothèque nationale et que complète « L'Opéra sous l'Empire », de jolis souvenirs recueillis, toujours à Boulogne, par la bibliothèque Martimortan.

\* Tous les jours, de 9 heures à 21 heures : le dimanche de 10 heures à 12 heures, au Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22 rue de la Belle-Feuille. Et à la bibliothèque Martimortan, du mardi au samedi, de 14 h 30 à 18 heures. Tél. : 48-84-77-95.